

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Mercredi 17 décembre 2014**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du mercredi 17 décembre 2014 à 17h00
Salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

- 1 Montpellier Méditerranée Métropole - Cadre d'intervention et convention de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences
- 2 Mise en œuvre d'un service commun de Direction Générale des Services

Urbanisme, aménagement durable

- 3 Secteur Cavalade - Miro Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)
- 4 ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) Agrément de candidature SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS (Lot F)
- 5 Plan local d'urbanisme (PLU) Ouverture à l'urbanisation de l'entrée de ville Avenue François Delmas et de l'extension du quartier Ovalie
- 6 QUARTIER CONSULS DE MER SECTEUR « MOULIN DES SEPT CANS - PETIT TRAIN » Instauration d'un périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) et des modalités de partage des coûts des équipements Conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et la SARL RB Group.
- 7 QUARTIER MOSSON Résidence Font Del Rey Vente de logements sociaux par ACM à la société CIGER
- 8 Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Euromédecine Autorisation de démolir des logements sociaux
- 9 Droit des sols ZAC Parc Garosud Extension - lot 18 (parcelle OB 79) Constitution d'une servitude de dispense de prospect sur les parcelles OB 20 et 21, propriété de la Ville, et sur la parcelle OB 79
- 10 Crèche associative "Les Bambins du Lez" - 196 rue des Paradisiens Projet d'extension des locaux sur la parcelle mitoyenne Déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée CK 501a

- 11 Extension de la crèche associative "Les Bambins du Lez" Avenant au bail emphytéotique du 8 avril 2004
- 12 ZAC Port Marianne-Parc Marianne Vente à la SERM Rue du Mas Rouge Parcelles cadastrées SE 11p, SE 12p et SE 13p
- 13 Stade PHILIPPIDES - Gymnase ACHILLE Autorisation d'occupation temporaire du domaine public Avenant n° 2
- 14 Hôtel Richer de Belleval place de la Canourgue Mise en vente
- 15 Terrain situé rue Bernard Blier Déclassement du domaine public communal
- 16 Quartier Croix d'Argent Rue Bernard Blier Echange foncier avec M. Bruno HATT
- 17 Foncier Rue de la Figairasse Propriété « Consorts FAU »
- 18 Foncier Quai Laffite Vente de la parcelle HL 608, propriété de la Ville, à Mme INQUIMBERT ESTEVEZ BARROS
- 19 Foncier Quai Laffite Vente de la parcelle HL 609, propriété de la Ville, à l'indivision MASSOL
- 20 Foncier Délaisse de voirie propriété de la Ville Rue André Chamson Déclassement du Domaine public communal
- 21 Foncier Délaisse de voirie Rue André Chamson Vente aux riverains
- 22 Foncier Déclassement du domaine public Emprise avenue du Mondial 98
- 23 Foncier Angle rue Maurice Chauvet et avenue de l'abbé Paul Parguel Propriété "SCI Les Bruyères"
- 24 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Engagement de subventions
- 25 Procédure révision/création des ZPPAUP existantes en AVAP Approbation des objectifs et du calendrier prévisionnel
- 26 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
- 27 ECOLE D'APPLICATION DE L'INFANTERIE Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Avenant n° 2 à la concession d'aménagement
- 28 Renouvellement de la convention de partenariat relative au développement d'actions en faveur du logement des jeunes et de promotion de l'aide MOBILI-JEUNE ®
- 29 Bilan 2014 du dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes et modification du règlement d'attribution

Sécurité

- 30 Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée Année 2014

Réussite éducative

- 31 Réalisation d'une nouvelle école primaire dans le quartier Malbosc

- 32 Nouvelle Gare Montpellier Saint Roch Convention de partenariat pour un projet artistique associant les enfants des écoles
- 33 Convention de partenariat avec l'ONISEP et participation financière pour le jeu-concours l'Avenir s' imagine

Démocratie de proximité, Maisons pour Tous

- 34 Mise à disposition de salles à titre gratuit

Enfance

- 35 Rencontres Petite Enfance Convention de Partenariat Culturel entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération de Montpellier Musée Fabre
- 36 Action de soutien à la parentalité. Convention entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault

Culture

- 37 Dépôt de demandes de licences d'entrepreneur de spectacles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles
- 38 Cinéma Nestor Burma Convention Pass'Culture avec le CROUS modification de tarif
- 39 Intégration des acquisitions des Archives municipales dans le patrimoine de la Ville de Montpellier
- 40 Comédie du Livre 2015 Appel à projets d'animations

Personnel

- 41 Modification du tableau des effectifs
- 42 Conventionnement avec le FIPHFP pour la mise en place d'une Politique Handicap et Maintien dans l'Emploi

Finances de la collectivité

- 43 Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du budget primitif 2015
- 44 Convention de Services Comptables et Financiers entre la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques
- 45 Apurement annuel des régies exercice 2014
- 46 Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2013 sur la base de son rapport d'activité.
- 47 Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2014 et Exercice 2015
- 48 Tarifs 2015 pour la Ville de Montpellier
- 49 MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

- 50 SAAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013
- 51 SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013
- 52 TAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013
- 53 SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2013
- 54 Convention de concession EDF/ERDF - Rapports d'activité de 2012 et 2013
- 55 Convention de concession GRDF - Rapports d'activité de 2012 et 2013
- 56 LES BAMBINS DU LEZ - Garantie d'Emprunt
- 57 Mise en accessibilité des bâtiments de la Ville Application de la loi Handicap Mise en oeuvre des agendas d'accessibilité programmée
- 58 Rue Boussinesq Acquisition Ville / Société EIFFAGE Immobilier Méditerranée de locaux en copropriété destinés à usage de crèche et salle associative Avenant n° 2
- 59 Fourniture et livraison de fioul - Appel d'offres- Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone, Pignan, Lavérune, Saint Brès et Saint Jean de Védas.
- 60 Cession et réforme des matériels et des véhicules

Relations internationales

- 61 Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Désignation de représentants

- 62 Université de Montpellier - Désignation du représentant de la ville au conseil d'administration
- 63 Université Montpellier 3 - UFR 1 - Modification de la délibération 2014/207 concernant les 2 représentants du Conseil Municipal
- 64 Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier Désignation des nouveaux représentants de la Ville

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du jeudi 6 novembre 2014

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre à 17H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents : aucun.

Monsieur le Maire : Nous allons passer à l'ordre du jour. Avant de passer à l'ordre du jour du Conseil, je vais vous donner un certain nombre d'informations utiles pour les élus du Conseil municipal de Montpellier. Si vous voulez, nous faisons l'appel. Nous allons faire l'appel, puis nous donnerons les informations. Je propose Maud BODKIN comme secrétaire de séance. Maud, souhaitez-vous venir à la tribune pour faire l'appel ? Allez-y Mademoiselle BODKIN, faites l'appel.

[Maud BODKIN procède à l'appel].

Maud BODKIN : L'appel est clos.

Monsieur le Maire : Merci Mademoiselle BODKIN. Le quorum est très largement atteint. Monsieur CASTRE nous a rejoints.

Bien, je voudrais vous donner un certain nombre d'informations en début de Conseil. Première information : nous avons reçu le Prix de la Fondation 30 Millions d'Amis, qui a décerné à la ville de Montpellier le Ruban d'Honneur pour ses actions en faveur des animaux. Madame BARTHAS-ORSAL Valérie l'a reçu officiellement à Paris. Madame BARTHAS-ORSAL.

Valérie BARTHAS-ORSAL : Monsieur le Maire, je suis allée à Paris au mois de novembre dernier à l'invitation de la Fondation 30 Millions d'Amis. Je suis allée chercher le Ruban d'Honneur 2014 qui vous a été décerné pour votre travail, votre engagement et votre bienveillance pour la cause animale. Avec toutes nos félicitations, je vous remets ce Ruban d'Honneur [*Applaudissements*].

Monsieur le Maire : Et merci à Madame BARTHAS-ORSAL, toute dévouée à la cause. Il s'agit d'un beau diplôme; qui « siègera » en lieu et place, dans la salle des Rencontres. En parlant de salle des Rencontres, vous êtes tous conviés au petit repas de Noël ce soir, majorité et opposition, vous le savez. Je remercie ceux qui ont répondu présents.

Bon, un certain nombre d'informations maintenant Vous dire d'abord que Sophia AYACHE, ici présente, qui nous a rejoints au Conseil municipal suite à la démission de Fabrice PALAU, est Conseillère municipale. J'ai souhaité lui donner une délégation particulière, importante pour la ville : il s'agit de la délégation concernant le handicap. Sophia a déjà travaillé dans le cadre de ses activités professionnelles, dans ce secteur. Je pense qu'étant thérapeute, psychothérapeute liée au travail, elle saura accompagner très précisément cette délégation, qu'elle reçoit auprès de Patricia MIRALLES, adjointe à la Solidarité. Elle est en effet psychologue du travail et dans ce cadre-là et dans le cadre des études qu'elle a faites à l'Université de Toulouse, elle a déjà participé à de nombreuses actions auprès des personnes handicapées. Voilà Sophia. [*Applaudissements*].

Deuxième point : ce sont plusieurs informations très diverses les unes des autres. Premier point : je proposerai au Conseil municipal à partir de début avril, ce qui représentera un an de mandat, une session spéciale consacrée à la transparence de la vie publique. Au cours de cette session, je détaillerai un certain nombre d'audits qui ont été mandatés sur plusieurs services et organismes de la ville et je demanderai à ce que les comptes de la ville soient présentés à la Chambre régionale des comptes pour approbation. Nous traiterons d'un certain nombre de sujets liés à cela. Cette séance spéciale du Conseil municipal pourrait avoir lieu la première semaine d'avril parce qu'un certain nombre d'audits ne sont pas encore terminés. Je souhaite qu'ils soient exposés de façon générale, c'est-à-dire l'ensemble des audits, puisqu'il s'agit là d'argent public et que le Conseil municipal se doit d'en avoir le compte rendu, suite aux expertises réalisées.

Deuxième information : elle concerne la politique de la ville. Vous savez que la politique de la ville, à partir de janvier 2015, devient une compétence de la métropole ; elle passe donc de la ville à la métropole. Ce matin, nous avons signé, mis en place, pardon, le comité de pilotage du Contrat de ville. Ce comité de pilotage est riche de quatre commissions et de quatre collèges : le premier collège est celui des partenaires publics, le deuxième, celui des acteurs de l'économie et de l'emploi, le troisième, celui de la cohésion sociale et de la rénovation urbaine et le quatrième collège représente l'ensemble des conseils citoyens qui seront élus. J'ajoute que j'ai repris contact avec la CAF et avec son directeur et son président, afin de remettre sur les rails un projet de conventionnement pour la mise en place de centres sociaux dans certaines Maisons pour tous de la ville. Je remercie la CAF d'avoir accepté le principe du cofinancement d'un coordonnateur jeunesse pour les quartiers de Montpellier – merci à son président, merci à son directeur. Avant 2010, les Maisons pour tous abritaient des centres sociaux. Monsieur VIGNAL, alors délégué, avait souhaité retirer la fonction de centre social aux Maisons pour tous. Je pense que c'est une erreur parce que le social doit être très présent dans la proximité avec les Montpelliérains. Ainsi, nous rétablirons cette fonction avec l'aide de la CAF.

Concernant les dossiers ANRU, et j'en fais ce matin l'exposé à l'Agglomération, j'ai obtenu avec Monsieur le Préfet, que je remercie, auprès de Madame EL KHOMRI, Secrétaire d'Etat que j'ai reçue, un avenant d'1 M€ pour le dossier ANRU du Petit Bard, afin de réhabiliter les commerces et de les restructurer. Deuxième point : pour le quartier des Cévennes, j'ai obtenu une démarche particulière liant l'ANRU et l'ANAH susceptible de réhabiliter et d'apporter des aides à la réhabilitation des logements privés. Enfin, j'ai obtenu l'inscription du quartier Mosson et notamment de sa partie Sud dans l'ANRU 2, programme de l'Etat qui a été proposé par le Président de la République il y a deux jours. L'ensemble de ces dossiers seront bien entendu détaillés. Comme celui sur le Sud du Grand Mail, avec le parking, la dalle, la Tour d'Assas, la Salle Louis Feuillade qui ne sera pas déléguée à une association mais qui restera un service public de la ville, et cela a été une clé de l'obtention de ce dossier à Paris. C'est pour cela que j'ai demandé au Préfet d'annuler la délibération qui avait été prise par Madame MANDROUX, sur le conseil de l'ancienne directrice à la Culture. La Salle Louis Feuillade joue sur le Grand Mail un rôle fédérateur pour les associations, pour les habitants du quartier, mais aussi en réseau avec le Théâtre Jean Vilar, avec la maison de quartier, la mairie annexe et le cinéma Nestor Burma, à Celleneuve. Il s'agit d'un réseau d'équipements pour les habitants de la Paillade et d'un projet de réhabilitation urbaine sur le bas de la dalle, de la Tour d'Assas, jusqu'au parking qui se trouve autour de l'ancien *McDonald's*, aujourd'hui occupé par un restaurant connu. Voilà pour ce qui est de la politique de la ville.

Quatrième point : la techno. Commençons par le commencement. Pour *Tohu Bohu*, j'ai proposé deux endroits dans la ville, deux places ouvertes : la place du Peyrou et la place George Frêche, devant la Mairie. J'attends la réponse. Pour *Family Piknik*, ils refont un festival – cela ne me gêne absolument pas –, mais pas à Grammont, pas dans la mairie annexe, pas sous le cèdre. 7 000 personnes sous le cèdre à Grammont, c'est de la folie, d'autant qu'aujourd'hui, nous y célébrons tous les mariages de la ville – il faut être cohérent. Concernant *I Love Techno*, pour lequel un certain nombre d'élus ici présents avaient été annoncés, nous avions samedi soir l'intention d'y aller, et je l'avais mentionné dans mon agenda officiel transmis à la presse. Il se trouve que la commission de sécurité a donné un avis défavorable et que le Maire de Pérols, puisqu'il s'agit de la commune de Pérols... Je remercie tous les internautes de délivrer des messages clairs parce que quand ils ne sont pas clairs, ils sont spécieux, et quand ils sont spécieux, ils me mettent en cause. Mais bon, c'est Noël, je comprends, nous y reviendrons tout à l'heure. Donc je leur pardonne, il leur sera beaucoup pardonné parce qu'ils ont beaucoup péché. Je suis prêt à organiser, à participer largement, comme d'ailleurs pour *I Love Techno*; parce que l'Agglomération avait financé 50 000 € pour l'organisation d'*I Love Techno* ; donc, l'Agglomération a également été dans le rouge. Je suis prêt à aider pour un festival techno cette année, à condition que les conditions de sécurité soient valides et validées, tout simplement. Bien entendu, nous serons ouverts à toute proposition. [Monsieur DUMONT prend la parole hors micro]. Vous savez, Monsieur DUMONT, qu'il n'est pas prévu d'intervention sur les informations du Maire dans la loi. Je continue. [Monsieur DUMONT : « vous pourriez leur faire un procès »]. Mais je ne suis pas juriste, Monsieur DUMONT, je fais de la politique, je ne fais pas du droit. Vous savez, j'aime bien les juristes mais dès qu'une plainte est déposée, cela met deux ans pour être traitée. Avec moi, c'est rapide. Vous avez vu là-haut !

Ensuite, concernant Manitas de Plata, j'ai proposé à la communauté gitane et surtout à la famille de Manitas de faire une statue. Oui, c'est cela, c'est la loi. Dans le cadre des affaires, vous pourrez vous exprimer après, sauf si vous êtes hors sujet. A ce moment-là, j'agiterai la petite cloche, la cloche de Noël. Soyons sérieux, pour Manitas de Plata, j'ai proposé qu'une statue soit érigée. Nous ferons un appel à projets pour la réalisation de cette statue. Il sera lancé dès le début de l'année 2015, dès le début de janvier, par la Direction de la Culture conjointement avec mon cabinet.

Ensuite, j'ai rencontré cet après-midi, avec Isabelle MARSALA, Madame XU LIN, Directrice du HANBAN, qui dépend du Ministère de l'Education en Chine, qui nous a dit envisager de classer l'Institut Confucius de Montpellier dans les premiers, voire le premier au niveau international. Donc, c'est une bonne nouvelle. Elle a été très présente cet après-midi, avec la rectrice, Isabelle et moi-même.

Enfin, je voudrais revenir sur un mot qui a été indiqué ce matin dans une puce concernant les cantonales. On a dit que je voulais « abattre » un de mes adversaires. D'abord, je ne suis pas candidat aux cantonales. Deuxièmement, « abattre » n'est pas un mot de mon vocabulaire. Troisièmement, en politique, j'ai des adversaires, pas des ennemis. Quatrième point, la personne en question est comme les autres candidats dans les autres cantons qui nous sont opposés. Je ne fais pas de distinction : sur les cinq cantons de la ville, il y aura des candidats de la majorité municipale. Voilà, c'est tout simple. Nous n'essayons pas d'abattre Pierre, Paul, Jacques ou Jeannette ; nous essayons de gagner les élections pour pouvoir porter la voix de la majorité et de la métropole au Conseil général, avec qui nous souhaitons travailler, non pas en opposition mais en partenariat. Donc, prière d'utiliser un vocabulaire compatible avec ma mentalité et surtout ma moralité. Ensuite, dernier point, je voudrais féliciter Michèle DRAY-FITOUSSI, Conseillère générale courageuse qui dans l'assemblée départementale, a tenu bon sur les cartes scolaires concernant le secteur dont elle est élue et concernant les collèges du secteur : elle a été la seule à s'opposer à une décision qui défavorisait l'ensemble des enfants de cette zone ; ensuite, elle a été une des rares, si ce n'est la seule, à voter contre la disparition des enveloppes hors programme du Département qui sont attribuées aux conseillers généraux et qui aident les municipalités dans le cadre des écoles, dans le cadre des travaux d'intérêt général pour la voirie, pour le patrimoine, qui grève encore davantage les toutes petites communes qui n'ont pas de ressources. Donc merci Michèle d'avoir porté, non pas la voix de la ville de Montpellier dans cette affaire, mais la voix d'une certaine justice. [Applaudissements]. Voilà, j'en ai fini avec les informations.

Nous allons donc passer à la séance du Conseil municipal. Théoriquement, vous ne pouvez pas, mais c'est Noël. Appuyez sur votre petit bouton rouge.

Alex LARUE : Deux, trois points rapidement, notamment sur les rapports d'audit, je crois comprendre que nous aurons communication de ces rapports seulement au mois d'avril 2015, soit un an après les élections municipales. Suite à ces audits, j'ai cru comprendre que vous aviez pris certaines décisions, notamment à la SERM, pour changer le directeur général, Monsieur LAGET. Donc j'aimerais savoir si nous pourrions avoir communication de ces rapports avant le mois d'avril 2015 pour les étudier et pour comprendre les décisions que

vous avez prises, notamment s'agissant de la SERM. Tout à l'heure, nous allons parler du rapport annuel d'activité de la SERM qui présente un résultat positif, même si le chiffre d'affaires est en baisse. Je pense que cela sera l'occasion de comparer ce rapport annuel avec votre propre rapport d'audit – première chose. Donc, je pense que, dans un souci de transparence, il serait judicieux d'avoir accès à ces rapports avant. Je comprends qu'il existe plusieurs rapports sur plusieurs organismes, mais il n'y a aucune raison de les remettre d'une façon globale puisqu'ils ne sont pas liés les uns aux autres.

Deuxième point rapide sur le Petit Bard, je me réjouis de votre annonce. En revanche, vous parliez à l'instant des problèmes de voirie. Je pense qu'au Petit Bard, il y a également un problème de voirie important. Je ne suis pas spécialiste de cette question mais je vois que cela agite beaucoup les gens dans le quartier, qu'il y a un vrai problème au quotidien – il faudrait peut-être aussi l'évoquer.

Enfin, sur *I Love Techno*, j'ai bien compris vos références aux internautes. Nous en parlerons demain si vous le voulez bien, en présence du Maire de Pérols qui est concerné au premier chef.

Monsieur le Maire : Monsieur LARUE, simplement sur les audits, je vous rappelle que certains audits durent très longtemps. Il n'est pas fini, sinon je l'aurai donné en Conseil municipal. Moi, personne ne m'a dit qu'il était fini en interne. Peut-être y a-t-il eu des fuites, peut-être des rumeurs ont-elles fuité, mais je n'ai pas eu le rapport définitif à l'heure où je vous parle. Ensuite, si j'ai choisi de le faire un an après, c'est pour faire un bilan sur l'un des axes fondamentaux qui a conduit notre campagne, la transparence de la vie politique.

Alex LARUE : Les rapports d'audit concernent la mandature précédente, donc ce n'est pas un bilan de votre première année – au contraire. Justement, il aurait été intéressant de mettre cela en perspective en amont.

Monsieur le Maire : Ne vous inquiétez pas, je sais ce que je fais quand je fais cela. Je sais ce que je fais. Je souhaite avoir un certain nombre d'audits qui ne sont pas terminés. Certains ont dû être repris à zéro parce que l'organisme qui devait s'en charger s'est désisté. Donc moi ce que je veux, c'est faire une séance complète sur la transparence de la vie publique. Il y en a qui oublient : par exemple, j'ai démissionné de mon poste de conseiller général. Je n'étais pas obligé de démissionner, certains l'ont oublié. Ce sera l'occasion de le rappeler.

Christian DUMONT : Il y a un audit là-dessus ?

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, je ne suis pas juriste, je ne suis pas expert-comptable. Je suis chirurgien dentiste, je suis un travailleur manuel, Monsieur DUMONT.

Christian DUMONT : La réponse n'est pas à la hauteur de la question.

Monsieur le Maire : Mais si !

Monsieur le Maire : C'est Noël, arrêtez, ne vous disputez pas, c'est Noël ! Allez, c'est Noël. Alors, continuons.

Alex LARUE : Pour la voirie du Petit Bard...

Monsieur le Maire : Tout se fera en son temps. Je ferai les annonces quand il faudra les faire. Ceux qui s'amuse à jeter de l'huile sur le feu, je connais bien comment cela se passe : à un moment donné, ils sauteront en l'air comme des bouchons de champagne.

Je vais donc mettre aux voix l'ordre du jour qui comporte 64 affaires. Pas d'affaire rajoutée, pas d'affaire retirée. Monsieur MAJDOUL, écoutez, l'UMP a pris une fois la parole suite à mes propos, donc il n'y a aucune raison pour que je ne donne pas la parole au PS Europe Ecologie les Verts, qui se trouve à ma gauche.

Mustapha MAJDOUL : En deux minutes, monsieur le Maire. Il s'agit d'une demande de retrait de l'affaire n°7 jusqu'à ce que le Conseil municipal ait tous les éléments d'appréciation dans ce dossier.

Monsieur le Maire : Demande rejetée. Il n'y aura pas de retrait de l'affaire n°7. Nous continuons.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 63

Contre :

Abstentions :
Adopté à l'unanimité

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité

1- Montpellier Méditerranée Métropole - Cadre d'intervention et convention de gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

1. Rappel du cadre de gouvernance des compétences métropolitaines

La Métropole qui verra le jour au 1^{er} janvier 2015 se mettra en place, comme l'énonce le pacte de confiance métropolitain, dans le respect des souverainetés communales et avec le souci permanent de favoriser les coopérations de proximité au sein du bloc communal.

Les principes de mise en œuvre des nouvelles compétences au 1^{er} janvier 2015 sont basés sur le dialogue, la transparence, la prise en compte des spécificités de chaque territoire, le partage des décisions, et la co-construction avec les communes.

Dans cet esprit, des instances de gouvernance assurant le portage coopératif de cette démarche de transformation en Métropole ont été mises en place : la conférence des maires, qui joue le rôle d'instance majeure de débat et d'arbitrage sur les grandes orientations de la démarche, le séminaire des 31 DGS, qui assure une coordination du travail technique et les groupes de travail thématiques co-pilotés par des DGS de communes et des cadres de la CAM, qui ont vocation à analyser d'un point de vue à la fois opérationnel et transversal les enjeux des différents transferts de compétence.

2. Objectifs et durée de la convention de gestion transitoire

L'exercice des nouvelles compétences relevant du statut de Métropole et qui seront jusqu'à sa prise d'effet, du ressort des communes membres, implique des transferts de biens et de services importants des communes vers la Métropole, ainsi que la mise en place par cette dernière d'une organisation administrative et opérationnelle conséquente et complexe.

Afin de garantir la continuité et la bonne organisation du service et de disposer, pour les communes comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, il est proposé de recourir aux dispositions visées aux articles L. 5215-27 et L. 5217-7 du Code général des collectivités territoriales qui permettent aux métropoles de confier, par convention conclue avec une ou plusieurs communes membres, la création ou la gestion de certains équipements et services relevant de leurs attributions.

Dans le cadre de cette convention, qui est l'aboutissement d'une démarche intercommunale entre les parties, la Commune assurera, pour le compte de la Métropole, sur le territoire de la Commune, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèveront au 1^{er} janvier 2015, de la Métropole.

La durée du projet de convention est d'un an, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2016. Elle pourra, selon les compétences, être réduite par avenant, si les conditions organisationnelles sont requises pour leur exercice par la Métropole avant le 1^{er} janvier 2016.

Les compétences objets de la convention sont principalement les suivantes :

- Voirie et espaces publics,
- Plan local d'urbanisme (précisions ci-dessous)

- Parcs et aires de stationnement,
- Infrastructures et réseaux de télécommunication,
- Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre,
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage,
- Service public de défense extérieure contre l'incendie,
- Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz, réseaux de chaleur et de froid urbains,
- Autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages.

Toutefois la Métropole prendra en charge toutes les procédures relevant du Code de l'urbanisme ainsi que les contrats ayant pour objet une révision ou l'élaboration du PLU (la délivrance des permis de construire reste de la compétence des maires).

Au titre de ces conventions, la commune sera également étroitement associée à l'exercice des pouvoirs de police spéciale relevant du président de la Métropole en matière d'assainissement, de collecte des déchets ménagers, d'habitat, de la délivrance des autorisations de stationnement aux exploitants de taxis et de défense extérieure contre l'incendie.

La convention à intervenir avec notre commune présente les spécificités suivantes:

-La Métropole assurera la passation et l'exécution des nouveaux marchés de nettoyage sur le territoire de la ville de Montpellier. De même, la Ville de Montpellier et la Métropole réaliseront en concertation, des opérations de raccordement sur les réseaux hauts débits des exploitants. Ces missions s'effectueront avec la participation active et coordonnée des services de la Ville de Montpellier

-Les services de la Ville de Montpellier assureront l'instruction des procédures et la préparation de tous les actes de police spéciale pris par le Président de la Métropole, en matière de police spéciale de l'habitat sur l'intégralité du territoire métropolitain et en matière de délivrance des autorisations de stationnement aux exploitants de taxis pour le territoire montpelliérain.

3. Modalités de fonctionnement juridiques et financières de cette convention

D'un point de vue juridique, la commune exercera ses missions au nom et pour le compte de la Métropole, en coordination avec les services de la Métropole. Elle prendra toutes les décisions, actes ou conventions afférents.

S'agissant des personnels communaux exerçant leur métier dans le cadre des compétences objets de la convention, ils conservent, pendant sa durée, leurs statuts communaux et ne sont pas transférés ou mis à disposition de la Métropole. La Commune, en 2015, reste l'employeur des personnels affectés aux compétences concernées et le Maire reste leur autorité hiérarchique et fonctionnelle.

Sur le plan financier, la Commune paiera l'ensemble des dépenses et assurera le recouvrement de l'ensemble des recettes inhérentes à la mise en œuvre de la convention de gestion provisoire (masse salariale, contrats, dépenses de fonctionnement et d'investissement, etc.), pour le compte de la Métropole. Les dispositions financières et comptables convenues avec les services de l'Etat dans le projet de convention permettent par ailleurs des avances aux communes, par la Métropole, ainsi que des remboursements trimestriels, de telle façon que la commune puisse assurer financièrement l'exercice des compétences pour le compte de la Métropole.

Le projet de Convention tel que présenté ci-dessus a été présenté au Comité Technique lors de sa séance du 16 décembre 2014.

Il vous est proposé en outre, afin d'organiser au mieux l'exercice des compétences concernées, de préciser la délibération du Conseil Municipal n°2014/135 en date du 24 avril 2014 portant délégations au Maire en indiquant qu'à compter de l'entrée en vigueur de la convention de gestion provisoire les délégations consenties par cette délibération s'exerceront tant pour les compétences propres de la commune que pour les compétences exercées pour le compte de la Métropole.

Le Conseil est invité à :

- approuver le projet de convention de gestion provisoire joint en annexe permettant à la Commune, pour le compte de la Métropole, d'assurer les compétences exercées jusqu'alors par la Commune et qui relèvent au 1^{er} janvier 2015, de la Métropole,
- approuver la modification de la délibération du Conseil Municipal n°2014/135 en date du 24 avril 2014 portant délégations au Maire en précisant que les délégations consenties le sont tant pour les compétences propres de la Commune que pour les compétences exercées pour le compte de la Métropole à compter de l'entrée en vigueur de la convention de gestion provisoire
- dire que les dépenses et les recettes correspondantes sont prévues au budget 2015
- autoriser le Maire à signer la convention de gestion provisoire ainsi que tout acte et document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Vous avez lu, je présume, le rapport. Vous avez lu également les nombreux articles qui expliquent comment la ville de Montpellier et les 30 communes qui composent l'agglomération de Montpellier deviendront métropole au 1^{er} janvier 2015. A ce jour, nous n'avons pas encore reçu l'autorisation formelle écrite du ministère du Premier Ministre. Le décret est en relecture, mais il devrait nous parvenir avant la fin de l'année. Et au 1^{er} janvier 2015, nous serons dans le train de toutes les grandes métropoles, de toutes les grandes agglomérations transformées en métropoles. Je rappelle qu'un certain nombre de compétences transitent de façon automatique des villes à la métropole, en particulier la gestion de l'espace public et l'urbanisme. Cela a fait l'objet, dans les discussions que nous avons eues avec les maires, de la réalisation d'un document (la Charte de confiance des maires) qui a été déterminant dans la création de la métropole. Cette charte, qui est un règlement annexé à la délibération, avait pour but par un jeu de délibérations croisées, de conserver pour les maires, leurs prérogatives sur l'aménagement de l'espace public et l'aménagement du territoire de leur commune *via* les plans d'urbanisme. Nous avons donc poursuivi le processus. Maintenant, dans le cadre de la création de cette métropole; il convient d'objectiver les conventions de gestion transitoire que nous évaluons à un an, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 2015 au 1^{er} janvier 2016. Nous aurons besoin d'un an pour mettre en place l'ensemble des mesures qui permettent le transfert d'un certain nombre de compétences à la métropole. Ces compétences sont les suivantes :

- Voirie et espaces publics,
- Plan local d'urbanisme,
- Parcs et aires de stationnement,
- Infrastructures du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre,
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage,
- Service public de défense extérieure contre l'incendie,
- Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz, réseaux de chaleur et de froid urbains,
- Autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages.

Nous avons lancé, je vous le rappelle, avec Stéphanie JANNIN, la révision de notre PLU. Le PLU de la ville de Montpellier sera révisé comme celui d'une très grande majorité des communes de l'agglomération, nous permettant ainsi d'entrevoir la réalisation du Schéma de cohérence territoriale futur de la métropole. Voilà globalement dressé le cadre politique dans lequel s'établit cette métropole. Nous la créerons en séance publique du 12 janvier 2016, pardon, 2015. Jean-Luc MOUDENC, le Maire de Toulouse, interviendra en première partie avant d'ouvrir la séance de création de la métropole. De même; le 8 janvier, à Toulouse, j'ouvrirai avec le Préfet de la Haute-Garonne, la séance inaugurale de la création de la métropole de Toulouse. Voilà dans le cadre de la réforme territoriale... J'apprends à l'instant que les grandes régions viennent d'être votées définitivement. Voilà dans le cadre de la réforme territoriale, une série de décisions politiques qui pour le moins assurent pour la ville de Montpellier et sa future métropole le droit de remplir leur juste place dans l'équilibre territorial. Si nous n'avions pas transformé l'agglomération en métropole, nous n'aurions pu recevoir les compétences déléguées des Départements, des Régions et de l'Etat. Pour ceux qui critiquent, jamais nous n'aurions eu le label *French Tech*, parce que les neuf villes qui ont été choisies sont toutes dans la métropole. Donc, 200 M€ pour l'aide au projet *French Tech* et 15 M€ pour la promotion de la marque : voilà l'une des retombées immédiates du passage à la métropole. La convention concernant la gestion provisoire pour l'exercice des nouvelles compétences se fera à partir de janvier 2015, jusqu'en janvier 2016. Nous aurons un an de transition pour organiser les choses avec la ville de Montpellier mais aussi avec les autres communes. Le débat est ouvert. Attendez, je vais noter, parce que je sens que je vais avoir plein d'interventions. Madame JAMET. Chacun est libre de s'exprimer, chacun dit ce qu'il veut, c'est la liberté. Monsieur MOURE, monsieur DOMERGUE.

Madame JAMET.

France JAMET : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je suis rassurée de voir l'enthousiasme général que soulève ce dossier qui, quand même, me semble relativement important, que pour ma part, je considérerais comme mortifère. Je suis en tout cas rassurée parce que quand on répète à l'envie que l'UMPS est d'accord sur tout, vous l'avez dit, les régions viennent d'être adoptées avec l'UMP et le PS. J'y reviens encore, mais mes collègues disaient : « quand ce n'est pas l'Europe, c'est la métropole ». Effectivement, je crois que quand ce n'est pas l'Europe qui dicte cette politique territoriale et ces réformes qui vont avoir des incidences financières, sociales, économiques, territoriales – les territoires ruraux seront d'ailleurs les victimes premières... Je pense qu'il y a lieu de s'inquiéter. Je relève aussi que vous parliez du 12 janvier 2016 : ce lapsus me semble révélateur – j'y reviendrai tout à l'heure. Je crois que tout est allé trop vite, tellement vite que les cantonales ne sont pas arrêtées, les cantons ne sont pas arrêtés, les dots ne sont pas arrêtées, les compétences ne sont pas arrêtées, les régionales ne sont pas arrêtées – on ne sait pas encore si elles auront lieu en mars. Nous ne savons pas d'ailleurs quelles seront leurs compétences. Vous allez vous disputer demain les compétences (la mobilité, l'économie, *etc.*). Tout cela n'augure rien de bon. Contrairement à ce que vous avez l'air de dire depuis tout à l'heure, je ne sens pas « l'esprit de la nativité » qui semble animer cette assemblée depuis tout à l'heure. Au passage, il y a des moments où quand on croit faire plaisir en intervenant pour quelqu'un, on fait plus de mal pour sa cause qu'autre chose, donc je n'ai pas voulu intervenir comme l'a fait mon collègue. Mais je pense qu'une simple prise de rendez-vous aurait rassurée tout le monde. Je vous remercie de votre attention Monsieur le Maire.

D'autre part, puisque je vois bien que cela ne vous intéresse pas et que vous savez ce que je vais dire, j'ai quand même des petites choses à vous rappeler concernant le respect des souverainetés communales. Vous parlez des « coopérations de proximité ». Je vous rappelle quand même que justement il est clair que la métropole détruira cette proximité. Cette force qui résidait dans les communes et qui était un vecteur de liberté, de démocratie, vous l'avez mise à mal pour des raisons que je considère comme tout à fait personnelles ou alors pour des combats que vous comme le Président de la Région n'ont pas voulu mener en luttant jusqu'au bout contre la fusion. Vraisemblablement, c'est la fusion des régions qui selon vous...

Monsieur le Maire : Je vous arrête : le Président de la Région et moi-même n'étions pas sur la même position sur la fusion. Le président y était opposé. Moi, je n'ai jamais été opposé à la fusion.

France JAMET : Non, Monsieur BOURQUIN y était opposé. Monsieur ALARY n'y est absolument pas opposé. Il est allé dans le sens, il en a pris acte.

Monsieur le Maire : Que la Région retire alors la grande affiche qui se trouve entre les deux colonnes de l'Hôtel régional !

France JAMET : Vous avez tout à fait raison. Cela aurait au moins le mérite d'être clair.

Monsieur le Maire : Ma position est claire. D'ailleurs, je suis le seul à soutenir le Gouvernement.

France JAMET : Justement ! En tout cas, c'est sur ce point-là que vous avez motivé le choix de la métropole. Bref, pour ce qui est de la proximité, contrairement à ce que vous dites, je ne pense pas que la proximité sera au rendez-vous. Je relève que vous parlez de dialogue : je ne pense pas que le dialogue ait été au rendez-vous. D'ailleurs, j'en veux pour preuve les communes qui ont été interrogées, qui se sont prononcées contre le principe de la métropole et dont les représentants se sont assis [sur leur volonté], d'ailleurs comme d'autres l'ont fait en 2005, en 2008, avec le Traité de Lisbonne. Quand les Français disent non à cette Europe et à ce traité, l'UMPS vote massivement... Pardon ?

(Dans la salle) : Nous sommes à Montpellier.

Monsieur le Maire : Qu'est-ce que l'UMPS ?

France JAMET : Si vous continuez de vous regarder le nombril, même en gérant une ville... Celui qui regarde le bout de ses pieds, ne voit jamais plus loin que le bout de ses pieds.

Monsieur le Maire : l'UMPS n'est pas un parti.

(Dans la salle) : Présentez-vous à la députation !

France JAMET : Oui, bien sûr, les étoiles, mais moi je regarde plus loin. C'est cela, la politique ! Gouverner, c'est prévoir. Je crois que c'est une politique à courte vue que vous avez décidé d'entreprendre. L'Union européenne, la fusion des régions et la métropole... Tout cela est dans le même ordre d'esprit mais comme vous l'avez dit tout à l'heure, nous n'allons pas refaire le débat. Pour autant, je tiens à dire que quand vous parlez de dialogue, je ne suis pas d'accord avec vous.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas moi qui l'ai dit, c'est Monsieur DOMERGUE. Il ne faut pas céder à des contre-vérités. Moi, je suis pour la fusion des deux régions, pour la grande région ; je n'ai jamais été contre. Je vous mets au défi de trouver un écrit qui dirait le contraire. Deuxième point : vous nous « accusez » de faire partie de l'UMPS. D'abord, j'aimerais savoir ce qu'est l'UMPS. Troisième point...

France JAMET : Si vous trouvez cela insultant, rejoignez-nous.

Monsieur le Maire : Vous dites que j'ai dit, alors que c'est Monsieur DOMERGUE. Madame JAMET, ne me faites pas porter tous les maux du monde.

France JAMET : Non, je ne vous fais pas porter tous les maux du monde, je fais porter à tous, que ce soit l'UMP ou le PS, la responsabilité de ces choix qui ne sont pas bons et que vous avez faits.

Monsieur le Maire : Nous ne sommes ni à l'UMP ni au PS, nous n'y sommes pas !

France JAMET : Monsieur le Maire, vous deviez être un maire à plein temps. Si vous êtes arrivé jusqu'aux étoiles et jusqu'à la métropole, c'est justement sous le prétexte de cette fusion des régions qui risquait d'être particulièrement dangereuse pour Montpellier, capitale du Languedoc-Roussillon, qui évidemment et de toutes les façons disparaîtra au profit de Toulouse. Pour autant, si je peux continuer, sinon on peut recommencer le débat, je continue de dire que j'avais raison et que j'aurai raison, alors que vous continuez de dire le contraire. Mais l'avenir nous le dira. Concernant la transparence, je relève que vous n'en avez pas forcément fait preuve dans la mesure où – je crois que c'est Wonderful que vous avez choisi pour le logo 3M, *etc.* –, tout a été fait un petit peu à l'insu de notre plein gré, de A à Z. Le processus de la métropole n'a pas non plus été très clair ni très transparent. Je continue de dire que le peuple n'a pas été interrogé là-dessus. Concernant le partage des décisions, je vous rappelle et je le redis, je crois que certains l'ont réalisé, que ce fameux pacte de gouvernance, s'il est légitime, en attendant n'est pas légal ; ce n'est qu'une illusion, il n'aura aucune valeur. Je rajouterai que l'on parle de co-construction, de cocontractant, de coopératif : cet usage abusif du « co » prouve bien, à mon avis, que l'on a quelque chose à cacher. La Conférence des Maires, le séminaire des DGS, les groupes de travail thématiques... Tout prouve aussi que tout est fait trop rapidement.

Monsieur le Maire : Vous m'accusez de pratiquer trop de démocratie. Il s'agit de contre-vérités. Vous m'accusez d'être trop démocrate.

France JAMET : Je vous accuse justement du contraire.

Monsieur le Maire : Mais si !

France JAMET : Non, non, non, non.

Monsieur le Maire : La Conférence des Maires, il est normal de prendre l'avis des 31 maires.

France JAMET : Je dis qu'elle n'a aucune valeur légale, je pense que c'est de l'enfumage. Nous verrons ensuite... Laissez-moi terminer ! Nous verrons ensuite sur le terrain. Laissez-moi terminer. Vous parlez du temps nécessaire pour mettre en œuvre...C'est terrible ! Ne vous amusez pas avec cela, c'est la démocratie ! On peut effectivement jouer, échanger, *etc.*, mais il faut quand même me laisser aller jusqu'au bout.

Monsieur le Maire : Non mais vous avez raison, laissez parler Madame JAMET, s'il vous plaît.

France JAMET : Je ne demande pas le silence absolu, mais au moins une certaine cohérence.

Monsieur le Maire : Si, si, le silence. Allez-y !

France JAMET : Donc, vous parlez du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions – j'y reviens. Je pense que vous mettez la charrue avant les bœufs, je pense que vous êtes en train de nous traiter comme des ânes, je pense que nous n'irons pas, en tout cas nous, derrière vous comme des moutons, je pense que nous n'avons pas vu la Vierge, je pense que le petit Jésus n'est pas encore arrivé dans la crèche et je pense qu'il faudrait à un moment ou à un autre, retomber un petit peu sur terre. Je tiens à dire une chose : vous parlez de « modalités de fonctionnement juridiques et financières de la convention ». Je relève par ailleurs que vous parlez d'« avances aux communes par la métropole ainsi que des remboursements trimestriels de telle façon que la commune puisse assurer financièrement l'exercice des compétences pour le compte de la métropole ». C'est bien cela ? J'ai bien le même texte que vous ?

Monsieur le Maire : Il s'agit du même texte donné à tout le monde.

France JAMET : « Sur le plan financier, la commune paiera l'ensemble des dépenses et assurera le recouvrement de l'ensemble des recettes inhérentes à la mise en œuvre de la convention de gestion provisoire (masse salariale, contrats, dépenses de fonctionnement et d'investissement, *etc.*) ».

Monsieur le Maire : Il s'agit des compensations.

France JAMET : Voilà. Et dans le projet de convention, les dispositions permettent par ailleurs des avances aux communes – au pluriel –, par la métropole – au singulier –, ainsi que des remboursements trimestriels, de telle façon que la commune (Montpellier) puisse assurer financièrement l'exercice des compétences pour le compte de la métropole. Je vous propose, parce que je suis Saint-Thomas aussi, je vous propose un amendement, parce que quand je lis les attendus (« le Conseil est invité à approuver le projet de convention, à approuver la modification de la délibération, à dire que les dépenses et recettes correspondantes sont prévues au budget, *etc.*, à autoriser le Maire à signer »), je ne vois pas la trace de ce vœu pieux. Donc je souhaiterais savoir s'il est possible, par un amendement, de rajouter : « le Conseil est invité à demander à la métropole des remboursements trimestriels des coûts financiers et comptables dus à l'exercice des compétences exercées par la commune de Montpellier pour le compte de la métropole ». Cela vous surprend-il ? J'ai déjà terminé, c'est court, n'est-ce pas ?

Monsieur le Maire : C'est très bien, je vous incite à faire de même sur vos autres interventions.

France JAMET : Je vous incite à répondre gentiment à cet amendement que je suis en train de vous soumettre et qui, je crois, est assez important pour que nous puissions en discuter.

Monsieur le Maire : J'ai bien entendu votre proposition. Je vais donner la parole à Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je serai plus court et bien sûr dans une tonalité tout à fait différente de celle de l'intervenant précédent. Vous nous proposez un cadre d'intervention et une convention de gestion provisoire pour le passage à la métropole, sujet très important et fondamentalement majeur pour les populations de ce territoire. Il s'agit d'un sujet complexe, très lié à un *timing* d'efficacité pour la mise en place de tous ces dispositifs. La délibération que vous nous proposez s'appuie également sur un certain nombre de dispositifs que vous avez mis en place, qui me paraissent tout à fait rationnels pour être à la fois dans l'efficacité et dans la connaissance réelle des populations et de ce que cela va entraîner. Vous évoquez un *timing* d'un an qui me semble raisonnable, mais que je mets également en comparaison avec ce qui va arriver dans un deuxième temps. C'est-à-dire : nous allons avoir des textes qui vont être élaborés par le Parlement et discutés concernant la réalité des transferts de compétences sur les régions, le bloc Région/Métropole qui n'est pas encore tout à fait calibré et celui de l'évolution des départements. Cela veut dire que dans les mois qui viennent, l'incidence liée au fait d'avoir pu cadrer ces évolutions entre les différentes institutions va interférer quelque part avec le sujet des 31 communes membres de la métropole – il est vrai que la ville de Montpellier a un rôle majeur à jouer par rapport à cela. Donc, la question n'est pas que l'on va trop vite, mais je vous incite à aller le plus vite

possible par rapport à cela, de manière à ce que le dénominateur commun de l'ensemble représenté par la métropole, la ville de Montpellier et les communes membres de la métropole soit le plus calé et le plus rapidement possible. Un sujet a été évoqué : celui du transfert des charges, avec la commission locale des transferts de charges. Une réunion est prévue, je crois, le 18 décembre.

Monsieur le Maire : Oui, demain, à 16 heures.

Jean-Pierre MOURE : Ensuite, d'autres dispositions devront être prises dans les mois qui viennent. Nous ne pourrons pas caler dans les trois mois, l'intégralité de ce que seront le transfert et les échanges réciproques entre la ville, les 33 communes et la métropole. Mais il faut aller très vite par rapport à cela, parce qu'ensuite nous aurons d'autres sujets. Sur le fond de la traduction des politiques publiques, je ne suis pas du tout certain qu'actuellement, l'on ait bien calé toutes les incidences, entre le volet social que vous avez évoqué en préambule, par exemple, entre le département et ce qui sera créé sur le territoire métropolitain. Sans vouloir revenir sur les échéances à venir, nous ne savons pas entre autres si sur le territoire de la métropole, nous aurons des cantons, puisque des élections départementales interviendront. Donc il est important que l'on puisse caler rapidement tout ce dispositif entre les 31 communes, les 31 Maires, les Directeurs généraux des services, mais également l'information et la communication en direction des populations. Cet enjeu est fondamental, parce qu'ensuite, se joue – c'est un autre débat – la mise en place de la nouvelle région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées – je ne sais pas comment elle sera appelée. Là aussi, il va falloir caler un certain nombre de choses. Donc, il s'agit d'aller vite et bien.

Monsieur le Maire : Je partage votre point de vue sur tous les points, Monsieur MOURE. Effectivement, la réforme territoriale n'est pas aboutie ; il y a un certain nombre de discussions pour les délégations des compétences. Vous avez parlé du social, mais nous pouvons parler des routes, de la culture, de toute une série de choses qui peuvent être affectées à la métropole. Donc elle peut effectivement jouer sur l'ensemble de la restructuration de tous les services métropolitains. Nous nous sommes donnés un an. Je pense qu'un an, c'est juste pour arriver à mettre tout cela en place. Il faudra peut-être augmenter un peu la durée parce que nous jouons sur des masses qui sont importantes, sur des personnels qui sont importants, sur des services conséquents. Nous sommes obligés cette année, pour que les communes puissent fonctionner, d'estimer les attributions provisoires de compensations. Ainsi, nous nous sommes donnés un an pour pouvoir mettre tout cela en place. Mais je pense qu'il faudra peut-être un peu plus d'un an. Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je ne vais pas refaire le débat sur la métropole puisque vous savez que depuis toujours, nous avons été des fervents partisans de la métropole. Heureusement, vous avez réussi à convaincre les élus de l'Agglomération que l'intérêt de tous et l'intérêt général étaient de céder une part de responsabilités ou de territoire au profit de la collectivité pour pouvoir passer en métropole. Je reste plus perplexe sur l'autre volet de la réforme territoriale, qui est la fusion des régions, qui est votée en ce moment même.

Monsieur le Maire : Monsieur DOMERGUE, sans vouloir vous interrompre, je vais vous donner les scores, parce qu'elle vient d'être votée : 95 pour, 56 contre et 11 abstentions.

Jacques DOMERGUE : Il y a encore des réticences, donc. Cette fusion des régions peut être considérée comme allant dans le bon sens, quand on se positionne au niveau européen, par exemple, pour atteindre une taille critique. Je crois que vous êtes rassurés par le fait que les allées et venues de Monsieur MOUDENC et de vous-même entre les villes de Montpellier et Toulouse laissent préfigurer une région bipolaire où tout serait magnifique et où chacun trouverait sa part d'activité et bénéficierait d'une dynamique liée à la bipolarité. Moi, je vous préviens là-dessus, pour être en contact avec les Toulousains dans le domaine de la santé, je peux vous dire qu'ils ne nous feront pas de cadeaux. Les dernières nouvelles que nous venons d'apprendre sur le fait que l'aéroport de Toulouse a été vendu par l'Etat aux Chinois pour la somme modique de plus de 300 M€ ne sont pas forcément très bonnes pour Montpellier. Il s'agit peut-être d'une bonne nouvelle pour la région, mais elle ne l'est pas forcément pour Montpellier. Une région aura inévitablement une capitale territoriale et régionale, et aujourd'hui dans tout ce que l'on entend, tout ce que l'on peut lire dans la presse, à ce jour, jamais la possibilité que Montpellier ait cette qualification n'a été évoquée, ce qui veut dire qu'il y a de grandes chances pour que l'on soit dans une région où la capitale régionale sera Toulouse et où Montpellier sera une deuxième métropole régionale. Il faut être extrêmement prudent là-dessus parce que l'arrivée de 18 millions de passagers sur une ville

comme Toulouse va positionner Toulouse comme une grande porte d'entrée sur l'Europe et comme une porte ouverte sur toutes les activités au niveau mondial et au niveau européen. Cela ne va pas se faire uniquement dans le domaine de prédilection de Toulouse, qui est l'aéronautique. Vous comprenez bien que les Toulousains vont également utiliser cela pour le tourisme, pour la santé et pour d'autres activités économiques quelles qu'elles soient. Il faut faire attention parce que nous, en comparaison, nous avons aujourd'hui des difficultés liées à la faiblesse de nos infrastructures ; vous n'en êtes pas directement responsable, mais c'est quand même un état de fait. Un, le TGV commence à arriver et heureusement que l'Europe se réveille pour dire qu'il va falloir que le TGV aille jusqu'à Barcelone – il s'agit d'une première nouvelle positive. Deux, l'aéroport de Montpellier reste un aéroport très modeste et même si les responsables se dynamisent et s'activent pour essayer de développer l'aéroport de Montpellier, il reste aujourd'hui confronté aux difficultés de son positionnement entre d'un côté, un aéroport comme Marignane qui attire 8 ou 10 millions de passagers et de l'autre, Toulouse qui va en avoir pratiquement le double. Il ne faut pas rester en retrait là-dessus. Je ne voudrais pas faire offense à la ville de Montpellier en disant qu'un jour on ira prendre l'avion à Toulouse pour aller à Paris, sûrement pas, mais tout de même sur le plan européen et sur le plan des échanges, quel que soit le secteur d'activité, il est fondamental que l'on puisse se déplacer, et Montpellier a du retard aujourd'hui dans ce domaine. Donc n'oubliez pas que Toulouse a la force de la réunion des politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche, dans l'intérêt général. La région de Montpellier n'a pas à ce jour démontré cette capacité. Je souhaite que les élus se rassemblent autour de projets économiques. Bénéficier d'une démographie positive est un bon point, mais bénéficier d'une démographie positive en donnant du travail à ceux qui viennent chez nous, c'est encore mieux. Et pour donner du travail, il faut faire venir des entreprises, et pour faire venir des entreprises, il faut avoir des infrastructures, il faut favoriser l'implantation, il faut avoir un projet de promotion de l'activité économique sur le secteur, et [dans ce domaine], Toulouse est très fort. Donc, ne nous endormons pas, faisons en sorte d'être en capacité d'attirer des entreprises. Pour cela, il va falloir faire des efforts. Attirer les entreprises, c'est mettre des conditions d'environnement favorables, avoir un foncier qui baisse, alors qu'aujourd'hui il est trop élevé, et dans une période où les recettes ne sont pas extensibles à souhait, c'est difficile à faire. Je voulais simplement attirer l'attention sur ce point.

Quant à la période d'aménagement que vous mettez en place pour que la métropole se fasse, je comprends que cela doit être assez difficile. Vous avez déjà donné un signe fort dans le point n°2 en faisant en sorte que le Directeur des services soit commun aux deux institutions. Je pense que cela va dans le bon sens. Il va falloir que les services aient cette capacité à travailler ensemble et que les maires qui étaient réticents au début comprennent que la charte qu'ils ont signée et qui a été un moyen d'adoucir leur perte de compétences ou de responsabilités, soit en partie respectée, parce que je crois que vous y êtes engagés. Même si comme le dit Madame JAMET, elle n'a pas de valeur légale, elle a tout de même une valeur symbolique.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur DOMERGUE. Sur le plan de l'économie, je vous rejoins. Il est bien évident que nous manquons d'infrastructures. Cependant nous nous y attelons avec Damien ALARY, le Président de Région. Nous avons à plusieurs reprises sollicité, avec le Préfet, l'ensemble des intervenants notamment au ministère des Transports. Je dois m'y rendre mi-janvier pour défendre encore une fois la pertinence du tronçon Montpellier-Perpignan en termes de TGV. Nous sommes arrivés à raccourcir les délais de construction de la gare de la Mogère, de la gare de Manduel. Nous avons accéléré la DUP pour ce qui est de la LGV, qui a été acceptée. Aujourd'hui, il est bien évident que si nous arrivons à capter des fonds européens pour financer la ligne, cela ira plus vite. On nous avait, je vous le rappelle, parlé de 2033 pour la création de la LGV. Aujourd'hui, nous parlons raisonnablement d'une réalisation entre 2020 et 2022 et pour les gares de la Mogère, et de Manduel, entre 2017 et 2018. Je crois que le travail que nous faisons depuis neuf mois va dans le bon sens, on ne peut pas dire le contraire.

Ensuite, sur la métropole, certains critiquent notre façon de la fabriquer, mais les métropoles qui le deviennent du fait de la loi, sont des agglomérations qui de suite, au 1^{er} janvier, prennent le statut de métropole. Ainsi, les élus deviennent tout de suite des élus métropolitains. Or dans une grande partie des métropoles transformées du fait de la loi, les élus sont contre. J'en veux pour preuve cette magnifique page du *Monde* qui a également été éditée dans *Libération*, qui fait état de la métropole d'Aix-Marseille-Provence : les élus ont financé cette page pour annoncer la mort programmée des territoires de Provence (« Non à la métropole ! »). On me dit qu'une centaine de maires sont contre, à l'intérieur même de l'institution – 108. C'est ingouvernable ! Donc, j'ai proposé mes services, parce qu'avec le pacte de confiance des Maires...Oui, il a été porté sous les feux de la démocratie et il a été accepté à une très grande majorité. Nous avons donc proposé un processus alternatif pour faciliter la permanence de la décision des Maires dans l'administration de leur commune en termes d'urbanisme et d'espaces

publics. Je crois que l'on risque d'avoir besoin de nous un peu partout dans le pays. Je me suis mis à la disposition, comme un cabinet-conseil, des maires et des futurs présidents de métropole.

Deuxième point : Toulouse est puissante, mais attendez, le match ne fait que commencer. Toulouse est puissante : 430 000 habitants ; Montpellier : 260 000. Pourquoi croyez-vous que je fabrique un pôle métropolitain ? Je suis en train de regrouper dans un Parlement de territoires, 30 agglomérations qui vont d'Alès jusqu'à Limoux, dans les hauts cantons de l'Aude. Prochainement, je rencontrerai Millau dans l'Aveyron, je rencontrerai La Grand-Combe, Argelès-sur-Mer et j'ai rencontré la semaine dernière Clermont-l'Hérault et Gignac. Cela fait 30 agglomérations, davantage à la fin – presque 40 –, susceptibles de porter ensemble la voix des territoires sur lesquels elles sont implantées. Oui, Toulouse est puissante mais nous ne restons pas les bras ballants ou les bras croisés, à ne rien faire. Nous organisons d'abord la métropole de Montpellier, qui est la seule à être conçue de façon démocratique au niveau national, avec Brest (avec 8 communes qui se sont mises d'accord avant les municipales). Nous ne sommes pas dans la même échelle de ville. *Secundo*, nous sommes le seul cas en France de création d'un pôle métropolitain de cette envergure, sur cinq départements. Attendez, nous avons le temps. Je ne suis pas naïf, le Maire de Toulouse joue pour Toulouse et le Maire de Montpellier joue pour Montpellier, nous le savons l'un et l'autre. Il n'empêche que ce qui serait catastrophique, c'est que l'on commence une guerre fratricide entre Montpellier et Toulouse : d'abord, ni l'un ni l'autre n'est sûr de la gagner, et les dégâts collatéraux seraient terribles. Nous avons la chance de restituer par cette réforme le Languedoc historique. Il y a une antériorité culturelle à cette grande région, cela facilite également les choses. Avec Jean-Luc MOUDENC, même si nous ne sommes pas de la même veine politique, nous avons la capacité de nous parler pour l'intérêt général – je trouve que c'est bien. D'ailleurs, j'invite tous les élus à se référer à la belle émission *C dans l'air* qui a vanté les mérites des deux Maires de Toulouse et de Montpellier, capables de passer au-delà des clivages partisans pour ne parler que de l'intérêt des territoires. Quelle belle soirée ! Madame MIRALLES, vous avez passé un bon moment, Monsieur TRAVIER aussi. Ils ont même pris en exemple notre travail comme une marche à suivre pour l'ensemble du territoire. Toute la journée, nous nous battons, nous essayons de porter toutes les politiques publiques qui confortent la puissance de Montpellier – *French Tech* en est un. Vous savez, cela m'a fait plaisir d'être élu Président du CHU, surtout à l'unanimité (13 sur 13), cela m'a fait plaisir parce que j'ai déjà présidé le CHU et vous savez Monsieur DOMERGUE combien j'y suis attaché, puisque nous avons siégé ensemble au Conseil d'administration. J'étais pratiquement obligé d'être candidat au CHU, parce que je ne peux pas avoir posé le premier pilier de la métropole dédié à la santé et laisser partir le CHU ; ce n'était pas possible, il fallait être cohérent dans la politique. Cela représente beaucoup de travail en plus, nous ne gagnons pas un sou de plus, vous le savez, mais le territoire l'impose. Les enjeux sont trop importants pour que nous laissions partir ces pans de l'activité économique et sociale, qui sont les piliers fondateurs de la ville et de la métropole.

Je mets aux voix l'affaire n°1. Qui est contre ? Si. Le texte est ainsi libellé. Vous voulez dire un mot, Monsieur MOURE ?

Jean-Pierre MOURE : Pour prolonger ce que vous venez d'évoquer sur la place de Montpellier, le sujet de l'aéroport est fondamental. Globalement, en gros, l'Etat récupère 2 M€ sur les taxes par an et il est demandé aux collectivités locales qui sont sur le territoire (la Région, le Département, la Ville et l'Agglomération, demain Métropole) de financer les flux touristiques. Nous sommes dans un système de jeu où l'on paye et où l'on ne reçoit pas l'avantage d'avoir un tremplin pour développer l'économie. Il était question que la Région et l'Agglomération agissent de concert pour demander à l'Etat de vendre ses parts : c'est ce qui vient de se passer un peu à Toulouse – nous pouvons être d'accord ou pas, mais Toulouse a bougé. Pour ma part, je considère que dans l'évolution à venir avec une région unique, cette question est fondamentale. On peut déjà se poser la question de savoir s'il est logique qu'il y ait cinq aéroports sur le territoire de l'ancienne région Languedoc-Roussillon. La vraie question est posée. On peut avoir effectivement deux aéroports d'envergure. Montpellier a un peu de place entre Marseille et Toulouse, mais il ne faut pas qu'il joue en deuxième ou en troisième division par rapport à Toulouse. Donc il est important que le débat soit posé assez rapidement parce que l'aéroport correspond essentiellement à des possibilités de déplacement économique pour les milliers de chercheurs que nous avons entre autres au niveau du pôle agronomie et de l'ensemble des entreprises qui sont dans le domaine de la *French Tech*, etc. Il s'agit d'un dossier clé, il faudra le régler rapidement.

Monsieur le Maire : Monsieur MOURE, pour répondre parfaitement à vos interrogations et vous donner raison sur le principe, j'ai demandé à la métropole d'être aux côtés de la Région dans cette affaire.

Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité

2- Mise en œuvre d'un service commun de Direction Générale des Services

Le Conseil Communautaire du 24 octobre dernier a autorisé à une large majorité, par la délibération n°13040, son Président à saisir le représentant de l'Etat pour obtenir par décret le statut de métropole, conformément à l'article L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette démarche se fonde sur une ambition, une démarche et un projet communs, consignés dans le pacte de confiance métropolitain.

Le pacte de confiance métropolitain poursuit notamment l'objectif de renforcer l'échelon intercommunal dans le respect des souverainetés communales et de poser les bases d'une Métropole consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération négociée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier souhaitent s'engager sur la voie d'une gouvernance mutualisée de leurs administrations.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sur ce fondement, il est proposé de mutualiser la Direction générale des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Ville de Montpellier dans le cadre d'une convention de service commun. Cette mutualisation concerne le seul poste de Directeur général des services.

Le service commun sera géré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Le Comité technique de la Ville a été saisi, le 16 décembre 2014, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier saisit également son Comité technique et son assemblée délibérante aux fins de signer ladite convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué aux ressources humaines, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, le Conseil Communautaire du 24 octobre dernier a autorisé à une large majorité, son Président à saisir le représentant de l'Etat pour obtenir par décret le

statut de métropole. Cette démarche se fonde sur une ambition, une démarche et un projet communs, consignés dans le pacte de confiance métropolitain. Le pacte de confiance métropolitain poursuit notamment l'objectif de renforcer l'échelon intercommunal dans le respect des souverainetés communales et de poser les bases d'une Métropole consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération négociée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier souhaitent s'engager sur la voie d'une gouvernance mutualisée de leurs administrations. Il est donc proposé de mutualiser la Direction générale des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Ville de Montpellier dans le cadre d'une convention de service commun. Cette mutualisation concerne le seul poste de Directeur général des services. Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune. Le Comité technique de la Ville a été saisi, le 16 décembre 2014, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation.

Monsieur le Maire : En l'occurrence, j'ai demandé à Christian FINA, Directeur général de l'Agglomération de Montpellier, de prendre également la Direction générale de la ville de Montpellier. [*Applaudissements*]. Cette cohérence nous permettra d'être pertinents et réactifs. Et je remercie Monsieur DOMERGUE pour ses propos de tout à l'heure sur ce sujet Vous l'avez dit aussi ?

France JAMET : 95 députés ont voté « pour » ?

Monsieur le Maire : C'est ce que l'on vient de me transmettre.

France JAMET : Sur 477 ?

Monsieur le Maire : Je vous dis les chiffres que l'on m'a transmis, mais il y a peut-être une erreur. Oui, c'est vrai que le score que nous avons obtenu aux élections municipales est plus clair.

Pour : 61

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité

3- Secteur Cavalade - Miro

Instauration d'un périmètre d'étude

(art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)

Dans le cadre de sa politique d'aménagement des quartiers est de la commune, la Ville de Montpellier a développé successivement différentes opérations d'aménagement sous la forme de ZAC (Zones d'aménagement concerté) visant à réaliser de nouveaux quartiers mixtes à dominante d'habitation, au sein d'un vaste projet urbain dénommé Port Marianne. Dans le même secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé la réalisation de zones d'urbanisation nouvelle destinées à accueillir principalement des activités commerciales et de services (Odysséum, Hippocrate, ...).

En marge de ces opérations d'aménagement encadrées par les collectivités, des secteurs résiduels, dit « de hameau », peu ou mal desservis par les réseaux publics, ont été maintenus jusqu'à présent dans leur état initial, notamment par le biais d'une réglementation favorisant une évolution très limitée dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier.

Ces secteurs, situés entre les ZAC Jardins de la Lironde, Parc Marianne, République, Portes de la Méditerranée et Hippocrate, se trouvent particulièrement exposés à un risque d'urbanisation non maîtrisée pouvant entraîner, du fait de la pression démographique et immobilière, un développement urbain inopportun voire anarchique.

Le périmètre de ce secteur, qu'il est proposé de désigner sous l'appellation « Cavalade – Miró » du fait de l'existence en son sein des voies éponymes, est compris entre la route de Vauguière et l'avenue du Mondial 98 au nord, la rue Joan Miro à l'ouest, l'avenue Nina Simone et le secteur Cavalade de la ZAC République au sud, et la ZAC Hippocrate à l'est. Sur le plan réglementaire, il s'organise dans le PLU autour de la zone 6U essentiellement mais il inclut également une zone AU0 (secteur destiné à la réalisation d'équipements publics d'enseignement, tel qu'un collège et un groupe scolaire) ainsi qu'une partie de la zone 12AU-3 – en bordure de l'avenue du Mondial 98 - correspondant au règlement d'urbanisme de la ZAC Parc Marianne, bien qu'extérieur à son périmètre opérationnel.

Le contexte urbain actuel de ce secteur d'environ 12 hectares interroge sur son évolution urbaine. En effet, il est aujourd'hui composé de terrains non bâtis ou faiblement bâtis, essentiellement de l'habitat individuel s'inscrivant en rupture avec la densité des quartiers de ville et pôles tertiaires des secteurs aménagés alentours. En raison d'une situation avantageuse au cœur des différents quartiers de Port Marianne et d'Odysséum, et d'une très bonne desserte par les transports publics, le secteur « Cavalade – Miró » présente un caractère propice aux mutations urbaines. L'application des seules dispositions du Plan Local d'Urbanisme (PLU), en dehors du cadre d'une opération d'aménagement ou d'une évolution réglementaire adaptée au contexte, pourraient conduire à des résultats insatisfaisants, tant sur les formes bâties que sur la capacité à générer un tissu urbain cohérent et durable.

Par ailleurs, la politique réglementaire mise en œuvre jusqu'alors sur ces secteurs reposait essentiellement sur l'application d'un coefficient d'occupation des sols (COS) très faible, évitant ainsi une évolution incontrôlée de l'urbanisation. Or, la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR), publiée le 26 Mars 2014, a rendu d'application immédiate la suppression du COS prévu à l'article 14 des PLU.

La loi ALUR a fait de la suppression du COS une disposition d'application immédiate, sans que les études urbaines ou paysagères nécessaires à l'accompagnement de cette évolution réglementaire majeure n'aient pu être engagées. Or, même si la suppression du COS était un objectif nécessaire et inévitable, il est à craindre qu'en l'absence de garde-fou visant à la préservation des paysages urbains les plus significatifs, sa disparition soudaine favorise déraisonnablement l'émergence de projets de construction aux densités mal adaptées à leur environnement. C'est notamment le cas des secteurs qui combinent à la fois une présence végétale importante et une densité urbaine faible tels que les secteurs « de hameau » de Port Marianne décrits ci-dessus.

Par conséquent, la Ville de Montpellier s'est d'ores et déjà engagée dans une réflexion fine pour éviter, sur ces secteurs, une évolution incompatible avec la préservation des paysages ou le souhait de développer un urbanisme maîtrisé et durable.

Il a donc été décidé de confier une étude de structuration urbaine à un architecte-urbaniste, en vue de recueillir des éléments de faisabilité urbaine dans le but d'obtenir un schéma de développement structuré et rationnel du secteur, en cohérence avec les quartiers alentours.

Cette étude vise notamment à établir le potentiel urbain (évolution envisageable du bâti, volumétrie, programmation, phasage dans le temps...), mais aussi la trame viaire et de circulations douces à y développer éventuellement. Elle permettra également de s'interroger sur les questions d'organisation des équipements publics et de trame verte ainsi que sur une éventuelle opération d'aménagement à mettre en œuvre pour organiser son développement urbain.

Afin de ne pas compromettre la faisabilité d'une telle opération, d'une part, et de ne pas rendre plus onéreuse sa réalisation, d'autre part, il s'avère aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation de ce périmètre d'étude est présentée en annexe à la présente délibération.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre d'un projet d'aménagement urbain structuré, durable et cohérent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur dénommé « Cavalade – Miró », tel que défini ci-avant ;
- d'instituer un périmètre d'étude suivant le plan joint en annexe de la présente délibération, délimitant les terrains concernés par l'étude, conformément aux dispositions de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : Concernant cette délibération sur le secteur « Cavalade – Miro », il s'agit en fait de définir un secteur d'étude puisque nous sommes dans un secteur un petit peu particulier, à proximité de la zone de développement de Port Marianne. Ce secteur est encadré par la rue Miro à l'Ouest, la rue Nina Simone au Sud, la ZAC Hippocrate à l'Est et la route de Vauguières et l'avenue du Mondial au Nord. Il s'agit sur cette surface de 12 hectares, de pouvoir pallier la problématique posée par la loi ALUR qui a supprimé du jour au lendemain le COS et dans cette zone pavillonnaire, cela peut entraîner un certain nombre de constructions non maîtrisées. Donc, ce périmètre d'étude permettra à la collectivité d'avoir une maîtrise dans le cadre de la maîtrise d'ensemble qu'elle a au-delà.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

4- ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) **Agrément de candidature** **SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS (Lot F)**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- le nouvel hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis le 14 novembre 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez.

Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours d'achèvement avec la réalisation prochaine des lots L1 et L2.

- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct du nouvel hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1^{er} octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du conseil municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS en vue de la cession du lot F de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS
Immeuble Etoile Richter
45, place Ernest Granier
CS 19501
34960 Montpellier cedex 2

- Localisation :

Lot F
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot F correspond aux parcelles cadastrées DS n°684p et 685p d'une superficie totale de 1 198 m² environ.

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 52 logements collectifs.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 3 615 m² SDP

La SERM précise que la candidature de SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de SOGEPROM Sud Réalisations C°/ PRAGMA SAS en vue de la réalisation d'un programme comprenant environ 52 logements collectifs sur le lot F de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

5- Plan local d'urbanisme (PLU)

Ouverture à l'urbanisation de l'entrée de ville

Avenue François Delmas et de l'extension du quartier Ovalie

La Ville de Montpellier envisage d'engager une procédure de modification de son plan local d'urbanisme (PLU) afin d'ouvrir à l'urbanisation deux nouveaux secteurs dans le cadre d'opérations d'ensemble :

- l'entrée de ville située le long de l'avenue François Delmas, au nord-est du centre historique, dans le quartier Centre ;
- l'extension de la ZAC Ovalie, au sud-ouest de la ville, dans le quartier Croix d'Argent.

Ces secteurs sont actuellement inscrits en zone AU0 au PLU, inconstructible en l'état excepté pour les équipements publics et les extensions mesurées de bâtiments existants. L'objectif de ces zones AU0 est de permettre la réalisation à moyen ou long termes des projets d'urbanisation nouvelle dans le cadre d'opérations d'ensemble sur lesquels le développement de la ville doit s'inscrire en priorité.

Une ouverture à l'urbanisation des deux secteurs mentionnés ci-dessus doit donc se traduire par le classement de zones à urbaniser AU0 en zones à urbaniser constructibles AU.

La loi ALUR (pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014, impose désormais que « lorsque le projet de modification [du plan local d'urbanisme] porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée [...] du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ».

La présente délibération expose en conséquence les motifs qui amènent à ouvrir à l'urbanisation, d'une part, le secteur de zone AU0-11 situé en entrée de ville, le long de l'avenue François Delmas et, d'autre part, le secteur de zone AU0-12 correspondant à l'extension du quartier Ovalie.

Dans un contexte de très forte croissance démographique (plus de 2 500 nouveaux habitants par an en moyenne sur les vingt dernières années), la Ville de Montpellier s'est engagée, depuis plus de 30 ans, dans une politique volontariste en matière de production de logements pour répondre aux besoins des nouveaux habitants.

Cette politique a concerné tant la réalisation de quartiers nouveaux dans le cadre de zones d'aménagement concerté (ZAC), que le renouvellement du parc de logements des quartiers existants grâce à des dispositions adaptées du document d'urbanisme. Cette organisation géographique de la production de logements s'est par ailleurs déclinée en observant deux principes fondamentaux :

- la mise en œuvre d'une mixité sociale permettant d'accueillir et de rapprocher toutes les catégories de la population à une échelle ne dépassant pas celle du quartier,
- la production d'un espace favorisant la mixité des fonctions urbaines permettant le rapprochement de l'habitat et de l'emploi, la réduction des déplacements et l'émergence de territoires plus solidaires animés d'une vie sociale, associative et économique permanente.

Afin de proposer une offre diversifiée de logements et de répondre à la croissance démographique exceptionnelle, la Ville de Montpellier doit mener une politique de développement ambitieuse lui permettant de mêler renouvellement urbain, requalification des quartiers existants et création de nouveaux quartiers.

Le programme local de l'habitat (PLH), adopté par la Communauté d'Agglomération pour la période 2013-2018, a fixé pour la Ville de Montpellier un objectif de production de 2 500 logements par an, dont 30% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession « abordable ».

Les efforts de la Ville pour atteindre cet objectif et soutenir la production de logements se traduisent par une maîtrise publique du développement urbain et la programmation de nouveaux quartiers.

Dans le PLU, la zone AU0 préfigure ces futurs quartiers. Couvrant des secteurs où le développement de la ville doit s'inscrire en priorité à moyen ou long terme, dans le cadre d'opérations d'ensemble, elle est fermée à toute possibilité d'urbanisation immédiate, compte tenu de l'insuffisance des réseaux au regard des projets envisagés, hormis les équipements publics qui seraient nécessaires et les extensions limitées des habitations et activités existantes.

Aujourd'hui, nonobstant la poursuite du développement urbain dans le cadre des ZAC entrées en phase opérationnelle (notamment ZAC Nouveau Saint-Roch en cœur de ville, ZAC Port Marianne-Parc Marianne, ZAC Port Marianne-Jacques Cœur, ZAC Port Marianne – Rive gauche à l'est, ZAC Pierres Vives à l'ouest....), les possibilités de densification en zone urbaine ne suffisent pas à poursuivre l'effort de construction fixé par le PLH.

Aussi, considérant que les possibilités de production de logements sont toutes exploitées ou sur le point de l'être aujourd'hui, il apparaît nécessaire d'ouvrir à l'urbanisation deux secteurs de la zone AU0 correspondant chacun à des projets d'urbanisation future dont les grandes orientations et l'économie générale sont déjà définies dans le PLU :

- le secteur de zone AU0-11, situé à l'extrémité nord de l'avenue François Delmas : l'aménagement de cette zone doit contribuer à valoriser sa localisation en marquant la symbolique d'entrée de ville en articulation avec le Lez et les espaces naturels qui lui sont attenants. A proximité de la 2ème ligne de tramway, son aménagement fera l'objet d'un schéma d'ensemble répondant aux objectifs de mixité urbaine ainsi que la réalisation d'équipements publics et privés, de bureaux, de locaux d'activités et de logements ;
- le secteur de zone AU0-12, correspondant au secteur d'extension du quartier Ovalie, sera aménagé dans le cadre d'un schéma d'aménagement d'ensemble en articulation avec l'urbanisation en cours, les hameaux existants et la zone agricole et naturelle de la vallée du Rieucoulon. A vocation principale de logement, la zone développera un tissu urbain de densité moyenne, comparable à celle actuellement projetée dans le cadre du quartier Ovalie, et privilégiera les constructions sous forme de petits collectifs.

Ces secteurs sont par ailleurs bien identifiés comme des zones d'urbanisation préférentielle dans l'ensemble des documents de stratégie urbaine et notamment dans le SCOT (Schéma de Cohérence territoriale) approuvé par la Communauté d'agglomération de Montpellier en février 2006. Présentés dans ce document comme des secteurs d'urbanisation prioritaire, leur ouverture à l'urbanisation est aujourd'hui d'autant plus justifiée dans un contexte où Montpellier va très prochainement s'inscrire comme ville centre d'un vaste projet urbain à l'échelle de la Métropole qui se dessine.

L'ouverture à l'urbanisation de ces deux secteurs permettra non seulement de répondre efficacement à la forte demande en logements nouveaux, mais elle permettra également de compléter l'offre en équipements publics ou de conforter ceux déjà existants, d'aménager et d'articuler les espaces ou équipements publics (places, parcs, jardins...), ou encore de préserver ou développer des espaces paysagers vierges de toute urbanisation.

Les opérations en question seront par ailleurs toutes deux réalisées en cohérence avec leur contexte urbain environnant. D'une part, elles sont composées d'un seul tenant et dans la continuité de l'urbanisation existante, afin d'éviter une urbanisation morcelée, d'autre part elles sont limitrophes à des espaces paysagers conséquents qui seront préservés et confortés :

- le Lez vert pour le secteur de l'avenue François Delmas (emplacement réservé inscrit au PLU en vigueur) et, plus largement tous les aménagements paysagers et de loisirs existants le long du Lez (domaine de Méric par exemple) ;
- la vaste zone agricole et naturelle de la vallée du Rieucoulon pour le secteur d'extension du quartier Ovalie : représentant une surface de plusieurs hectares, cette zone vient accompagner le développement urbain du secteur

sud de la ville. Elle fait elle aussi l'objet d'un emplacement réservé au PLU de la Ville de Montpellier (n°R5) et a vocation à rester un des poumons verts du territoire montpelliérain.

En termes d'objectifs, l'ouverture à l'urbanisation du secteur de zone AU0-11, avenue François Delmas, doit notamment permettre de requalifier le cadre bâti, d'améliorer l'ambiance paysagère et les espaces publics actuellement très peu qualitatifs de cette entrée de ville. Ce secteur est déjà anthropisé de longue date et marqué par une urbanisation peu dense et disparate composée essentiellement d'entrepôts divers, de friches urbaines et de structures commerciales destinées à la vente de véhicules. Il se situe par ailleurs dans le prolongement immédiat du centre-ville de Castelnau-le-Lez, est desservi par la ligne 2 du tramway de l'Agglomération (station de tramway à 150 mètres du secteur) et bénéficie de la proximité de plusieurs équipements tels qu'un équipement scolaire, des commerces, le domaine public de Méric, ..etc.

Engagée depuis plusieurs années dans une réflexion pour l'évolution de ce secteur, la Ville a déjà pu y acquérir plusieurs terrains et constituer des réserves foncières en vue de son réaménagement opérationnel. L'ensemble des conditions sont par conséquent aujourd'hui réunies pour engager un processus d'ouverture à l'urbanisation de ce secteur en faisant, en premier lieu, évoluer son zonage réglementaire au profit d'une zone à urbaniser constructible, puis en poursuivant, en second lieu, les études pré-opérationnelles permettant d'engager sa mutation.

En ce qui concerne le secteur de zone AU0-12 relatif à l'extension du quartier Ovalie, son objectif est de traiter, avec des densités moindres, la transition entre la ZAC Ovalie, la zone de hameaux et le futur grand poumon vert dans la coulée verte du Rieucoulon traduit dans le PLU par l'emplacement réservé R5 d'environ 60 hectares.

Constitué d'anciennes friches agricoles, ce secteur d'environ 10 hectares a fait l'objet d'études urbaines notamment dans le cadre d'un concours d'architecte-urbaniste ayant permis de retenir en mai 2003 l'équipe lauréate constituée par l'Agence Nicolas LEBUNETEL et le paysagiste NEMIS. Parallèlement, une concession d'aménagement portant sur l'ensemble du quartier (secteur d'extension comprise) a été conclue en 2004 avec la SERM (Société d'économie mixte de la Région Montpelliéraine) permettant d'engager un processus opérationnel pour mener les études et assurer la réalisation du quartier. Plusieurs acquisitions foncières ont été opérées sur le secteur de zone AU0-12 par la SERM dans le cadre de cette concession.

Ce secteur est par ailleurs situé à proximité de la zone d'activité de Garosud, de l'autoroute A9, et il est desservi par les transports en commun et plusieurs équipements publics répondant aux besoins des différentes catégories de population (crèche, école, maison de retraite...). De nombreuses structures commerciales existantes bénéficient également aux habitants ou aux futurs habitants du secteur : on retrouve en effet à moins de 500 mètres plusieurs surfaces commerciales de type supermarchés ainsi que des commerces de proximité. Outre le futur parc du Rieucoulon en cours de constitution évoqué ci-avant, le secteur dispose aussi d'un accès rapide au parc Montcalm, au parc du Belvédère, à l'agri-parc des Grisettes, ou au circuit piéton et cyclable de la Marathonienne ceinturant la ville sur 42 km.

Au vu de tous ces éléments, il est donc proposé d'acter le principe d'ouvrir à l'urbanisation les secteurs de zone AU0-11 et AU0-12 correspondant respectivement aux projets de l'avenue François Delmas et à l'extension du quartier Ovalie. Il est précisé que ce changement réglementaire se fera dans le cadre d'une procédure de modification du PLU qui reste à engager.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'ouverture à l'urbanisation des secteurs « entrée de ville - avenue François Delmas » (AU0-11) et « extension d'Ovalie » (AU0-12) pour les raisons évoquées ci-dessus, et d'engager la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : Il s'agit dans cette délibération de décider de l'ouverture à l'urbanisation des secteurs « entrée de ville – avenue François Delmas » et « extension Ovalie », qui sont aujourd'hui classés en zone AU0, et

d'engager la procédure de modification du plan local de l'urbanisme. Aujourd'hui, nonobstant la poursuite du développement urbain dans le cadre des ZAC qui a été défini depuis longtemps, il est nécessaire de travailler sur la ville existante pour atteindre les objectifs du PLH qui, je le rappelle, permettent notamment petit à petit de créer des logements sociaux, ce qui est indispensable. Nous proposons donc d'ouvrir les secteurs suivants qui sont classés en AU0 : le secteur AU0-11 qui est situé à l'extrémité Nord de l'avenue François Delmas et le secteur de zone AU0-12 qui correspond au secteur d'extension du quartier Ovalie.

Monsieur le Maire : Souhaitez-vous intervenir sur ce sujet ? Je vais noter les intervenants. Bien, il n'y a que Monsieur DUMONT. Allez-y, Monsieur DUMONT.

Christian DUMONT : Cette délibération nous inspire quatre réflexions. La première : concernant le règlement du PLU, le règlement du PLU précise : « des procédures de modification de PLU seront nécessaires pour ouvrir effectivement ces secteurs à l'urbanisation. Elles seront menées dès que les conditions d'un aménagement cohérent de chacun de ces secteurs auront été définies ». Il ressort donc de ces dispositions que l'ouverture à l'urbanisation exige qu'un aménagement cohérent ait été défini. Or, la délibération que vous soumettez à notre appréciation se contente d'indiquer la nécessité d'urbaniser la ville pour accueillir les nouvelles populations et que ces ouvertures à l'urbanisation respecteront l'environnement urbain. Nous estimons qu'il y a là un manque de visibilité quant aux conditions d'aménagement qui ne peut pas permettre de nous exprimer valablement sur cette délibération.

Deuxième observation : cette délibération est une délibération de principe. Pourquoi ? Parce qu'elle va exiger une modification du Plan Local d'Urbanisme. Elle ne modifie pas le PLU.

Troisième observation : vous avez annoncé, Monsieur le Maire, lors du dernier Conseil municipal, en accord d'ailleurs avec votre adjointe à l'Urbanisme, qu'une des priorités de votre mandat était de réparer la ville avant de construire de nouveau. Or, ces ouvertures à l'urbanisation révèlent une volonté d'extension urbaine, alors que les Montpelliérains, au jour d'aujourd'hui, seulement quelques mois après votre mandat, n'ont pas le sentiment que la ville ait été réparée, mais ont plutôt l'impression que les choses se dégradent toujours encore et encore.

Dernière observation : l'utilité de cette délibération ou de telles délibérations au cas par cas est discutable, dans la mesure où une procédure de modification du PLU est déjà entamée.

Monsieur le Maire : Bien. Madame JANNIN, pour la réponse. Puis, j'ajouterai un petit mot sur l'aménagement politique de la zone, « politique » au sens noble du terme, pas partisan. Allez-y Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN : Monsieur DUMONT, effectivement, je crois que vous n'avez pas parfaitement compris le principe de cette délibération. Une zone AU0 est une zone qui peut être à urbaniser, pour autant que l'on ait une vision d'ensemble et un projet d'ensemble, c'est-à-dire que l'on ne pourra pas faire ce que l'on veut sans vision de la collectivité. L'objet de cette délibération est bien d'énoncer que nous allons mettre en place une vision d'ensemble. Donc je pense que cela répond aux autres questions. Oui, il s'agit d'une délibération de principe qui amorce la procédure qui va conduire à définir un projet d'ensemble et modifier le PLU. Ce n'est pas une délibération au cas par cas. C'est bien une volonté de la collectivité de plancher sur ce secteur et pas sur un autre.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, nous avons instillé à un Conseil précédent la révision du Plan Local d'Urbanisme. Donc, il est important que nous déterminions dans la ville un certain nombre de zones sensibles. Avant d'être évacué de mes fonctions d'adjoint à l'Urbanisme, j'avais proposé un certain nombre d'études urbaines sur ce que l'on avait coutume d'appeler « les entrées de ville ». Il en va de l'avenue François Delmas, comme il en va de l'avenue de Boirargues, comme il en va de la route de Toulouse.

Sur l'avenue François Delmas, nous avons déjà réalisé avec les services de l'Urbanisme de la ville un certain nombre d'études sur les aménagements futurs. Nous avons également acquis un certain nombre de pièces de terre, de parcelles, utiles pour créer cette entrée de ville – mais je n'aime pas le terme d'entrée de ville –, ces aménagements urbains autour de l'avenue François Delmas susceptibles d'assurer la liaison urbaine avec la place et le pont de la Concorde qui assurent la jonction avec la ville de Castelnau-le-Lez et [la partie] où passe le tram. Il s'agit donc d'une zone très sensible qui réunit plusieurs choses : le passage du tram, ce que l'on a coutume d'appeler « l'entrée de la ville de Montpellier » et l'ensemble des trajets verts qui se situent et qui se situeront en continuité avec le Nord de la commune sur le Lez Vert, c'est-à-dire sur les berges du Lez aménageables pour en faire des trajets piétonniers, voire vélos. Nous sommes là dans une situation très particulière qui mérite des études urbaines très précises. Il se trouve qu'en plus de cela, il y a des parcelles qui

peuvent être ouvertes à l'urbanisation et qui peuvent marquer, comme dans la commune de Castelnau-le-Lez, l'immeuble L'Etoile qui se trouve juste en face, de l'autre côté de la place, un changement de paysage architectural pour dire que nous passons à autre chose. Il s'agit donc d'un endroit sensible au niveau de l'architecture et au niveau des usages. Ainsi, nous pensons que si nous l'ouvrons à l'urbanisation, cela ne veut pas dire que nous allons tout urbaniser, cela veut dire que nous allons faire une composition urbaine sur l'ensemble du secteur concerné qui alliera certes l'urbanisation mais aussi la protection des berges et le trajet vert, le trajet piéton qui sera situé sur les berges du Lez et qui ménagera un certain nombre de terrains inondables utilisables comme bassins de rétention en cas de crues. Il s'agit donc d'un sujet extrêmement varié qui mérite une étude urbaine. La déclaration de principe qui est faite sur cette zone-là, dans cette délibération, indique tout cela.

Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : [*Début d'intervention inaudible : 1:37:15*]. Elle est bordée, du côté droit, par le chemin de fer. Donc, je pense que de ce côté-là, il n'y a pas d'urbanisation possible.

Monsieur le Maire : Nous avons acquis les terrains.

Jacques DOMERGUE : Oui, mais vous allez mettre des immeubles le long de la voie ferrée ?

Monsieur le Maire : Non, mais il n'y a pas que cela. Cela va jusqu'au Lez, c'est très long.

Jacques DOMERGUE : D'accord, mais là nous sommes perpendiculaires par rapport au Lez. Elle va du Corum jusqu'à la place de l'Europe.

Monsieur le Maire : On est parallèle au Lez. Attention, ne nous trompons pas. Y a-t-il un plan ?

Jacques DOMERGUE : Elle va du Corum jusqu'au rond-point de Castelnau.

Monsieur le Maire : Non, le Corum [se déploie sur] la route de Nîmes. L'avenue François Delmas ne commence qu'à partir du cimetière, jusqu'en bas.

Jacques DOMERGUE : [Uniquement] à partir du cimetière, jusqu'à Castelnau ?

Monsieur le Maire : Oui, c'est la partie basse.

Jacques DOMERGUE : Je croyais que c'était tout l'axe... Donc, c'est la partie la plus extérieure à Montpellier. Bon. Il y a quand même la voie ferrée, qu'on le veuille ou non, même si cela s'élargit en allant vers Castelnau. D'accord.

Deuxième point : nous ne pouvons pas considérer aujourd'hui, surtout à l'heure de la Métropole, qu'il s'agit d'une entrée de ville ; il s'agit d'un quartier de Montpellier.

Monsieur le Maire : C'est ce que je vous dis.

Jacques DOMERGUE : L'entrée de ville ne se situe pas à ce niveau. Elle se situe à l'extrémité extérieure à Castelnau, au niveau de la RN 113 ou à Mendès France. Il est vrai que Montpellier pêche aujourd'hui par le fait que ses entrées de ville ne sont pas abouties. Nous le voyons d'ailleurs sur l'avenue de Toulouse.

Monsieur le Maire : C'est pour cela que je l'ai mis entre guillemets dans mes propos, parce que le terme est impropre. En fait, ce sont des connexions entre villes.

Jacques DOMERGUE : Oui, ce sont des quartiers urbains maintenant, ce ne sont pas des entrées de ville, d'accord.

Monsieur le Maire : Vous oubliez dans le raisonnement la partie gauche de l'avenue François Delmas, quand on va vers Castelnau le Lez, là où se trouvent les grands baraquements à côté du Lez. En fait, vous avez une bande de terre comme cela, vous rejoignez le Lez avec un certain nombre de parcelles ici en contrebas, avec des

terrains inondables, et vous arrivez à la place de Castelnau et de ce côté vous avez également des terrains. Donc, c'est l'ensemble de ce grand triangle qui mérite une étude urbaine. Non, il y a encore des terrains derrière. D'ailleurs, Madame DRAY, conseillère générale du 3^{ème} canton, connaît cela par cœur. Je mets aux voix. Contre ? Ha pardon, Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE : Sur ce sujet, concernant Ovalie, il me paraît cohérent, effectivement, d'ouvrir à l'urbanisation pour boucler non pas l'entrée Ouest mais la partie Ouest de la ville avec l'espace vert qui est derrière, sur toute la coulée du Rieucoulon. Mais cela met quand même en évidence l'importance de réfléchir, dans le cadre de ce projet, aux transports en commun, parce que le secteur est pris, est engoncé entre la route de Toulouse, la RD 613, la route de Lavérune et l'avenue du Colonel Pavelet. Quand on connaît actuellement – ce n'est pas le but ce soir, mais juste à titre d'illustration – le retard qu'il y a eu sur le contournement Ouest de Montpellier entre Juvignac et Saint-Jean-de-Védas, cela veut dire que la thrombose se forme [majoritairement] sur l'avenue du Colonel Pavelet, sur la RD 613 et sur Lavérune.

L'importance... Vous avez pris une décision que je respecte même si je ne suis pas d'accord : il s'agit de la ligne 5. La ligne 5 avait pour avantage entre autres d'assurer une [desserte] des transports en commun importante par rapport aux résidences, par rapport à l'activité professionnelle des uns et des autres, des Montpelliérains notamment, sur ce secteur Ouest (route de Lavérune, avenue Pavelet). Je crois que le fait de l'ouvrir ne fait que conforter la nécessité d'avoir un transport en commun adapté : les bus seuls ne peuvent le permettre ; il faut qu'il y ait un réseau de transports en commun qui soient à la hauteur des enjeux que vous proposez.

Monsieur le Maire : J'ai entendu votre remarque Monsieur MOURE, votre intervention. Deux choses : d'abord la ligne 5 est repoussée. Elle n'est pas arrêtée, elle est repoussée. 450 M€ sans augmenter les impôts : je ne sais pas faire sans l'aide du Département, de la Région, de l'Etat et de l'écotaxe dont nous savons ce qu'elle est devenue.

Sur le deuxième point concernant le contournement Ouest, je vous rejoins totalement. Il s'agit d'un des axes prioritaires du CPER, du Contrat de Plan Etat-Région. L'Agglomération de Montpellier y participera, parce que c'est fondamental, aux côtés de l'Etat qui défend le dossier âprement. Ce sujet sera un de ceux évoqués au ministère des Transports lorsque je m'y rendrai ; il a aussi été évoqué avec François HOLLANDE. D'ailleurs, il n'était pas dans mon bureau, je l'ai fait mettre contre le mur aujourd'hui ; j'ai mis la photo officielle de François Hollande dans mon bureau, elle n'y était pas.

Pour : 53

Contre :

Abstentions : 10

Adopté à l'unanimité

6- Quartier Consuls de Mer – Secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » Instauration d'un périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) et des modalités de partage des coûts des équipements Conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et la SARL RB Group.

Le secteur désigné « Moulins des Sept Cans – Petit Train » est situé au nord-ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, entre la rue Charles Perrault et les avenues du Petit Train et Albert Dubout. Il s'inscrit dans un contexte urbain qui a fortement évolué ces dernières années ce qui a amené la Ville à s'interroger sur son évolution. En effet, ce secteur est aujourd'hui composé d'un bâti hétéroclite, essentiellement individuel, qui s'inscrit en rupture avec l'habitat dense de type centre-ville des secteurs environnants. En raison d'une situation avantageuse entre le centre-ville et les nouveaux quartiers de Port Marianne (Consuls de Mer, Jacques Cœur...), leurs commerces et équipements, l'hôtel de Ville, ainsi qu'une très bonne desserte par les transports publics, le secteur présente un caractère propice aux mutations urbaines.

Certaines parcelles ont déjà fait l'objet d'opérations de constructions récentes dans ce secteur mais, en dehors du cadre d'une réflexion d'ensemble, la mutation des parcelles restantes pourrait ne pas conduire à des résultats

satisfaisants, tant sur les formes bâties obtenues que sur leur capacité à générer un tissu urbain cohérent et durable.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants, de réparation de la ville et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier s'est engagée depuis plusieurs années dans une réflexion urbaine dans et autour du secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train ». Cette réflexion a permis de recueillir des éléments de diagnostic, d'identifier les espaces à enjeux et de donner à la Ville des orientations en matière de programmation urbaine et de potentiel foncier.

Dans ce même secteur, en raison de la forte pression foncière, et afin de ne pas compromettre la faisabilité des futures opérations de réaménagement mais aussi pour ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation, il a été nécessaire d'instituer, par délibération du Conseil municipal en date du 17 juin 2013, un périmètre d'étude au sens de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme. Ce dispositif permet ainsi à la Ville d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement urbain globale.

En parallèle, une consultation pour la conception architecturale et urbaine des secteurs situés à l'ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, dont fait partie le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train », a été lancée.

Au printemps 2014, le cabinet Matte-Devaux-Rousseau (MDR) a été désigné lauréat du marché d'architecte-urbaniste sur ce secteur en raison, notamment, de la cohérence de son projet d'aménagement avec l'environnement urbain existant. Le projet présenté a notamment permis de donner un cadre à l'émergence de nouveaux projets immobiliers apparus au sein du secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser pour permettre l'arrivée d'une population additionnelle.

Dans la mesure où la mise en œuvre de ce projet d'aménagement implique la réalisation d'équipements publics coûteux, il apparaît indispensable que les opérations immobilières puissent participer à son financement. Pour cela, les articles L. 332-11-3 et suivants du code de l'urbanisme prévoient une méthode de financement contractualisée grâce à la conclusion d'une convention de projet urbain partenarial (PUP) entre les constructeurs et la Ville, permettant la prise en charge financière par les porteurs de projets immobiliers de tout ou partie des équipements publics.

Parallèlement, en raison de l'ampleur des équipements publics à réaliser, de l'étendue du secteur d'étude et du nombre important d'opérations de construction à venir au sein de ce secteur, ce même article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme offre la possibilité de délimiter un périmètre de conventions de PUP à l'intérieur duquel l'ensemble des constructeurs viendront participer à la prise en charge de ces équipements publics dès lors qu'ils répondent aux besoins des futurs habitants ou usagers de leurs opérations.

Dans ce contexte et à l'occasion d'un premier projet de construction porté par la société RB Group (nom commercial : M&A Promotion) dans le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train », il est proposé, d'une part, d'établir un périmètre de conventions de PUP et, d'autre part, de mettre en œuvre une convention de projet urbain partenarial (PUP) avec la société RB Group.

En ce qui concerne le périmètre de conventions de PUP, celui-ci est délimité selon le plan ci-annexé. Le projet d'aménagement d'ensemble s'étendant à la fois sur la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer et dans le périmètre de conventions de PUP et ses abords, le coût des équipements publics à réaliser sera par conséquent partagé entre les constructeurs agissant au sein du périmètre de conventions de PUP et la Ville de Montpellier, soit directement, soit dans le cadre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

L'ensemble des travaux d'équipements publics à réaliser sont estimés à 7 566 734 € HT (coût global d'opération incluant travaux, maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, frais d'études, aléas, honoraires,...etc.). Ils consistent en un réaménagement des voiries et réseaux divers au niveau de l'avenue du Petit Train, de la rue du Moulin des Sept Cans et de l'allée des Frères Grimm. Ils prévoient également la requalification de la place du Rabbin Schilli et de ses abords ainsi que du carrefour situé à l'intersection de la rue du Moulin des Sept Cans et des avenues Albert Dubout et du Petit Train. L'ensemble de ces aménagements correspond à une surface à réaménager

estimée à 23 000 m² environ. Le coût global prévisionnel d'opération inclut également le coût des acquisitions foncières nécessaires aux aménagements.

La répartition de financement de ces équipements publics entre le périmètre de conventions de PUP et la Ville est définie comme suit :

- la part à la charge des constructeurs agissant dans le cadre du périmètre de conventions de PUP est fixée à 3 536 691 € HT, correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers ;
- la Ville et la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer prendront à leur charge le reliquat du coût des aménagements à réaliser, soit 4 030 042 € HT.

Au sein du périmètre de conventions de PUP, les modalités de partage des coûts des équipements sont fixées proportionnellement aux surfaces de plancher (SDP) développées par chaque opération.

En ce qui concerne le projet de construction de la société RB Group, ce projet consiste, après démolition des maisons individuelles qui constituent le tènement foncier sur les parcelles cadastrées EY 784, EY 786 et EY 711b, en la construction d'un nouvel ensemble immobilier d'environ 52 logements dont 8 logements locatifs sociaux. Une demande de permis de construire a été déposée dans ce but par le promoteur.

La mise en œuvre dans de bonnes conditions de ce projet immobilier nécessitant la réalisation d'équipements publics divers (réseaux d'eaux pluviales, viaires...etc.) tels que décrits dans le document annexé à la présente délibération, une convention de PUP entre la société RB Group et la Ville va être conclue pour participer à leur financement.

Il est donc proposé de mettre à la charge du promoteur la part des équipements répondant aux besoins des futurs habitants et usagers, celle-ci étant estimée à 12,5 % de la part à la charge des constructeurs agissant dans le cadre du périmètre de conventions de PUP (3 536 691 € HT), soit 439 300 €. Le projet de convention avec la société RB Group est annexé à la présente délibération et précise toutes les modalités de financement.

Le périmètre du projet urbain partenarial concernant cette opération est annexé à la convention de participation et correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par la société RB Group. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ce périmètre de la taxe d'aménagement (part communale uniquement) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans. Dans le cas d'espèce, au vu de la participation prévue par la convention, il est proposé de prévoir la durée d'exonération maximum de la part communale de la taxe d'aménagement sur le périmètre concerné, soit pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de délimiter le périmètre de conventions de projet urbain partenarial (PUP) sur le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » tel que présenté sur le plan joint en annexe et de fixer les modalités de partage des coûts des équipements publics correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers des opérations de construction attendues proportionnellement aux surfaces de plancher (SDP) développées par chaque opération ;
- d'approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et la société RB Group, notamment le montant de la participation du constructeur au vu du coût prévisionnel de l'opération d'aménagement d'ensemble et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial pour cette opération, tels que joints en annexe ;
- d'exclure le secteur délimité pour cette opération du champ d'application de la taxe d'aménagement (part communale) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer la convention de projet urbain partenarial telle qu'annexée à la présente délibération, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : Le secteur appelé « Moulins des Sept Cans – Petit Train » est situé à côté de la Mairie au Nord-Ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, entre la rue Charles Perrault et les avenues du Petit Train et Albert Dubout. Ce secteur est aujourd'hui composé d'un bâti hétéroclite essentiellement individuel qui

s'inscrit en rupture avec l'habitat dense de type centre-ville des secteurs environnants. Une partie de ce secteur est en ZAC et pour le reste, nous proposons d'instaurer un périmètre de PUP puisque s'exerce une pression foncière autour de ce secteur, avec beaucoup d'opérations qui voient le jour. Ce principe permettra la prise en charge par les constructeurs d'une partie des équipements publics à réaliser dans le cadre du projet d'aménagement, idée qui nous est très chère, c'est-à-dire que les opérateurs qui bénéficient du développement d'un quartier doivent aussi participer à la réalisation des équipements publics, des rues adjacentes, *etc.* Dans ce contexte, et l'occasion d'un premier projet de construction portée par la société RB Group, il est proposé d'établir ce périmètre de convention de PUP (projet urbain partenarial) et de mettre en œuvre une convention avec cette société. Sur l'ensemble du périmètre, les travaux d'équipements publics à réaliser sont estimés à environ 7,5 M€ – vous pouvez voir les chiffres précis dans la délibération. La part à la charge des constructeurs situés dans le périmètre de convention du PUP est fixée à environ 3,5 M€, c'est-à-dire que les opérateurs participeront à cette hauteur-là à la réalisation des équipements publics.

Monsieur le Maire : Je regrette que Mademoiselle LLEDO ne soit pas là ce soir parce qu'elle aurait pu prendre un certain plaisir à écouter la délégation que j'ai attribuée à Sophie AYACHE. Elle qui se faisait le chantre de la défense des personnes handicapées, elle aurait pu voir que le Conseil Municipal de Montpellier est très attentif à toutes ces personnes-là. Elle est en temps partiel ?

M. BOUMAAZ : Elle passe des examens.

Monsieur le Maire : Ah, pardon. Il faut respecter la liberté des élus. Je dis simplement que, je sais que Madame LLEDO nous avait fait l'autre fois un grand discours sur le handicap, à la limite de nous reprocher de ne pas nous y intéresser, alors que ce sujet était déjà dans la délégation de Madame MIRALLES, qui comporte un service au CCAS et qui maintenant a une élue déléguée.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

7- Quartier Mosson - Résidence Font Del Rey

Vente de logements sociaux par ACM à la société CIGER

Les articles L443-7 et L443-11 du code de la construction et de l'habitat permettent la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à toute personne physique ou morale, afin d'assurer l'équilibre économique et social d'un ou plusieurs ensembles d'habitations ou d'un quartier connaissant des difficultés particulières, après avis de l'Etat et de la commune d'implantation des logements vendus.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements.

Dans ce cadre, ACM-OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adressé à la Ville de Montpellier une demande l'autorisant à vendre à la Société CIGER, 6 logements situés dans la résidence Font Del Rey, sise 450 place du Grand Mail, quartier de la Mosson à Montpellier.

La valeur de ces logements a été estimée par le service des Domaines à 200 000 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la vente par ACM à la société CIGER de 6 logements de la copropriété « Font Del Rey » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : Conformément au code de la construction et de l'habitation, la cession de logements locatifs sociaux requiert l'avis de la ville de Montpellier en tant que commune d'implantation. ACM a soumis à

la ville son souhait de vendre six logements actuellement vacants, quatre T2 et deux T1 appartenant à la copropriété Font Del Rey, à la Mosson, situés en bordure du Grand Mail, à la société CIGER qui est déjà propriétaire de plus de 80% des lots de cette copropriété. Ce propriétaire qui, à terme, pourrait devenir propriétaire unique, apparaît comme le bailleur le plus à même de gérer au quotidien cette copropriété. La Préfecture, la ville et la communauté d'agglomération ont donc validé le principe de la vente des logements vacants d'ACM à la Société CIGER, à la condition que cette dernière s'engage à réhabiliter les logements avant la remise en location.

Monsieur le Maire : Merci, Madame JANNIN. Le débat est ouvert. Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Monsieur le Maire, j'ai pris ce dossier à bras-le-corps, que j'ai un peu découvert à la commission des Affaires générales le 10. Pendant cette commission, j'avais posé la question de savoir pourquoi nous ne faciliterions pas l'accession à la propriété par rapport aux locataires, pourquoi ne pas faciliter les locataires à être propriétaires de ces appartements. Lors de cette commission – je ne sais pas s'il y a eu confusion de propos ou pas –, on m'a expliqué plus ou moins qu'il valait mieux que ce soit CIGER, propriétaire, parce qu'il avait 80% du parc, que ce serait mieux que ce soit la société CIGER qui gère les six appartements car il arriverait à 100% et pourrait ainsi gérer lui-même cet immeuble et parce qu'il s'engageait en même temps à la rénovation des six appartements. Le lendemain, je suis allé sur le terrain parce que cela m'a un peu interpellé. Le Grand Mail, le Font Del Rey, cela ne me parle pas, donc je suis allé voir directement sur le terrain. J'ai visité ce bâtiment et j'ai découvert ce bâtiment. Vous avez vu dans les médias ce matin, les articles qui sont parus. J'ai visité ces six appartements sociaux qui appartenaient à l'ACM et qui vont être vendus. Je vous ai envoyé un courrier en vous demandant solennellement de retirer...

Monsieur le Maire : Quand m'avez-vous envoyé le courrier, Monsieur BOUMAAZ ?

Djamel BOUMAAZ : Je vous l'ai envoyé lundi.

Monsieur le Maire : Avant-hier.

Djamel BOUMAAZ : Oui.

Monsieur le Maire : Encore moins de temps que les habitants de la rue...

Djamel BOUMAAZ : Oui mais bon, je vous ai envoyé... Le temps d'avoir le dossier, d'aller sur le terrain, de taper à l'ensemble des... J'ai rencontré l'ensemble des locataires de cet immeuble.

Monsieur le Maire : Dans l'ancienne municipalité, il y en avait un qui était avec moi, qui un jour m'a reproché de ne pas avoir lu son courrier, alors qu'il me l'avait envoyé la veille à minuit. Il s'agissait du professeur TOUCHON.

France JAMET : Nous ne sommes pas comme cela, nous.

Monsieur le Maire : Un jour et demi avant, c'est bien ! C'est mieux !

France JAMET : Quand on reçoit des consignes cinq jours avant, ce n'est pas mieux.

Djamel BOUMAAZ : Le dossier ne porte pas sur la forme mais sur le fond, Monsieur le Maire. Ce dossier m'a interpellé, parce que j'ai rencontré l'ensemble des locataires, les cent locataires qui habitent dans ces T1 et dans ces T2, pendant trois jours.

Monsieur le Maire : Etes-vous candidat dans le canton, Monsieur BOUMAAZ ?

Djamel BOUMAAZ : Pas pour l'instant. Après avoir constaté l'état de délabrement de cet immeuble, l'état de délabrement de ces appartements, plus particulièrement ceux de l'ACM, sans parler de la gestion du copropriétaire, je vous ai envoyé un courrier en vous demandant solennellement de retirer ce dossier pour avoir le temps de la réflexion par rapport à cette vente. Pour moi aujourd'hui, CIGER est une société, et je le dis, une

société assez particulière. Je suis allé retirer les statuts de cette entreprise, j'ai regardé les actionnaires, j'ai regardé qui était qui dans cette entreprise. J'ai vu qu'il y avait des filiales à côté, j'ai vu qu'il y avait des sociétés à côté et surtout pendant la conférence, une personne de l'administration a dit : « c'est monsieur RAYMOND ». Alors je me suis posé la question : qui est ce fameux RAYMOND ? J'étais peut-être le seul à ne pas savoir qui était RAYMOND, Monsieur Didier RAYMOND. Je suis allé sur le terrain : je peux vous dire que de nombreux commerçants et que de nombreux habitants connaissent ce monsieur. Je ne suis pas là pour le juger mais il y a des choses ou des aberrations sur l'insalubrité de ces appartements. Mais il n'y a pas que ces appartements, il s'agit de l'insalubrité de ce bâtiment. Moi, si je vous demande le retrait de cette affaire, c'est pour faire un bilan, un point sur ce bâtiment. Je pense qu'à un moment ou à un autre, en tant que premier magistrat, vous aurez automatiquement, que l'on vende ou que l'on ne vende pas, une responsabilité. Vous dites qu'ils s'engagent à rénover les appartements. Or la rénovation ne concerne pas que les appartements, mais tout un bâtiment. J'ai eu Monsieur RUGGIERO, le Commandant des pompiers qui connaît très bien cela et j'ai demandé comment formaliser, par qui ou qui doit demander un audit sécuritaire comme il a été fait au niveau de la tour du Petit Bard que Madame MANDROUX avait demandé auprès des services et que les pompiers sont allés faire. Par rapport à ce dossier, je trouve que cela va quelque part à l'encontre de votre politique, de l'accession à la propriété que vous prônez au niveau de l'agglomération. Nous avons eu de nombreux dossiers... Il y a même un dossier juste derrière, le dossier n° 8 (Quartier des Hôpitaux – Autorisation de démolir des logements sociaux) [sur lequel] nous sommes pour. Quand ils sont insalubres, nous sommes d'accord.

Monsieur le Maire : Il ne s'agit pas de logements sociaux là : 80% de la copropriété appartiennent à un privé.

Djamel BOUMAAZ : Oui, à un seul privé. Il y a six appartements. C'est une forme de déresponsabilisation... Si vous accordez cette vente, Monsieur le Maire, c'est une forme de déresponsabilisation par rapport à ce bâtiment. Vous autorisez l'ACM, donc l'ACM vend deux fois moins cher par rapport au prix du marché, se débarrasse de cette affaire et la société CIGER va gérer elle-même. Comment va-t-on lui imposer la rénovation, déjà des appartements qu'il gère dans cet immeuble ? Nous ne pourrions pas le forcer.

Abdi EL KANDOUSSI : Comment faisons-nous avec six logements sur 100 ?

Djamel BOUMAAZ : La question n'est pas là. Il y a des hommes et des femmes qui vivent dans ce bâtiment, Monsieur KANDOUSSI. Il y a six logements, mais je pense qu'à un moment, se déresponsabiliser sur six logements sociaux, Monsieur KANDOUSSI...

Abdi EL KANDOUSSI : EL KANDOUSSI.

Djamel BOUMAAZ : Monsieur EL KANDOUSSI, six logements sociaux, si on les vend, on se déresponsabilise. Je ne suis pas là... Non, ce n'est pas une question de cohérence, ce n'est pas du tout une question de cohérence. Il s'agit de renflouer les caisses. Ne me dites pas que je ne comprends rien, Monsieur EL KANDOUSSI.

Monsieur le Maire : Stop, stop, stop, pas de conversations particulières. Laissez finir Monsieur BOUMAAZ. Dans cette assemblée, je prends mes responsabilités, je suis responsable de l'ordre dans cette assemblée. Monsieur BOUMAAZ, continuez.

Djamel BOUMAAZ : Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Après, je donnerai la parole à Monsieur DELAFOSSE qui me l'a demandée, à Monsieur MAJDOUL et à Madame SALOMON qui me l'a demandée aussi.

Djamel BOUMAAZ : Puis-je terminer, Monsieur le Maire ?

Monsieur le Maire : Avec plaisir.

Djamel BOUMAAZ : Merci. On peut parler de cohésion, tout dépend de quel côté l'on se met, d'une part. Ensuite, il y a un montant. On me dit que c'est pour [respecter] une forme d'équilibre au niveau de l'OPH-ACM, sauf que quand on regarde le rapport Miilos, rapport définitif de décembre 2013, on [lit] bien qu'« une

attention soutenue sera portée sur le niveau d'endettement élevé et à la structure de la dette, d'autant que la rentabilité de l'office reste contrainte par une marge de manœuvre très réduite en matière de hausses de loyers » Je veux bien entendre parler de cohésion, mais il s'agit également de renflouer les caisses d'un bailleur social qui est certainement aux abois.

A partir de là, Monsieur le Maire, je reste sur le fond de l'affaire et non pas sur la forme. Je [parle] des 100 appartements, des habitants qui habitent ces appartements, des T1 et des T2, de ces familles de 6, 7, 8 personnes qui vivent dans des conditions insalubres complètes. Si je vous ai demandé tout simplement de retirer cette affaire, c'est pour éviter que vous vous déresponsabilisiez de cette affaire. Je pense que la ville a un droit de regard au niveau de l'insalubrité, qu'elle soit dans le quartier Nord ou qu'elle soit dans le quartier Sud ; quand on met un euro sur le quartier Sud, il faut en mettre un sur le quartier Nord. Je vous demande, Monsieur le Maire, tout simplement de retirer cette affaire. Ensuite, vous en faites ce que vous voulez. Mais je pense que cette affaire aura une suite.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur BOUMAAZ. Monsieur DELAFOSSE, s'il vous plaît.

Michaël DELAFOSSE : Mes chers collègues, très rapidement, il s'agit d'une affaire sensible parce que l'habitat du Font Del Rey est un habitat indigne, un habitat indigne et insalubre. Vous êtes nombreux et nous sommes nombreux à le savoir : elle fait partie de ces copropriétés qui sont profondément dégradées, à l'image de ce qu'était le Petit Bard, il y a dix ans. Sous une volonté politique forte, Montpellier s'est illustrée avec lenteur mais avec pugnacité quand même pour traiter une copropriété dégradée. Il est probable et certain même que pour le Font Del Rey, la même logique prévaudra.

Vous avez fait référence dans votre propos introductif à la décision du Gouvernement, suite à la nouvelle loi sur la politique de la ville qui donne un nouveau zonage, une aide et qui va concerner la Mosson, avec l'annonce hier du chiffre, si ma mémoire est bonne, de 35 M€ au titre de l'ANRU. Cette aide qui va être apportée pourrait éventuellement intervenir sur ce type de copropriété dégradée et pourrait être un enjeu de rénovation urbaine, de réaménagement de ce secteur-là. Donc, je pense, je crois qu'il faudrait peut-être prendre le temps avant d'engager cette cession, parce que ACM, c'est la maîtrise publique, donc c'est vous. Je dois avouer que l'engagement de la société à rénover les logements... Peut-être le tiendra-t-elle. Mais elle pourrait montrer l'exemple, car aujourd'hui les cages d'escaliers sont très clairement à l'abandon, donc sa parole ne me semble pas extrêmement crédible.

A l'aune de cela et de la nouvelle convention avec l'ANRU, peut-être faut-il prendre un petit peu de temps avant de traiter ce sujet. En tout cas, je laisse cela à votre appréciation et selon votre réponse, je me prononcerai.

Monsieur le Maire : Merci. Monsieur MAJDOUL.

Mustapha MAJDOUL : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues, personne n'ignore la situation de la Résidence Font Del Rey et ce que subissent ses occupants. Je n'invente rien. Ce soir, vous nous demandez...

Monsieur le Maire : Pouvez-vous parler légèrement plus fort, plus près du micro ?

Mustapha MAJDOUL : Oui, je disais, Monsieur le Maire, que personne n'ignore la situation de la Résidence Font Del Rey et ce que subissent ses occupants. Ce soir, vous nous demandez de nous prononcer sur la vente d'un lot de six appartements appartenant à ACM. Les questions que je me pose face à votre proposition d'approbation de cette vente sont les suivantes : Pourquoi la rénovation de cette résidence n'est-elle pas d'actualité ? Et surtout, pourquoi ACM préfère-t-elle se séparer de ces appartements plutôt que de s'engager dans un processus inverse, à savoir l'achat au fur et à mesure, pour dans une deuxième étape procéder à une véritable action de rénovation ?

Notre responsabilité comme élus de Montpellier est de garantir qu'avec cette vente, la situation des habitants de la résidence va s'améliorer. Avez-vous, Monsieur le Maire, la certitude que cette vente est la meilleure solution et surtout qu'elle offre une garantie de mieux vivre aux habitants de cette résidence ?

Rabii YOUSSEUS : Pourquoi vous intéressez-vous maintenant à cette résidence ?

Monsieur le Maire : Monsieur YOUSSEUS !

Mustapha MAJDOUL : Ce n'est pas grave. La question est posée à Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Madame SALOMON, Conseillère municipale déléguée au Logement.

Samira SALOMON : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs, il me semble important, en tant qu'élue déléguée au logement, de prendre la parole sur ce dossier. Effectivement Monsieur BOUMAAZ, seul élu présent de l'opposition, au moment de la commission des Affaires générales, s'était posé la question concernant la résidence Font Del Rey. Comme je l'expliquais ce soir-là en lien avec ma collègue Madame JANNIN, chargée de l'Urbanisme, la question du logement social est complexe, la demande est extrême à Montpellier et dans ce dossier, je vous rappelle qu'on nous a sollicité parce que ces logements ACM sont sur notre territoire. ACM est indépendant de la Ville, il est bailleur social, pour rappel. Il s'agit ici simplement d'assurer une cohérence dans la gestion d'une copropriété. Il y a six logements. Cela ne représente même pas 2% du parc. Nous savons d'expérience que quand nous avons des grands ensembles comme cela et de grandes copropriétés, les propriétaires ont tendance à se renvoyer la balle dès qu'il s'agit de rénovation. Donc, assurer une cohérence, c'est déjà un premier pas pour améliorer l'habitat. Je crois que c'est très important de se le rappeler.

En ce qui concerne vos interpellations concernant l'habitat indigne, sachez que la Ville depuis longtemps assure un suivi en matière d'habitat indigne, que nous accompagnons l'ensemble des habitants qui se trouvent dans cette situation, à la fois sur la question du relogement et en termes de procédure. Il s'agit d'une affaire hautement sérieuse et comme l'a rappelé mon collègue Monsieur YOUSSEF, à l'instant, nous n'allons pas faire en neuf mois ce qui n'a pas été fait en 30 ans. Nous travaillons là-dessus, toute l'équipe. [Applaudissements].

Monsieur le Maire : Madame JANNIN, puis je dirai un petit mot. Allez-y, Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN : Je crois que ma collègue Samira SALOMON a répondu à Monsieur MAJDOUL. Monsieur BOUMAAZ, vous dites que la voie de la vente aux locataires serait une mission intéressante – nous travaillons effectivement dans ce sens pour d'autres propriétés. En l'occurrence, il n'y a pas de locataires, donc je ne vois pas bien à qui nous pourrions vendre.

Monsieur DELAFOSSE j'avoue que je suis quand même impressionnée par votre intervention. Vous faites le constat d'un habitat indigne mais je ne crois pas que cet habitat soit indigne depuis huit mois. Alors, qu'avez-vous fait avant ? Qu'avez-vous fait avant ? [Applaudissements].

Monsieur le Maire : Je remercie les ministres socialistes, pas parce qu'ils sont socialistes, mais parce qu'ils sont ministres et parce qu'ils ont le sens de l'Etat. Je remercie Madame EL KHOMRI, Myriam de son prénom, qui est venue me voir et qui viendra au mois de janvier. Je la remercie, parce qu'elle a, avec Monsieur le Préfet, entendu la demande que nous lui avons faite à la fois sur les Cévennes pour l'ANRU-ANAH et sur la fin et l'avenant du Petit Bard pour les commerces. Madame EL KHOMRI devait venir aujourd'hui, mais elle n'a pas pu venir. C'est pour cela que je l'ai attendue avant de dévoiler tout cela. Mais je l'ai fait ce matin dans le cadre de la politique de la Ville avec l'accord du Préfet. Quand j'étais adjoint à l'Urbanisme, j'avais mis un périmètre d'étude sur le bas de la Mosson, de la Dalle, pour nous permettre un temps de pouvoir intervenir de façon « urbaine », à l'intérieur même du site. Cela fait longtemps que nous le suivons. C'est pour cela que ceux qui découvrent « l'eau chaude » aujourd'hui sont un peu mal intentionnés. Je donne raison à Monsieur YOUSSEF, totalement, sans réserve.

Ensuite, la Ville et l'Etat sont concernés par les grandes propriétés, par les copropriétés dégradées. D'ailleurs le syndic dont vous avez parlé Monsieur BOUMAAZ, intervient dans de nombreuses copropriétés de la ville et je ne crois pas que personne ici dans cette assemblée ait émis d'autre réserve sur son action dans d'autres quartiers. Non mais attendez, la politique de la ville indique douze quartiers prioritaires. Dans ces quartiers prioritaires, il existe des copropriétés dégradées (certaines sont privées) et dans ces copropriétés dégradées, il y a plusieurs syndics qui interviennent, pas seulement dans le quartier de la Mosson. Il y a même des ventes de copropriétés qui se sont faites sur intervention des élus avec le même syndic. J'en parlerai quand nous en viendrons à d'autres quartiers – notez-le, j'ai le temps.

Monsieur BOUMAAZ, cela vous fait halluciner, mais vous soulevez un petit problème. Il y a d'autres problèmes ailleurs et personne n'a jamais rien dit ici. Alors je comprends que la période pré-cantonale incite un peu les vocations: il faut se montrer, faire des articles, *etc.* Je le comprends. Monsieur BOUMAAZ, nous le comprenons. La surenchère, bon... En l'occurrence, nous sommes dans une situation claire : un syndic possède 98% de la copropriété et il reste six appartements. La logique est qu'il obtienne les six appartements qui restent, sous l'œil vigilant de la ville et de l'Etat sur la réhabilitation et le suivi des travaux. C'est sur cela que l'on

s'engage. Je veux bien que l'on s'occupe de toutes les propriétés dans la ville mais nous n'allons pas nous en sortir.

Pour : 55

Contre : 6

Abstentions : 1

Adopté à la majorité

8- Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Euromédecine Autorisation de démolir des logements sociaux

Le code de la construction et de l'habitation précise dans son article L.443-15-1 qu'un bâtiment à usage d'habitation appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré ne peut être démoli sans l'accord préalable du représentant de l'Etat dans le département, de la commune d'implantation et des garants des prêts.

Conformément à cet article, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements. Dans ce cadre, ACM-OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adressé à la Ville de Montpellier une demande l'autorisant à démolir l'opération « Euromédecine » comprenant 26 logements.

Ce programme, desservi par la rue Dominique Larrey depuis la rue de la Valsière, est devenu trop vétuste et sa typologie apparaît inadaptée. C'est pourquoi, le bailleur public prévoit, suite à sa démolition, la reconstruction d'une première tranche de 39 logements locatifs sociaux neufs, répartis sur deux bâtiments.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser ACM, OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à démolir l'opération Euromédecine.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : ACM prévoit la démolition de 26 logements sociaux sur un bâtiment identifiable particulièrement vétuste et obsolète rue Dominique Larrey, dans le secteur Euromédecine, entre les rues de Puech Villa et la Valsière. Suite à cette démolition, ACM mettra en place la reconstruction de 39 logements locatifs sociaux répartis sur deux bâtiments en R+4. Des percées paysagères entre les bâtiments préserveront des vues dégagées pour les résidents des jardins de la Valsière, un autre programme ACM mitoyen. Comme le prévoit le code de la construction et de l'habitation, la ville de Montpellier, en tant que commune d'implantation, doit donner son accord sur la démolition de ces logements sociaux, ce que nous proposons de faire dans cette délibération.

Monsieur le Maire : Je félicite le Président d'ACM, Robert COTTE; pour avoir fait l'unanimité sur l'affaire n°8.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

9- Droit des sols - ZAC Parc Garosud Extension - lot 18 (parcelle OB 79) Constitution d'une servitude de dispense de prospect sur les parcelles OB 20 et 21, propriété de la Ville, et sur la parcelle OB 79

Le lot 18 de la zone d'aménagement concerté Garosud Extension situé lieudit Mas de Tandon (parcelle OB 79), en cours de commercialisation par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), est mitoyen de la parcelle cadastrée OB 21 appartenant à la Ville de Montpellier et d'une partie de la parcelle OB 20, dont la cession à la SERM a été approuvée par le Conseil municipal dans sa séance du 2 octobre 2014, dans le cadre d'un échange de terrains destinés à la réalisation de bassins de rétention.

Afin de préserver les conditions de stationnement sur le site et la circulation à ses abords, l'opération projetée sur ledit lot 18 de la ZAC prévoit l'édification d'un bâtiment en limite séparative.

Le règlement de la zone 4AU-3 du plan local d'urbanisme dispose qu'en cas d'accord des propriétaires riverains, les constructions peuvent être édifiées en limite séparative.

Considérant le projet envisagé sur le lot 18 de la ZAC, il paraît opportun que la Ville :

- donne son accord à la construction du bâtiment projeté en limite de la parcelle OB 21 dont elle est propriétaire,
- accepte, sous couvert d'accord formel de la SERM, compte tenu de la cession autorisée par le Conseil municipal de la partie de la parcelle OB 20 située en limite dudit lot 18, la même dispense de respect du prospect sur cette seconde parcelle.

A cette fin, il conviendra de constituer une servitude de dispense de prospect sur les parcelles mitoyennes du lot 18 de la ZAC, soit les parcelles OB 20 et 21. Ladite servitude sera réciproquement constituée sur les parcelles OB 20 et OB 21, propriété de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le propriétaire du lot 18 (parcelle OB 79) de la zone d'aménagement concerté Garosud Extension à édifier un bâtiment en limite de la parcelle cadastrée OB 21, située lieudit Mas Tandon, en application de l'article 7 du règlement de la zone 4AU-3 du plan local d'urbanisme ;
- d'accepter, sous couvert d'accord formel de la SERM, la même dispense de respect de prospect sur la partie de la parcelle OB 20 dont la cession à la SERM a été approuvée par délibération du Conseil municipal en date du 2 octobre 2014 ;
- de dire que la Ville bénéficiera de la même dispense de prospect sur les parcelles dont elle est propriétaire (parcelles OB 20 et OB 21)
- d'accepter à cette fin de constituer une servitude de dispense de prospect sans indemnité sur la parcelle OB 79 (lot 18 de la ZAC) et réciproquement sur les parcelles OB 20 et OB 21, propriété de la Ville ;
- de désigner le notaire de la SERM et le notaire de l'acquéreur de la parcelle OB 79 pour procéder à la rédaction de l'acte, les frais correspondant étant à la charge de la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

**10- Crèche associative "Les Bambins du Lez" - 196 rue des Paradisiens
Projet d'extension des locaux sur la parcelle mitoyenne
Déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée CK 501a**

La crèche associative « Les Bambins du Lez » est située 196 rue des Paradisiens sur les parcelles cadastrées CK 122 et 502, propriété de la Ville.

La crèche associative souhaite désormais étendre ses locaux, conformément aux normes actuellement en vigueur, afin d'augmenter sa capacité d'accueil et aménager des locaux pour le personnel.

Cette extension peut être envisagée sur une partie de l'emprise foncière de l'école Jean Moulin, mitoyenne de la crèche, située en bordure de la cour d'école et non utilisée par les enfants, cadastrée CK 501 (a) sur le plan joint.

Le conseil d'école a émis un avis favorable à ce projet.

En date du 5 septembre 2014, Monsieur le préfet a émis un avis favorable à la désaffectation de la parcelle CK 501a, d'une superficie arpentée de 376 m², telle que définie par le plan établi le 12 mai 2014 par le cabinet de géomètres Bilicki-Dhombres-Osmo.

Il convient donc désormais de constater la désaffectation de cette parcelle et de prononcer son déclassement du domaine public communal afin de l'intégrer au domaine privé de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation de la parcelle cadastrée CK 501a, d'une superficie arpentée de 376 m² ;
- de prononcer le déclassement du domaine public communal de cette emprise pour la faire entrer dans le domaine privé de la commune ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

11- Extension de la crèche associative "Les Bambins du Lez" Avenant au bail emphytéotique du 8 avril 2004

La Ville est propriétaire des parcelles cadastrées CK 122 et 502, situées 196 rue des Paradisiens.

En date du 8 avril 2004, la Ville a consenti un bail emphytéotique à l'Association « Les Bambins du Lez » pour la réalisation d'une crèche associative, les locaux qu'elle occupait jusque-là dans le quartier devant être libérés. Ce bail a été consenti pour une durée de 18 ans et un mois à compter du 30 janvier 2003, assorti d'une redevance annuelle d'un euro symbolique compte tenu des travaux de démolition et de construction à réaliser et de l'intérêt général de l'activité exercée par le bénéficiaire, dispensant la Ville de places de crèche publique supplémentaires.

Afin d'accroître la capacité d'accueil de l'établissement de 32 à 40 places et d'aménager des espaces pour son personnel, l'association souhaite procéder à une extension de ses locaux sur une partie de l'emprise foncière de l'école Jean Moulin, mitoyenne de la crèche. Cette emprise est située en bordure de la cour d'école et non utilisée par les enfants.

En date du 5 septembre 2014, Monsieur le préfet de l'Hérault a émis un avis favorable à la désaffectation de cette emprise d'une superficie de 376 m² arpentée, cadastrée CK 501a, telle que définie par le plan établi le 12 mai 2014 par le cabinet de géomètres Bilicki-Dhombres-Osmo.

Aux termes d'une délibération précédemment adoptée, la Ville a constaté la désaffectation et prononcé le déclassement du domaine public de cette emprise foncière.

Le projet de l'association prévoit la construction d'un bâtiment de 139 m² de surface de plancher, comprenant des locaux pour les enfants (salles de change, dortoirs), des locaux de service (buanderie) et des locaux à usage du personnel (local de réunion, vestiaires et sanitaires), ainsi que la réhabilitation d'une partie des locaux existants dans le cadre du réaménagement du fonctionnement interne des espaces.

Le montant des travaux est évalué à 459 000 € et l'association « Les Bambins du Lez » envisage un prêt bancaire de 15 à 20 ans en vue d'en assurer le financement.

Dans ce contexte et afin de permettre l'extension de la crèche, il paraît opportun de signer un avenant au bail emphytéotique du 8 avril 2004 passé par acte notarié en l'étude de Me Foulquier-Gazagnes, à l'instar du bail initial, qu'il s'agit d'amender concernant les dispositions suivantes :

- Extension de l'assiette foncière du bail pour incorporer une emprise supplémentaire cadastrée CK 501a de 376m² ;
- Extension de la durée du bail de 20 ans à compter de la date de signature de l'avenant ;
- Réalisation des travaux conformément au projet décrit ci-avant.

Il est sollicité le maintien du montant de la redevance annuelle à un euro symbolique consenti en 2004, en passant outre l'avis de France Domaine.

Le maintien de ce montant est motivé à la fois par le montant des travaux à réaliser par cette structure associative, par la vocation de crèche et l'activité exercée, et par le fait que les bâtiments et investissements consentis deviendront à l'issue du bail propriété de la Ville au titre du droit de retour.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature d'un acte authentique portant avenant n°1 au bail emphytéotique consenti à l'association « Les Bambins du Lez » le 8 avril 2004 afin de permettre la réalisation d'un projet d'extension des locaux de la crèche « Les Bambins du Lez » sur la parcelle cadastrée CK 501a ;
- d'approuver les conditions principales dudit avenant n°1 concernant l'extension de l'assiette foncière du bail à la parcelle CK 501a, l'extension de sa durée pour la porter à 20 ans à compter de la signature dudit avenant, la réalisation des travaux d'extension et de réhabilitation des locaux conformément au projet présenté par l'association, et le maintien du montant de la redevance annuelle à un euro symbolique ;
- de confier la rédaction de cet avenant à Maître Foulquier - Gazagnes, notaires associés à Montpellier, rédacteur du bail initial, aux frais de l'association « Les Bambins du Lez » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

**12- ZAC Port Marianne-Parc Marianne
Vente à la SERM - Rue du Mas Rouge
Parcelles cadastrées SE 11p, SE 12p et SE 13p**

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Parc Marianne dont le dossier de création a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juin 2006.

L'extension de cette ZAC, destinée à recevoir principalement des programmes de logements, consiste à urbaniser un secteur de 15 hectares dans le prolongement de la ZAC initiale.

La Ville est propriétaire des terrains cadastrés SE 11p, SE 12p et SE 13p, situés rue du Mas Rouge et acquis à titre de réserve foncière, représentant une superficie totale de 219 m² à l'intérieur du périmètre de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne étendue.

Afin de poursuivre la commercialisation des lots de la ZAC, la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne, souhaite acquérir ces emprises foncières dont le détail suit :

SE 11p	28 m ²
SE 12p	128 m ²
SE 13p	63 m ²
	219 m²

Par avis du 17 novembre 2014, les services fiscaux ont évalué ces terrains classés en zone à urbaniser 12AU-1 du plan local d'urbanisme à 80 €/m², avec une marge d'appréciation de plus ou moins 20 %. Aussi, il est proposé de céder ces terrains à la SERM à un prix moindre fixé à 64 €/m², soit 14 016 € HT, tenant compte de cette marge d'appréciation.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de céder à la SERM les parcelles cadastrées SE 11p, SE 12p et SE 13p, en cours de numérotation cadastrale, représentant une superficie totale de 219 m² au prix de 14 016 € HT (quatorze mille seize euros hors taxe) ;
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville ;
- de demander à l'office notarial de Baillargues, notaire désigné par l'acquéreur, de rédiger l'acte authentique de vente à ses frais ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Les administrateurs de la SERM ne prendront pas part au vote.

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 3

Les administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote : 5

Adopté à l'unanimité

13- Stade PHILIPPIDES - Gymnase ACHILLE

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Avenant n° 2

L'Université Montpellier I (UM1) est propriétaire des parcelles cadastrées BV 156, 157 et 204, situées place Marcel Godechot et rue croix Catelan, comprenant le stade Philippides et le gymnase Achille.

Les installations sportives sont gérées par la Ville de Montpellier par le biais d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public constitutive de droits réels consentie par l'Université le 8 mars 2002 sur les parcelles cadastrées BV 156 et 204 pour une durée de 35 ans.

Afin de permettre à l'Université de vendre une partie de la parcelle BV 204 en vue de la réalisation d'une opération immobilière, la Ville a accepté par délibération du 16 décembre 2013 de modifier les emprises de l'AOT, en contrepartie de la reconstitution d'un certain nombre d'aménagements par l'université, soit la réalisation d'un cheminement piéton le long du gymnase ACHILLE, la pose d'une clôture avec portail d'accès et la réalisation de 25 emplacements de stationnement.

En exécution de cette délibération, un avenant n° 1 à l'AOT a été signé le 21 mars 2014 par la Ville et l'UM1 sur les nouvelles emprises foncières suivantes :

- BV 156 d'une superficie de 23 280 m²,
- BV 157 d'une superficie de 41 m² (ancien local de vidéocommunication désaffecté par France Telecom et désormais utilisable pour les besoins du stade),
- BV 228 (issue de la division de la parcelle BV 204) d'une superficie de 2 440 m².

Une servitude temporaire d'accès, de passage et de stationnement temporaire au profit de la parcelle BV 228 a été instaurée sur la parcelle cadastrée BV 231 (issue également de la parcelle BV204) restant propriété de l'UM1, dans l'attente de la création d'une voie publique.

Pour tenir compte de l'évolution des projets immobiliers envisagés sur une partie de la propriété de l'UM1, cette dernière souhaite désormais intégrer dans l'emprise foncière de l'AOT la parcelle contiguë cadastrée BV 229b, d'une superficie de 117 m² environ, et attribuer aux servitudes instaurées dans l'avenant n° 1 un caractère désormais perpétuel.

En outre, compte tenu de l'implantation du bâti projeté, une servitude de vue, ainsi qu'une servitude de tour d'échelle seront instaurées sur la parcelle BV 228 couverte par l'AOT, au profit de la parcelle voisine cadastrée BV 226a, propriété de ACM (officie public de l'habitat de la communauté d'agglomération de Montpellier), ainsi qu'une servitude de dispense de prospect au profit des parcelles BV 226a propriété de ACM et 229a propriété de l'UM1.

Il est donc proposé de procéder à la signature d'un nouvel avenant à l'autorisation d'occupation temporaire signée le 8 mars 2002, intégrant les modifications d'emprise et de servitudes ci-dessus décrites, les autres conditions de l'AOT restant inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la modification des emprises de l'autorisation d'occupation du domaine public constitutive de droits réels consentie à la Ville par l'Université Montpellier I le 8 mars 2002 et modifiée par avenant n°1 signé le 21 mars 2014, ainsi que la modification des servitudes associées décrites ci-avant ;
- d'accepter de signer un avenant n° 2 à ladite autorisation d'occupation temporaire, intégrant ces modifications, le reste des conditions définies dans la convention initiale et l'avenant n°1 étant inchangé, notamment en ce qui concerne les aménagements à réaliser par l'Université Montpellier I ou ses ayants droit ;
- de dire que tous les frais annexes liés à la rédaction dudit avenant, frais notariés et frais de géomètre notamment, seront à la charge de l'Université Montpellier I, le notaire étant désigné par cette dernière ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

14- Hôtel Richer de Belleval place de la Canourgue - Mise en vente

La Ville de Montpellier est propriétaire de l'hôtel particulier Richer de Belleval, immeuble partiellement inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 18 août 1950, situé 6 rue de l'Hôtel de Ville, en bordure de la place de la Canourgue (cadastré HR 137).

Les héritiers De Belleval ont cédé l'immeuble à la commune de Montpellier le 6 septembre 1816 pour y implanter l'hôtel de ville.

Cette affectation a perduré jusqu'en 1975, date à laquelle la mairie a été déplacée au Polygone.

Le bâtiment a alors été mis à la disposition du ministère de la justice en 1976 pour abriter le tribunal d'instance puis le conseil des prud'hommes jusqu'en 2010.

L'immeuble, peu entretenu depuis 1971, est inoccupé depuis 2010.

Compte tenu de la dégradation des éléments architecturaux remarquables de cet ensemble immobilier à forte valeur patrimoniale et symbolique et de l'absence de projet d'équipement public adapté à l'édifice, le Conseil municipal a prononcé son déclassement du domaine public le 7 octobre 2013. Il appartient désormais au domaine privé communal.

Par délibération en date du 7 octobre 2013, le conseil municipal avait approuvé la vente de ce bien à deux acquéreurs qui ont renoncé à leur projet faute d'obtention des financements nécessaires. Le conseil municipal a pris acte de cette renonciation lors de sa séance du 6 novembre 2014 et un protocole transactionnel tripartite a été signé en vue d'acter la résiliation de l'accord.

Il est en conséquence proposé de procéder à une nouvelle mise en vente de l'immeuble et de privilégier la sélection d'un acquéreur porteur d'un projet alliant une réhabilitation de qualité de l'immeuble à un programme concourant à la promotion et la dynamisation qualitative du centre-ville.

Dans cet objectif, il est envisagé de procéder à une mise en vente publique soumise à l'avis de la commission consultative communale des cessions immobilières, conformément au règlement des cessions adopté par le conseil municipal, dans le cadre d'une consultation organisée en deux phases :

- une première phase de dépôt de candidatures à l'issue de laquelle trois acquéreurs potentiels seront sélectionnés (calendrier prévisionnel : à partir de janvier 2015),
- une deuxième phase d'analyse de l'intérêt et de la faisabilité des projets sélectionnés, intégrant des négociations avec les trois candidats présélectionnés à l'issue de la première phase (calendrier prévisionnel : avril 2015).

La présente délibération a pour objectif de définir les conditions essentielles de la procédure relative à la 1^{ère} phase de la consultation.

Ces principales conditions sont les suivantes :

- ouverture au public de la cour d'honneur, du salon voûté et peint en rez-de-chaussée et de l'ancienne salle des mariages, a minima pendant les journées du patrimoine, cette condition étant un critère de recevabilité des candidatures,
- respect des prescriptions du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé,
- possibilité de proposer un projet portant sur une affectation unique ou une pluri-affectation des espaces sur la base d'un programme ouvert.

Les trois projets seront sélectionnés sur les principaux critères suivants :

- références et moyens : notamment composition et références de l'équipe de maîtrise d'œuvre, lettre de confort bancaire d'un établissement bancaire notoirement solvable (4 points),
- respect des qualités architecturales et contraintes patrimoniales de l'immeuble et intégration dans le site (6 points),

- qualité et synergie du programme proposé au regard des actions de la Ville, notamment culturelles et économiques (7 points),
- conditions d'ouverture au public (3 points).

A l'issue de cette première phase de consultation, la commission consultative communale des cessions immobilières établira un classement des candidatures au regard des critères de sélection définis et retiendra trois candidats admis à présenter un projet complet et une proposition de prix de cession.

Le cahier des charges de la 2^e phase de consultation posera principalement, en complément des conditions initiales, des conditions techniques précises qui s'appuieront notamment sur le résultat des fouilles archéologiques que la Ville aura réalisées, ainsi qu'un prix d'acquisition plancher au regard des programmes proposés lors de la première sélection.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de la mise en vente de l'hôtel Richer de Belleval ;
- d'autoriser le lancement de la consultation en vue de sa mise en vente telle que décrite précédemment ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Nous remettons en vente l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier pour en faire un beau programme. Madame BRISSAUD a demandé la parole. Attendez, je note parce qu'il y a beaucoup d'intervenants. Madame BRISSAUD, Monsieur MAJDOUL. Il n'y en a que deux ? Alors Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, chers collègues, je souhaite attirer votre attention sur une demande des riverains de la place de la Canourgue qui souhaiteraient être informés régulièrement des projets ou des possibilités de projets en cours sur la place de la Canourgue ou aux alentours. Il s'agit pour la plupart de personnes constructives et tout à fait disposées à accueillir un nouveau projet, s'il va bien sûr dans le sens d'une préservation du cadre de vie qu'offre la place de la Canourgue. Tous les Montpelliérains le reconnaîtront sans peine : cette place est quand même une des places les plus agréables de Montpellier. Bien entendu, il existe quelques nuisances dont ils vous ont fait part à plusieurs reprises. Ici, je me fais l'écho des riverains qui ont déjà demandé à plusieurs reprises d'être tenus informés régulièrement et au mieux d'être consultés sur le choix des projets retenus, [demande] qui, avec le mandat précédent, n'avait obtenu gain de cause. J'espère aujourd'hui qu'ils seront entendus. Là, je ne parlerai pas de démocratie participative parce que je ne partage pas forcément ces notions. En revanche, je parlerai de démocratie représentative. Je pense que pour être représentatifs du peuple, il faut avant tout l'écouter.

Monsieur le Maire : Que j'aime bien cette petite leçon ! Madame BRISSAUD, sur quel canton êtes-vous candidate ?

Anne BRISSAUD : Aucun, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas possible. Bon, Madame BRISSAUD, je vous remercie de vous interposer entre les citoyens et nous, élus majoritaires. Ne vous inquiétez pas, j'ai bien entendu. Madame JANNIN, dites-nous où en est le dossier, puis je vous donnerai un petit aperçu des pratiques de démocratie que nous avons en centre-ville. Ensuite, je donnerai la parole à Madame CHARDES. Donnez la parole à Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN : La ville, comme vous le savez, est propriétaire de l'Hôtel Richer de Belleval qui est partiellement inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques depuis 1950 et qui est situé place de la Canourgue. Le bâtiment a abrité l'Hôtel de Ville jusqu'en 1975, puis a été mis à la disposition du Ministère de la Justice jusqu'en 2010. Il est depuis inoccupé. Le Conseil municipal a prononcé son déclassement en 2013 et a approuvé sa vente à deux acquéreurs qui ont renoncé, faute d'obtention des financements nécessaires. Un protocole de transaction tripartite a été signé en vue d'acter la résiliation de l'accord. Il est donc proposé aujourd'hui de procéder à une nouvelle mise en vente publique et à la redéfinition des objectifs que nous

souhaitons insuffler dans ce projet. Nous allons mettre en place une consultation en deux phases – c'est ce qui est proposé dans cette délibération :

- une première phase de consultation en vue du dépôt de candidatures à l'issue de laquelle trois candidats potentiels seront sélectionnés ;
- et une deuxième phase lancée de façon prévisionnelle courant 2015 qui permettra d'analyser l'intérêt et la faisabilité des projets sélectionnés intégrant des négociations avec ces candidats.

Les principales conditions pour atteindre la deuxième phase, pour que les candidats atteignent la deuxième phase, qui seront précisées dans un cahier des charges, seront les suivantes :

- ouverture au public de la cour d'honneur, du salon voûté et peint en rez-de-chaussée et de l'ancienne salle des mariages, *a minima* pendant les journées du patrimoine,
- respect des prescriptions du plan de sauvegarde et de mise en valeur du centre-ville,
- possibilité de proposer un projet portant sur une affectation unique ou une pluri-affectation des espaces sur la base d'un programme ouvert.

Monsieur le Maire : Merci Madame JANNIN. Monsieur MAJDOUL. Attendez, il faut donner la parole à Monsieur MAJDOUL, il ne faut pas éteindre la lumière. Allez-y, tapotez.

Mustapha MAJDOUL : La place de la Canourgue est un haut lieu de l'histoire de Montpellier, et je connais Monsieur le Maire, votre attachement à cette histoire. C'est la raison pour laquelle cette vente doit être, bien sûr, faite dans un cadre précis, avec un cahier des charges préservant ce monument historique mais aussi son jardin et son quartier. Je vous propose donc d'inclure, et j'espère d'ailleurs que vous l'avez fait, dans le cahier des charges de cette vente, la protection du jardin de la place de la Canourgue et particulièrement ses arbres. Mais il s'agit surtout de préserver le compromis qui existe entre les commerçants et la quiétude de vie de ses habitants, entre les commerçants qui veulent un peu de dynamisme et les habitants qui veulent un peu de calme. Il me semble donc indispensable d'intégrer dans ce cahier des charges une large phase de concertation avec les habitants du quartier de la place de la Canourgue. On m'a contacté d'ailleurs pour porter cette parole ici, dans le Conseil municipal. Merci Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MAJDOUL. Je vais donner la parole à Mylène CHARDES, adjointe au Maire chargée du quartier Centre, qui va nous expliquer sa façon de concerter avec l'ensemble des riverains, des habitants. Puis, je vous dirai quelques mots supplémentaires sur le programme qu'a décrit très précisément Stéphanie JANNIN tout à l'heure en vous donnant quelques enjeux supplémentaires. Madame CHARDES.

Mylène CHARDES : Monsieur le Maire, merci de me donner la parole. Ce n'était pas prévu, mais il est facile de répondre. Madame BRISSAUD, merci de faire remonter la parole des habitants, vous étiez sur le terrain, à ce que je vois. Cela tombe bien : moi aussi, en tant qu'adjointe de quartier ; nous nous y croisons quelquefois. Je rencontre assez fréquemment l'association *Les Voies des Palais*, je reçois ses courriers, nous nous tenons au courant régulièrement. Tel est le cas, bien sûr, avec d'autres associations. Sur cela, n'ayez crainte : j'entends bien ce qu'ils veulent, ce qu'ils attendent de nous, de l'équipe. Nous travaillons forcément avec eux, puisque ce sont bien eux les experts de la ville, que nous écoutons avant tout. Voilà notre façon de pratiquer la concertation au jour le jour, les pieds en mouvement sur le terrain.

Monsieur le Maire : Merci Madame CHARDES. Je rajouterai que la place de la Canourgue est emblématique pour la ville à moult titres. Nous avons parlé de l'Hôtel Richer de Belleval tout à l'heure, un projet dont j'ai conduit, lorsque j'étais à l'Urbanisme, les fouilles et les recherches archéologiques, qui ne sont pas terminées. Avant de remettre en vente l'édifice, nous sommes en train de finir un petit chantier de fouilles qui reste à exécuter pour découvrir l'ensemble des fondations médiévales, qui ont été à la base de cet édifice ; il reste encore quelques mètres carrés à découvrir en termes d'archéologie. Cela a été porté au budget de la ville pour finir le chantier archéologique. C'est l'architecte du patrimoine Montpellierain Federico RUSSO qui est chargé du dossier, avec l'historien Monsieur FOURNIA, qui a déjà fait la première campagne de fouilles. Donc, lorsque les titulaires du projet seront désignés, nous aurons une cartographie très précise de l'historique et de l'archéologie de ce bâtiment, qui est central pour Montpellier.

Deuxième point : il se situe sur une place très prisée par les Montpelliérains, où il fait bon vivre, bon s'arrêter – y boire un café est sympa –, avec des commerçants chaleureux et de merveilleux hôtels Cambacérès, là où Cambacérès a fait les élections des députés de la noblesse en 1789. Vous pensez bien que j'ai à l'œil cette place, Monsieur MAJDOUL ; je la regarde attentivement. Le projet que nous proposerons, avec l'intermédiaire des opérateurs qui seront choisis, sera un projet qui concerne le bâtiment, à la fois dans sa qualité architecturale et dans son ouverture au public. Lorsque nous aurons commencé les négociations, nous nous rapprocherons des citoyens, comme nous l'avons déjà fait pour en instruire à la fois les associations de quartier, les commerçants du secteur et les riverains.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

15- Terrain situé rue Bernard Blier Déclassement du domaine public communal

La Ville est propriétaire d'un terrain le long de la rue Bernard Blier, d'une superficie d'environ 88 m² et de forme triangulaire, supportant principalement des végétaux épars et accessoirement un revêtement bétonné.

En 2011, la Ville a désaffecté le terrain en apposant des barrières afin d'éviter tout dépôt d'encombrants.

Cette emprise constitue un délaissé de voirie communale. Son déclassement du domaine public ne porte pas atteinte aux conditions de desserte ou de circulation de la voie.

Il est en conséquence proposé de constater la désaffectation matérielle de ce terrain et de prononcer formellement son déclassement du domaine public communal pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation du terrain d'une superficie d'environ 88 m² situé rue Bernard Blier, en cours de numérotation cadastrale, au vu du plan joint à la présente délibération ;
- de prononcer le déclassement du domaine public communal dudit terrain pour le faire entrer dans le domaine privé de la commune ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

16- Quartier Croix d'Argent - Rue Bernard Blier Echange foncier avec M. Bruno HATT

La Ville de Montpellier est propriétaire d'un terrain d'une superficie de 83 m² de forme triangulaire, situé rue Bernard Blier, appartenant au domaine privé communal, en cours de numérotation cadastrale (repéré sur le plan de division joint à la présente délibération).

Monsieur Bruno HATT est propriétaire de la parcelle bâtie cadastrée EM 644, située rue Bernard Blier, au droit de ce terrain.

En qualité de propriétaire riverain, il demande à la Ville la possibilité d'acquérir cette emprise pour l'intégrer à sa propriété qui disposera ainsi d'une forme rectangulaire plus régulière.

En contrepartie, il propose de céder à la Ville une emprise de 5 m² en vue de son incorporation au domaine public communal en permettant ainsi l'alignement de la rue Bernard Blier.

La Ville conserverait le long de l'emprise cédée, et parallèlement à la voie, une bande de terrain d'environ 3 mètres de large pour le passage des piétons et du réseau d'éclairage public.

Par avis du 16 avril 2014, les services fiscaux ont évalué la valeur vénale de ces emprises à 71 € / m², soit 5893 € pour la vente par la Ville à M. HATT et 355 € pour la vente par M. Bruno HATT à la Ville.

Ce type de cession n'entre pas dans les compétences de la commission consultative des cessions immobilières.

Conformément à l'article L. 112-8 du code de la voirie routière, les propriétaires riverains des voies du domaine public routier ont une priorité pour l'acquisition des parcelles situées au droit de leur propriété.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente à Monsieur Bruno HATT d'un terrain d'une superficie de 83 m², en cours de numérotation cadastrale, situé rue Bernard Blier, au prix de 71 €/m², soit 5893 € HT (cinq mille huit cent quatre-vingt-treize euros hors taxe) ;
- d'autoriser l'acquisition par la Ville à M. Bruno HATT d'une emprise foncière de 5 m² issue de sa propriété cadastrée EM 644, située rue Bernard Blier, au prix de 71 € / m², soit 355 € HT (trois cent cinquante-cinq euros hors taxe) ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de la cession qui sera affectée au budget de la Ville ;
- d'autoriser la dépense afférente à cet acte qui sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- de dire que l'échange foncier sera réitéré par acte authentique rédigé par Maître CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, désigné par M. Bruno HATT ;
- de dire que tous les frais afférents à la vente seront à la charge de M. Bruno HATT ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

17- Foncier - Rue de la Figairasse - Propriété « Consorts FAU »

Les consorts FAU ont réalisé une opération immobilière sur la parcelle cadastrée IV 135 d'une contenance de 645 m², rue de la Figairasse.

Conformément au plan d'alignement de la voie annexé au plan local d'urbanisme (PLU), la parcelle nouvellement cadastrée IV 603 d'une superficie de 33 m² a été détachée, afin de permettre la poursuite de l'élargissement de la rue de la Figairasse.

Cette vente a été acceptée à l'euro symbolique par les propriétaires.

Maître Patrice BRIU, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts des consorts FAU.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir à l'euro symbolique la parcelle nouvellement cadastrée IV 603 de 33 m², afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la « rue de la Figairasse » dont le plan d'alignement est annexé au PLU ;
- de saisir Maître Patrice BRIU, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

18- Foncier - Quai Laffite
Vente de la parcelle HL 608, propriété de la Ville
à Mme Inquimbert Estevez Barros

Madame Inquimbert Estevez Barros est propriétaire de la parcelle HL 126 située quai Laffite, qui donne directement sur une propriété privée de la Ville.

Cette emprise sans intérêt public a déjà fait l'objet d'un déclassement du domaine public communal par délibération du conseil municipal.

La Ville propose la cession à Madame Inquimbert Estevez Barros d'un terrain de 173 m² à détacher de la parcelle HL 385, nouvellement cadastré HL 608. Il est précisé que le mur de séparation entre les deux parcelles privées HL 608 et HL 609 est un mur mitoyen.

Le prix de vente proposé est fixé à 330 € /m², conformément à l'estimation des services fiscaux, correspondant à une recette pour la Ville de 57 090 € pour 173 m².

Maître Jean Cyril ROMAGNE, notaire à Clarensac (Hérault), sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de l'acquéreur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder la nouvelle parcelle cadastrée HL 608 d'une superficie de 173 m² à Madame INQUIMBERT ESTEVEZ BARROS au prix de 330 € /m², conformément à l'estimation des services fiscaux, pour un montant total de 57 090 € (cinquante-sept mille quatre-vingt-dix euros) ;
- de saisir Maître Jean Cyril ROMAGNE, notaire à Clarensac (Hérault), pour rédiger l'acte notarié aux frais de l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à intégrer cette recette au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

19- Foncier - Quai Laffite

Vente de la parcelle HL 609, propriété de la Ville, à l'indivision Massol

L'indivision Massol est propriétaire du lot bâti situé Quai Laffite, en rez-de-chaussée sur la parcelle HL 128, qui donne directement sur une propriété privée de la Ville.

Cette emprise sans intérêt public a déjà fait l'objet d'un déclassement du domaine public communal par délibération du conseil municipal.

La Ville propose la cession à l'indivision Massol d'un terrain de 131 m² à détacher de la parcelle HL 385, nouvellement cadastré HL 609. Il est précisé que le mur de séparation entre les deux parcelles privées HL 608 et HL 609 est un mur mitoyen.

Le prix de vente proposé est fixé à 330 €/m², conformément à l'estimation des services fiscaux, correspondant à une recette pour la Ville de 43 230 € pour 131 m².

Maître CAILLARD, notaire à Murviel-lès-Béziers (Hérault), sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais des acquéreurs.

En conséquence, il vous est proposé :

- de céder la nouvelle parcelle cadastrée HL 609 d'une superficie de 131 m² à l'indivision MASSOL au prix de 330 € /m², conformément à l'estimation des services fiscaux, pour un montant total de 43 230 € (quarante-trois mille deux cent trente euros) ;
- de saisir Maître CAILLARD, notaire à Murviel-lès-Béziers (Hérault), pour rédiger l'acte notarié aux frais des acquéreurs ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à intégrer cette recette au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

20- Foncier - Délaissé de voirie propriété de la Ville Rue André Chamson - Déclassement du Domaine public communal

La Ville est propriétaire d'un délaissé de voirie non cadastré, d'une superficie de 221 m² environ, reliant la rue André Chamson à la rue Joseph Roumanille.

Cette emprise, sans enjeu d'aménagement pour la collectivité, suscite l'intérêt des deux riverains immédiats qui proposent de s'en porter acquéreurs.

Le terrain ne présente aucun intérêt public et n'est pas affecté à l'usage du public. Aussi, en vue de son éventuelle cession, il convient en préalable d'en constater la désaffectation et de prononcer son déclassement du domaine public communal.

Conformément à l'article L.112-8 du code de la voirie routière, «les propriétaires riverains des voies du domaine public ont une priorité pour l'acquisition des parcelles situées au droit de leur propriété et déclassées...»

En cas de mise en vente, une négociation sera donc prioritairement engagée avec les deux riverains concernés sur la base de l'estimation des services fiscaux.

Il est à noter la présence de deux réseaux, GRDF et VEOLIA, qui nécessitera en cas de vente, l'inscription de deux servitudes au bénéfice des deux concessionnaires.

En conséquence, il vous est proposé :

- de constater la désaffectation de l'emprise non cadastrée située rue André Chamson, entre la parcelle MY 495 et la parcelle MY 496,
- de prononcer son déclassement du domaine public communal afin d'intégrer ce terrain au domaine privé de la Ville,
- d'autoriser les services du cadastre à numéroté cette emprise,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

21- Foncier - Délaissé de voirie Rue André Chamson - Vente aux riverains

Madame et Monsieur ENJALBERT, propriétaires de la parcelle MY 495, et Madame et Monsieur HERMET, propriétaires de la parcelle MY 496, proposent d'acquérir un délaissé de voirie propriété de la Ville, déclassé du domaine public communal, situé rue André Chamson.

Ce délaissé de voirie, d'une superficie de 221 m² environ, est situé entre leurs deux propriétés. Il a fait l'objet d'un déclassement du domaine public communal lors d'une délibération précédente.

La Ville propose la cession de ce délaissé de voirie d'environ 221 m², pour moitié à Madame et Monsieur ENJALBERT et pour moitié à Madame et Monsieur HERMET, selon le relevé du géomètre en cours d'élaboration.

Compte tenu de la présence de deux réseaux (gaz et eau potable) existants sous l'emprise concernée, il conviendra de prévoir l'inscription de deux servitudes de passage de réseaux au bénéfice des concessionnaires.

L'estimation des services fiscaux a établi un prix de cession à 280 €/m² avec une marge d'appréciation de plus ou moins 10 %. En raison des servitudes affectant le terrain à céder, il est proposé de retenir une minoration du prix de cession de 10% par rapport à l'estimation des services fiscaux. Le prix de vente proposé s'établit donc à 252 €/m², soit une recette totale de 55 692 € pour une superficie d'environ 221 m².

Le cabinet AUSSÉNAC, géomètre experts, mandaté par les deux riverains est chargé d'établir le relevé exact de l'emprise ; il réalisera les deux documents d'arpentage aux frais des acquéreurs.

Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier, a été désigné par les acquéreurs pour rédiger l'acte de transfert de propriété à leurs frais respectifs.

En conséquence, il vous est proposé :

- de céder une emprise de 221 m² environ rue André Chamson aux deux riverains, Madame et Monsieur ENJALBERT et Madame et Monsieur HERMET, au prix de 252 €/m², conformément à l'estimation des services fiscaux en tenant compte de la marge d'appréciation de moins 10 % ;
- de saisir Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier, pour rédiger les deux actes notariés aux frais des acquéreurs ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à intégrer cette recette au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

22- Foncier - Déclassement du domaine public Emprise avenue du Mondial 98

La Ville de Montpellier est propriétaire d'une emprise de terrain cadastrée RY 133, RY 134, RY 128 et SK 114, ainsi que d'une emprise non cadastrée, situées en bordure sud de l'avenue du Mondial 98 et à proximité de la place Odysseum, à l'intérieur du périmètre de la ZAC communautaire Port Marianne-Portes de la Méditerranée.

Une partie de ces terrains ne présente aucun intérêt public et n'est pas affectée à l'usage du public. Aussi, en vue de leur éventuelle cession dans le cadre d'un aménagement à venir, il convient en préalable d'en constater la désaffectation et de prononcer leur déclassement du domaine public communal.

Un relevé de géomètre a établi la superficie de l'emprise inutilisée par un usage public à 325 m² environ.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation de l'emprise de terrain à extraire des parcelles cadastrées RY 133, RY 134, RY 128 et SK 114 ainsi que d'une emprise non cadastrée, situées en bordure de l'avenue du Mondial 98 et à proximité de la place Odysseum, pour une superficie d'environ 325 m² environ ;
- de prononcer leur déclassement du domaine public communal afin de les intégrer au domaine privé de la Ville ;
- de demander aux services du cadastre la numérotation de l'emprise non cadastrée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

23- Foncier - Angle rue Maurice Chauvet et avenue de l'abbé Paul Parguel Propriété "SCI Les Bruyères"

A l'occasion de l'instruction d'une autorisation d'urbanisme délivrée sur la parcelle AP 66 au bénéfice de la SCI Les Bruyères (espace d'exposition-vente d'artisans serruriers), 883 avenue de l'Abbé Paul Parguel, la cession d'une emprise de voirie a été négociée pour permettre l'aménagement d'un pan coupé à l'angle des voies « rue Maurice Chauvet » et « avenue de l'abbé Paul Parguel » pour faciliter la circulation des piétons.

Les associés ont accepté de céder à la commune une emprise de 2 m² au prix de 60 €/m², soit un montant de 120 € (cent vingt euros).

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « terrains voirie – ligne 24517 ».

L'étude MERLE & PIQUET & DEMAILLE, notaires à Saint-Gély du Fesc, a en charge les intérêts de la SCI Les Bruyères.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir une emprise de 2 m² issue de la parcelle AP 66 (392 m²) au prix de 60 €/m², soit un montant total de 120 € (cent vingt euros) afin de permettre la réalisation d'un pan coupé à l'angle des voies « rue Maurice Chauvet » et « avenue de l'abbé Paul Parguel » pour faciliter la circulation des piétons ;

- de saisir l'étude MERLE & PIQUET & DEMAILLE, notaires à Saint-Gély du Fesc, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

24- Montpellier Grand Cœur Opération programmée d'amélioration de l'habitat Engagement de subventions

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Syndic 10 rue Général Vincent, Cabinet Hugon Redon (parties communes)	4.000,00 €
Mlle Barbara MASRI, 11 rue de Barcelone (propriétaire occupante)	500,00 €
M. ou Mme DECHAUME Xavier, 22 rue Saint Blaise (propriétaires occupants)	500,00 €
Total :	5.000,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements de ces subventions d'un montant total de 5.000,00 € correspondant aux 3 immeubles listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

25- Procédure révision/création des ZPPAUP existantes en AVAP Approbation des objectifs et du calendrier prévisionnel

En application de la loi portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II, du 12 juillet 2010, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) doivent être remplacées par des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) dans un délai de 5 ans. La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR du 24 mars 2014, a prorogé ce délai d'une année supplémentaire, permettant ainsi aux collectivités de transformer leurs ZPPAUP en AVAP d'ici le 13 juillet 2016 sans quoi elles seront caduques (ne resteront alors que les protections autour des monuments historiques à nouveau en vigueur).

L'objectif des AVAP est de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable en incluant un volet environnemental au dispositif précédent.

La procédure pour opérer cette transformation a été lancée par délibération du Conseil Municipal du 29 mai 2012 par laquelle il a été validé le principe d'ajuster et de compléter les trois ZPPAUP existantes (Sud gares – Méditerranée, Gambetta – Clemenceau – Figuerolles et Avenue de Lodève – Château de la Piscine) et de créer une 4^{ème} AVAP sur les quartiers Boutonnet – Beaux-arts afin de doter l'ensemble des faubourgs d'un règlement commun visant la préservation et la mise en valeur du patrimoine, du cadre de vie et des caractéristiques spécifiques à ces quartiers.

Par arrêté préfectoral n°DDTM34-2014-02-03771 les compétences de la Commission locale du secteur sauvegardé (CLSS) déjà en charge du suivi de la procédure de révision du secteur sauvegardé ont été étendues au suivi de la mise en place des AVAP.

Par décision du 13 mai 2013, les études nécessaires à la procédure de révision/création des ZPPAUP en AVAP ont été confiées, à la suite d'une consultation, au groupement de l'architecte du patrimoine Isabelle Guérin Cazorla.

Actuellement en cours, ces études ont permis de retenir les principaux objectifs suivants :

- ajuster les périmètres en fonction de l'intérêt des bâtiments avoisinants,
- vérifier la classification des bâtiments selon les 4 « degrés » de protection,
- repérer sur les plans les espaces verts privés à conserver car participant à la qualité paysagère des espaces publics et les parcs ou jardins publics et alignements d'arbres à préserver,
- harmoniser le règlement et le plan de la ZPPAUP Avenue de Lodève – Château de la Piscine différent de ceux des autres ZPPAUP.

Le périmètre finalisé doit être validé par la CLSS.

Les projets d'AVAP seront présentés en réunion publique, et soumis pour avis à la Commission régionale du patrimoine et des sites (CRPS). Eventuellement modifiés, ils seront ensuite soumis à une procédure d'enquête

publique conjointe avec la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU), présenté au préfet pour avis avant leur approbation finale.

Le calendrier prévisionnel prévoit une approbation par délibération du Conseil Municipal au 1^{er} semestre 2015, une mise à l'enquête publique à l'automne 2015 pour une approbation par arrêté préfectoral fin 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les objectifs énoncés ci-dessus,
- de confirmer la modification des 3 ZPPAUP en AVAP et la création d'une 4^e AVAP sur le secteur Boutonnet Beaux Arts,
- d'approuver le calendrier prévisionnel des études et de la procédure,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : En application de la loi portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, appelées « ZPPAUP » doivent être remplacées par des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, appelées « AVAP », dans un délai de 5 ans. L'objectif des AVAP est de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable en incluant un volet environnemental au dispositif précédent – c'est la principale modification.

Par décision du 13 mai 2013, les études nécessaires à la procédure de révision/création des ZPPAUP en AVAP ont été confiées, à la suite d'une consultation, à un groupement d'architectes du patrimoine. Actuellement en cours, ces études ont permis de retenir certains objectifs principaux :

- ajuster les périmètres en fonction de l'intérêt des bâtiments avoisinants,
- vérifier la classification des bâtiments selon les 4 « degrés » de protection,
- repérer sur les plans les espaces verts privés à conserver,
- et harmoniser le règlement et le plan de la ZPPAUP Avenue de Lodève – Château de la Piscine différents de ceux des autres ZPPAUP.

Les projets d'AVAP seront présentés en réunion publique et soumis pour avis à la Commission régionale du patrimoine et des sites. Eventuellement modifiés, ils seront ensuite soumis à une procédure d'enquête publique conjointe avec la mise en compatibilité du PLU, présenté au préfet pour avis avant leur approbation finale.

Il s'agit donc ici d'approuver les objectifs et le calendrier de cette mission.

Monsieur le Maire : Merci. Qui souhaite intervenir sur ce dossier ? Vous le savez, nous avons créé dans le précédent mandat, trois ZPPAUP, l'une qui s'étale le long de l'avenue de Lodève, que j'avais baptisée le « trajet de l'eau », parce qu'elle reprend l'aqueduc des Arceaux, jusqu'à la source du Lez, en passant par l'avenue de Lodève, le Château de la Piscine, le Petit Bard ; la deuxième ZPPAUP « Clémenceau-Gambetta-Figuerolles », c'est le lieu du commerce et c'est ainsi qu'elle a été argumentée lors de sa création ; et la troisième « Sud Gares », c'est-à-dire le « trajet du fer » et tout ce qui est lié à la construction de la gare dans les années 1830, avec les habitats particuliers pour les employés du PLM. Ces trois ZPPAUP ont été approuvées par l'Etat unanimement et recouvrent 200 hectares de vieille ville. L'Ecusson représente un peu moins de 100 hectares et les ZPPAUP, celles qui existent aujourd'hui, représentent 200 hectares, qui s'étalent sur la couronne Sud, Est, Ouest de l'Ecusson. L'habitat qui est préservé est un habitat qui est spécifique du 18^e siècle, jusqu'à l'Art déco, jusqu'aux années 1930. Nous avons prévu, et j'avais prévu à l'époque, de mettre en place, une dernière ZPPAUP qui recouvrirait les quartiers Boutonnet Beaux Arts, pour poursuivre cette œuvre de protection du patrimoine ancien de la ville de Montpellier, patrimoine remarquable. Nous allons le faire dans le cadre des AVAP, qui sont les formes qui ont succédé aux ZPPAUP. Dans le cadre de cette AVAP, seront reconsidérés un certain nombre de programmes, notamment celui de la maternité Grasset, qui en fera partie. Les formes d'habitat seront également largement décrites et préservées. Cela permettra d'agrandir le centre historique et de créer un centre historique qui sera d'une superficie voisine de 500 hectares. Cela permettra de créer un vrai cœur patrimonial à

la métropole. Etendre le centre de la ville-ventre et le porter dans les faubourgs, plus loin que l'Ecusson, pour en déterminer le patrimoine remarquable : voilà l'action que l'on se propose de mener.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

26- Montpellier Grand Cœur Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

Comité Permanent des Fêtes de la Charité, 15 rue Louis Braille (solde de la subvention)	1.125,11 €
SDC COP Jardins d'Emerau chez OTI, 40 avenue de Lodève	2.381,81 €
FONCIA LMG copropriété, 44 rue du Faubourg Saint Jaumes	3.300,00 €
M. David HAMERMAN ou Mlle Marjan SANSEN, 8 bis impasse Reynes (plafond de la subvention)	1.320,00 €
M. JEAN et Mlle AZEMARD, 8 rue Reynes (50 % de la subvention)	521,09 €
Total :	8.648,01 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 8.648,01 € correspondant aux 5 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

27- Ecole d'Application de l'Infanterie Concession d'aménagement Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2013) Avenant n° 2 à la concession d'aménagement

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 265 000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces, d'un programme d'équipements publics intégrant la création d'un parc initialement prévu de 15 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SAAM acquiera auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Le bilan présenté intègre des modifications liées à une évolution du projet visant à créer un parc ample et plus respectueux du site, d'une superficie de 20 ha (+ 5 ha) et à limiter l'urbanisation aux secteurs les moins boisés du parc Montcalm en accompagnant l'urbanisation déjà existante soit 219.400 m² de surface de plancher (- 45.600 m² SdP). Ce bilan a donc été diminué de 5.793.000 € HT en dépenses et 5.793.000 € HT en recettes et s'établit à 95.499.000 € HT en dépenses et recettes.

Au 31 décembre 2012, 14.142.000 € HT ont été réalisés en dépenses et 314.000 € HT en recettes.

La participation de la Ville de Montpellier nécessaire à l'équilibre de l'opération est augmentée de 7.900.000€ pour s'établir à 24.400.000€ HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 établi par la Société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SAAM au 31 décembre 2013 ;
- d'approuver l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SAAM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit du CRAC. Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Souhaitez-vous des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Oui, Monsieur MAJDOUL, pardon.

Mustapha MAJDOUL : Monsieur le Maire, le parc Montcalm est le futur grand poumon vert *intra muros* de Montpellier. Les écologistes, comme vous le savez, ont combattu l'urbanisation à outrance portée par l'ancienne majorité avec laquelle nous n'étions pas. Cinq hectares supplémentaires d'espaces préservés, c'est bien. Ce qui est moins bien, c'est l'intention, portée d'ailleurs dans le projet de délibération, de « limiter l'urbanisation aux secteurs les moins boisés du parc Montcalm en accompagnant l'urbanisation déjà existante ». L'idéal aurait été d'annoncer le démarrage de la démarche de classement en « espaces boisés classés » des 25 hectares et son adoption définitive, avant que le béton coule dans le parc. Cette annonce aurait été un beau cadeau de Noël pour les Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Monsieur MAJDOUL, sur ce dossier, vous êtes obligé de faire les pieds au mur. Bon, nous n'allons pas revenir sur le passé, c'est Noël. Mais je vais quand même en dire quelques mots. D'abord, nous sommes en discussion avec l'ARFA, avec l'association qui défend le parc Montcalm. Jamais avec notre majorité, le tramway ne viendra couper le parc Montcalm. Nous l'en avons sorti – premier point. Deuxième point : nous avons porté la surface du parc à 20 hectares, voire plus, ce qui n'était pas le cas dans le premier dossier. Ensuite, de quoi parle-t-on lorsque l'on parle de Montcalm ? S'agit-il de la caserne ou s'agit-il de l'autre partie qui représente le parc ? Pour ce qui est du parc, je le répète, il est question de 20 hectares minimum et le tramway ne passera pas par Montcalm. Nous nous sommes entendus avec l'ARFA sur un certain nombre de lieux, certains à conserver et d'autres que l'on peut urbaniser sans toucher au parc. Ensuite, l'ARFA m'a demandé de prendre une délibération. Je ne prendrai aucune délibération. Je crois que notre campagne électorale, nos vœux politiques et notre parole suffisent largement. A ce jour, la cinquième ligne de tramway n'est pas financée – premier point. Deuxième point : si je commence à passer des conventions avec toutes les associations qui me demandent de faire quelque chose, je vais être « pris en otage » par les associations ; ce ne serait plus la République. Il n'en est pas question, sur le principe. Il y a une majorité, elle concerte, elle écoute. Nous avons écouté. En plus, nous répondons exactement aux demandes de l'association. Nous ne pouvons pas faire plus. Je ne prendrai pas de délibération. Notre engagement politique suffit.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Mme JANNIN ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité

28- Renouvellement de la convention de partenariat relative au développement d'actions en faveur du logement des jeunes et de promotion de l'aide MOBILI-JEUNE ®

Afin de favoriser l'accès au logement des jeunes, la Ville de Montpellier a signé en 2012 une convention de partenariat, renouvelée en 2013 par délibération du conseil municipal du 25 novembre 2013, avec le CIL-MEDITERRANEE, le CIL-GROUPE CILEO et le CIL ASTRIA, faisant partie du réseau Action Logement (anciennement 1% Logement) et intervenant sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Ce réseau, par l'intermédiaire des comités interprofessionnels du logement (CIL) dont le CIL-MEDITERRANEE, le CIL-GROUPE CILEO et le CIL ASTRIA, développe des actions en faveur du logement des jeunes avec des aides telles que l'avance LOCA-PASS® ou l'aide MOBILI-JEUNES®, le soutien à la production de logements spécifiques à destination des jeunes.

La convention de partenariat entre la Ville et ces trois CIL, d'une durée d'un an, vise à développer des actions partagées et de promotion des dispositifs en faveur du logement des jeunes, en particulier l'aide Mobili-Jeunes ® mise en place par Action Logement.

Cette aide spécifique permet à des jeunes de moins de 30 ans en formation professionnelle de bénéficier d'une subvention sous la forme d'une prise en charge partielle des échéances ou des quittances de leur logement.

A ce jour, le bilan des différentes actions engagées par la Ville de Montpellier et les trois Comités Interprofessionnels du logement, depuis le renouvellement de cette convention en décembre 2013, est le suivant :

- L'attribution par la Ville de Montpellier, depuis le 1^{er} janvier 2014, de 24 aides Clé Montpellier Logement Jeunes qui constituent des aides à l'installation dans le logement pour les jeunes actifs de moins de 30 ans sous forme d'avance remboursable permettant de financer le premier mois de loyer, l'achat des premiers équipements ou le dépôt de garantie.
- L'attribution par les trois CIL, depuis la signature de la convention en décembre 2013 de 136 aides Mobili-Jeune® sur le territoire de la Ville de Montpellier, dont 63 par le Groupe CILEO, 12 par le Cil Méditerranée et 61 par Astria.
- La mise en œuvre d'un plan de communication spécifique (Journaux municipaux, site Internet et création de supports d'information) par la Ville visant à informer sur les aides au logement des Jeunes, dont les aides développées par Action Logement.
- Parallèlement, la mise en place d'un plan de communication par les trois Comités Interprofessionnels du Logement (CIL) autour de l'ensemble des dispositifs à destination des jeunes actifs, dont les aides Clé Montpellier Logement de la Ville de Montpellier.

Considérant le bilan positif des actions menées au titre de cette convention, et en accord avec les trois comités interprofessionnels du logement précités, il est proposé de renouveler cette convention de partenariat et d'actions partagées en faveur du logement des jeunes, pour une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le renouvellement de la convention de partenariat et d'actions partagées en faveur du logement des jeunes entre la Ville de Montpellier et les comités interprofessionnels du logement CIL-MEDITERRANEE, CIL-GROUPE CILEO et CIL ASTRIA pour une durée de douze mois, annexée à la présente délibération.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : Afin de favoriser l'accès au logement des jeunes, la Ville de Montpellier a signé en 2012 une convention de partenariat, renouvelée en 2013, avec le CIL-MEDITERRANEE, le CIL-GROUPE CILEO et le CIL ASTRIA, faisant partie du réseau Action Logement et intervenant sur le territoire de la Ville de Montpellier. La convention de partenariat entre la Ville et ces trois CIL, d'une durée d'un an, vise à développer des actions partagées et de promotion des dispositifs en faveur du logement des jeunes, en particulier l'aide Mobili-Jeunes mise en place par Action Logement. Cette aide spécifique permet à des jeunes de moins de 30 ans en formation professionnelle de bénéficier d'une subvention sous la forme d'une prise en charge partielle des échéances ou des quittances de leur logement.

Considérant le bilan positif des actions menées au titre de cette convention, et en accord avec les trois comités interprofessionnels du logement précités, il est proposé de renouveler cette convention de partenariat en faveur du logement des jeunes, pour une durée d'un an.

Monsieur le Maire : Merci Madame JANNIN. Un petit mot supplémentaire à l'adresse de Monsieur MAJDOUL. Vous comprenez bien que nos engagements de campagne, Monsieur MAJDOUL, nous les suivons. D'ailleurs, nous en avons réalisé 14 sur 15 à ce jour. Concernant le parc Montcalm, je vous rappelle que Madame JANNIN, adjointe à l'Urbanisme, a été un temps coopératrice chez Europe Ecologie Les Verts. Comment voudriez-vous qu'une adjointe à l'Urbanisme, soucieuse de l'environnement comme elle l'est, vienne complètement dénaturer le « Central Park » de Montpellier ? Comment pouvez-vous ne pas avoir confiance en l'une des membres éminentes de ce qui fut son parti et qui est encore le vôtre ? La confiance, Monsieur MAJDOUL, la confiance !

Stéphanie JANNIN : Monsieur MAJDOUL, vous dites que vous avez « porté » 25 hectares de parc pendant la campagne. Je ne comprends plus rien, je ne sais pas de quelle campagne il s'agit. Je crois que votre association avec le groupe PS faisait porter le projet du tramway et d'une urbanisation sur le parc Montcalm. Tout à coup, vous vous réveillez, souhaitant qu'il n'y ait plus d'urbanisation. Il faudrait quand même être un petit peu

cohérent. Donc, Monsieur MAJDOUL, je crois qu'il faut maintenant réaliser que les écologistes, c'est nous ici, pas vous.

Monsieur le Maire : A un moment donné, il faut dire les choses. Il ne faut pas les garder sur le cœur, il faut les dire. Il faut dire la vérité aux Montpelliérains. On peut les dire de façon très humaine, très correcte, très respectueuse.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

29- Bilan 2014 du dispositif Clé Montpellier Logement Jeunes et modification du règlement d'attribution

La Ville de Montpellier développe des actions en faveur du logement des jeunes, et ce afin de favoriser leur parcours résidentiel.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a mis en place la « Clé Montpellier Logement Jeunes » qui constitue un dispositif d'aides en faveur de l'accès et de l'installation des jeunes actifs dans leur logement.

Celui-ci permet de financer, sous la forme d'une avance remboursable, le premier loyer ou l'achat des premiers équipements indispensables à l'installation dans le logement, ou à titre exceptionnel, le dépôt de garantie.

Depuis son lancement en 2009, le dispositif a permis à 221 jeunes d'accéder et de s'installer dans un logement.

A ce jour pour l'exercice 2014 (depuis le 1^{er} janvier), 24 jeunes ont pu s'installer dans leur logement grâce à la « Clé Montpellier Logement Jeunes ».

Le type d'aides accordé pour l'exercice 2014 est le suivant :

- ✓ 20 financements pour le premier loyer,
- ✓ 4 financements pour les premiers équipements.

Le montant moyen de l'aide accordée est de 455 Euros.

58 % des jeunes bénéficiaires sont en contrat de travail et 32% en formation, les autres sont demandeurs d'emploi indemnisés.

69 % des logements loués sont des studios et se situent principalement dans le quartier Centre de Montpellier.

Aujourd'hui et afin d'adapter le dispositif, différentes modifications du règlement d'attribution de l'aide « Clé Montpellier Logement Jeunes » sont proposées.

En premier lieu, il est proposé d'actualiser les plafonds de ressources conformément aux plafonds du logement social (de type P.L.U.S.).

De plus, il est proposé d'homogénéiser le montant maximum de l'aide à 1 000 € quel que soit le type d'aide (premier loyer, achat des premiers équipements indispensables à l'installation ou dépôt de garantie), et d'élargir à deux mois le délai de dépôt de dossier après l'installation du jeune dans le logement.

Enfin, il est proposé de compléter la liste des pièces justificatives demandées (relatives à l'aide au logement CAF et à des justificatifs de dépenses diverses) permettant l'instruction du dossier d'aide Clé Montpellier Logement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du bilan exposé ci-avant et d'approuver les modifications du règlement d'attribution du dispositif « Clé Montpellier Logement Jeunes » annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : La ville de Montpellier développe des actions en faveur du logement des jeunes, et ce afin de favoriser leur parcours résidentiel. Dans ce cadre, elle a mis en place la « Clé Montpellier Logement Jeunes » qui constitue un dispositif d'aides en faveur de l'accès et de l'installation des jeunes actifs dans leur logement. A ce jour pour l'exercice 2014, 24 jeunes ont pu s'installer dans leur logement grâce à la « Clé Montpellier Logement Jeunes ». Aujourd'hui et afin d'adapter le dispositif, différentes modifications du règlement d'attribution de l'aide sont proposées.

En premier lieu, il est proposé d'actualiser les plafonds de ressources conformément aux plafonds du logement social (de type P.L.U.S). De plus, il est proposé d'homogénéiser le montant maximum de l'aide à 1 000 € quel que soit le type d'aide (premier loyer, achat des premiers équipements indispensables à l'installation ou dépôt de garantie), et d'élargir à deux mois le délai de dépôt de dossier après l'installation du jeune dans le logement. Enfin, il est proposé de compléter la liste des pièces justificatives demandées permettant l'instruction du dossier d'aide Clé Montpellier Logement.

Monsieur le Maire : Merci Madame JANNIN. Plus de logements pour les étudiants. D'ailleurs, je remarque que nous sommes la ville la plus prisée, avec Toulouse, par les étudiants. Au niveau du coût que représente le logement à Montpellier, vous savez que nous ne sommes pas très bien placés, d'où cette mesure. Et il en viendra d'autres. Malgré cela, nous sommes quand même la deuxième ville au niveau national. Nous sommes la deuxième ville au niveau national parce que nous avons réduit (avec Monsieur EL KANDOUSSI, à la société TAM) l'abonnement pour les jeunes entre 18 et 26 ans, nous l'avons réduit de 50 € annuellement – nous l'avons fait passer de 245€ à 196€ –, ce qui nous permet d'avoir réduit la facture pour les étudiants et donc de pouvoir nous présenter comme une ville attractive pour les étudiants aussi bien que Toulouse, à un chouia près. Nous n'avons pas eu besoin de bureau d'études pour nous le dire, nous l'avons senti pendant la campagne : nous avons écouté les gens, nous les avons rencontrés, nous avons écouté les familles. Voilà.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

30- Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée - Année 2014

Le législateur a confié au Département des compétences importantes en matière de prévention et de protection de l'enfance. Ainsi, l'article L121-2 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que "dans les zones urbaines sensibles et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles qui peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes : ...des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu..." et l'article 221-1... "Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé chargé des missions suivantes : organiser dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2^{ème} de l'article L121-2".

Pour la mise en œuvre de cette mission, le Département a choisi de s'appuyer sur le secteur associatif. En effet, la spécificité de cette mission requiert réactivité et souplesse, qualités dont dispose la structure associative, bien adaptée pour répondre à ces exigences. L'exercice de cette mission a donc été confié à l'association APS 34 par le Conseil Général, en conformité avec les statuts de l'association dont le but est la mise en place et la gestion des actions de prévention spécialisée. Le Département a autorisé l'association par arrêté du Président du Conseil Général en date du 24 juillet 2007 pour une durée de 15 ans.

Les Communes, par leur connaissance des quartiers et des structures existantes, par les liens de partenariat qu'elles entretiennent avec le réseau associatif et professionnel, par leurs contacts directs avec les populations, sont au plan local des partenaires indispensables pour assurer l'efficacité des actions de prévention collective. En outre, les difficultés des jeunes et des familles constituent une préoccupation majeure des collectivités qui

souhaitent renforcer la complémentarité de leurs politiques en faveur des jeunes, notamment en matière de prévention spécialisée. Ainsi, par délibération du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer à l'association APS 34 et de participer financièrement à hauteur de 30% de la rémunération des postes d'éducateurs. Cette participation s'élève à 225 000 € pour l'année 2014, elle est versée à terme échu au Département de l'Hérault qui assure de par sa compétence le lien avec APS 34.

La Ville de Montpellier participe au pilotage de la mission de prévention spécialisée. Une convention entre la Ville et le Département, prise par délibération en date du 23 novembre 2009, fixe les modalités de mise en œuvre de cette mission et de coopération entre les deux collectivités. Cette convention a été conclue pour une durée de 13 ans.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prélever la participation financière de la Ville à hauteur de 225 000 € du coût des postes d'éducateurs sur les crédits inscrits au BP 2014 (nature 65733/925 LC 24291).
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Marie-Hélène SANTARELLI : La Ville de Montpellier a signé en 2007 avec le Conseil général de l'Hérault une convention qui permettait la mise en œuvre d'actions relevant de la prévention spécialisée sur le territoire communal. L'exercice de cette mission a été confié à l'époque à l'Association de Prévention Spécialisée APS 34, dont l'objectif est de mobiliser des ressources au service des familles et des jeunes cumulant des déficits sociaux. Elle intervient donc sous mandat depuis 2007 à Montpellier et sur l'ensemble du département, en permettant le développement du lien social, en allant vers les jeunes en difficulté, en rupture ou risque de rupture. Dans la commune de Montpellier, APS 34 est impliquée sur cinq territoires comprenant les quartiers Cévennes/Petit Bard/Pergola, Saint-Martin Croix d'Argent, Cité Gély-Figuerolles, La Paillade, les Hauts de Massane. Sur chacun des cinq territoires, intervient une équipe de l'association APS 34 constituée de trois éducateurs. La convention signée en 2007 prévoyait la participation de la commune à hauteur de 30% de la rémunération de ces éducateurs. Pour l'année 2014, cette participation s'élève à 225 000 € et doit être versée à terme échu au Département de l'Hérault qui assure, de par sa compétence, le lien avec l'APS 34.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame SANTARELLI. Souhaitez-vous intervenir sur cette affaire ? Madame JAMET, vous avez demandé la parole ?

France JAMET : Une explication de vote, parce que nous allons voter contre. Je suis surprise, le social est quasiment la seule compétence qui va rester au Département, et vous vous immiscez là-dedans. D'autre part, l'accord est conclu pour 13 ans, de 2009 à (...), alors que nous savons très bien que les Départements vont mourir en 2017.

Monsieur le Maire : Je vais vous donner une explication, parce qu'il y a une petite confusion. Les Départements ont certes la compétence « solidarité », mais ils la partagent avec les centres communaux d'action sociale des villes et les services Solidarité des villes. Dans le cadre de l'APS 34, il s'agit d'une association, donc d'un organisme extérieur qui est financé à la fois par le Département et la ville – le Département, au titre de la solidarité et la ville, parce qu'elle est sur le territoire de la ville. Cette association recrute des éducateurs qui s'occupent du suivi social notamment des jeunes et de l'accompagnement des jeunes.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

31- Réalisation d'une nouvelle école primaire dans le quartier Malbosc

Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise

d'œuvre et sélection des membres du jury - Autorisation de déposer un permis de construire - Demande de subventions.

L'importante évolution démographique du quartier Malbosc – justifie la construction d'un nouveau groupe scolaire. Aussi, afin d'assurer aux élèves des conditions optimales d'apprentissage, il est nécessaire de construire au plus vite une école primaire.

Cette opération de 3400 m² de surface de plancher sera réalisée en une seule tranche.

La maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 38, 70 et 74 du code des Marchés Publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 24 dudit code. Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 28 000 € HT aux candidats admis à concourir. Enfin, la conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la ville de Montpellier.

Le programme général de cette opération comprend :

- 10 classes élémentaires auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 5 classes maternelles ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoir, salle de psychomotricité, salle multimédias)
- L'espace périscolaire : centre de loisirs, restaurant scolaire et office de restauration.

Le coût global de l'opération est estimé à 12 millions d'euros TTC.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer un permis de construire et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus,
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 38, 70 et 74 du Code des Marchés Publics,
- de décider de constituer un jury conformément à l'Article 24 du code des Marchés Publics comprenant les membres suivants :

Président : Monsieur le Maire ou son représentant ;

Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en son sein par le Conseil municipal (représentation proportionnelle au plus fort reste):

Les autres membres ci-après mentionnés seront désignés par le président du jury :

- Personnes présentant l'intérêt particulier au regard de l'objet du concours (au nombre de 5 maximum).
- Personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury.
- de décider que les cinq candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 28 000 € H.T. par équipe,
- de passer avec le lauréat du concours un contrat pour une mission complète de maîtrise d'œuvre,
- d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune des frais de déplacement et d'hébergement des personnes intéressées ou qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment le permis de construire afférent.

Isabelle MARSALA : Bonjour. Face à l'évolution démographique, il est nécessaire d'avoir de nouvelles écoles. Cette année, nous avons assisté à 600 inscriptions de plus au niveau scolaire. C'est énorme : nous en avions prévu 400, nous en avons 600. Ce que je peux vous dire, en plus du dossier que vous avez sous les yeux – je ne sais pas si mon micro marche bien –, c'est qu'à l'heure actuelle, par rapport à cette montée démographique, il faudrait ouvrir une école tous les deux ans. Il faut savoir qu'à l'heure actuelle, seule l'école Malraux a été prévue : elle ouvrira en septembre 2015. Ensuite, nous n'avons plus rien. Or il faut savoir qu'il faut quatre ans pour construire une école à l'heure d'aujourd'hui. Donc, je vous laisse à penser que nous sommes dans une urgence. Je me recule ? On m'entend ? Nous commencerons à positionner des écoles sur différents quartiers. Nous avons commencé en même temps que cette proposition, à faire une concertation dans le quartier pour présenter les projets. Dans le quartier Malbosc, nous avons été particulièrement bien accueillis. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Isabelle. Nous avons donc deux listes. Je vais vous dire celles que nous proposons. D'abord, c'est Isabelle qui me représente pour présider le jury. Ensuite, je propose comme membres titulaires, Stéphanie JANNIN, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Samira SALOMON, Henri de VERBIZIER, et comme membres suppléants, Titina DASYLVA, Patrick RIVAS, Henri MAILLET, Nicole LIZA et Jean-Luc COUSQUER. Le groupe UMP propose une deuxième liste avec Nancy CANAUD comme titulaire et Gérard LANNELONGUE comme suppléant. Y a-t-il d'autres listes ? Je vais mettre aux voix. Il faut que nous votions par bulletins secrets, c'est obligatoire. Donc je vous proposerai de voter la liste que j'ai proposée, concernant la majorité (liste n°1) et la liste UMP est la liste n°2. Alors, liste 1, liste 2. Où est l'urne ? Il faut deux scrutateurs. Les scrutateurs sont Madame BODKIN et Monsieur ABERT. Allez-y, faites voter ! Donnez-moi la liste ! Où est la liste ? Allons-y ! Madame BODKIN.

[Un élu dans la salle : Nous retirons notre liste devant cet élan de démocratie].

Monsieur le Maire : Ne faites pas cela, il ne faut jamais retirer une liste ! La politique, c'est comme sur un ring : il faut toujours avancer ; il ne faut pas reculer. De toute façon, nous avons commencé le vote. Il faut faire le vote jusqu'au bout. Allez-y, commençons. Je suis intéressé de savoir certes votre vote, mais comment va voter le Front National dans cette affaire ; je suis intéressé de savoir comment vont voter le PS, les Verts ; je vais voir. Cela me permet d'avoir un aspect expérimental en séance, [de vivre] une expérience *in vivo*, comme un thermomètre. Merci d'avoir proposé ce vote. Cela faisait longtemps que l'on n'avait pas voté. Il faut s'entraîner pour les cantonales, en plus ! C'est normal, les régionales, les présidentielles... Tout me travaille ! Les législatives, aussi. C'est moi qui doit faire l'appel, excusez-moi, j'avais oublié. Le scrutin est clos, vous pouvez dépouiller.

Vote du jury :

Liste n° 1 : 52

Bulletins blancs : 2

Bulletins nuls : 3

La liste n°1 est adoptée

Membres titulaires :

- Stéphanie JANNIN
- Abdi EL KANDOUSSI
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Samira SALOMON
- Henri de VERBIZIER

Membres suppléants :

- Titina DASYLVA
- Patrick RIVAS
- Henri MAILLET
- Nicole LIZA

- Jean-Luc COUSQUER

Adopté à l'unanimité

Vote de la délibération :

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

32- Nouvelle Gare Montpellier Saint Roch Convention de partenariat pour un projet artistique associant les enfants des écoles

La Gare Montpellier Saint-Roch vient d'être entièrement rénovée.

Pour améliorer l'accueil et l'agrément des voyageurs, l'artiste plasticienne Ganaëlle Maury, ancienne étudiante et diplômée de l'Ecole Supérieure des Beaux Arts de Montpellier Agglomération (ESBAMA), créera une fresque sur les murs du passage souterrain. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une résidence d'artiste commandée et financée à hauteur de 15 000 € par Réseau Ferré de France.

La ville de Montpellier, soucieuse de valoriser les temps d'activités périscolaires et de faire participer des enfants des écoles élémentaires à cette création artistique, souhaite soutenir le projet de l'association « En traits libres » qui propose une collaboration parallèle avec la même artiste.

Il s'agit d'inviter plusieurs groupes d'enfants à suivre la création de l'artiste et à l'accompagner par un travail collectif qui aura lieu pendant tout le premier semestre 2015 à raison de deux séances d'une heure et demie par semaine, pendant les temps d'activités périscolaires.

Ce travail, réalisé par les enfants sous la direction de l'artiste aura pour thème : *Paysages de ville*. Son résultat sera dévoilé en même temps que celui de l'artiste et exposé de la fin juin à la mi-juillet 2015 sur le lieu même de la gare. Il bénéficiera de la même communication que l'inauguration de la fresque.

Pour le financement de ce projet, une subvention de 5 000€ est demandée par l'association « En traits libres ». Cette subvention couvre l'ensemble des frais inhérents au projet (fourniture du matériel nécessaire au travail des enfants; frais de montage de l'exposition; indemnisation de l'artiste et droit à l'image). Les œuvres réalisées par les enfants dans le cadre de cette résidence d'artiste resteront la propriété de la ville de Montpellier

Ce projet contribue pleinement au projet éducatif de la ville en donnant aux enfants des écoles concernées l'opportunité de collaborer directement à une création artistique de grande envergure. De surcroît, il n'implique pas de coût supplémentaire pour la ville dans la mesure où il participe directement à la prise en charge des enfants pendant les temps péri scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'affecter à l'association « En traits libres » une subvention de 5 000€ pour la réalisation de ce projet, dans les conditions prévues par la convention jointe en annexe
- De prélever la somme nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2014 sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922.
- D'autoriser le Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Isabelle MARSALA : Je suis très contente de vous présenter ce projet qui est réellement un très beau projet artistique. Ce projet est né d'une collaboration pour la gare. Une artiste montpelliéraine a été engagée par Réseau ferré de France afin de faire une fresque qui sera posée dans les couloirs souterrains de la gare. Il nous a semblé intéressant et judicieux de relier le travail de cet artiste avec celui des enfants des écoles. Il y aura donc une intervention de cet artiste dans les écoles. La finalisation du travail sera exposée dans les sous-sols de la gare sur

une durée d'un mois, puis les travaux réalisés par les enfants reviendront dans le patrimoine des écoles, pour les écoles. Je pense que nous touchons là quelque chose qui est de l'ordre de la qualité. Il s'agit d'une très belle collaboration avec l'association En traits libres, qui est une association qui travaille sur Montpellier centre.

Monsieur le Maire : Merci Isabelle. Nous pouvons dire, sans trop nous tromper, que des écoles élémentaires et maternelles seront également liées au projet dans tout le secteur de la Gare.

Pour : 54

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité

33- Convention de partenariat avec l'ONISEP et participation financière pour le jeu-concours l'Avenir s' imagine

L'Onisep Montpellier organise depuis 10 ans un jeu concours L'Avenir s' imagine qui a pour objectif de donner le goût à l'orientation, sensibiliser les enfants à l'égalité professionnelle et changer leur représentation professionnelle pour que leurs choix d'orientation soient les plus ouverts possibles. Du CM2 à la Terminale, ce jeu favorise une découverte transversale des métiers en lien avec des disciplines (français, sciences et technologies, art, audiovisuel, théâtre...). Une démarche qui invite les élèves à imaginer autrement leur avenir.

La 11^e édition du jeu en ligne se déroule du 4 novembre 2014 au 30 avril 2015.

Considérant l'intérêt de la démarche auprès des jeunes et le relai apporté par le Conseil Municipal des Enfants auprès des autres élèves, la Ville souhaite s'associer à cette opération, aux côtés des partenaires comme la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), les Chambres de Métiers et de l'Artisanat du Languedoc-Roussillon (CMA), la délégation régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité du Languedoc-Roussillon (DRDFE), la mutuelle des étudiants (LMDE) et Canopé - académie de Montpellier.

A travers cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- participer à l'élaboration des questions-réponses et commentaires du concours,
- diffuser l'information le plus largement possible,
- établir un lien sur le jeu à partir de son site internet : www.montpellier.fr ,
- mettre à disposition ses supports pour la campagne d'affichage,
- financer cette opération pour un montant global de 2 500€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat qui prévoient les modalités de financement,
- d'attribuer la subvention de 2500€ et de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 au chapitre 922;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Isabelle MARSALA : L'Onisep travaille effectivement sur un jeu concours « L'Avenir s' imagine », qui touche des populations allant des enfants des écoles primaires jusqu'à la faculté. Le principe de ce jeu est d'imaginer son avenir. Nous avons considéré que les années précédentes, nous avons travaillé avec cette association sur ce projet, mais avec un impact assez moindre au niveau des enfants. Par contre, ce qui est intéressant, c'est la participation des enfants sur le principe d'égalité des chances et des sexes. Donc nous avons continué à travailler avec eux en baissant légèrement la subvention par rapport aux autres années.

Pour : 56

Contre : 3

Abstentions :
Adopté à la majorité

34- Mise à disposition de salles à titre gratuit

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 10 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2095€

Les associations concernées sont :

MPT Mercouri : Camap 245€, CIE des 4 coins 245€, Montpel'libre 110€

MPT Villon : La Maison du Judo 165€, Amitié Partage et Citoyenneté 165€

MPT Escoutaire : Les enfants Bulgares 245€, Club Handi sport 245€, ADH 34 455€

MPT Brassens : Caminala 110€

MPT Pagnol : Le jardin des Notes 110€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 20 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3760€

Les associations concernées sont :

MPT Camus : Quartier commençant Mas Drevo : 105€, Comité de quartier Croix d'argent Sabines 105€, Ecole de judo Montpellier 105€, RC Lemasson 420€, Les Oudlers Montpelliérains 220€

MPT Voltaire : CBS2 55€ , Jumeaux et plus 34 495€, Mare Nostrum 55€, Mad Series 220€

MPT Guillierme : Cévens 55€

MPT Caillens : Les danseurs du Nil 330€

MPT Brassens : Comité de quartier des Hauts de Massane 55€

MPT Villon : UFOLEP 550€

MPT Pagnol : Comité de quartier La Chamberte 220€, Association pour Toutes 220€, Relais assistantes maternelles St Clément 110€, Trisomie 21 Hérault 110€

MPT Chamson : Comité de quartier La Rocambole Ouest 55€, Encre sauvage et la Draille colorée 110€, Enfance et Famille d'Adoption 165€

Salle Rdc Maison de La démocratie : France Bénévolat Montpellier Hérault 55€ , Association Vitesse Languedoc 55€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Gérard CASTRE : Monsieur le Maire, chers collègues, il s'agit premièrement, de la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 10 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2 095 €, deuxièmement, de la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 20 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3 760 €. Nous demandons au Conseil municipal d'approuver le tableau ci-joint, d'approuver la signature avec ces associations et d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur CASTRE. Souhaitez-vous vous exprimer sur cette affaire ? Je prends les demandes de parole. Monsieur DUMONT, puis Monsieur BOUMAAZ. Ensuite ? Monsieur DUMONT, allez-y.

Christian DUMONT : Monsieur le Maire, cette délibération nous amène à vous poser une question : nous voudrions savoir si vous ne pourriez pas mettre les Maisons pour tous, pendant la période des cantonales, à la disposition des partis, gratuitement, pour organiser des réunions publiques. Tout à l'heure, quand vous avez présenté la question, vous avez fait un petit lapsus. C'est une question qui émane de la Direction « Proximité et Citoyenneté ». Or, vous avez dit : « Démocratie de proximité et citoyenneté ». Nous connaissons tous, depuis votre élection, votre credo sur les partis politiques. Mais il me semble que vous pourriez vous grandir. Les élections cantonales... Vous nous incitez tout à l'heure à nous présenter à ces élections. Il s'agit quand même d'un moment de vie important, d'un moment de vie démocratique. Il serait bien que vous puissiez aux partis politiques, parce qu'il y a des problèmes pour se réunir à Montpellier – comme pour le foncier, il n'y a pas beaucoup de salles –, faire en sorte que nous puissions avoir une gratuité de ces salles. En revanche, nous étions d'accord avec vous ; je ne sais pas si vous aviez fait un audit, mais il est vrai que sous la mandature précédente, il y avait une sorte de dévoiement de ces Maisons de tous, qui étaient devenues des officines des sections locales du PS. Vous avez mis un peu d'ordre. Nous vous félicitons de l'avoir fait. Mais compte tenu du fait qu'il y a des élections cantonales, qu'une élection se profile, je pense que vous pourriez peut-être faire droit à cette requête.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, sur les élections, c'est très clair : d'abord, je ne fonctionnerai pas par parti politique mais par candidat, c'est-à-dire qu'une salle sera attribuée à chacun des candidats, pas spécialement dans des Maisons pour tous d'ailleurs, mais dans des salles municipales, à titre gracieux, comme nous le faisons d'habitude, une seule fois avant le premier tour et une fois avant le deuxième tour. Là-dessus, nous faisons ce

que nous avons toujours fait. Nous le maintiendrons pour les cantonales, mais pas du tout en fonction des partis politiques mais en fonction de chacun des candidats. Nous, par exemple, il y a plein de candidats chez nous, ils n'ont pas de parti politique.

Christian DUMONT : D'accord, pas de problème.

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Je tiens à préciser que vous l'aviez déjà précisé en début de mandature par rapport à l'application de la loi de 1905 sur l'ensemble des Maisons pour tous. Pour ma part, ce sont plus des questions. Maison Escoutaire, ADH : 34 455€. Peut-on m'expliquer ce montant ? Ensuite, la Maison pour tous Voltaire, Jumeaux et plus : 34 495€. Je veux savoir... J'ai compris qu'il s'agissait du nom de l'association, mais je voulais savoir à quoi correspondent ces montants.

Gérard CASTRE : Il ne s'agit pas de 34 000€, mais d'ADH 34.

Djamel BOUMAAZ : ADH 34. D'accord. Et là, c'est Jumeaux et plus 34, c'est cela ?

Gérard CASTRE : C'est ADH 34 et à côté, la somme, c'est 455€.

Djamel BOUMAAZ : D'accord, ok. Donc, c'est Jumeaux et plus 34, n'est-ce pas ?

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAZZ, vous essayez de nous embourber !

Djamel BOUMAAZ : Non, je ne comprenais pas, c'est pour cela ! Je posais la question pour la transparence du débat, Monsieur le Maire, qui est essentielle !

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

35- Rencontres Petite Enfance Convention de Partenariat Culturel entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération de Montpellier Musée Fabre

La ville de Montpellier s'inscrit dans un processus de réussite éducative et d'ouverture, dès le plus jeune âge, au monde et à la culture. En effet, l'éveil artistique libère chez le tout petit, la créativité, l'émerveillement, la sensibilité et permet l'expression de ses émotions.

Certains établissements d'accueil de la petite enfance de la ville de Montpellier travaillent avec le musée Fabre de Montpellier Agglomération afin de réaliser conjointement des outils adaptés à la découverte des œuvres par les très jeunes visiteurs.

Afin de formaliser et de développer les projets menés avec ces structures, il est proposé d'établir avec le Musée Fabre une convention de partenariat pour une durée de trois ans qui précise et formalise les engagements de chacune des parties.

La direction de l'Enfance de la Ville de Montpellier s'engage à :

- ✓ Favoriser la participation du personnel des établissements d'accueil du jeune enfant aux « rencontres petite enfance » organisées par le musée (communication du programme, aménagement du temps de travail, gestion des inscriptions...)
- ✓ Collaborer au programme et contenu de ces rencontres
- ✓ Communiquer sur les actions menées par le musée au sein de son réseau
- ✓ Participer à la journée de restitution en collaboration avec le service des Publics du musée Fabre
- ✓ Faire connaître les dispositions tarifaires du musée Fabre à l'attention des professionnels de la Petite Enfance

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'engage à :

- ✓ Organiser les « Rencontres Petite Enfance » proposées gratuitement et régulièrement aux établissements municipaux d'accueil de la Petite Enfance ainsi qu'une restitution annuelle des projets réalisés
- ✓ Assurer de bonnes conditions de travail entre les crèches et le musée Fabre : accueil des enfants, mallettes et pré-mallettes pédagogiques gratuites
- ✓ Prendre en charge financièrement la réalisation des outils pédagogiques estimés à 2500€ pour les collections permanentes et 1000€ pour les collections temporaires.
- ✓ Favoriser la venue au musée des professionnels de crèches par des aménagements tarifaires particuliers : abonnement individuel annuel à 15 € ou visite gratuite sur présentation d'un contrat de réservation de la crèche
- ✓ Communiquer sur le partenariat réalisé avec la direction Enfance de la ville de Montpellier.

Ces dispositifs permettront à environ 1000 très jeunes enfants de venir au musée chaque année accompagnés du personnel des établissements d'accueil du jeune enfant. Par la présente convention, le musée Fabre renforce sa politique ambitieuse d'accessibilité au plus grand nombre et la ville de Montpellier offre un accès à l'art comme vecteur de découverte, de socialisation, de liberté à ces très jeunes visiteurs, citoyens en devenir...

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la signature de la convention jointe en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame YAGUE Annie, adjointe au Maire déléguée à la Petite Enfance.

Annie YAGUE : Merci Monsieur le Maire. La ville de Montpellier s'inscrit dans un processus de réussite éducative et d'ouverture, dès le plus jeune âge, au monde de la culture. En effet, l'éveil artistique libère chez le tout petit, la créativité, l'émerveillement, la sensibilité et permet l'expression de ses émotions.

Certains établissements d'accueil de la petite enfance de la ville de Montpellier travaillent avec le musée Fabre de Montpellier Agglomération afin de réaliser conjointement des outils adaptés à la découverte des œuvres par les très jeunes visiteurs. Afin de formaliser et de développer les projets menés avec ces structures, il est proposé d'établir avec le Musée Fabre une convention de partenariat pour une durée de trois ans qui précise et formalise les engagements de chacune des parties. Nous vous demandons d'approuver la signature de la convention jointe en annexe. Ces dispositifs permettront à environ 1000 très jeunes enfants de venir au musée chaque année accompagnés du personnel des établissements d'accueil du jeune enfant. Je crois que cela est assez important et nous avons élargi cette année, l'abonnement individuel annuel à 15€ pour tous les professionnels de crèches et la visite gratuite sur présentation d'un contrat de réservation de la crèche. Voilà, merci.

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

36- Action de soutien à la parentalité Convention entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté, au multi-accueil « la Maison des Enfants ». Cette action a été étendue, en 2008, à un deuxième établissement, « L'Ile au trésor », puis en 2010 à la crèche « Edelweiss ».

Ce partenariat avec la Protection Maternelle Infantile a permis d'accueillir 21 enfants, de septembre 2013 à juillet 2014, répartis sur 4 places dans les établissements.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2015, avec un nombre de places constant réparti sur les 3 établissements municipaux :

- 2 places à la Maison des Enfants ;
- 1 place à l'Ile au trésor ;
- 1 place à Edelweiss.

Les familles accueillies dans ce cadre peuvent bénéficier autant que nécessaire d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, une gratuité.

Le budget prévisionnel global pour l'année 2015 de cette action se répartit comme suit :

- Ville de Montpellier : 39 268 €
- CAF : 21 656 €
- Familles : 918 €
- Conseil Général : 13 000 € qui font l'objet de la convention de partenariat financier jointe en annexe.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le renouvellement de la convention jointe en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Annie YAGUE : Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté, au multi-accueil « la Maison des Enfants », en centre-ville. Cette action a été étendue, en 2008, à un deuxième établissement, « L'Ile au trésor », puis en 2010 à la crèche « Edelweiss, une crèche qui se situe derrière la gare. Ce partenariat avec la Protection Maternelle Infantile a permis d'accueillir 21 enfants, de septembre 2013 à juillet 2014, répartis sur 4 places dans les établissements.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2015, avec un nombre de places constant réparti sur les 3 établissements municipaux :

- 2 places à la Maison des Enfants ;
- 1 place à l'Ile au trésor ;
- 1 place à Edelweiss.

Les familles accueillies dans ce cadre peuvent bénéficier autant que nécessaire d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, une gratuité.

Le budget prévisionnel global pour l'année 2015 de cette action se répartit entre la Ville de Montpellier, la CAF, les familles et le Conseil général. Il vous est demandé d'approuver le renouvellement de cette convention. Merci.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

37- Dépôt de demandes de licences d'entrepreneur de spectacles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville a vocation à produire ou diffuser des spectacles, que ce soit dans l'espace public ou dans des établissements tels que le théâtre Jean Vilar ou les Maisons pour Tous.

A ce titre, la Ville doit impérativement être titulaire de licences d'entrepreneur du spectacle délivrées par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.)

Il s'agit des licences de catégorie 1, 2 et 3, correspondant aux exploitants de lieux de spectacle, aux producteurs de spectacles ainsi qu'aux diffuseurs de spectacles.

Dans la mesure où il ne peut y avoir qu'un titulaire de licences pour l'ensemble des services de la Ville, il est proposé que le détenteur des licences 1, 2 et 3 soit Monsieur le Maire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le dépôt des demandes de licences d'entrepreneur de spectacle auprès de la DRAC ;
- de désigner Monsieur Philippe SAUREL, Maire, comme titulaire de ces licences.

Cédric de SAINT-JOUAN : Monsieur le Maire, mes chers collègues, cette affaire est relativement simple. En fait, la ville produit des événements culturels et diffuse des spectacles soit dans l'espace public soit dans les espaces municipaux qui sont, par exemple, le Théâtre Jean Vilar ou les Maisons pour tous. Pour pouvoir diffuser ces événements, il faut une licence d'entrepreneur du spectacle qui est délivrée par la DRAC. Il existe trois licences : une licence d'exploitant de lieux de spectacle, une licence de producteur de spectacles et une licence de diffuseur de spectacles. Ces demandes sont demandées au nom de Monsieur le Maire. Il vous est demandé d'approuver le dépôt des demandes de licences d'entrepreneur de spectacle auprès de la DRAC et de désigner Monsieur Philippe SAUREL, Maire, comme titulaire de ces licences.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur Cédric de SAINT-JOUAN. Souhaitez-vous prendre la parole sur ce point ? Je prends les intervenants. Monsieur BOUMAAZ et Monsieur LARUE. Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Il s'agit juste d'une question par rapport à cette licence : y a-t-il une durée légale au niveau de cette licence ? Un renouvellement est-il effectué chaque année ? Et surtout étions-nous dans les clous dans le passé par rapport à cela ?

Monsieur le Maire : A ma connaissance, c'est inhérent au mandat, il me semble bien.

Djamel BOUMAAZ : D'accord. Au sein de l'Agglomération, nous avons eu des soucis : des communes n'avaient pas ces licences, créant une problématique au niveau de l'intérim des spectacles ; on n'était plus dans le même statut.

Monsieur le Maire : Maître TRAVIER, donnez-nous un aperçu.

Bernard TRAVIER : Lors d'une récente commission Culture, j'ai attiré l'attention des Maires et des adjoints à la Culture, en présence de la DRAC, sur la nécessité pour les communes de solliciter auprès de la DRAC cette licence, dans la mesure où ils sont organisateurs, producteurs, *etc.* Cela n'a pas posé de problème particulier, si ce n'est que certains ne le savaient pas et ne l'avaient pas.

Monsieur le Maire : Ok, merci. Monsieur LARUE.

Alex LARUE : Je voudrais juste profiter de cette affaire pour poser une question d'actualité sur la culture, au niveau des municipales, sur le départ de Madame Valérie ASTESANO, pour savoir les raisons et les conséquences de ce départ. J'entends beaucoup de choses. Le Conseil municipal est également un lieu d'information. Sans souci de polémique, mais vraiment dans un but d'information, comment peut-on expliquer ce départ et surtout comment va être assurée la suite ? Y'aura-t-il un impact ou non, à court et moyen termes, sur la politique culturelle dans la ville ?

Monsieur le Maire : D'abord, il ne s'agit pas d'un départ mais d'un changement proposé de direction.

Alex LARUE : Qu'est-ce qui a motivé ce changement ?

Monsieur le Maire : Ce sont des affaires liées à l'intérêt général du fonctionnement de la ville. Je n'ai pas l'habitude d'assumer des choses qui ne me sont pas dues. D'autre part, je n'ai pas l'habitude de ne pas prendre de décisions. Dans l'affaire de la Panacée que vous avez suivie dans la presse, plusieurs écrits ont été faits par la personne en question, qui mettaient en cause, sur des motifs et des griefs tout à fait erronés, ma position de maire. Non seulement ces écrits ont été faits mais en plus ils ont été diffusés. A titre personnel, je n'ai rien contre Valérie ASTESANO, que j'aime bien par ailleurs, mais nous ne pouvons pas travailler ainsi, surtout lorsque, je l'ai dit, je n'ai jamais donné l'ordre de négocier avec la Fondation Lambert à Avignon, jamais. Je n'ai jamais

donné l'ordre de faire en sorte que la Panacée ne soit plus un centre d'art contemporain lié aux écritures numériques. Je n'ai pas non plus donné l'ordre de modifier la direction de la Chapelle Gély. Toute une série de choses ont été décidées sans mon consentement. Je veille à l'équilibre en termes de culture, d'offre culturelle de cette ville. J'ai pris mes dispositions sans pour autant blâmer la directrice en question. Il lui sera proposé une autre direction. Vous savez, les fonctionnaires de rang A doivent être capables de présider aux destinées de tous les services d'une collectivité. Quand j'étais adjoint, on m'a dit : « tu prends l'Urbanisme ». Je n'y connaissais rien. J'ai fait des études, j'ai appris, je m'y suis intéressé, je suis allé à Paris et j'ai travaillé sur l'urbanisme. Quand j'ai pris la Culture, je n'étais pas « au top » sur la culture. J'ai travaillé. Quand j'ai pris les Affaires sociales, j'ai mis trois ans à comprendre comment fonctionnaient les affaires sociales. C'est très complexe. Je m'y suis mis, je n'ai pas rechigné. L'intérêt, c'est que quand on change de service, on apprend à chaque fois. On remet sa connaissance en jeu et c'est ainsi que l'on progresse.

Alex LARUE : Et sur les conséquences à court et moyen termes ?

Monsieur le Maire : La conséquence est que Monsieur Jean-Paul DAYRE, ici présent, assure l'intérim en tant que DGA, Directeur général adjoint à la ville de Montpellier. Il exerçait d'ailleurs cette position-là. Aujourd'hui, il exerce en direct avec le service.

Alex LARUE : Sur une même politique culturelle ?

Monsieur le Maire : Oui, la politique a été établie avec Cédric de SAINT-JOUAN, avec les services, en début d'année.

Alex LARUE : Ok, merci.

Monsieur le Maire : Les licences ont une durée de trois ans renouvelables, Monsieur BOUMAAZ. Trois ans renouvelables. Nous étions arrivés à échéance, nous les avons reconduites.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

38- Cinéma Nestor Burma

Convention Pass'Culture avec le CROUS - Modification de tarif

Par délibération n°2014/485, la Ville a approuvé le principe du renouvellement de la convention Pass'Culture entre le CROUS de Montpellier et le cinéma Nestor Burma.

Ce dispositif permet aux étudiants âgés de 30 ans au maximum d'avoir accès à une offre culturelle variée, à prix préférentiel.

A la suite d'une erreur matérielle, le prix des places de cinéma dans le dispositif Pass Culture a été indiqué à 3.70 € et la participation du CROUS à 0.80 € par place. Or, depuis le 1^{er} septembre 2014, le CROUS a établi ce prix à 3.90 € et sa participation à 0.60 € par place.

Le tarif final, comprenant la part payée par l'étudiant et la participation du CROUS, demeure inchangé, à 4.50 €.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass'Culture pour l'année 2014-2015 ;
- d'entériner ce tarif Pass'culture pour l'année 2015.

Monsieur le Maire : Qui veut des explications auprès de Cédric DE SAINT-JOUAN ? Dites-nous un mot, Monsieur de SAINT-JOUAN, là-dessus.

Cédric DE SAINT-JOUAN : Par délibération, la Ville a approuvé le principe du renouvellement de la convention Pass'Culture entre le CROUS de Montpellier et le cinéma Nestor Burma. Ce dispositif permet aux étudiants âgés de 30 ans au maximum d'avoir accès à une offre culturelle variée, à prix préférentiel. A la suite d'une erreur matérielle, le prix des places de cinéma dans le dispositif Pass Culture a été indiqué à 3.70 € et la participation du CROUS à 0.80 € par place. Or, depuis le 1^{er} septembre 2014, le CROUS a établi ce prix à 3.90 € et sa participation à 0.60 € par place. En définitive, le tarif final, comprenant la part payée par l'étudiant et la participation du CROUS, demeure inchangé, à 4.50 €.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

39- Intégration des acquisitions des Archives municipales dans le patrimoine de la Ville de Montpellier

Durant l'année 2014, les Archives municipales ont été sollicitées par des marchands professionnels et des particuliers pour acquérir des documents anciens relatifs à l'Histoire de Montpellier. Complétant les fonds municipaux, ces documents, dont la liste suit, doivent être intégrés dans le Patrimoine de la Ville de Montpellier.

Liste des documents :

Acquisition de deux gravures, une planche lithographiée et une photographie de 1900 à la Librairie Bernard LESECQ, pour un montant total de 528,00€ :

- 1 gravure du XIX^e siècle : portrait d'Etienne BOUISSON, médecin et homme politique français né à Montpellier (125,00€),
- 1 gravure du XX^e siècle : portrait de Gaston CALMETTE, journaliste français né à Montpellier (134,00€),
- 1 planche lithographiée début XIX^e siècle : portrait médaillon d'Antoine BONNIER d'ALCO, homme politique français né à Montpellier (145,00€),
- 1 photographie de 1900 (*collection Félix Potin*) : portrait de Charles SOULACROIX, sculpteur et peintre français né à Montpellier (124,00€).

Acquisition d'une gravure auprès des Commissaires-Priseurs E. CAUDRON&ROGEON de Paris pour un montant total de 437,50€ :

- Gravure au burin, sur papier vergé, collée par les bords sur un papier fort : portrait de René Nicolas DE MAUPEOU, Chancelier de France, Marquis de Morangles et de Bully, vicomte de Bruyères-le-Châtel, magistrat et homme d'Etat français né à Montpellier le 25 février 1714.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de valider l'intégration de ces documents anciens d'une valeur totale de 965,50 €, dans le Patrimoine de la Ville de Montpellier

- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Cédric DE SAINT-JOUAN : Durant l'année 2014, les Archives municipales ont été sollicitées par des marchands professionnels et des particuliers pour acquérir des documents anciens relatifs à l'Histoire de Montpellier. Complétant les fonds municipaux, ces documents, dont la liste suit, doivent être intégrés dans le Patrimoine de la Ville de Montpellier.

Liste des documents :

Acquisition de deux gravures, une planche lithographiée et une photographie de 1900 à la Librairie Bernard LESECQ, pour un montant total de 528,00€ :

- 1 gravure du XIX^e siècle : portrait d'Etienne BOUISSON, médecin et homme politique français né à Montpellier (125,00€),
- 1 gravure du XX^e siècle : portrait de Gaston CALMETTE, journaliste français né à Montpellier (134,00€),
- 1 planche lithographiée début XIX^e siècle : portrait médaillon d'Antoine BONNIER d'ALCO, homme politique français né à Montpellier (145,00€),
- 1 photographie de 1900 (*collection Félix Potin*) : portrait de Charles SOULACROIX, sculpteur et peintre français né à Montpellier en 1924.

Pour ceux qui le désirent, j'ai les photos desdites lithographies.

Monsieur le Maire : En fait, lorsqu'il y a des dons ou des achats, les Archives sont chargées de s'en occuper. Après, il faut les intégrer dans le patrimoine de la ville : tel est l'objet de la délibération que nous prenons aujourd'hui. Le Cercle du bibliophile, qui était présidé dans le précédent mandat par Guy BARRAL, a fait donation de tout son fonds aux Archives de Montpellier, et l'ensemble des pièces qui s'y trouvaient pourront être désormais répertoriées au patrimoine de la ville grâce à cette délibération.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

40- Comédie du Livre 2015

Appel à projets d'animations

Chaque année, la Comédie du Livre offre à son public nombreux l'occasion de découvrir le livre sous toutes ses formes en participant à des ateliers, ponctuels ou continus, en parcourant des expositions de formes diverses ou encore en assistant à des spectacles autour du texte.

Pour gagner en cohérence, faciliter l'organisation technique de ces animations et dans le souci d'un dialogue approfondi avec les Médiathèques d'Agglomération, les différentes propositions d'animations devront cette année s'inscrire au sein d'un appel à projet et dans un calendrier défini. Elles seront sélectionnées selon des critères uniformisés par un jury intégrant également les deux principaux partenaires de la manifestation : l'association Cœur de Livres et les Médiathèques d'Agglomération.

Cet appel à projets permettra de sélectionner les associations partenaires de la 30^{ème} Comédie du Livre, d'enrichir la programmation par des animations variées et d'encourager les actions culturelles associatives portées par les acteurs locaux.

Les projets seront sélectionnés par une commission composée de membres de la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier (chargé de mission Livre et diffusion des savoirs, service Manifestations culturelles), d'un représentant de l'association Cœur de Livres, d'un représentant du réseau des Médiathèques de Montpellier Agglomération.

Les projets retenus le seront en fonction de leur pertinence au regard des enjeux et objectifs de la manifestation, au regard de la programmation littéraire et du thème choisi, en fonction de leur faisabilité technique et financière ainsi que de leur adéquation aux moyens humains et financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'appel à projets d'animations pour la trentième édition de la Comédie du Livre, joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Cédric DE SAINT-JOUAN : Chaque année, la Comédie du Livre offre à son public nombreux l'occasion de découvrir le livre sous toutes ses formes en participant à des ateliers, ponctuels ou continus, en parcourant des expositions de formes diverses ou encore en assistant à des spectacles autour du texte.

Pour gagner en cohérence, faciliter l'organisation technique de ces animations et dans le souci d'un dialogue approfondi avec les Médiathèques d'Agglomération, les différentes propositions d'animations devront cette année s'inscrire au sein d'un appel à projet et dans un calendrier défini. Elles seront sélectionnées selon des

critères uniformisés par un jury intégrant également les deux principaux partenaires de la manifestation : l'association Cœur de Livres et les Médiathèques d'Agglomération. Cet appel à projets permettra de sélectionner les associations partenaires de la 30^{ème} Comédie du Livre, d'enrichir la programmation par des animations variées et d'encourager les actions culturelles associatives portées par les acteurs locaux. Les projets seront sélectionnés par une commission composée de membres de la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier (en particulier par le chargé de mission Livre et diffusion des savoirs, service Manifestations culturelles), d'un représentant de l'association Cœur de Livres, d'un représentant du réseau des Médiathèques de Montpellier Agglomération. Les projets retenus le seront en fonction de leur pertinence au regard des enjeux et objectifs de la manifestation, au regard de la programmation littéraire et du thème choisi, en fonction de leur faisabilité technique et financière ainsi que de leur adéquation aux moyens humains et financiers.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'appel à projets d'animations pour la trentième édition de la Comédie du Livre, joint en annexe, et d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Merci Cédric. La Comédie du Livre, je le rappelle, aura lieu le 30 mai, le week-end du 30 mai. Elle aura pour thème les littératures ibériques. Nous aurons pour cela l'appui fervent du Consulat d'Espagne et du Consul du Portugal que j'ai rencontré la semaine dernière. Souhaitez-vous vous exprimer ?

(Question dans la salle) : A partir de quand la Comédie du Livre basculera-t-elle sur la métropole ?

Monsieur le Maire : Justement, Cédric l'a expliqué, cette année, nous sommes dans une phase intermédiaire qui verra l'anniversaire de la manifestation, qui aura 30 ans cette année. Nous lions cette année de façon très précise et plus prégnante à la fois l'association Cœur de Livres, les services de la ville et les Médiathèques de l'Agglomération. Cette année, cela se fera en plus grande harmonie et symbiose. A partir de l'année prochaine, ce sera une manifestation métropolitaine qui aura des incidences à la fois sur la ville de Montpellier, la ville-centre, sur toutes les communes de l'agglomération et la médiathèque Emile Zola.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

41- Modification du tableau des effectifs

I – Modification du cadre d'emplois des puéricultrices :

Le nouveau cadre d'emplois créé par le décret n° 2014-923 du 18 août 2014 est structuré en deux grades :

- puéricultrice comprenant une classe normale et une classe supérieure
- puéricultrice hors classe

Le grade de Puéricultrice hors classe n'existant pas dans le précédent cadre d'emplois, il y a lieu de le créer au tableau des effectifs pour permettre les nominations dans le cadre des avancements de grade prévus lors de la prochaine Commission Administrative Paritaire.

II – Créations de postes :

Filière administrative :

Administrateur : Création d'un poste

Directeur : Création de deux postes

Attaché principal : Création d'un poste

Attaché : Création de deux postes

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : Création d'un poste

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : Création d'un poste

Rédacteur : Création de sept postes

Adjoint administratif principal 1^{ère} classe : Création d'un poste

Adjoint administratif principal 2^{ème} classe : Création de dix postes

Adjoint administratif de 1^{ère} classe : Création de trois postes

Filière Animation :

Animateur principal 1^{ère} classe : Création d'un poste

Adjoint d'animation 1^{ère} classe : Création de sept postes

Filière Culturelle :

Adjoint du patrimoine 1^{ère} classe : Création de deux postes

Filière Médico-sociale :

Puéricultrice hors classe: Création de cinq postes

Puéricultrice de classe supérieure : Création de trois postes

Educateur principal de Jeunes Enfants : Création de cinq postes

Technicien paramédical de classe supérieure : Création d'un poste

Auxiliaire de puériculture principal 1^{ère} classe : Création de trois postes

Auxiliaire de puériculture principal 2^{ème} classe : Création de vingt postes

Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles principal 1^{ère} classe : Création de trois postes

Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles principal 2^{ème} classe : Création de trente postes

Filière sécurité :

Brigadier-chef principal : Création de douze postes

Brigadier : Création de trois postes

Filière sportive :

Conseiller des APS principal de 2^{ème} classe : Création d'un poste

Filière technique :

Ingénieur en chef classe exceptionnelle: Création d'un poste

Ingénieur principal : Création d'un poste

Ingénieur : Création trois postes

Technicien principal 1^{ère} classe : Création d'un poste

Technicien : Création de quatre postes

Agent de maîtrise principal : Création de treize postes

Agent de maitrise : Création de neuf postes

Adjoint technique principal 1^{ère} classe : Création de dix postes

Adjoint technique principal 2^{ème} classe : Création de trente postes

Adjoint technique 1^{ère} classe : Création de soixante postes

III – Suppressions de postes :

Filière administrative :

Attaché principal : Suppression d'un poste

Adjoint administratif de 1^{ère} classe : Suppression de neuf postes

Adjoint administratif de 2^{ème} classe : Suppression d'un poste

Filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe : Suppression de deux postes

Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2^{ème} classe : Suppression d'un poste

Filière technique :

Technicien principal de 1^{ère} classe : Suppression d'un poste

Technicien: Suppression de deux postes

Agent de maitrise: Suppression d'un poste

Adjoint technique de 2^{ème} classe: Suppression de cinq postes

IV - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction de l'Enfance :

Un poste du cadre d'emplois des Attachés à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur de l'Enfance. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Aménagement Programmation :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant sur des fonctions de chargé d'opérations déplacements. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à HEB

Direction de la Communication :

Un poste du cadre d'emplois des Attachés à temps complet est créé sur des fonctions de Responsable artistique. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité

42- Conventionnement avec le FIPHFP pour la mise en place d'une Politique Handicap et Maintien dans l'Emploi

La Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de la protection de la santé des agents municipaux en adoptant une politique de prévention des risques professionnels votée par le CHS en janvier 2013. La gestion du Handicap au travail représentant un des axes stratégiques majeurs de cette politique, il a été décidé de conventionner avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique(FIPHFP), qui est un établissement public alimenté par les contributions versées par les employeurs qui n'atteignent pas le taux légal d'emploi de 6% de personnes handicapées. Grâce à ces fonds récupérés, le FIPHFP peut ensuite aider financièrement les collectivités dans la mise en œuvre d'actions participant à l'insertion et au maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Ainsi, ce conventionnement permettra de compléter les moyens déjà mis en œuvre par la collectivité pour la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixée dans le cadre de la politique « Handicap et Maintien dans l'Emploi ».

Intégré à la politique RH, ce volet handicap et maintien dans l'emploi répond à **des objectifs contextuels et conjoncturels** qui sont de 3 ordres :

- Faciliter l'intégration, l'accompagnement et le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap ;
- Contribuer à la dynamique de préservation de la santé au travail en cohérence avec les missions confiées au service Prévention
- Répondre et faire face aux conséquences de l'allongement de la vie au travail, à la montée en âge des effectifs et tenir compte des effets de la pénibilité au poste.

Cette politique vise également à **améliorer la situation des agents en situation de Handicap** en leur permettant de bénéficier de multiples aides :

- Aménagement de poste (achat de matériel, accessibilité au poste, aménagement horaire, transports adaptés, prothèses auditives, auxiliaire de vie professionnelle ...)
- Accès aux dispositifs de mobilité prioritaire
- Bilans de compétence adaptés et formations liées à la compensation du handicap
- Accès à des dispositifs d'aides spécifiques en fonction du handicap

Dans sa volonté d'élaborer un projet au plus près des besoins de ses agents, la Ville a voulu s'appuyer sur une méthodologie participative impliquant tant les bénéficiaires de l'obligation d'emploi que les acteurs du maintien dans l'emploi.

Ainsi, au cours du premier semestre 2014, le Cabinet Arthur Hunt Consulting, prestataire retenu pour accompagner la collectivité dans ce projet de conventionnement, a réalisé un diagnostic de la situation d'emploi de la Ville intégrant:

- Une analyse de la situation de la collectivité au regard des obligations liées à la déclaration annuelle de l'emploi des travailleurs handicapés.
- Le recensement des processus RH en lien avec le maintien dans l'emploi et l'intégration de personnes en situation de handicap
- La rencontre de plus de 60 personnes ressources (élus, Direction Générale, cadres et experts de la DRH, Directions opérationnelles, partenaires sociaux élus au CHS)
- L'envoi d'un questionnaire auprès de l'ensemble des agents pour évaluer la perception, les attentes et les impacts éventuels liés à l'intégration et au maintien dans l'emploi d'agents en situation de handicap et animation de 6 tables rondes, véritables lieux d'échange, pour l'encadrement et les Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi.

Fort de ce constat, il a été ensuite possible d'identifier les avancées, les réussites, les points de blocage, puis de déterminer le plan d'actions à mettre en œuvre sur les 3 prochaines années, durée de vie de la Convention, à partir des 6 thématiques retenues :

- Organisation du projet et le recours au secteur protégé,
- Le recrutement et l'insertion des travailleurs handicapés,
- Le maintien dans l'emploi,
- L'accessibilité,
- La formation,
- La sensibilisation et la communication

Ouverts aux acteurs DRH, aux experts de la santé au travail, aux cadres et aux partenaires sociaux élus au CHS, ces groupes de travail ont permis de définir les actions, d'identifier des aides adaptées aux attentes des personnels tout en déterminant un cadre d'intervention (objectif, action, planification, budget...).

Le diagnostic préalable au projet de conventionnement ainsi que le plan d'action ont été présentés au CHS le 26 juin 2014 et la convention ci-jointe a été soumise au CHS du 20 novembre 2014.

Le projet a été validé par le Comité National d'Engagement du FIPHFP le 13 octobre 2014, étape préalable à la présentation du projet au Comité Local d'Engagement le 27 novembre 2014.

Ce projet de conventionnement est basé sur l'identification d'actions reposant sur trois axes stratégiques répartis en 10 fiches action permettant de renforcer la lisibilité des enjeux poursuivis par la Ville et contribuant à la mise en place d'une politique pérenne d'intégration du handicap au travail :

- Axe 1 : L'organisation et la promotion de la politique handicap
- Axe 2 : Du recrutement à la réussite de l'intégration durable des agents en situation de handicap
- Axe 3 : La mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles dans le cadre du maintien dans l'emploi

Pour atteindre ces objectifs, le FIPHFP alloue à notre collectivité une enveloppe budgétaire provisionnelle au début de chaque année. Les dépenses afférentes au conventionnement sont donc inscrites au budget de la collectivité mais sont compensées par l'enveloppe provisionnelle versée préalablement par le FIPHFP.

Ainsi, pour bénéficier de l'intégralité de l'aide versée par le FIPHFP, notre collectivité doit s'attacher à réaliser l'ensemble des actions formalisées dans le projet de conventionnement.

Bien que la collectivité bénéficie d'un financement très important (près d'un million d'euros pour 3 ans), le pilotage de ce conventionnement induit un investissement de la ville tant par les ressources humaines sollicitées que par la mise en œuvre de certaines actions non financées.

Par ailleurs, pour accroître son soutien aux employeurs publics, le FIPHFP a décidé, dès 2014, de doter chaque région d'un outil d'animation et de développement d'un large partenariat régional permettant de mobiliser les ressources disponibles au service de la mise en œuvre d'une politique publique d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Ce dispositif appelé Handi-Pacte pour l'emploi des personnes handicapées dans les trois fonctions publiques, affirme la pertinence d'une approche commune autour d'une démarche de plan d'action mobilisatrice des synergies sur l'emploi, le maintien dans l'emploi et l'insertion durable des personnes en situation de handicap.

Financé par le FIPHFP, Handi-pacte repose sur l'animation d'un réseau des correspondants handicap, des directeurs des ressources humaines et d'un comité des employeurs publics du Languedoc- Roussillon animé par le préfet de région. Il est proposé que la Mairie de Montpellier puisse intégrer ce dispositif en autorisant Monsieur le Maire à signer la Charte Handi-Pacte Languedoc-Roussillon conclue pour une durée de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Les parties signataires s'engagent par cette charte à :

- Participer activement aux travaux du Handi-Pacte International
- Mobiliser leurs services appropriés au sein des établissements à l'occasion de ces travaux
- Favoriser la diffusion des expériences innovantes et des bonnes pratiques

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention ci-jointe ;
- d'inscrire les dépenses et les recettes correspondant au conventionnement avec le FIPHFP au budget municipal aux chapitres 920 et 900 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la Charte Handi-Pacte ci-jointe, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, la ville de Montpellier s'est engagée en faveur de la protection de la santé des agents municipaux en adoptant une politique de prévention des risques professionnels votée par le CHS en janvier 2013. La gestion du Handicap au travail représentant un des axes stratégiques majeurs de cette politique, il a été décidé de conventionner avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique, qui est un établissement public alimenté par les contributions versées par les employeurs qui n'atteignent pas le taux légal d'emploi de 6% de personnes handicapées. Grâce à ces fonds récupérés, le FIPHFP peut ensuite aider financièrement les collectivités dans la mise en œuvre d'actions participant à l'insertion et au maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. Ainsi, ce conventionnement permettra de compléter les moyens déjà mis en œuvre par la collectivité pour la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixée dans le cadre de la politique « Handicap et Maintien dans l'Emploi ».

Pour atteindre ces objectifs, le FIPHFP alloue à notre collectivité une enveloppe budgétaire prévisionnelle au début de chaque année. Les dépenses afférentes au conventionnement sont donc inscrites au budget de la collectivité mais sont compensées par l'enveloppe prévisionnelle versée préalablement par le FIPHFP. Ainsi, pour bénéficier de l'intégralité de l'aide versée par le FIPHFP, notre collectivité doit s'attacher à réaliser l'ensemble des actions formalisées dans le projet de conventionnement.

Ce dispositif, appelé « Handi-Pacte pour l'emploi des personnes handicapées dans les trois fonctions publiques », affirme la pertinence d'une approche commune autour d'une démarche de plan d'action mobilisatrice des synergies sur l'emploi, le maintien dans l'emploi et l'insertion durable des personnes en situation de handicap. Financé par le FIPHFP, Handi-pacte repose sur l'animation d'un réseau de correspondants handicap, des directeurs des ressources humaines et d'un comité des employeurs publics du Languedoc-Roussillon animé par le Préfet de région. Il est proposé que la Mairie de Montpellier puisse intégrer ce dispositif en autorisant Monsieur le Maire à signer la Charte Handi-Pacte Languedoc-Roussillon conclue pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

43- Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du budget primitif 2015

Conformément à l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante doit autoriser l'exécutif de la collectivité à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, afin de permettre la réalisation de ces dépenses, avant l'adoption du budget primitif, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une Autorisation de Programme votées sur les exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'Autorisation de Programme.

Concernant la section de fonctionnement, l'article L1612-1 du CGCT prévoit, dans le cas où le budget primitif n'ait pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice, que l'exécutif peut engager, liquider, mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celle inscrites au budget de l'exercice précédent.

La Ville de Montpellier souhaite soumettre au vote du Conseil Municipal, l'autorisation budgétaire des crédits d'investissement comme de fonctionnement pour le 1^{er} janvier 2015, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2015 pour le budget principal et le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville.

I – le budget principal

La section de fonctionnement

Les crédits de fonctionnement votés au titre de l'exercice 2014 sont détaillés dans le tableau suivant :

Chapitres		Crédits votés en 2014
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	63 510 734.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	11 352 926.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	63 587 582.00
923	CULTURE	11 649 154.00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 783 035.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 083 568.00
926	FAMILLE	28 383 662.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	63 063 176.00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 728 260.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	8 605 000.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 247 100.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	166 458.00
		299 160 655.00

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, équivaut aux dépenses votées au titre de l'exercice 2014 et sont retracées dans le tableau suivant :

Chapitres	Ouverture de crédits 2015
-----------	------------------------------

920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	63 510 734.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	11 352 926.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	63 587 582.00
923	CULTURE	11 649 154.00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 783 035.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 083 568.00
926	FAMILLE	28 383 662.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	63 063 176.00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 728 260.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	8 605 000.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 247 100.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	166 458.00
		299 160 655.00

La section d'investissement

Les crédits d'investissement votés au titre de l'exercice 2014 sont décrits dans le tableau ci-après :

Chapitres		Crédits votés en 2014
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	11 469 118.95
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	1 291 669.57
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	21 609 887.99
903	CULTURE	6 562 616.33
904	SPORT ET JEUNESSE	4 366 102.51
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	675 334.45
906	FAMILLE	1 728 775.63
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	97 691 780.97
909	ACTION ECONOMIQUE	436 552.62
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	52 383 650.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	238 345.71
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	84 103.01
		198 537 937.74

L'ouverture de crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2015 s'élève au quart des dépenses votées sur l'exercice 2014, hormis les dépenses relatives au remboursement de la dette (chapitre 911) qui sont équivalentes à celles de 2014.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une Autorisation de Programme votées sur les exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'Autorisation de Programme.

Il est nécessaire également, dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole et de la convention de transition, de prévoir des crédits au chapitre 917 qui retrace les opérations sous mandat. Les 25% initialement prévus au chapitre 908 hors Autorisation de programme seront ainsi répartis pour moitié entre le chapitre 908 et le chapitre 917.

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, sont retracées dans le tableau suivant :

Chapitres		Ouverture de crédits 2015
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	3 504 803.20
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	43 062.61
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	7 962 806.60
903	CULTURE	3 130 409.47
904	SPORT ET JEUNESSE	1 303 258.57
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	703 956.43
906	FAMILLE	1 352 193.91
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	24 286 344.45
909	ACTION ECONOMIQUE	85 511.88
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	46 003 650.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	59 586.43
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	5 996 894.20
		94 432 477.74

II- le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville

La section d'exploitation

Les crédits d'exploitation votés au titre de l'exercice 2014 sont décrits dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Crédits votés en 2014
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	790 003.54
012 - CHARGES DE PERSONNEL	70 000,00
Total	860 003.54

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'exploitation pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, équivaut aux dépenses votées au titre de l'exercice 2014 et sont retracées dans le tableau suivant :

CHAPITRE	Ouverture de crédits 2015
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	790 003.54
012 - CHARGES DE PERSONNEL	70 000,00
Total	860 003.54

La section d'investissement

Les crédits d'investissement votés au titre de l'exercice 2014 sont décrits dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Crédits votés en
----------	------------------

	2014
21 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	322 000.00
Total	322 000,00

L'ouverture de crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2015 s'élève au quart des dépenses votées sur l'exercice 2014.

Il est nécessaire également, dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole et de la convention de transition, de prévoir des crédits au chapitre 458 qui retrace les opérations sous mandat. Le quart des crédits sera ainsi réparti pour moitié entre le chapitre 21 et le chapitre 458.

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, sont retracées dans le tableau suivant :

CHAPITRE	Ouverture de crédits 2015
21 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	40 000.00
458 – OPERATIONS SOUS MANDAT	40 500.00
Total	80 500.00

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- adopter l'ouverture des crédits proposée au niveau du chapitre pour les dépenses des sections d'investissement et de fonctionnement du budget principal et du budget annexe Parking de l'Hôtel de Ville
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à engager, liquider, mandater les dépenses 2015 dans la limite des crédits votés au niveau du chapitre pour le budget principal et le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville, dans l'attente du vote du budget primitif 2015,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à liquider et mandater les recettes dues au titre de l'exercice 2015, dans l'attente du vote du budget primitif 2015, sur le budget principal et le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville.

Max LEVITA : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je voudrais juste que nous rendions hommage ce soir à Alexandre GROTHENDIECK, et je remercie notre collègue Cédric de SAINT-JOUAN d'avoir organisé un Agora des savoirs sur cet éminent mathématicien, qui a marqué les mathématiques au cours des 10 dernières années et qui va les marquer malgré sa mort au cours des 25 prochaines années d'après les spécialistes. En même temps, j'aimerais que nous rendions hommage à deux brillants professeurs de la Faculté de droit qui ont disparu : Monsieur Michel CABRILLAC et Monsieur Robert BADOUIN, qui était un éminent économiste qui j'ai eu la chance d'avoir comme maître. Et comme nous sommes dans les économies, nous pouvons saluer le Nobel d'Economie qui est allé à Monsieur JEAN TIROLE, qui honore la France.

Je parle maintenant d'autorisations de programme. Comme il a été indiqué lors de la première affaire, le vote du budget primitif de l'année 2015, pour la Ville, ne sera vraisemblablement pas voté, il sera voté vraisemblablement en mars. D'ici mars, les services ont besoin de fonctionner. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'autoriser l'utilisation des crédits dans un certain nombre de conditions. En ce qui concerne le budget de fonctionnement, je vous demande de le « récidiver » à la même hauteur, pour le premier trimestre. Pour les opérations d'investissement dont le détail vous est remis, nous pouvons les autoriser à hauteur de 25%, ce que je vous demande de faire. Pour les dépenses relatives au remboursement de la dette, elles s'imposent en totalité au cours de l'année 2015. De la même manière pour les opérations qui étaient prévues au PPI en crédits de paiement, pour l'année 2015, là aussi, vous nous donnez l'autorisation de les consommer si nécessaire. Cela ne sera vraisemblablement pas nécessaire mais nous avons besoin de votre autorisation. Pour le budget annexe du parking de l'Hôtel de Ville, c'est la même opération : la totalité du budget de fonctionnement, un quart de

l'investissement. Et en ce qui concerne les emprunts, de la même manière, dans le cadre des opérations de transfert à la métropole.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LEVITA. Souhaitez-vous des explications complémentaires ? Oui, Monsieur LANNELONGUE ?

Gérard LANNELONGUE : Monsieur le Maire, chers collègues, il ne s'agit pas d'explications complémentaires parce que nous avons discuté de cela lors de la commission des Finances. Le problème, nous l'avons dit la dernière fois, et vous l'avez expliqué, est lié à la transformation en métropole. Le fait que nous n'ayons pas eu de débat d'orientation budgétaire, et donc pas, au moment où cela aurait dû être fait, c'est-à-dire maintenant, de vote sur le budget primitif, [entraîne que] nous avons une visibilité pour le moins assez floue. Cela peut amener quelquefois à des erreurs. Force est de constater que, et c'est ce que je voudrais rappeler ici de façon à ne pas risquer et préserver la légalité de cette délibération, il faudra être extrêmement vigilant sur ce que nous avons fait remarquer lors de la commission des Finances, c'est-à-dire que les montants engagés entre d'une part ce que vous avez souligné... Je ne vais pas rentrer dans la technique parce que j'ai pu comprendre que dans cette assemblée comme dans d'autres, la matière fiscale n'était pas certainement celle qui passionnait le plus, mais je rappelle simplement que le texte prévoit, le code général des collectivités territoriales prévoit qu'« en l'absence d'adoption du budget avant la date du 15 avril, l'exécutif de la collectivité peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement à la limite du quart des crédits ouverts – ce que Monsieur LEVITA vient de rappeler – au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette ». Sur cette histoire du remboursement de la dette, nous avons été amenés à voir qu'il y avait une petite variation. Je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui, dans ce que vous nous demandez de voter, sur les calculs que nous avons faits – je vous demanderai de le vérifier –, nous n'ayons pas à voter une somme supérieure de l'ordre de 10 M€ à ce que nous permet la loi. Je vous demande de le vérifier parce que nous avons été amenés à discuter de ces montants en dehors des crédits ouverts, en dehors de la dette. Je crois que cela mérite que nous n'ayons pas de problème parce qu'il en va du fonctionnement même de la Mairie. Soyons très prudents. Vous voyez que vous avez bien fait, Monsieur le Maire, de confier à l'opposition ce rôle dans le cadre de la commission des Finances, parce que, sans rentrer encore une fois dans le détail, nous avons mis au jour, et c'est un échange tout à fait ouvert que nous avons eu avec l'adjoint aux Finances et ses services, qu'il pouvait y avoir des erreurs. Nous avons fait un travail normal, mais nécessaire.

Monsieur le Maire : C'est l'occasion pour moi de vous remercier Monsieur LANNELONGUE pour la présidence de la commission des Finances et de répondre du même coup à la Présidente nationale d'Anticor, en lui disant que nous avons parfaitement respecté nos engagements. Je remercie Monsieur LANNELONGUE de m'y avoir fait penser d'abord et de l'avoir indiqué de façon publique dans cette assemblée.
Monsieur LEVITA.

Max LEVITA : Juste une précision : nous aurons un débat d'orientation budgétaire. Il serait totalement illégal de ne pas en avoir. Il aura lieu. Vous savez bien qu'en ce moment, je vous l'ai dit, mais je peux le redire, notre problème est d'évaluer le plus précisément possible l'allocation de compensation que nous devons verser à l'Agglomération. Il s'agit d'une opération compliquée, difficile. C'est la raison pour laquelle d'ailleurs nous sommes en retard par rapport au *timing* habituel.

Monsieur le Maire : J'ajoute que le DOB des communes aura lieu dans le même temps que celui de la ville de Montpellier. Les Maires nous ont également demandé quand ils pouvaient délibérer. Le DOB de l'Agglomération se fera tard également parce qu'il est lié aux délibérations des communes.

Pour : 51

Contre : 3

Abstentions : 7

Adopté à l'unanimité

44- Convention de Services Comptables et Financiers entre la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques

La Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) souhaitent renouveler leur partenariat par la présente convention pour poser les bases d'un socle de gestion commun.

La présente convention s'articule autour de quatre axes principaux :

l'optimisation des procédures de dépense et de recouvrement
l'amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables
l'amélioration de la qualité comptable
l'amélioration de l'expertise financière et fiscale.

Ces axes se déclinent en 13 fiches actions annexées à la présente convention.
Pour chacune d'elles, l'objectif recherché, les modalités de mise en œuvre, le calendrier prévisionnel de réalisation, les indicateurs de résultat et le nom des responsables de l'action sont définis.

Axe 1 : Optimisation des procédures de dépense et de recouvrement

Cet axe recouvre cinq actions visant à optimiser le recouvrement des recettes locales et à approfondir le contrôle des dépenses.

Les partenaires ont la volonté d'offrir à horizon 2015 des moyens de paiement adaptés aux demandes des usagers et faciliter l'accès aux services publics (action 1).

Il s'agit aussi de professionnaliser les agents pour améliorer la mise en œuvre des procédures de dépenses et de recouvrement, notamment par une formation plus approfondie (action 2).

De plus, il convient de consolider la rationalisation des modalités actuelles du contrôle de la dépense et de la recette par l'optimisation du Contrôle Hiérarchisé des Dépenses (action 3).

Les partenaires souhaitent mettre en œuvre un contrôle partenarial qui permettrait d'organiser la complémentarité des chaînes de travail ordonnateur/comptable en priorité dans le processus du recouvrement des recettes (action 4).

Enfin, une politique concertée du recouvrement des produits locaux est à définir (action 5).

Récapitulatif des actions :

Action 1	-	Développer les moyens modernes de paiement
Action 2	-	Professionnalisation des agents municipaux
Action 3	-	Consolider le contrôle hiérarchisé des dépenses
Action 4	-	Poursuivre les audits dans le cadre partenarial
Action 5	-	Optimiser la chaîne du recouvrement

Axe 2 : Amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables

Cet axe se décline autour de deux actions valorisant la dématérialisation et la modernisation des échanges de fichiers.

Cette amélioration peut être mise en œuvre principalement par la dématérialisation.

Cet objectif concerne la dématérialisation des pièces annexes afin d'alléger notamment les coûts de gestion et d'accélérer la circulation des informations. A ce titre, la Ville de Montpellier a reçu l'agrément pour dématérialiser les échanges de pièces comptables justificatives (action 6).

Parallèlement à la mise en place de la dématérialisation des pièces comptables, les services de la Ville et de la DGFIP vont développer des moyens performants pour les échanges de fichiers à travers l'accès direct en consultation des Espaces Collaboratifs extranet (action 7).

Récapitulatif des actions :

Dématérialiser les échanges de données applicatives comptables et financières

Action 7	-	Développer les échanges d'informations et de fichiers
----------	---	---

Axe 3 : Amélioration de la qualité comptable

Cet axe, articulé autour de trois actions, permet de perfectionner la qualité comptable du budget de la Ville afin de se conformer aux instructions réglementaires et de constituer une base fiable au service de l'ordonnateur.

L'amélioration de la qualité et de la sincérité comptable est une préoccupation partagée par les signataires de la convention. Il s'agit de respecter les grands principes du droit comptable selon lesquels les comptes annuels doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat.

Dans cette optique, les partenaires souhaitent :

- la mise en œuvre de la certification des comptes pour permettre la fiabilisation des comptes (action 8)
- la poursuite de l'amélioration de l'indice de qualité comptable (action 9)
- l'amélioration du suivi du patrimoine de la collectivité (action 10)

Récapitulatif des actions :

Action 8	-	Tendre vers une certification des comptes
Action 9	-	Poursuivre l'amélioration de l'indice de qualité comptable
Action 10	-	Améliorer le suivi du patrimoine de la collectivité

Axe 4 : Amélioration de l'expertise financière et fiscale

Il s'agit de réaliser des analyses rétrospectives financières (action 11) et fiscales (action 12) pour donner à la Ville une image plus large de ses marges de manœuvre.

En outre, afin d'assurer aux contribuables l'équité fiscale et garantir à la Ville un produit fiscal intégral, il convient de mettre en œuvre de manière coordonnée les 15 recommandations de l'audit partenarial n° 2013-34-26 : optimiser conjointement les procédures de détermination des valeurs locatives et de recensement des bases d'imposition, au travers d'objectifs communs retenus dans le cadre de la présente convention (action 13).

Récapitulatif des actions :

Action 11	-	Réaliser des analyses financières rétrospectives
Action 12	-	Réaliser des analyses fiscales rétrospectives
Action 13	-	Optimiser les procédures de détermination des valeurs locatives et de recensement des bases d'imposition

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- accepter la mise en place de cette nouvelle convention entre la Ville de Montpellier et la DGFIP
- autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui souhaite des explications supplémentaires auprès de Max LEVITA ? Je remercie pour sa présence Monsieur ESCUDIER, trésorier municipal, qui est présent ici dans la salle du Conseil.

Pour : 58

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité

45- APUREMENT ANNUEL DES REGIES - EXERCICE 2014

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne ainsi que des vérifications ponctuelles par les services du comptable.

Au cours de l'année 2014, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 2 242.20 € concernant 3 régies.

- Régie Aire de Bionne
- Régie Halte Garderie Europa Assas
- Régie Maison pour Tous Georges Sand

Chaque régisseur doit, lorsque l'écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Chacun a suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

La Ville a par la suite été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Or, l'écart de deux de ces régies ne résultent pas de ces circonstances.

Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs pourrait être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. Le Trésorier Payeur Général statuera ensuite sur celle-ci.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- en accord avec le Trésorier Principal Municipal de bien vouloir donner un avis favorable à cette proposition de remise totale détaillée ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Aire de Bionne	Mr GUTIERREZ	50.00 €	24 Janvier 2014	Avis favorable à une remise gracieuse totale

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2014 au chapitre 925
- en accord avec le Trésorier Principal Municipal de bien vouloir donner un avis favorable à ces propositions de remises partielles détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Halte-Garderie Europa Assas	Mme TASQUE	105.00 €	22 Mai 2014	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 10 €
Maison pour Tous Georges Sand	Mr MAACHOU	2 087.20 €	Constat initial le 28 Janvier 2011 puis constat définitif le 08 Juillet 2014	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 1 500 €

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2014 aux chapitres 926 et 924

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ces demandes.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

46-Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2013 sur la base de son rapport d'activité

Conformément à l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de Montpellier et les délégués de la Commune présentent au Conseil Municipal le rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur la base de son rapport d'activité. Les principaux éléments à retenir sont les suivants :

I. Les Compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

1. 4 compétences obligatoires :

La loi du 12 juillet 1999 prévoit de doter toutes les Communautés d'Agglomération de 4 compétences obligatoires :

- Le développement économique d'intérêt communautaire,
- L'aménagement de l'espace communautaire et les transports en commun,
- L'équilibre social de l'habitat,
- La politique de la ville d'intérêt communautaire.

2. 5 compétences optionnelles :

Chaque établissement intercommunal choisit au moins trois compétences à exercer. Montpellier Agglomération a opté pour :

- La création, l'aménagement et l'entretien de la voirie communautaire et des parcs de stationnement d'intérêt communautaire,
- L'assainissement des eaux usées,
- La construction et la gestion d'équipements culturels,
- La production et la distribution de l'eau potable,
- La protection et la mise en valeur de l'environnement, la collecte, l'élimination et la valorisation des déchets ménagers.

3. 7 compétences facultatives :

La Communauté d'Agglomération a également décidé de prendre en charge les compétences facultatives suivantes :

- les services funéraires,
- le service de fourrière animale,
- la lutte contre les inondations dans la basse vallée du Lez,
- le développement et la gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas-Rhône et du Languedoc,
- l'étude et la réalisation de toutes opérations de travaux susceptibles de favoriser le développement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- le développement des réseaux « très haut débit » en relation avec les autres acteurs publics locaux.

II. Chiffre Clés 2013

1. Ressources Humaines

La Communauté d'Agglomération de Montpellier compte au 31 décembre 2013 **1 423 agents** (soit une évolution de moins de 1% par rapport à 2012) dont 1202 titulaires, stagiaires ou agents détachés et 221 agents non titulaires.

Elle compte, au 31 décembre 2013, 704 femmes, soit 49,5 % de l'effectif et 705 hommes, soit 50,5 %.

2. Résultats financiers

L'exercice 2013 a été caractérisé par une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement et une maîtrise des dépenses d'équipement et ce dans un contexte marqué par des réformes institutionnelles importantes, et une conjoncture nationale difficile.

Le taux d'exécution des dépenses d'équipement s'élève à 78 %.

En fonction des domaines d'intervention, les dépenses d'équipement se répartissent ainsi :

- Budget Principal : 124 M€
- Budget Services Funéraires : 0,12 M€
- Budget Assainissement : 8 M€
- Budget Eau potable : 2,4 M€

Les 3 principaux postes de dépenses (investissement + fonctionnement) :

- La culture, le sport et la solidarité: 106,5 M€
- Les transports urbains et la voirie : 104,2 M€
- L'environnement : 81 M€

Les 3 principaux postes de recettes :

- Fiscalité des entreprises: 191,4 M€
- Fiscalité des ménages : 122 M€
- Dotations et compensations de l'Etat: 86,2 M€

Les dotations baissent néanmoins de 1,6 % compte tenu des mesures prises dans le cadre du redressement des finances publiques.

Les indicateurs de gestion sont très performants :

- Le taux d'épargne brute représente 23% des dépenses de fonctionnement et permet de dégager un autofinancement important tout en absorbant la montée en puissance des dépenses d'équipement.

- Les dépenses de personnel restent contenues et représentent 16,5 % des dépenses réelles de fonctionnement.
- Un taux moyen global de la dette de 2,85% (inférieur aux conditions actuelles du marché).

III. Les Activités 2013

1. Transports et déplacements:

2013 est la première année pleine de fonctionnement avec un réseau de 4 lignes de tramway. On a enregistré plus de 73 millions de voyageurs soit une hausse de 7,5% par rapport à 2012.

Outre le tramway, le réseau des transports collectifs est composé de 36 lignes de bus dont un réseau de nuit avec l'amigo, 10 parcs relais P+Tram, 50 stations Vélomagg' et 22 stations d'auto-partage Modulauto.

Les éléments clés 2013:

- Les dépenses d'investissement se sont élevées à 26 M€,
- la Communauté d'Agglomération a contribué à hauteur de 13,7 M€ au financement des tarifications réduites à destination des personnes à faibles revenus,
- la contribution publique versée par Montpellier Agglomération à TaM dans le cadre de la délégation du service public des transports en commun est de 55,5 M€, dont 13,7 M€ de compensations tarifaires sociales et subventions scolaires,
- poursuite du programme d'investissements en bus GNV, avec l'achat de 2 bus, qui permet d'obtenir un parc de véhicules disposant d'équipements performants, notamment pour le confort et la sécurité de la clientèle : palettes pour l'accès des fauteuils roulants, plancher bas, climatisation, vidéo-surveillance, information des usagers.

2. Aménagement de l'espace communautaire :

L'exercice 2013 a vu le lancement de la modification du schéma de cohérence territoriale : la Communauté d'Agglomération a notifié deux marchés distincts à une équipe pluridisciplinaire de prestataires. Il s'agit du groupement DBW -Claire Schorter - Tetra pour les études d'urbanisme, du bureau d'études BERENICE pour l'urbanisme commercial et du bureau d'études SOBERCO Environnement pour les études environnementales. Depuis octobre 2013, la Communauté d'Agglomération réalise avec l'appui des prestataires l'actualisation du diagnostic territorial dont le volet environnemental (dit « État Initial de l'Environnement »).

Autres éléments clés de l'exercice 2013 :

- Le soutien financier au titre de l'accompagnement des PLU des communes a mobilisé près de 55 000€ sur l'exercice,
- Plans Locaux de Déplacements : La Communauté d'Agglomération de Montpellier propose aux communes souhaitant s'inscrire de manière volontaire sur ces démarches, un soutien à la fois technique et financier afin d'accélérer leur mise en œuvre. Une première commune de l'agglomération a ainsi pu bénéficier en 2013 d'un accompagnement technique,
- les services de l'Agglomération ont encadré cette année le travail d'état des lieux de l'organisation de la logistique urbaine réalisé par des étudiants du Master Mobilité de Montpellier III, en partenariat avec la Ville de Montpellier, la DDTM de l'Hérault, le Marché d'Intérêt National de Montpellier (MIN), le Port de Commerce de Sète et les représentants des transporteurs. Ce travail a notamment permis d'identifier les flux actuels et potentiels entre le territoire et les grands pôles logistiques régionaux,

- le plan climat Energie Territorial a mobilisé 64 000 € de crédits sur l'exercice,
- les premières phases du marché pour la création du site Natura 2000 de la plaine de Frabègues-Poussan ont mobilisé en 2013 un budget de 46 000 €,
- Schéma Directeur Temps et Territoire : le SDiTT a principalement porté sur la réforme des rythmes scolaires, qui a été mise en œuvre dans 10 communes de l'Agglomération en septembre 2013. Montpellier Agglomération a ainsi : fourni un cadre d'échanges d'information, de partage, de co-élaboration aux communes, aux acteurs locaux et aux entreprises, contribué aux politiques communales périscolaires en offrant des activités périscolaires culturelles, des formations aux animateurs communaux et des moyens (prêts de jeux de société), mis en place une offre de transport pour assurer les transferts entre les écoles et les centres de loisirs le mercredi midi, quand ces centres de loisirs étaient mutualisés entre plusieurs communes,
- adoption du Programme Local de l'Habitat qui territorialise les objectifs de production de logements par types d'offres et par commune, permettant ainsi une répartition de l'offre nouvelle équilibrée sur l'ensemble du territoire intercommunal,
- concours à la Ville de Montpellier pour la mise en œuvre de son projet de rénovation urbaine (PRU) ; cette action, contribuant au développement urbain des trois quartiers prioritaires Centre, Mosson et Cévennes, correspond à une dépense de 466 000 € au titre de l'exercice 2013.

3. Foncier et Aménagement Opérationnel :

Les opérations d'aménagement économiques, y compris l'immobilier d'entreprise ou le développement des sites stratégiques, représentent en 2013 un investissement total sur la durée de la réalisation de l'ensemble des concessions d'aménagement de l'ordre de 921 M€ dont 491 M€ pour la SAAM (comprenant notamment Ode à la Mer et le secteur nouvelle gare TGV) et 430 M€ pour la SERM, avec une participation financière totale de Montpellier Agglomération de 87,6 M€. En moyenne sur l'ensemble des parcs d'activités le taux de participation de l'Agglomération se situe à 9,5 %.

L'année 2013 est marquée aussi par la poursuite des grands projets structurants sur les sites stratégiques de Montpellier Agglomération :

- L'aménagement du secteur de la gare Montpellier Sud de France,
- Eurêka Extension - Pôle Régional de Gériatrie (Castelnau-le-Lez),
- Ode à la Mer Nature Urbaine - Route de la Mer (Lattes Pérols),
- Baillargues Secteur Sud – « La Plaine du Colombier ».

En 2013, le service « Droit des sols » a instruit les actes de 28 communes au total. En ce qui concerne l'instruction des autorisations d'urbanisme : 6 625 actes ont été traités au cours de l'année 2013 contre 6 873 actes en 2012 soit une légère diminution d'environ 5 %. Les demandes de certificats d'urbanisme constituent la part la plus importante des actes traités (52 %). La part de l'instruction des permis dans l'activité connaît une baisse par rapport à l'année précédente : 18 % en 2013 contre 23 % en 2012. En ce qui concerne l'instruction accessibilité relative aux Établissements Recevant du Public (ERP), 181 rapports ont été présentés et soutenus en Commission d'accessibilité : 107 concernaient des autorisations de travaux et 74 des permis de construire.

4. Développement Economique et de l'Emploi :

En 2013, la stratégie de la Communauté d'Agglomération a été recentrée autour d'enjeux clés : renforcement de l'innovation et de la capacité du territoire à innover, l'accompagnement à la croissance des TPE-PME du territoire, renforcement de l'attractivité et du rayonnement international de l'agglomération, le développement des entreprises stratégiques de l'agglomération en tant que moteurs économiques, l'insertion pour les publics en difficulté et l'emploi.

Les éléments clés de l'exercice 2013 sont :

- 3 projets prioritaires sont entrés en phase d'étude opérationnelle : le projet de métropole numérique en lien avec l'appel à projet French Tech lancé par le gouvernement, la création d'un accélérateur de croissance pour les TPE/PME, la réflexion sur l'implantation d'une école internationale pour attirer et fidéliser les cadres internationaux sur l'agglomération,
- afin d'optimiser l'offre foncière et immobilière territoriale, Montpellier Agglomération a lancé en 2013 l'élaboration d'un Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) pour répondre à l'enjeu majeur que constitue la capacité du territoire à accueillir des entreprises et à proposer un foncier adapté au développement des activités économiques sur le territoire,
- dans le cadre d'un renforcement de son partenariat avec EUPIC, Montpellier Agglomération a ouvert en 2013 un showroom de 300 m2 dédiés aux vins de l'agglomération dans le 6ème parc commercial chinois. 23 viticulteurs sur les 51 que compte l'agglomération y sont représentés. Cette action a permis aux viticulteurs de générer près de 400 000 € de chiffres d'affaires sur le marché du vin chinois en 2013,
- lancement d'une étude d'opportunité de réalisation d'un nouveau village d'entreprise et de services (VEAS) dans le domaine de l'écoconstruction et réalisation d'une étude d'appui à la définition d'une stratégie locale visant à soutenir l'éco-construction. Montpellier Agglomération a maintenu son soutien au pôle de compétitivité Derbi,
- le 7 octobre 2013, Montpellier Agglomération a inauguré la Cellule Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) Emploi Grands Travaux. Cette cellule multipartenariale, coordonnée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Pôle Emploi et la Région LR, a pour mission d'aider les entreprises à recruter dans le cadre des grands travaux à venir sur le territoire et à faciliter leur réponse aux clauses sociales, le but étant de stimuler l'emploi local et favoriser l'insertion.

5. Environnement :

De nombreuses actions et animations pédagogiques ont été menées au cours de l'année 2013 afin de sensibiliser les habitants aux bienfaits du tri :

- Sensibilisation des élèves,
- Collectes textile,
- Implication des agents de Montpellier Agglomération,
- Collectes solidaires,
- Développement du compostage (35 résidences collectives, 5 structures communales et jardins partagés et 10 établissements scolaires ont été équipés gratuitement de composteurs),
- Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (du 16 au 24 novembre 2013),
- Lutte contre le gaspillage alimentaire,
- Renouvellement du parc de colonnes d'apport volontaire,
- Poursuite du programme de mise en place de conteneurs enterrés,
- Un partenariat avec ACM renouvelé et conforté.

6. Gestion de l'eau :

Le service public de l'eau potable de Jacou, Le Crès et Vendargues est désormais directement assuré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant à 13 le nombre de communes sur lesquelles elle exerce la compétence.

L'année 2013 a vu l'achèvement de deux projets majeurs pour la gestion globale des ressources en eau :

- Le projet de recherche « Gestion multiusages des aquifères karstiques méditerranéens – Le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation »,
- approbation par le Conseil Communautaire le 23 mai 2013 du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable.

La Communauté d'Agglomération a aussi accompagné un certain nombre de travaux :

- travaux d'extension et/ou de renforcement des réseaux (rue de la Plaine à Grabels, rue des Fleurs et Chemin de la Garrigue à Lattes, rue du Pioch de Baïllos à Montferrier sur-Lez),
- travaux d'accompagnement de voirie (secteur du Centre Commercial Saint Charles à Grabels, centre ancien de Montferrier-sur-Lez, phase I de l'avenue du professeur Blayac à Montpellier, rue Barnoyer à Pérols),
- travaux d'accompagnement des chantiers de déplacement de l'A9 et du contournement ferré Nîmes-Montpellier.

7. Sports :

La Communauté d'Agglomération a continué de soutenir les clubs sportifs en attribuant une enveloppe de 12,3 M€ de subventions.

Elle contribue également au projet de l'apprentissage gratuit de la natation par les élèves des écoles du territoire. En 2013, les 31 communes sont concernées, avec 800 classes se sont 19 000 élèves qui ont bénéficié du programme.

Montpellier Agglomération a développé un réseau d'équipements sportifs et de loisirs sur l'ensemble du territoire. Les faits marquants 2013 sont :

- Ouverture de la piscine Les Néréides financée à hauteur de 7,55 M€ par la Communauté d'Agglomération,
- réalisation d'une salle de réception pour le palais des sports René Bournol. En 2013, Montpellier Agglomération a investi 620 000€ pour finir la réalisation de ces locaux de remise en forme,
- 365 000 € ont été consacré à la réalisation de travaux au stade Yves du manoir,
- la Communauté d'Agglomération a réalisé 2,6 M€ de travaux au stade de la Mosson. Ils ont porté sur la réfection de la pelouse, l'installation d'un système anti-effractions, l'achat de matériels, la restructuration de la station de pompage....

8. Culture :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte un soutien actif à la diffusion et la création artistiques de haut niveau d'une part, par l'octroi de subventions aux structures culturelles développant des projets d'intérêt communautaire ; d'autre part, par la mise à disposition de lieux d'excellence tels que Le Corum, l'Opéra Comédie, le Zénith Sud, l'Agora Cité internationale de la danse...

Trois festivals ayant un rayonnement national et international sont subventionnés par Montpellier Agglomération dans les domaines de la danse, de la musique et du cinéma. Il s'agit du festival Montpellier Danse, dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier est le partenaire majoritaire, avec un soutien de 1 619 000 € versé en 2013, du Festival de Radio France et Montpellier Languedoc Roussillon, qui a reçu une subvention de 394 000 €, et du Festival International du Cinéma Méditerranéen, qui a bénéficié de 450 000 €.

La modernisation des médiathèques déjà engagée, dans le but d'améliorer l'accès et l'accueil du public, s'est poursuivie en 2013, avec des travaux importants menés dans trois établissements. L'automatisation des prêts/retours a été mise en œuvre à la médiathèque Garcia Lorca, une boîte de retour des documents a été installée. Le réaménagement complet du hall a également été réalisé, afin de créer des espaces d'accueil personnalisés et plus conviviaux. Le coût de ces travaux s'élève à 10 500 €. Plus de la moitié des bâtiments est maintenant automatisée et dispose de boîtes de retour.

La médiathèque Jean-Jacques Rousseau a également vu ses espaces entièrement reconfigurés, avec de nouveaux aménagements et mobiliers favorisant les usages de lecture, de détente ou de travail sur place. Une extension du secteur Jeunesse et du secteur Adultes a été réalisée, et le département Images et Son a été déplacé. 80 000 € ont été consacrés à ces nouveaux aménagements.

Enfin, la réfection des sanitaires situés au rez-de-chaussée de la médiathèque Émile Zola a été effectuée, pour un montant de 100 000 €.

9. Solidarité :

En 2013, 1473 habitants de la Communauté d'Agglomération sont abonnés à la téléalarme, qui permet de maintenir les personnes à domicile en toute sécurité. 278 nouvelles installations ont été réalisées cette année.

D'importants travaux ont été réalisés aux services funéraires en 2013 :

- réhabilitation du four n°2 : rebriquage complet a été réalisé pour un montant de 46 285 €.
- Réhabilitation des façades du complexe funéraire. Il a été procédé au remplacement des menuiseries en aluminium et des volets roulants pour un montant total de 32 933 €. Le ravalement et l'isolation des façades du complexe funéraire, travaux effectués en 2013, ont été menés à bien pour un montant de 56 823 €.
- Enfin, des travaux de peinture au niveau du plafond et de la mezzanine ont concerné la salle de cérémonies et la salle de projection vidéo pour un montant total de 19 780 €.

10. Démocratie de Proximité :

On comptait 262 214 détenteurs de la carte Pass'Agglo au 31 décembre 2013 avec la création de 15 082 nouvelles cartes.

Les Maisons de l'Agglomération réalisent de nombreuses opérations concernant les transports assurés par la Tam au sein de l'Agglomération : la vente de titres de transport, le rechargement des cartes, la prolongation ou le changement d'abonnement, la mise à disposition de dossiers de subvention scolaire Hérault Transport, la location de Vélomagg', l'accueil et l'information des usagers concernant les lignes du réseau, les horaires et les tarifs en vigueur. Le montant global des ventes s'élève à 1 248 694 € en 2013.

Les chiffres clés de l'exercice 2013 :

- 2 217 demandes d'usagers ont été traitées par les Maisons de l'Agglomération : elles portaient principalement sur la détérioration des bacs de tri ou l'absence de collecte. 6 597 rendez-vous ont été pris par les Maisons d'Agglomération pour la collecte des encombrants et 4 670 appels reçus pour des renseignements, soit un total de 11 267 appels au sujet de la collecte. Cette activité connaît une hausse de 1,5 % par rapport à l'année 2012,
- 24 animations ont été organisées dans les murs des maisons de l'Agglomération au cours de l'année,
- 3 cycles de rencontres culturelles ont été organisés en partenariat avec le musée Fabre. Les usagers ont pu découvrir, au plus près de leur domicile, l'exposition d'hiver « L'atelier de l'œuvre » sur le dessin italien en février ; celle d'été « Signac, les couleurs de l'eau » en juin et enfin l'exposition « Le goût de Diderot » en novembre.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport.

Jean-Pierre MOURE : Très rapidement, Monsieur le Maire, chers collègues, il s'agit essentiellement de donner acte, nous ne votons pas, n'est-ce pas ? Je prends note quand même, et c'est important par rapport au sujet que nous avons eu en début de séance sur la métropole et le socle sur lequel s'appuie l'organisation du territoire, et par rapport à des commentaires que j'avais entendus en d'autres temps en d'autres lieux, que ce résultat est très intéressant pour nos citoyens. Sur des compétences très intégrées qui étaient celles de l'Agglomération, que ce soit les compétences obligatoires, facultatives et optionnelles, nous avons des indicateurs de gestion qui sont très positifs. C'est un bon signe, et je ne doute pas que cela a dû servir de moteur intéressant et essentiel dans la mise en place de la future métropole.

Monsieur le Maire : Qui souhaite prendre la parole ? Je mets aux voix. Oui, Monsieur LEVITA ?

Max LEVITA : Monsieur MOURE a tout à fait raison : modulons, comme disaient les mathématiciens, quelques décisions que nous avons été amenés à prendre dans le courant de l'année 2014.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport.

47- Attributions et modifications d'attributions de subventions Exercice 2014 et Exercice 2015

1) Attributions de subventions pour l'exercice 2014 :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- **Dans le cadre de la thématique SANTE :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5577	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	Projet	11 ^{ème} JOURNEE MONTPELLIERAINE DES SOINS PALLIATIFS	5 827 €
TOTAL				5 827 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, fonction 925

- **Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT :**

- **SPORT**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
1320	TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER	Projet	DECOUVERTE DU TAI CHI NATURE ET ABORDER LA RENTREE D'UN PIED SEREIN	1 000 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER	Projet	ACTIVITES DEVELOPPEMENT VOLLEY BALL	1 500 €
5886	FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CEVENNES	Fonctionnement		1 500 €
TOTAL				4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, fonction 924

- **Dans le cadre de la thématique SOCIAL:**

- **SOLIDARITE**

Code	Structure	Nature	Montant
369	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC- ROUSSILLON	Fonctionnement	1 500 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000 €
TOTAL			3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, fonction 925

➤ **COHESION SOCIALE**

Code	Structure	Nature	Montant
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION DE L'HERAULT	Fonctionnement	5 000 €
TOTAL			5 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, fonction 925

• Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE**:

➤ **LOGEMENT**

Code	Structure	Nature	Montant
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	Fonctionnement	1 500 €
TOTAL			1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, fonction 920

• Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
	RESTOS DU COEUR	Projet	CONCERT DES ENFOIRES 2015	50 000 €
TOTAL				50 000 €

Les crédits seront prélevés de la façon suivante :

- 35 000 € sur la ligne 21498, nature 6574, fonction 925
- 15 000 € sur la ligne 21364, nature 6574, fonction 920

Code	Structure	Nature	Montant
	COMITE DE SOUTIEN POUR QUE VIVE LA MARSEILLAISE / LES AMIS DE LA MARSEILLAISE	Fonctionnement	12 000 €
TOTAL			12 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, fonction 920

• Dans le cadre de la thématique **CULTURE** :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
980	FESTIVAL INTERNATIONAL DE RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER	Fonctionnement		60 000 €
TOTAL				60 000 €

Les crédits seront prélevés de la façon suivante :

- 30 000 € sur la ligne 1937, nature 6574, fonction 924
- 30 000 € sur la ligne 1350, nature 6574, fonction 920

• Dans le cadre des **PEDT** :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
344	TERRE NOURRICIERE	Projet	LE JARDIN DES "P" TITS CURIEUX"	2 550 €
6184	EDUQUER CREER DIVERTIR CULTIVER ECDC	Projet	ARCADEMIE	2 000 €

3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	LES PETITS ARCHITECTES	2 300 €
38	RADIO AVIVA 88 FM	Projet	INITIATION AU DEBAT ET REDACTION D'UN MAGAZINE	8 000 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	Projet	HISTOIRES FANTASTIQUES	3 340 €
TOTAL				18 190 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922

2) Annulation d'attributions de subventions :

- La Ville de Montpellier a attribué, lors de la séance du Conseil municipal du 17 février 2014, une subvention de 2 500 € à la structure LA NOUVELLE AVENTURE Code 5802 dans le cadre de la thématique CULTURE. En raison de la nature commerciale de cette structure, il est proposé au Conseil municipal d'annuler l'attribution de cette subvention.
- La Ville de Montpellier a attribué, lors de la séance du Conseil municipal du 17 février 2014, une subvention de 1 000 € à la structure THEATRE DES TREIZE VENTS Code 213 dans le cadre du dispositif CUCS COHESION SOCIALE. En raison de la nature commerciale de cette structure, il est proposé au Conseil municipal d'annuler l'attribution de cette subvention.
- La Ville de Montpellier, dans le cadre de la mise en place des projets d'activités périscolaires, a attribué des subventions au conseil municipal du 24 juillet 2014. Les structures bénéficiaires ne pouvant réaliser le projet dans les conditions initialement prévues, il convient d'annuler les subventions suivantes :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
3473	ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	Projet	LA VOIE DE LA REUSSITE EDUCATIVE	6 000 €
38	RADIO AVIVA 88 FM	Projet	DECOUVERTE DES METIERS DE LA RADIO INITIATION AU DEBAT	3 000 €
TOTAL				9 000 €

3) Attributions de subventions pour l'exercice 2015:

Afin de permettre à nos partenaires d'assurer la continuité de leurs activités et le financement de leurs charges de personnel, il est proposé de leur attribuer une première subvention, correspondant à environ 30% du montant de la subvention estimé pour 2015.

Chapitre	Nature	Code	Structure	Nature	Montant
925	657362	1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	Fonctionnement	3 714 000 €
929	6574	4115	OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER	Fonctionnement	578 250 €
920	6574	2866	COMITE DES ŒUVRES	Fonctionnement	207 800 €

			SOCIALES ET CULTURELLES		
928	65738	3486	GIP DSUA	Fonctionnement	58 807 €
922	657361	3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	51 600 €
929	6574	5456	PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES	Fonctionnement	59 250 €
TOTAL					4 669 707 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus ;
- D'approuver les modifications d'attributions de subventions telles que définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui souhaite des explications auprès de Max LEVITA ? Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci Monsieur le Maire. J'ai une question et une demande. La question : Madame MANDROUX avait pris la décision, au cours du mandat précédent, de réduire en quelque sorte la voilure sur la cérémonie des vœux qui a lieu chaque année au mois de janvier à la Mairie et d'affecter, je crois, de mémoire, mais vous me corrigerez si ce n'est pas exact, 50 000€...

Monsieur le Maire : C'est cela.

Hervé MARTIN : ... Et de les affecter à un certain nombre d'associations caritatives. Je ne l'ai pas vu dans les documents que nous avons là : Serait-ce parce cela sera fait en janvier ou l'idée est-elle abandonnée ?

Monsieur le Maire : Ni l'un ni l'autre, Monsieur MARTIN. Nous allons organiser les vœux. D'ailleurs, vous y êtes invité. C'est le 6 janvier à 18h, sur la place Georges Frêche. Il s'agira d'un vin chaud avec des galettes des rois. C'est tout ce qu'il y aura. Ce sont des veaux... Pas des veaux, mais des vœux. C'est très gaulliste comme lapsus. Ces vœux ressemblent étrangement à ceux que nous avons faits l'an dernier, qui étaient des vœux participatifs où tout le monde avait donné un ou deux euro(s), place Krasucki, dans le quartier Boutonnet, où nous avons fait également un vin chaud. Pour nous rappeler cet instant de bonheur, nous avons réitéré cette opération. Comme elle est à l'adresse de tous les Montpelliérains cette fois-ci, nous la ferons de façon très simple et gratuite pour les Montpelliérains.

Hervé MARTIN : Monsieur le Maire, ma question ne porte pas tellement sur la forme des vœux – je me doute bien que nous n'allons faire quelque chose d'hyper ostentatoire –, mais est de savoir si nous continuons de les affecter comme Madame MANDROUX l'avait décidé à l'époque ou si l'idée est oubliée. Sur la forme des vœux eux-mêmes, je fais confiance au service du protocole et à vos décisions.

Monsieur le Maire : Cela sera évalué dans le budget 2015. Nous verrons cela lors du budget 2015. Mais l'idée est bonne. D'ailleurs, je l'avais votée à l'époque.

Hervé MARTIN : J'ai entendu au fur et à mesure du Conseil municipal, un certain nombre de choses que vous aviez votées à l'époque. Vous le rappeliez aujourd'hui sur l'affectation des salles.

Monsieur le Maire : Il y a des choses que j'ai votées et d'autres que je n'ai pas votées.

Hervé MARTIN : C'est ce que l'on appelle des « approximations successives » en mathématiques, puisque nous parlons mathématiques, il y a un moment.

Monsieur le Maire : Vous savez, Monsieur MARTIN, les chiffres ne trompent pas.

Hervé MARTIN : Tout à fait, c'est pour cela que je parlais des mathématiques et d'approximations successives. J'en viens à ma demande : j'imagine que nous allons voter en bloc l'ensemble des subventions. Or, je ne vais pas vous refaire l'argumentaire, mais il y a une subvention de 59 250€ pour l'Association pour la promotion des flux touristiques et économiques, c'est-à-dire pour les compagnies *low cost*. Je ne vous refais pas le topo là-dessus. Je voudrais savoir si l'on peut avoir un vote séparé ou pas.

Monsieur le Maire : Je veux bien faire un vote séparé parce que je comprends votre position.

Hervé MARTIN : Surtout que dans le même bloc, il y a le CCAS, un certain nombre de choses comme celles-là.

Monsieur le Maire : Je réponds sur les compagnies *low cost*, parce que cela est important. Force est de constater que le groupe politique auquel vous appartenez a voté « pour » au Conseil général.

Hervé MARTIN : Encore une fois, ces histoires politiciennes ne m'intéressent absolument pas.

Monsieur le Maire : Vous auriez dû être avec nous. D'ailleurs, à un moment, cela a été évoqué.

Hervé MARTIN : Absolument pas, je m'inscris en faux.

Monsieur le Maire : Ne dites pas cela. Le jour où nous avons pris sur la place Krasucki un petit café avec Madame MIRAOUI, nous étions trois.

Hervé MARTIN : Sauf que nous n'avons jamais discuté de cela. Monsieur SAUREL, je m'inscris totalement en faux. Sur le fond de la discussion que nous avons eue, cette chose-là n'a jamais été évoquée, très clairement.

Monsieur le Maire : Bon d'accord, nous n'en avons jamais parlé. Il y a prescription.

Hervé MARTIN : Non, il n'y a pas prescription. Nous n'avons jamais évoqué une chose comme celle-là. Je me souviens même vous avoir dit que je m'inscrivais... Il est trop facile de laisser partir des rumeurs !

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN, ce n'était pas déshonorant. Je vais vous expliquer : la cellule communiste de Montpellier, demandez à Max LEVITA, nous a aidés.

Hervé MARTIN : Je sais.

Monsieur le Maire : Donc, ce n'était pas être déshonorant. D'ailleurs, vous faites partie de la seule partie de la Gauche qui nous a aidés un peu à visage ouvert.

Hervé MARTIN : Si je peux vous répondre, maintenant que vous avez lancé cela, je voudrais que l'on soit très clair là-dessus, parce qu'il est un peu facile de lancer des rumeurs, surtout lorsqu'elles sont fausses. La fédération de Montpellier – d'ailleurs, Michel PASSET était avec moi –, la fédération de l'Hérault, excusez-moi, du Parti communiste, avait une position différente de celle de la section de Montpellier. Ensuite, dans la discussion que nous avons eue...

Monsieur le Maire : Il s'agit de la cellule de Montpellier.

Hervé MARTIN : Non, c'est une section, mais peu importe !

Monsieur le Maire : Cela a-t-il changé ?

Hervé MARTIN : Les cellules, c'est par quartier ; la section représente toute la ville. Ensuite, dans la discussion que nous avons eue, ce que vous dites est absolument faux, parce que je me souviens très bien avoir dit que je me fixais comme cadre les discussions de parti à parti. Souvenez-vous, je vous avais dit cela.

Monsieur le Maire : C'est vrai, Monsieur MARTIN. Là-dessus, vous avez raison.

Hervé MARTIN : Donc je veux rétablir cette vérité.

Monsieur le Maire : Je la rétablis. Seulement, qui est-ce qui représente le Parti communiste ? Est-ce la fédération de l'Hérault ou la ville de Montpellier, puisque vous n'aviez pas la même position ?

Hervé MARTIN : Ce n'est pas un *scoop* de savoir que j'ai été suspendu par la section de Montpellier.

Monsieur le Maire : Je ne savais pas, je n'étais pas au courant. Franchement, nous vous aurions accepté avec joie.

Hervé MARTIN : C'est très gentil. En attendant pour le vote de l'affaire qui nous concerne, acceptez-vous que l'on vote séparément ou pas ? Il y a dans la même subvention, le CCAS, l'Office de tourisme, le Comité des œuvres sociales et culturelles, *etc.* Il y a des choses pour lesquelles je tiens à voter et d'autres non.

Monsieur le Maire : Monsieur LEVITA, expliquez-nous cela, parce que c'est trop compliqué. Nous avons bien entendu ce que vous dites Monsieur MARTIN, mais un jour au Conseil municipal, Max si tu es d'accord, il faudra expliquer la folle nuit que nous avons passée entre les deux tours au siège du Front de Gauche, parce que tout le monde va se régaler. Cela a duré jusqu'à 4 heures du matin quand même. Nous étions trois : Max LEVITA, mon épouse et moi. Alors, je donne la parole à Max, puis à Monsieur LARUE.

Max LEVITA : Dans ce dossier 47, un certain nombre de subventions sont accordées au titre de l'année 2014 et le troisième paragraphe concerne un certain nombre d'associations qui risquent d'être ennuyées du fait du vote avec retard dont j'ai expliqué la raison. C'est la raison pour laquelle pour le CCAS, il est prévu le quart de ce qui était prévu l'année dernière. Il en est de même pour la Caisse des écoles ou l'Office du tourisme. Voilà la raison technique pour laquelle nous votons [dans le cadre de l'affaire] 47 : pour ne pas mettre en difficulté ces associations.

Monsieur le Maire : Monsieur LARUE.

Alex LARUE : J'ai une demande de précision sur la subvention attribuée au Comité de soutien *Pour que vive La Marseillaise*. Je n'ai rien contre *la Marseillaise*, je le précise tout de suite ; je les soutiendrai même à titre personnel pour tout vous dire, puisque je suis pour le pluralisme de la presse. Mais je ne comprends pas que nous donnions 12 000€ à un comité de soutien. J'aimerais bien savoir ce qu'ils vont en faire.

Monsieur le Maire : Il s'agit de l'association.

Alex LARUE : Non, mais le comité de soutien à *la Marseillaise*. *La Marseillaise* est en cessation de paiement. Elle est en procédure collective, donc elle aurait peut-être besoin de cet argent, mais il s'agit d'un autre débat.

Monsieur le Maire : Il s'agit de l'association de soutien.

Alex LARUE : Oui, mais que vont-ils faire avec ces 12 000€ ?

Monsieur le Maire : Ils vont financer le journal.

Alex LARUE : Je ne pense pas que... Je trouve cela assez surprenant et je serais plutôt d'avis que l'on verse ces 12 000€ soit aux *Restos du Coeur*, soit...

Monsieur le Maire : Il s'agit d'une souscription.

Alex LARUE : Monsieur le Maire, il est quand même question de 12 000€.

Monsieur le Maire : Monsieur LARUE, il faut militer pour le pluralisme de la presse.

Alex LARUE : Je vais donner de ma propre poche, donc je vous rejoins là-dessus.

[Un élu dans la salle : Donnez à *l'Agglo* alors !]

Monsieur le Maire : Attendez, nous soutenons toute la presse libre. Chaque fois qu'un journal [est en difficulté], nous le soutenons. Cela aide au pluralisme de la presse qui est l'un des garants de notre liberté.

Alex LARUE : Nous pourrions acheter des publicités ou des choses comme celles-là.

Monsieur le Maire : Nous avons demandé à *la Marseillaise* quelle était la méthode pour pouvoir lui venir en aide. Nous avons suivi ce qu'ils nous ont dit.

Monsieur MARTIN, si nous ne dissociions pas les votes, vous serez obligé de voter contre *La Marseillaise*, à cause du *low cost*. C'est une situation rocambolesque.

Hervé MARTIN : Je ne comprends pas pourquoi techniquement – nous l'avons déjà fait –, nous pourrions pas le faire.

Monsieur le Maire : Nous allons les faire voter un par un.

Hervé MARTIN : Non, nous allons perdre un temps fou. Un vote séparé uniquement pour la promotion des flux touristiques.

Monsieur le Maire : Un par un. Franchement, je préfère un par un. C'est plus démocratique. Vous connaissez Madame BOUALLAGA, le proverbe ! D'autres peuvent voter autrement. La démocratie, c'est la démocratie ! Ne commençons pas à faire des entorses au fonctionnement normal d'un Conseil municipal ! Alors, je commence.

- CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER :

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

- TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER :

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité

- VOLLEY LOISIR MONTPELLIER :

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

- FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CEVENNES :

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

- INSTITUT DE VICTIMOLOGIE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON :

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

- ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER :

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

- RESEAU ACCUEIL INSERTION DE L'HERAULT :

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

- HABITAT ET HUMANISME HERAULT :

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

- RESTOS DU CŒUR :

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité

- COMITE DE SOUTIEN POUR QUE VIVE LA MARSEILLAISE / LES AMIS DE LA MARSEILLAISE :

Pour : 52

Contre : 8

Abstentions :

Adopté à la majorité

- FESTIVAL INTERNATIONAL DE RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER :

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité

- TERRE NOURICIERE :

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

- MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON :

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

- RADIO AVIVA 88 FM (Initiation au débat et rédaction d'un magazine) :

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

- PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS :
Pour : 57
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité
- ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION :
Pour : 60
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité
- RADIO AVIVA 88 FM (Découverte des métiers de la radio, initiation au débat) :
Pour : 60
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité
- CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE :
Pour : 57
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité
- OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER :
Pour : 57
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité
- COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES :
Pour : 57
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité
- GIP DSUA :
Pour : 57
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité
- CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER :
Pour : 57
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité
- PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES :
Pour : 56
Contre : 4
Abstentions :
Adopté à la majorité
- EDUQUER CREER DIVERTIR CULTIVER ECDC :
Pour : 57
Contre :
Abstentions : 3

48- Tarifs 2015 pour la Ville de Montpellier

Cette délibération contient par principe l'ensemble des tarifs montpelliérains qui seront applicables au 1^{er} janvier 2015.

Les ressources liées à ces différents tarifs représentent annuellement environ 20 M€ de recettes de fonctionnement.

Les orientations d'évolution pour 2015 sont les suivantes :

- 1) Pas d'augmentation sur la restauration scolaire et la jeunesse
- 2) Autres services à la population : augmentation plafonnée au montant de l'inflation
- 3) Location et occupation du domaine public : évolution et ajustement ponctuels

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- ✓ Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public),
- ✓ Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun.
Les éléments ci-après détaillent le cadre juridique et la typologie des tarifs municipaux qui sont intégralement listés dans cette délibération.

Les tarifs sont en effet fixés selon différentes modalités :

- certains sont imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- d'autres sont déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- d'autres encore ont des modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- ou encore ils sont indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- parfois ils sont calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- enfin, certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

Les tarifs peuvent être en outre classés selon la typologie suivante :

- **Taxe :** le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.
- **Redevance :** deux redevances sont distinguées :

- la **redevance pour service rendu** est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).
Peuvent être considérées comme tels les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.
- la **redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public** s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés en 3 catégories :

1 – Les tarifs relatifs aux services à la population

2 – Les redevances d'occupation du domaine public

3 – Les refacturations

1 – Les tarifs relatifs aux services à la population

Les services de la Ville de Montpellier s'organisent autour de 150 métiers qui permettent d'offrir aux montpelliérains un service public professionnel, proche et réactif.

1-1 : Les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) :

Près de 4 000 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles libérales installées à Montpellier. Au total, près de 25 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

➤ Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux d'effort varie selon la composition de la famille. La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux lorsqu'un enfant, en situation de handicap est à la charge de la famille. Dans ce cas, le taux d'effort applicable est celui auquel la famille pourrait prétendre si elle avait un enfant supplémentaire.

Tarif horaire = Taux horaire x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

➤ Taux applicables pour 2015

Le barème national pour 2015 sera publié en début d'année prochaine. Il sera appliqué dès sa publication.

		A titre indicatif	
	Taux horaire	Tarif plancher 2014	Tarif plafond 2014
ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)			
1 enfant	0,06%	0,38 €	2,89 €
2 enfants	0,05%	0,31 €	2,41 €
3 enfants	0,04%	0,25 €	1,92 €
4 à 7 enfants	0,03%	0,19 €	1,44 €
8 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,96 €
ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)			
1 enfant	0,05%	0,31 €	2,41 €
2 enfants	0,04%	0,25 €	1,92 €
3 à 5 enfants	0,03%	0,19 €	1,44 €
6 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,96 €
TARIFICATIONS SPECIFIQUES			
Famille non affiliée au régime CAF ou SNCF	Tarifs majorés de 50 %		
Famille non domiciliée à Montpellier	Tarifs majorés de 10 %		

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.10 € ($0.05\% \times 2\,200\text{€}$).

Par ailleurs, il est précisé que la Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans les cas suivants :

- La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif immédiatement inférieur.
- Un enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance. La tarification à appliquer correspond au
montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.
- Un enfant accueilli dans le cadre de la convention « action de soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil général de l'Hérault peut bénéficier, d'autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité, à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

1-2 : La restauration scolaire :

La Cuisine Centrale Municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre près de 10 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.

➤ **Modalités de détermination des tarifs**

Le tarif général pour la restauration scolaire est de 3.38 € pour un enfant en maternelle et 3.69 € pour un enfant en élémentaire.

Une tarification sociale est proposée aux familles, domiciliées à Montpellier, disposant de faibles revenus. Les tarifs sont alors calculés sur la base de certaines ressources et charges des familles ainsi que le nombre de parts du foyer.

A- Etablissement du revenu net mensuel (ressources – charges) :

Pour le parent responsable et son conjoint, les ressources et charges prises en compte sont les suivantes :

- Ressources : Salaire, ASSEDIC, IJ - Pensions - Retraite /AAH, RSA (socle - majorité – activité), pension alimentaire reçue, allocation soutien familiale, allocations familiales, complément familial, allocation jeune enfant, allocation parentale d'éducation, autres revenus, allocation logement /APL
- Charges : Loyer (hors charges) ou remboursement habitation principale (limité à 125€ par part), forfait téléphone (limité à 13€), pension alimentaire versée.

B- Etablissement du nombre de parts :

On compte une part par individu présent dans le foyer. Les enfants doivent être à charge effective, allocataire CAF et avoir moins de 20 ans. Par exemple, un couple avec un enfant totalise $1+1+1 = 3$ parts. Dans le cas d'une famille monoparentale, la situation est différente selon que l'enfant est en garde exclusive ou en garde alternée. Dans le cas de la garde exclusive, la Ville majore le nombre de parts de 1, soit $1+1+1 = 3$ parts également. La garde alternée dans ce même exemple totalise 2 parts.

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2015

Tarif Général 2015	Ecole Maternelle	Ecole Elémentaire
Hors montpelliérains & hors tarification sociale	3,38 €	3,69 €

Quotient familial 2015	Ecole Maternelle	Ecole Elémentaire
Q 1: de 0 € à 167 €	1,76 €	1,76 €
Q 2: de 168 € à 191 €	2,44 €	2,44 €
Q 3: de 192 € à 260 €	2,83 €	2,83 €
Q 4: de 261 € à 290 €	2,89 €	3,13 €
Q 5: de 291 € à 335 €	3,13 €	3,47 €
Q 6: de 336 € à 458 €	3,21 €	3,55 €
Q 7: 459 € et plus	3,38 €	3,69 €

Autres tarifs	Tarifs 2015
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)	1,76 €
PAI * prise en charge panier repas	1,76 €
Repas – Associations	6,34 €
Repas – ALSH	5,07 €
Repas – Stagiaire	3,69 €
Repas – Enseignant (tarif de base)	6,60 €
Repas – Enseignant (tarif subventionné)	Tarif de base - subvention
Remplacement carte MIDI	8,00 €

* *Projet d'Accueil Individualisé pour les enfants allergiques ou sous prescriptions médicales.*

La tarification sociale s'appliquera aux repas commandés par les ALSH auprès de la Cuisine Centrale dès lors que ces ALSH répercuteront ladite tarification sur les repas fournis aux enfants.

Considérant le prix de revient d'un repas, l'application d'un tel tarif constitue une subvention en nature accordée auxdits ALSH. Cette subvention en nature devra être inscrite dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

Une telle subvention présente un intérêt local dès lors que l'ALSH associatif, répercutant cette baisse de tarif sur le prix du repas facturé à l'enfant, participe ainsi aux engagements de la Ville en termes d'accès élargi et plus juste aux centres de loisirs.

Montant de la valorisation en référence à la tarification unique de 5,07 euros :

Quotient familial 2015	Ecole Maternelle	Montant de la valorisation	Ecole Elémentaire	Montant de la valorisation
Q 1: de 0 € à 167 €	1,76 €	3,31 €	1,76 €	3,31 €
Q 2: de 168 € à 191 €	2,44 €	2,63 €	2,44 €	2,63 €
Q 3: de 192 € à 260 €	2,83 €	2,24 €	2,83 €	2,24 €
Q 4: de 261 € à 290 €	2,89 €	2,18 €	3,13 €	1,94 €
Q 5: de 291 € à 335 €	3,13 €	1,94 €	3,47 €	1,60 €
Q 6: de 336 € à 458 €	3,21 €	1,86 €	3,55 €	1,52 €
Q 7: 459 € et plus	3,38 €	1,69 €	3,69 €	1,38 €

Ce dispositif fait l'objet d'un avenant à la convention d'utilisation de locaux scolaires pour les accueils de loisirs sans hébergement gérés par des associations.

1-3 : Les Accueils de Loisirs Associés à l'Ecole (ALAE) :

Les Accueils de Loisirs comprennent notamment les garderies du matin et du soir.

➤ Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs sont calculés selon les mêmes modalités que pour la restauration scolaire.

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2015

Quotient familial	ACCUEIL MATIN COMPLET (7h45-8h45)	ACCUEIL SOIR (17h30-18h30)
Q 1: de 0 € à 167 €	0.34 €	0.34 €
Q 2: de 168 € à 191 €	0.40 €	0.40 €
Q 3: de 192 € à 260 €	0.52 €	0.52 €
Q 4: de 261 € à 290 €	0.58 €	0.58 €
Q 5: de 291 € à 335 €	0.58 €	0.58 €
Q 6: de 336 € à 458 €	0.60 €	0.60 €
Q 7: 459 € et plus	0.62 €	0.62 €
Pénalités de retard	/	8.00 €

1-4 : Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) :

Les Accueils de Loisirs de Montpellier sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 33 centres sont répartis sur la Commune représentant 1 200 places par jour.

➤ Modalités de détermination des tarifs

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu net mensuel de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

Tarif journée (sans repas) = Revenu mensuel* x taux d'effort correspondant

* revenu net fiscal de référence indiqué sur le dernier avis d'imposition reçu des membres du foyer

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2015

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0.575%	7.30 €	16.00 €
2 enfants	0.525%	6.80 €	14.50 €
3 enfants et plus	0.475%	6.10 €	13.80 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Famille hors Montpellier	Tarif majoré de 3€		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		
Plusieurs enfants inscrits	-50 % à partir du 2 ^{ème} enfant inscrit : cette réduction s'applique sur le tarif calculé pour le 2 ^{ème} enfant et les suivants. Elle ne s'applique pas pour le 1 ^{er} enfant de la famille. Cette réduction ne s'applique pas pour les familles bénéficiant des bons CAF		

1-5 : Les prestations destinées à la jeunesse :

➤ La carte été jeunes

La Ville propose aux jeunes montpelliérains de 12 à 29 ans des prestations à des tarifs préférentiels. La Carte Eté Jeunes contient une cinquantaine de coupons donnant accès gratuitement à une trentaine d'activités culturelles et sportives différentes à pratiquer dans la Ville de juin à septembre (valeur totale des activités : 350 €).

Toute attribution à titre gratuit devra donner lieu à une délibération fixant les critères d'attribution.

➤ Les ateliers « découverte »

Des ateliers « découverte » ou des animations, sont proposés aux montpelliérains de 12 à 29 ans, pendant les petites vacances de février, avril et octobre.

Les Photocopies et impression de CV

Le montant peu élevé du prix de ces prestations permet à la Ville de Montpellier d'accompagner au mieux les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi, de logement et d'informations diverses.

➤ Exposition & vide-studio annuel

Accueil et exposition gratuite des créations des jeunes artistes montpelliérains non professionnels. Participation gratuite au « vide-studio » pour les jeunes de moins de 30 ans ainsi que pour les associations dédiées à la jeunesse: journée d'échanges et de ventes d'objets personnels, réservé aux non professionnels.

➤ Tableau récapitulatif des tarifs 2015

Carte été jeune	25,00 €
Ateliers « découverte »	20,00 €
Photocopie A4 / Impression CV ou lettre de motivation	0,10 €
Photocopie A3	0,20 €
Mur d'exposition	Gratuit
Vide studio	Gratuit

1-6 : Les activités sportives :

La carte Montpellier Sports permet d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville dans le cadre du programme permanent. Par ailleurs, elle offre un accès à l'ensemble des activités proposées par le programme spécial vacances : plus de 50 disciplines gratuites ou à tarif préférentiel, encadrées par l'équipe d'éducateurs municipaux et les associations sportives montpelliéraines partenaires.

	Tarifs 2015
Carte Montpellier Sports	5,00 €

1-7 : Les activités socio-culturelles des Maisons Pour Tous :

Chaque semaine, les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent aux montpelliérains de tous âges environ 600 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

➤ Les cartes d'abonnement

Outre l'accès à de nombreuses activités, cette carte d'abonnement permet de bénéficier à titre gracieux de certaines animations, d'un accès gratuit Internet 2 heures par semaine dans le cadre du Projet EPI, également de tarifs préférentiels à des manifestations et soirées familiales et de tarifs réduits aux théâtres Gérard Philipe et Jean Vilar.

Cartes d'abonnement : Tarifs pour l'année scolaire 2014/2015	Tarifs 2015
Adulte Montpelliérain	7,00 €
Enfant Montpelliérain (moins de 16 ans)	3,50 €
Adulte (hors Montpellier)	10,00 €
Enfant (moins de 16 ans – hors Montpellier)	5,00 €

➤ Les cotisations annuelles pour les activités

Activités collectives : Tarifs pour l'année scolaire 2014/2015	Tarifs 2015
Tarification pour 30 séances de 1h/semaine	135,00 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40,00 €
Tarification étudiant pour 30 séances de 1h/semaine	65,00 €
Tarification étudiant par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	20,00 €
Réduction comité d'entreprises (COSC ...)	20%
Réduction pour : -les étudiants -les bénéficiaires des allocations insertion, solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, parent isolé, revenu minimum d'insertion,	50%

-les adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle)	
-les personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum	
Réduction pour les familles nombreuses :	
-pour les enfants de familles de 3 enfants	30%
-pour les enfants de familles de 4 enfants	40%
-pour les enfants de familles de 5 enfants	50%
Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des cours restant à faire jusqu'à la fin de la session.	

Cours particuliers : Tarifs pour l'année scolaire 2014/2015	Tarifs 2015
Tarification solfège seul – éveil musical – solfège spécial batteur (30 séances d'1 heure)	135,00 €
Tarification cours particulier à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500,00 €
Tarification cours à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	440,00 €
Tarification cours à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	320,00 €
Tarification initiation à internet (cours dispensé par animateurs MPT)	5,00 €

Soirées et animations organisées en MPT : Tarifs pour l'année scolaire 2014/2015	Tarifs 2015
Tarification abonné animation diverses – catégorie A	1,00 €
Tarification abonné animation diverses – catégorie B	3,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie C	4,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie D	7,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie E	10,00 €
Tarification abonné soirée spectacle repas – catégorie F	15,00 €
Tarification non abonné animation diverses – catégorie A	2,00 €
Tarification non abonné animation diverses – catégorie B	5,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie C	6,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie D	9,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie E	12,00 €
Tarification non abonné soirée spectacle repas – catégorie F	17,00 €

*Les tarifs sont fixés en fonction d'un classement (catégories A à F) déterminé par le prix et le lieu de la prestation.
Pour les inscriptions en cours d'année, une dégressivité sera appliquée aux adhérents sur la base de 10 mois d'activités.

Stages : Tarifs pour l'année scolaire 2014/2015	Tarifs 2015
Tarification abonné stages – catégorie H	10,00 €
Tarification abonné stages – catégorie I	20,00 €
Tarification abonné stages – catégorie J	31,00 €
Tarification abonné stages – catégorie K	41,00 €

*Les tarifs sont fixés en fonction d'un classement (catégories H à K) déterminé par le coût du stage.

1-8 : La Serre Amazonienne :

La Serre Amazonienne de la Ville de Montpellier est une réalisation unique en France. Recréant toutes les caractéristiques et spécificités de la forêt amazonienne, elle permet aux visiteurs de découvrir plus de 500 animaux et 3 500 végétaux. Elle a pour but de sensibiliser le public aux beautés et aux particularités de l'écosystème amazonien et à la nécessité de sa préservation.

Le Pass Agglo permet d'obtenir une réduction sur les tarifs individuels.

Tarifs 2015	Sans Pass Agglo	Avec Pass Agglo
Entrée Adulte	6,50 €	5,50 €
Carnets de 10 entrées	40,00 €	40,00 €
Tarif réduit (enfants de 6 à 18 ans, étudiants, familles nombreuses, demandeurs d'emploi, sénior + de 60 ans)	3,00 €	2,50 €
Entrée gratuite pour : -les enfants de moins de 6 ans -les bénéficiaires de minima sociaux -les groupes scolaires (maternels & primaires) et ALSH de Montpellier	Gratuit	Gratuit
Tarif groupes :		
-comités d'entreprises et associations (>10 personnes)	3,00 €	3,00 €
-groupes scolaires (collèges & lycées) et étudiants	3,00 €	3,00 €
-groupes scolaires (maternels & primaires) et ALSH hors Montpellier	2,00 €	2,00 €
Visite nocturne et guidée	10,00 €	10,00 €
Location d'audio-guide	1,00 €	1,00 €
Plan du zoo	0,50 €	0,50 €

1-9 : Le parcours muséographique :

Que l'on soit habitant ou non de la Ville de Montpellier, il est toujours enrichissant de découvrir les richesses d'une culture, d'un patrimoine. Le parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permet l'accès :

- au musée du Vieux Montpellier
- à la pharmacie et chapelle de la Miséricorde

Entrée parcours muséographique	Tarifs 2015
Tarif individuel	3,00 €
Tarif réduit pour :	
-les groupes (à partir de 10 personnes)	2,00 €
-les familles nombreuses sur présentation de la carte	2,00 €
-les détenteurs d'un billet de la visite du centre historique avec l'office du tourisme ou sur présentation du billet d'entrée de l'un des musées partenaires de l'Agglomération de Montpellier	1,50 €
Entrée gratuite pour :	
-les moins de 26 ans et les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, les groupes scolaires, les ALSH et leurs accompagnants, les détenteurs de la City Card et de la Carte Pass Pro Tourisme délivrées par l'Office du Tourisme, les titulaires d'une carte d'invalidité et leurs accompagnants, les détenteurs de la Carte Été Jeunes -à l'occasion de la Nuit Européenne des Musées -lors des Journées du Patrimoine -le 1er dimanche de chaque mois	Gratuit

1-10 : Le théâtre Jean Vilar :

Le Théâtre Jean Vilar, situé au 155 rue de Bologne à Montpellier, permet à chaque montpellierain de bénéficier tout au long de l'année d'une programmation audacieuse et de qualité.

Théâtre Jean Vilar	Théâtre	Concert
Tarif individuel	15,00 €	15,00 €
Tarif réduit pour les étudiants, comités d'entreprises (selon convention), plus de 60 ans, demandeurs d'emploi, bénéficiaires de minima sociaux, groupes (à partir de 10 personnes)	11,00 €	11,00 €
Tarif réduit pour les moins de 16 ans, groupes scolaires (lycées) et intermittents du spectacle	5,00 €	5,00 €
Tarif réduit pour les groupes scolaires (écoles & collèges)	3,50 €	3,50 €
Cartes d'abonnement pour 4 spectacles :		
Vilar Pass : carte nominative réservée aux moins de 16 ans	15,00 €	15,00 €
Carte nominative plein tarif (11.50€ / spectacle supplémentaire)	46,00 €	46,00 €
Carte nominative tarif réduit (9€ / spectacle supplémentaire)	36,00 €	36,00 €
Pass culture (convention avec le CROUS)	9,50 €	9,50 €
Stage théâtre – Nouvelle tarification par jour de stage et par participant (durée générale d'un stage : 5 jours, soit 50 €)	10,00 €	

1-11 : Le cinéma Nestor Burma :

Entrée cinéma Nestor Burma	Tarifs 2015
Tarif individuel (+ de 14 ans)	6,00 €
Tarif réduit pour tous avant 17h00, les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	5,00 €
Tarif individuel Pass Culture (convention CROUS)	4,50 €
Tarif individuel Ecran des enfants	3,00 €
Tarif moins de 14 ans – Nouveau tarif	4,00 €
Carte 10 places (non nominative et valable 1 an)	45,00 €
Tarif comité d'entreprises ou de groupe (minimum 10 personnes) – prix par personne	4,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe Ecran des enfants (écoles et centres de loisirs) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif spécial (évènement conventionné ou séance à la carte – enseignant, centre de loisirs... IME) (nouveau tarif)	3,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Supplément 3D	1,00 €
Remplacement de lunettes endommagées	45,00 €
Vente d'affiche 40x60cm	2,00 €
Vente d'affiche 120x160cm	5,00 €

2 – Les redevances d'occupation du domaine public

Avec plus de mille lieux et évènements dédiés à la culture, 246 salles et terrains de sport, 146 parcs et squares, Montpellier offre à ses habitants, à travers la richesse de son patrimoine, une Ville dans laquelle il fait bon vivre.

La redevance d'occupation du domaine public correspond quant à elle à la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques). L'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de

telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc. La redevance est également un outil permettant d'organiser harmonieusement l'occupation de notre patrimoine municipal.

2-1 : Les salles municipales et le matériel:



Les salles municipales

Salles	Unité	TARIFS 2015		
		PLEIN TARIF	DEMI TARIF*	FORFAIT DE BASE**
Salle d'exposition (RDC Hôtel de Ville - par quinzaine)	U	3 150,00 €	1 575,00 €	30,00 €
Salle des Rencontres avec l'office (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour	3 200,00 €	1 600,00 €	50,00 €
Salle des Rencontres (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour	2 700,00 €	1 350,00 €	50,00 €
Mairie annexe de Grammont	/ jour	2 000,00 €	1 000,00 €	50,00 €
Salle du Conseil Municipal (niv 2) hors prestation de régie technique obligatoire IEC	/ jour	2 150,00 €	1 075,00 €	50,00 €
Salle Pierre Mendes France (Hôtel de Ville - niv 2)	/ jour	300,00 €	150,00 €	30,00 €
Salle Jules Pagezy (ancien hôtel de ville)	/ jour	1 600,00 €	800,00 €	50,00 €
Centre Rabelais (bd Sarrail - salle de projection)	/ jour	1 300,00 €	650,00 €	50,00 €
Centre Rabelais (vacation projection)	/ jour	255,00 €	127,50 €	25,50 €
Salle Pétrarque (Place Pétrarque)	/ jour	600,00 €	300,00 €	30,00 €
Salle Jacques 1er d'Aragon (Richter - espace place de la révolution)	/ jour	440,00 €	220,00 €	30,00 €
Salle Belvédère (toit du Corum)	/ jour	310,00 €	155,00 €	30,00 €
Salle Guillaume de Nogaret (espace Pitot)	/ jour	310,00 €	155,00 €	30,00 €
Maison des Relations Internationales (salle de réception)	/ jour	900,00 €	450,00 €	50,00 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	310,00 €	155,00 €	30,00 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	100,00 €	50,00 €	15,00 €

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires).

Cautionnement	Unité			
Caution pour tout espace loué	U	1 530,00 €	1 530,00 €	1 530,00 €

**Demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.*

***Forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.*

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel.

Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Le matériel

TARIFS 2015		
Matériels	Unité	PLEIN TARIF
Chaise	u/jour	0,31 €
Table (1.50m ou 2m)	u/jour	4,18 €
Grille-caddie	u/jour	5,80 €
Podium	m²/jour	7,80 €
Barrière	u/jour	7,80 €
Place de tribune	u/jour	0,80 €
Coffret électrique	u/jour	168,00 €
Pose et dépose de drapeaux, banderoles, tentures de rue	u/jour	15,60 €
cautionnement		
Cautionnement petit matériel	/ U	360,00 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement	/ U	1330,00 €

Ce tarif sera appliqué aux particuliers et aux sociétés à caractère commercial.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel.

Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

Les salles des Maisons Pour Tous et Centre de Ressources Darwin

La Ville de Montpellier met également des salles à disposition des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements pour des activités régulières ou ponctuelles.

Ces mises à dispositions se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions. **Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.**

Salles pour activités hebdomadaires – Maisons Pour Tous	Tarifs 2015
Tarification pour 1 h et 10 personnes	110,00 €
Tarification pour 1 h et 20 personnes	165,00 €
Tarification pour 1 h et 30 personnes	220,00 €
Tarification pour 1 h et + de 30 personnes	270,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 10 personnes	140,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 20 personnes	190,00 €
Tarification pour 1 h 30 et 30 personnes	245,00 €
Tarification pour 1 h 30 et + de 30 personnes	300,00 €
Tarification pour 2 h et 10 personnes	165,00 €
Tarification pour 2 h et 20 personnes	220,00 €
Tarification pour 2 h et 30 personnes	270,00 €
Tarification pour 2 h et + de 30 personnes	320,00 €
Tarification pour ½ journée et 10 personnes	245,00 €
Tarification pour ½ journée et 20 personnes	300,00 €
Tarification pour ½ journée et 30 personnes	350,00 €
Tarification pour ½ journée et + de 30 personnes	430,00 €
Tarification pour 1 journée et + de 30 personnes	455,00 €
Tarification par heure supplémentaire pour plus de 11h et + de 30 personnes	40,00 €

Salles pour activités ponctuelles – Maisons Pour Tous et Centre de Ressources Darwin	Tarifs 2015
1/2 journée salle de - 60 personnes	55,00 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	110,00 €
Journée salle de - 20 personnes	55,00 €
Journée salle de 20 à 60 personnes	110,00 €
Journée salle de + 60 personnes	220,00 €
Week-end réunions et assemblées	110,00 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes	110,00 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes	220,00 €
Caution location	150,00 €

Théâtre Gérard Philippe	Tarifs 2015
Tarification pour matinée	35,00 €
Tarification pour après-midi	60,00 €
Tarification pour journée répétition	85,00 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115,00 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90,00 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150,00 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450,00 €

Salle polyvalente Albert Camus (associations logées à la maison des rapatriés)	Tarifs 2015
1/2 journée salle de - 60 personnes	30,00 €

1/2 journée salle de + 60 personnes	50,00 €
Journée salle de - 60 personnes	50,00 €
Journée salle de + 60 personnes	105,00 €
Week-end réunions et assemblées	50,00 €
Week-end stages d'activités des associations	50,00 €
Caution	150,00 €

Studio d'enregistrement	Tarifs 2015
Journée location	110,00 €
Heure location	15,00 €

Lieux culturels :

Théâtre Jean Vilar	Tarifs 2015
Journée par représentation	1000, 00€
Caution	760,00€

Redevance d'occupation du Carré Sainte Anne	Tarifs 2015
Mise à disposition du lieu (par journée d'ouverture au public)	515,00€

La mise à disposition de salles à l'Espace Montpellier Jeunesse (EMJ – 6 rue Maguelone)

La ville de Montpellier met des salles de l'EMJ à disposition des associations partenaires du service jeunesse et des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans porteurs de projet. Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Espace Montpellier Jeunesse	Tarifs 2015
Pour les associations partenaires du service jeunesse (valorisation de l'aide en nature de 110€)	Gratuit
Pour les jeunes montpelliérains de 16 à 29 ans	Gratuit

2 – 2 : La mise à disposition des locaux scolaires (cf délibération du 7 novembre 2011)

Locaux scolaires	Tarifs 2015
Tarif par heure et par salle	5,00 €
Mise à disposition gratuite pour les associations relevant du domaine sportif ou culturel dont les activités sont reconnues d'intérêt général par la Ville	Gratuit

2 – 3 : La location des installations sportives

Les installations sportives font partie du domaine public de la Commune, leur utilisation donne lieu à paiement d'une redevance.

Tarifs appliqués aux écoles, collèges, lycées, universités	Unité	Tarifs 2015
Location gymnase	heure	13,40 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	6,20 €
Location de terrain	heure	10,30 €
Location de mur d'escalade	heure	9,40 €
Location de skate parc	heure	9,30 €
Location de court de tennis	heure	6,20 €

Autres usagers	Unité	Tarifs 2015
Location gymnase	heure	49,50 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	7,60 €
Location d'installation athlétisme	heure	49,50 €
Location de mur d'escalade	heure	43,80 €
Location de terrain	heure	38,40 €
Location de court de tennis	heure	43,80 €
Location de skate parc	heure	43,80 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1 journée (salle de + de 60 personnes)	1 journée	113,20 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1/2 journée (salle de – de 60 personnes)	½ journée	56,60 €

2 – 4 : La location des jardins familiaux

La Ville dispose de 158 parcelles de jardins familiaux répartis sur 3 sites : Malbosc, les Grands grès et Rieucoulon.

Location des jardins familiaux – <u>Tarifs applicables à compter du 1 août 2015</u>	Unité	Tarifs 2015
Location de jardin familial	m²/an	1,01 €
Parcelle standard de 120m² environ	€/an	121,20 €
Caution jardin familial (à la signature du bail)	€/an	121,20 €

2 – 5 : L'occupation du domaine public routier

De nombreux chantiers altèrent l'homogénéité des chaussées et trottoirs. D'une part, ces chantiers compromettent la durée de vie du patrimoine de voirie communale et grèvent les budgets d'entretien de la Ville. D'autre part, ces chantiers perturbent régulièrement l'exploitation des routes et dégradent les conditions de circulation pour les usagers.

La Ville a donc décidé depuis 2005 d'appliquer une redevance d'usage du domaine public routier communal (R.U.D.P.R.) afin de limiter l'usage de la voirie pour les chantiers des tiers à la fois dans l'espace et dans le temps.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Transports de l'Agglomération Montpelliéraine sont exonérés de cette redevance. En effet, l'agglomération œuvre dans l'intérêt du domaine public communal (réalisation du tramway, requalifications de voirie, jalonnement directionnel, assainissement...) et sur la base de compétences initialement communales et devenues communautaires dans le cadre de l'intercommunalité.

Redevance d'usage du domaine public routier	Unité	Tarifs 2015
Occupation de la chaussée (par unité de voie de circulation) et/ou des trottoirs et dépendances.	m²/j	0,56 €

2 – 6 : Taxes et redevances d'occupation du domaine public (Cf. plan de zonage joint en annexe)

I – TAXES	Unité	Tarifs 2015
Taxe locale sur la publicité extérieure		
Enseigne < à 7m²	m²/an	0, 00 €
Enseigne > à 7 m² et ≤ à 20 m²	m²/an	30, 00 €

Enseigne > à 20 m² et ≤ à 50 m²	m²/an	60, 00 €
Enseigne > à 50 m²	m²/an	120, 00 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes		
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m²/an	30,00 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m²/an	60,00 €
II – MARCHES - MARCHES AUX PUCES - BROCANTES	Unité	Tarifs 2015
Exonérations : cas spécifiquement prévus		
Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville		
Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels		
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m²/ avec véhicule / séance de marché	u/jour	20,00 €
Non professionnels redevance emplacement 10 m²/ sans véhicule / séance de marché	u/jour	10,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m² / avec véhicule	u/trim	285, 00 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m²)/ avec véhicules	u/trim	390, 00 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires redevance emplacement 90m² / 1 camion	u/trim	760, 00 €
Marché aux Plants		
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m²/trimestre	14,00 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m²/trimestre	10,00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	35,00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	25,00 €
Promenade du Peyrou		
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre)	u/séance de marché	25,00 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	u/séance de marché	50,00 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m²	u/trim	500, 00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre)	u/séance	50,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou / CNS 100m²	u/seance	100,00 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	Trimestre	175, 50 €
Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)		
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m²/trimestre	4,95 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m²/trimestre	7,40 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m²/ ½ jour	1,35 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m²/jour	2,00 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche et jour férié	m²/ ½ jour	1,85 €

Emplacement journalier à la journée le dimanche et jour férié	m²/jour	2,75 €
Carte commerçant – 1 ^{ère} attribution – Nouveau tarif		0, 00 €
Carte commerçant – Renouvellement / perte – Nouveau tarif		8, 00 €
Bouquinistes 18m²	u/jour	15, 00 €
Octave des Morts : emplacement pour durée du marché (8 jours)	m²/durée	33, 00 €
III – HALLES	Unité	Tarifs 2015
Halle des Quatre Saisons		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	7,60 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	39,80 €
Halles Laissac		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	7,25 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	35,70 €
Halles Jacques Cœur		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	15,20 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	73,45 €
Halles Castellane		
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	20,20 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	55,10 €
Redevance occupation d'une cave non aménagée	u/trimestre	81,60 €
Redevance occupation d'une cave aménagée	u/trimestre	165,25 €
Droits d'entrée halles couvertes		
Surface étal inférieure à 10m²	U	3 000,00 €
Surface étal de 10 à 14m²	U	3 500,00 €
Surface étal de 15 à 19m²	U	3 800,00 €
Surface étal de 20 à 24m²	U	4 200,00 €
Surface étal de 25m² et +	U	4 800,00 €
IV – AUTRES REDEVANCES	Unité	Tarifs 2015
Droits de stationnement Taxis		
Droit de stationnement pour 1 véhicule taxi	u/trimestre	115,00 €
Modulauto - service d'autopartage de véhicules		
Emplacement de stationnement	u/an	160, 00 €
Occupation commerciale du domaine public		
Diverses occupations commerciales - Espaces libres divers	m²/jour	2, 10 €
Diverses occupations commerciales – Espace Grammont	m²/jour	1, 50 €
Espace libre Place de la Comédie	m²/jour	6, 60 €
Espace libre Place Georges Frêche	m²/jour	1, 50 €
Espace libre Esplanade Charles de Gaulle	m²/jour	5, 60 €
Attractions/Manège/Patinoire sur le domaine public	m²/jour	0, 15 €
Cirque forfait pour capacité inférieure ou égale à 300 personnes – Nouveau tarif	u/jour	150, 00 €
Cirque forfait pour capacité entre 301 et 700 personnes – Nouveau tarif	u/jour	300, 00 €
Cirque forfait pour capacité entre 701 et 1500 personnes –	u/jour	450, 00 €

Nouveau tarif		
Cirque forfait pour capacité supérieure à 1500 personnes – Nouveau tarif	u/jour	600, 00 €
Cirque jour de montage/démontage (en début ou fin de période si pas de spectacle) – Nouveau tarif	u/jour	0, 00 €
Estivales - Esplanade de la Comédie		
Pour les commerçants en artisanat & produits régionaux, producteurs, produits alimentaires conditionnés	m²/jour	7,00 €
Bouquiniste 18m²	u/jour	25,00 €
Viticulteurs - Forfait incluant la mise à disposition de comptoirs et espace bar	m²/jour	16,60 €
Vente de produits alimentaires, restauration, vin, tapas	m²/jour	16,60 €
Autres manifestations publiques		
Grand Bazar / Antiquaires / Emplacement 18 m²	u/jour	30,00 €
Grand Bazar / Autres marchés thématiques / Emplacement 12 m²	u/jour	50,00 €
Marché thématique événementiel 12 m² environ	u/jour	50,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m²	u/semaine	950,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / tentes 3x3 (9m²)	u/semaine	500,00 €
V – DROITS DE TERRASSE	Unité	Tarifs 2015
Cas spécifiques prévus		
- Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies des Z.A.C. qui viennent d'être ouvertes à la circulation et d'exonérer les commerçants de redevance pendant la durée de travaux publics qui gêneront l'installation des terrasses - Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air		
Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle)		
Zone 1	m²/an	97,00 €
Zone 2	m²/an	60,00 €
Zone 3	m²/an	43,00 €
Zone 4	m²/an	37,00 €
Terrasse classe B (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement tels que paravents, jardinières, écrans, patelage...)		
Zone 1	m²/an	153,00 €
Zone 2	m²/an	122,00 €
Zone 3	m²/an	107,00 €
Zone 4	m²/an	77,00 €
Terrasse classe C (terrasse délimitée perpendiculairement aux façades par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipée des éléments de confort proches d'une installation en dur)		
Zone 1	m²/an	320, 00 €
Zone 2	m²/an	250, 00 €
Zone 3	m²/an	200, 00 €
Zone 4	m²/an	170, 00 €
Stands de vente & kiosques		
Commerces non sédentaires (CNS) vente boissons, sandwiches, frites, glaces pendant matchs de football ou de rugby (hors	m²/jour	21, 00 €

matches de saison)		
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matches) (emplacement 20 m² environ)	u/an	3 990, 00 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwichs, frites, glaces pendant manifestations sportives ou culturelles, fête du 14 juillet	m²/jour	32, 00 €
T-shirts, gadgets, vêtements et autres produits non alimentaires	m²/jour	34, 00 €
Stand pendant concerts	m²/jour	105, 00 €
Kiosque de vente immobilière	m²/mois	105, 00 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza – tout site	u/mois	315, 00 €
Chapiteaux/tentes pour spectacles, expositions, cérémonies		
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration	m²/jour	10, 50 €
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public		
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	ml/an	128,00 €
Vitrine mobile	m²/an	94,00 €
Présentoir (type petite table), porte-cartes, mannequin, porte-menus hors terrasse	u/an	53,00 €
Conservateur à glace, crêpière, rôtissoire	u/an	410,00 €
Banc de fruits de mer	u/an	512,00 €
Surplomb du domaine public		
Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u/an	150,00 €
VI – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC	Unité	Tarifs 2015
Ces tarifs sont multipliés par 3 en cas d'occupation du domaine public sans autorisation et lorsque les prescriptions édictées lors de l'autorisation d'occupation du domaine public ne sont pas respectées.		
Exonérations : cas spécifiquement prévus pour les Occupation du Domaine Public (dépôt de matériaux + bennes de récupération + échafaudages et matériels de chantier		
Les occupations du domaine public à des fins d'utilité publique ou à la demande d'autres collectivités (Communauté d'Agglomération, Conseil général, Conseil régional,...) ne sont pas soumises à redevance.		
Frais de dossier		
Frais de dossier pour toute permission de stationnement sur la voie publique (hors associations)	U	12, 50 €
Frais de dossier pour toute permission de stationnement sur la voie publique (associations)	U	0,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile	u/an	37,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto	u/an	50, 00 €
Vide greniers – Nouveau tarif		0, 00 €
Occupation temporaire du domaine public / Rampe d'accès pour personnes à mobilité réduite		
Rampe d'accès pour personnes à mobilité réduite – Nouveau tarif	m²/an	37,00 €
Occupation temporaire du domaine public / Dépôt de matériaux		
Dépôts de matériaux : sable, palette etc...	m²/sem	15, 80 €
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / sem	15, 80 €
Occupation temporaire du domaine public / Bennes de récupération de matériaux		
l'unité de 6m² de sol occupé la 1ère semaine	u/sem	28, 80 €

l'unité de 6m ² de sol occupé les semaines suivantes	u/sem	58, 00 €
Occupation temporaire du domaine public / Echafaudages et matériels de chantier		
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, grues, treuils, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux de réfection: m ² de sol occupé ou projeté au sol. Poulies, écoperches, cordes à nœud, goulottes d'évacuation: l'unité de 2m ² forfaitaires.		
Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m ² /semaine	4, 70 €
Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m ² /semaine	15, 80 €
Echafaudages et matériels de chantiers Forfait pour 3 mois renouvelable	m ² /3 mois	67, 00 €
Echafaudages et matériels de chantiers ravalement de façades: occupation du sol rallongés par ABF au- delà de 6 semaines	m ² /semaine	4, 70 €
Concessions d'occupation du domaine public (nouveaux tarifs)		
Concession de tous ordres	u/an	7% du CA
Pénalités et Frais de gestion et de contrôle		
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	infraction	250, 00 €
Constitution des dossiers, étude d'implantation d'occupation du domaine public	dossier monté	12, 50 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	U	10% de majoration du montant initial

*Pour les terrasses « hivernales » un paiement au trimestre ou au mois sera possible (application des tantièmes).
A noter qu'il ne sera pas appliqué de redevance d'occupation du domaine public pour les « vide grenier ».*

2 – 7 : Les droits de voirie relatifs au stationnement

Droits de voirie et d'occupation du domaine public	Tarifs 2015
Caution en cas de perte ou non restitution de la Carte Pass	12,00 €
Tarif pour le remplacement de la commande d'ouverture des bornes (bip)	153,00 €

Stationnement en surface

Gratuité de stationnement avec la carte oxygène 30 minutes par jour toutes zones confondues.

Stationnement payant zone courte durée "Jaune" limitée à 2 heures	Tarifs 2015
Tarif normal 15 mn – Nouveau tarif	0,50 €
Tarif normal 30 mn	1,00 €
Tarif normal 45 mn	1,50 €
Tarif normal 1h	2,00 €
Tarif normal 1h15	2,50 €
Tarif normal 1h30	3,00 €
Tarif normal 1h45	3,50 €
Tarif normal 2h	4,00 €
Tarif résident 4h	0,60 €
Tarif résident 5h	0,70 €
Tarif résident 1 jour	1,00 €

Tarif résidant 6 jours	4,00 €
Tarif résidant 15 jours	7,50 €
Tarif résidant mensuel – Nouveau tarif	15,00 €
Tarif résident disposant d'un abonnement de transport collectif TAM – Tarif mensuel	7,50 €
Carte mensuelle de stationnement résident (carte à gratter)	15,00 €
Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 5 heures	Tarifs 2015
Tarif normal 20 mn	0,50 €
Tarif normal 32 mn	0,70 €
Tarif normal 45 mn	1,00 €
Tarif normal 1h	1,30 €
Tarif normal 2h	2,60 €
Tarif normal 3h	3,10 €
Tarif normal 4h	3,60 €
Tarif normal 5h	4,00 €
Tarif résidant 4h	0,60 €
Tarif résidant 5h	0,70 €
Tarif résidant 1 jour	1,00 €
Tarif résidant 6 jours	4,00 €
Tarif résidant 15 jours	7,50 €
Tarif résidant mensuel – Nouveau tarif	15,00 €
Tarif résident disposant d'un abonnement de transport collectif TAM – Tarif mensuel	7,50 €
Carte mensuelle de stationnement résident (carte à gratter)	15,00 €
Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 heures	Tarifs 2015
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 1h30	1,00 €
Tarif normal 2h	1,20 €
Tarif normal 3h	1,40 €
Tarif normal 4h	1,50 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,70 €
Tarif normal 7h	1,80 €
Tarif normal 8h	1,90 €
Tarif normal 9h	2,00 €

Parking stade "La Mosson"	Unité	Tarifs 2015
Entrée Parking stade "La Mosson"	1	2,00 €

Parcmètre Individuel Embarqué (PIE)

Bénéficiaires	Prestation	Tarifs 2015
---------------	------------	-------------

Les personnes à mobilité réduite (détenteur de la carte d'invalidité)	Acquisition d'un parcmètre individuel embarqué	20,00 €
Les professionnels de santé effectuant des visites à domicile (infirmières libérales, médecins généralistes, masseurs-kinésithérapeutes)	Abonnement annuel	25,00 €
	Acquisition d'un parcmètre individuel embarqué	20,00 €
	40 minutes de stationnement gratuit	Gratuit
Les artisans exerçant dans les domaines suivants (carrelage, charpente, couverture, dépannage électroménager, ébéniste, électricité, entreprise générale du bâtiment, étanchéité, façadier, forage, isolation, maçonnerie, marbrerie, menuiseries, miroiterie, paysagiste, peintre, pisciniste, plâtrier, plaquiste, plombier, revêtement de sols, serrurier, staffeur, storiste, tailleur de pierre, travaux de finition, travaux publics, vitrier, coiffeur, traiteur, esthéticienne, fleuriste)	Abonnement annuel	25,00 €
	Acquisition d'un parcmètre individuel embarqué (paiement à la minute)	20,00 €

Parking de l'Hôtel de Ville

Tarifs des tranches	Tarifs 2015 HT	Tarifs 2015 (TVA 20%)
00h30	0,83 €	1,00 €
01h00	1,58 €	1,90 €
01h30	2,33 €	2,80 €
02h00	2,92 €	3,50 €
02h30	3,58 €	4,30 €
03h00	4,25 €	5,10 €
03h30	4,92 €	5,90 €
04h00	5,58 €	6,70 €
05h00	6,08 €	7,30 €
06h00	6,58 €	7,90 €
07h00	7,08 €	8,50 €
08h00	7,50 €	9,00 €
09h00	7,92 €	9,50 €
10h00	8,33 €	10,00 €
11h00	8,75 €	10,50 €
12h00	9,33 €	11,20 €
12h00 à 24h00	10,83 €	13,00 €
24h à 48h	5,00 €	6,00 €
Tranche de 24h supplémentaire	5,00 €	6,00 €

L'heure de nuit de 19h00 à 7h00	0,50 €	0,60 €
Abonnements mensuels	Tarifs 2015 HT	Tarifs 2015 (TVA 20%)
Permanent résident	50,00 €	60,00 €
Nuit résident + dimanche + Jour Férié (18h/8h30)	33,33 €	40,00 €
Jour travail (6h/20h)	66,67 €	80,00 €
Permanent travail (24h/24h)	83,33 €	100,00 €
Petit rouleur (10 entrées et sorties / mois)	33,33 €	40,00 €
Tarifs et abonnements 2 roues motorisés		Tarifs 2015
1/2 tarif par rapport aux voitures		
Gratuités liées à certaines catégories d'usagers ou évènements particuliers		Tarifs 2015
Mariage : accès pour les mariés et leurs invités (durée ½ journée maximum)		GRATUIT
Les services de la police nationale, de la préfecture, du SDIS, de la DDTM pour réunion dans l'hôtel de Ville sur présentation d'un justificatif du service accueillant		GRATUIT
Les présidents et secrétaires de bureau de vote : 1 véhicule par personne le jour de l'élection		GRATUIT
Les agents municipaux travaillant sur des sites extérieurs sur justificatif établi par le service des moyens généraux de la Ville		GRATUIT
1 véhicule TAM ou entreprise prestataire pour les interventions sur le local technique situé dans le parking.		GRATUIT
Tarifs spéciaux liés à certains évènements particuliers	Tarifs 2015 HT	Tarifs 2015 TTC (TVA 20%)
Festival International des Sports Extrêmes (FISE) - Tarif plafonné à 4€/jour/véhicule le week-end du festival	3,33€/jour/véhicule le week-end	4€/jour/véhicule le week-end
Abonnement	Tarifs 2015 HT	Tarifs 2015 TTC (TVA 20%)
Forfait flotte véhicules de service Ville de Montpellier	29 900 €/ an / flotte Ville	35 880 €/ an / flotte Ville

Parking Bassin Jacques Cœur :

Tarifs des tranches	Tarifs 2015 HT	Tarifs 2015 (TVA 20%)
00h30	0,58 €	0,70 €
01h00	1,08 €	1,30 €
01h30	1,67 €	2,00 €
02h00	2,17 €	2,60 €
03h00	2,58 €	3,10 €
04h00	3,00 €	3,60 €
05h00	3,33 €	4,00 €
L'heure supplémentaire	0,42 €	0,50 €
L'heure de 12h00 à 14h00	0,83 €	1,00 €
Forfait entre 19h00 et 7h00	1,67 €	2,00 €
Forfait 24h	10,42 €	12,50 €

2 – 8 : Les redevances relatives aux réseaux et télécommunications

Réseau Pégase	Unité	Tarifs 2015	A titre indicatif, tarifs appliqués en 2014
Mise à disposition d'une paire de fibre optique du réseau Pégase	paire/ml/an	Tarif de 2,4 € actualisé selon la formule: $P = P_0 \times ICC \text{ (janvier de l'année considérée)}/1666$ P : prix actualisé P0 : prix initial	2,44 €

Tarifs liés au Nœud de raccordement optique Euréka et sa zone d'influence	Unité	Tarifs 2015= tarifs valeurs 2008 + révision	A titre indicatif, tarifs appliqués en 2014
$P = P_0 \times TP01/T0P01$ dans laquelle P est le prix actualisé, P0 le prix de référence (valeurs 2008), TP01 est la dernière valeur considérée de l'indice « prix du génie civil index général tous travaux » 693.4 et T0P01 est la valeur du même indice du mois d'octobre 2008 soit 627.90			
Frais d'accès au service du Nœud de raccordement optique baie (HT)	an	1 000 € + révision	1104,32
Prise optique (HT)	mois	75 € + révision	84,28
Frais de mise en service d'une prise optique (HT)	U	100 € + révision	112,37

3 – Les refacturations

Certains tarifs ne correspondent pas à un service public mais seulement à une refacturation de prestations pour le compte de tiers. Le prix payé par le bénéficiaire correspond alors au coût réel pour la Ville (coûts directs et indirects du service).

3 – 1 : Refacturation des prestations de reprographie et de petites fournitures

La Ville de Montpellier est amené à effectuer diverses prestations de reprographie des actes, de photocopies et duplications de documents administratifs et de plans officiels de la Ville. Elle publie également un certain nombre de documents tels que des inventaires, bulletins historiques de la Ville. Elle veille au respect des droits de reproduction => à noter que le montant des frais de copie d'un document administratif est défini par l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2001.

Reprographie des actes	Tarifs 2015
Photocopie A3 Couleur	1,35 €
Photocopie A3 Noir & Blanc	1,25 €
Photocopie A4 (microforme)	0,30 €
Photocopie A4 Couleur	0,30 €
Photocopie A4 Noir & Blanc	0,18 €
Fourniture d'articles de papeterie	Tarifs 2015
Chemise élastique	0,50 €
Chemise à sangle	1,00 €
Chemise carton	0,10 €
Transparent	0,10 €
Reliure	9,10 €
CD-Rom	1,50 €
Fourniture de listes électorales	Tarifs 2015
Liste électorale sur support papier – prix par page A4 N&B	0,18 €
Liste électorale sur CD-Rom – prix par CD-Rom	2,75 €
Photocopies, photographies et droits de reproduction	Tarifs 2015

Droits de reproduction	25,00 €
Travaux photographiques < A3 (par photo)	3,00 €
Travaux photographiques ≥ A3 et < A1 (par photo)	5,00 €
Reproduction de plan de permis de construire	3,00 €
Fourniture de CD gravé	2,00 €
Fourniture de DVD gravé	4,00 €
Gravure numérique	1,00 €
Frais de port pour envoi CD ou DVD	2,50 €
Publications	Tarifs 2015
Inventaire	24,50 €
Inventaire numérique (DVD)	5,00 €
Bulletin historique de la Ville	8,30 €
Anciens numéros du Bulletin historique de la Ville	4,00 €
Frais de communication par correspondance (frais d'envoi, de recherche et de reprographie)	1,50 €
Carte postale	0,50 €
Catalogue d'exposition - Refacturation du prix fixé par l'éditeur	Prix éditeur
Plans officiels de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) sans droit de reproduction. L'unité de tarification est la Ville entière	Tarifs 2015
Grand plan couleur avec quartiers échelle 1/7500 (1,52m x 1,30m)	80,00 €
Plan et répertoire reliés format A4 (environ 100 pages) échelle 1/6500	9,50 €
Grand plan couleur avec quartiers échelle 1/10000 (1,15m x 1,15 m)	53,00 €
Plan et répertoire reliés format A5 (environ 100 pages) échelle 1/13000	5,00 €
Plans officiels de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) avec droit de reproduction et usage non commercial. L'unité de tarification est le quartier.	Tarifs 2015
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf)	73,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) échelle 1/5000	36,50 €
Plan officiel de la Ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) avec droit de reproduction et usage commercial. L'unité de tarification est la Ville entière.	Tarifs 2015
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf) pour diffusion numérique	5 117,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) pour diffusion numérique	2 558,00 €
Données graphiques vectorielles (format e00, dxf, pdf) pour diffusion papier	2 558,00 €
Livraison sur papier ou image numérique (format jpeg, tiff) pour diffusion papier	1 280,00 €
Cartes et plans historiques de la Ville et de ses environs sans droit de reproduction, sur papier glacé. L'unité de tarification est la carte entière.	Tarifs 2015
Carte d'état-major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) monochrome échelle 1/50000 (1,30m x 1,45m)	70,00 €
Documents anciens, format selon document	60,00 €
Carte couleur de Montpellier et de ses environs en 1986 par A. KRUGER échelle 1/20000 (0,90m x 0,60m)	50,00 €
Plan monochrome de Montpellier et de ses environs en 1986 par A. KRUGER échelle 1/5000 (0,90m x 0,90m)	50,00 €
Plan monochrome de Montpellier en 1911 par A. KRUGER échelle 1/5000 (0,90m x 0,90m)	50,00 €
Carte d'état-major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) monochrome échelle 1/80000 (0,80m x 0,90m)	50,00 €
Vues aériennes sans droit de reproduction (tirages sur papier glacé)	Tarifs 2015

Ortho-image couleur de la Ville entière échelle 1/7500 (1,50m x 1,30m)	140,00 €
Ortho-image couleur de la Ville entière échelle 1/10000 (1,15m x1, 15m)	94,00 €
Ortho-image couleur (extraits) format A0 (1,20m x 0,84m)	70,50 €
Ortho-image couleur (extraits) format quelconque (de 0,50m² à 2,25m²)	70,50 €
Photo aérienne ancienne en niveaux de gris (extraits) format quelconque (de 0,50m² à 2,25m²)	70,50 €
Ortho-image couleur (extraits) format A1 (0,60m x 0,84m)	35,00 €
Demandes particulières	Tarifs 2015
Tarification sur devis pour conception, développement ou mise en forme (fichiers divers, travaux spéciaux...)	Uniquement sur devis spécifique
Livre projet Urbain Montpellier 2040 (1 exemplaire) – Nouveau tarif	25,00 €

3 – 2 : Refacturation des prestations d'entretien des espaces verts

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarifs 2015
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	231,50 €
Poterie petit modèle: vandalisme, accident, vol	U	656,50 €
Poterie grand modèle: vandalisme, accident, vol	U	926,70 €
Bacs en bois / autres types de jardinières: vandalisme, accident, vol	U	579,20 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques (au prix du marché à la date du sinistre)	U	Sur devis
Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarifs 2015
Forfait général: déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	113,20 €
Surface de pelouse < 10m²: travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m²	1,40 €
Surface de pelouse < 10m²: apport de terre complémentaire (0,10m³x120)	m²	2,20 €
Surface de pelouse < 10m²: griffage, réglage, ensemencement, roulage	m²	2,20 €
Surface de pelouse < 10m²: 1er arrosage	m²	0,70 €
Surface de pelouse > 10m² (au prix du marché à la date du sinistre)	m²	Sur devis
Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarifs 2015
Surface d'arbustes < 10m²: dessouchage et travail du sol	m²	24,80 €
Surface d'arbustes < 10m²: apport de terre	m²	18,20 €
Surface d'arbustes < 10m²: remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m²	17,90 €
Surface d'arbustes < 10m²: 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m²	7,10 €
Surface d'arbustes > 10m² (au prix du marché à la date du sinistre)	m²	Sur devis
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%

Cf. en annexe le barème pour les dommages causés aux arbres

3 – 3 : Refacturation des prestations de nettoyage

Application de l'arrêté municipal du 6 février 2004: règlement de la collecte des déchets, du nettoyage et de la propreté de la Ville. Lutte contre les dépôts sauvages.		
	Unité	Tarifs 2015
Collecte d'office des déchets déposés sans respect des conditions imposées par l'arrêté	U	125, 00 €
Présence sur la voie publique de conteneurs en dehors des heures de collecte	U	55, 00 €
Absence d'entretien des surfaces allouées aux bénéficiaires d'occupation de l'espace public, Pollution du domaine public par les commerces distribuant des produits dans des emballages, Nettoyement d'office.	U	155, 00 €
Nettoyement du domaine public souillé par les engins aux abords de chantiers	U	580, 00 €
Lutte contre l'affichage sauvage: application de l'art. L.581-29 du Code de l'environnement	Unité	Tarifs 2015
Frais d'enlèvement		800, 00 €

3 – 4 : Refacturation des travaux de voirie pour le compte des tiers

Les services techniques municipaux réalisent des travaux sur la voirie et le réseau pluvial faisant suite à des demandes exprimées par des tiers.

Les marchés de ces travaux sur la voirie et le réseau pluvial sont des marchés à bons de commandes. Il est fait application, dans le cadre de la refacturation, des bordereaux de prix unitaires y compris de l'actualisation de ces prix tels que le prévoit chacun des Cahiers des Clauses Administratives Particulières de ces marchés.

Le tarif appliqué est une majoration appliquée au montant total des travaux réalisés pour le compte des tiers riverains correspondant au coût de mobilisation des agents voirie pour assurer la surveillance et la maîtrise d'œuvre d'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette tarification relative aux interventions des services techniques pour travaux de voirie, il est appliqué aux tiers une majoration de 8%, correspondant au coût de mobilisation des agents techniques sur ces chantiers pour assurer la surveillance et la maîtrise d'œuvre d'exécution des dits travaux.

	Tarif 2015
Majoration appliquée au montant total des travaux réalisés pour le compte des tiers riverains correspondant au coût de mobilisation des agents	8%

3 – 5 : Refacturation des travaux de raccordement au réseau pluvial pour le compte des tiers

Les services techniques municipaux réalisent des travaux de raccordement au réseau pluvial faisant suite à des demandes exprimées par des tiers. Ces travaux, ne relevant de l'intérêt général, sont mis à la charge de ces tiers, pétitionnaires, et non de la collectivité. Pour autant, il appartient bien à la collectivité d'assurer cette mission notamment en matière de raccordement aux réseaux à la suite d'une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou déclaration de travaux).

Cette tarification s'applique également aux travaux de réparation du réseau pluvial que les services techniques de la Ville réalisent régulièrement, faisant suite à des sinistres. Ces travaux sont mis à la charge des tiers responsables lorsqu'ils sont identifiés via leur assureur.

Dans le cadre de cette tarification relative aux interventions des services techniques pour travaux de raccordement au réseau pluvial, il est appliqué aux tiers une majoration de 8%, correspondant au coût de mobilisation des agents techniques sur ces chantiers pour assurer la surveillance et la maîtrise d'œuvre d'exécution des dits travaux.

	Tarif 2015
Majoration appliquée au montant total des travaux réalisés pour le compte des tiers riverains correspondant au coût de mobilisation des agents	8%

3 – 6 : Refacturation de matériel et prestations de travaux divers

La Ville peut être amenée à refacturer des prestations et matériels divers, sur la base d'un devis de location ou sur la base d'un bordereau de prix unitaire (BPU) pour un marché public.

Prestations	Tarifs 2015
Mise à disposition de matériel loué	Facturation au tantième du devis de location
Cloutage des terrasses	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion
Refacturation des interventions d'office en matière d'occupation du domaine public	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion

3 – 7 : Refacturation des services exceptionnels pour le compte des tiers (coût par agent mobilisé)

Prestations	Unité	Tarifs 2015
Tarif de jour de 7h00 à 21h00	H/agent	18,00 €
Tarif de nuit de 21h00 à 7h00, dimanche et jours fériés (+ 100 % du tarif horaire de jour) – Nouveau tarif	H/agent	36,00
Tarif de jour de 7h00 à 21h00, dimanche et jours fériés (+ 66 % du tarif horaire de jour) – Nouveau tarif	H/agent	30,00
Tarif par heure et par véhicule	H / véhicule	7,00 €
Capture d'un animal avec fourgon aménagé pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Unité	
Forfait intervention jour de 7h à 21h Semaine du lundi au samedi – Nouveau tarif	U	112,00 €
Forfait intervention de jour le dimanche et jours fériés De 7h00 à 21h00 (+ 66 % du tarif jour de base en semaine) – Nouveau tarif	U	185,00 €
Forfait intervention de nuit, semaine, les dimanches et jours fériés De 21h à 7h00 (+ 100 % du tarif jour de base en semaine) – Nouveau tarif	U	224,00 €
Capture d'un animal avec fourgon et remorque de transport pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Unité	
Forfait intervention jour de 7h à 21h Semaine du lundi au samedi – Nouveau tarif	U	140,00 €
Forfait intervention de jour le dimanche et jours fériés De 7h00 à 21h00 (+ 66 % du tarif jour de base en semaine) – Nouveau tarif	U	232,00 €
Forfait intervention de nuit semaine, le dimanche et jours fériés De 21h à 7h00 (+ 100 % du tarif jour de base en semaine) – Nouveau tarif	U	280,00 €

La Ville peut être amenée à refacturer les soins vétérinaires ou d'évaluations comportementale consécutifs au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt ainsi que le séjour d'animaux en lieux de dépôt sur la base des marchés publics en cours.

Dans le cadre de cette refacturation aux tiers ou propriétaires des animaux, il est appliqué une majoration de 5 % pour frais de gestion.

Majoration appliquée lors de la refacturation auprès d'un tiers des soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutifs au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt	5%
Majoration appliquée lors de la refacturation auprès d'un tiers des frais de séjour d'animaux en lieux de dépôt	5%

3 – 8 : Refacturation des concessions funéraires & redevances

Le service Administration des Cimetières est en charge de la gestion des 5 cimetières de la Ville (St Lazare, son extension et son annexe, St Etienne et Celleneuve), de la gestion des concessions et des défunts. A ce titre, il gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs ou anciens qui sont construits sur les terrains. Il émet et encaisse en régie les taxes et redevances correspondant aux droits liés aux inhumations, aux dispersions des cendres au Jardin du Souvenir et aux exhumations. Les vacations de Police sont encaissées par la Police Nationale.

Achat et renouvellement des concessions	Tarifs 2015
Concession 5 ans (renouvellement exclusivement)	167,00 €
Concession 10 ans (renouvellement exclusivement)	334,00 €
Concession 15 ans	517,00 €
Concession 30 ans de 2 m ² - Nouveau tarif	1041,00 €
Concession 30 ans de 4 m ² pour bâti – Nouveau tarif	2082,00 €
Concession 50 ans de 2 m ² - Nouveau tarif	1767,00 €
Concession 50 ans de 4 m ² pour bâti – Nouveau tarif	3534,00 €
m ² supplémentaire à la concession de base de 50 ans pour bâti	883,00 €
Concession Perpétuité (4 m ²)	5123,00 €
m ² supplémentaire à la concession de base perpétuelle	1281,00 €
Columbarium 2 / 3 places (30 ans)	789,00 €
Columbarium 4 / 6 places (30 ans)	1580,00 €
Columbarium 6 / 8 places (50 ans)	2180,00 €
Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains	Tarifs 2015
Caveau bâti neuf 2 places (HT)	1598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places (HT)	3198,16 €
Equipement existant HT sur terrain repris par la Ville (forfait)	1301,67 €
Taxes, redevances et vacations de police	Tarifs 2015
Taxes pour inhumation, dispersion, exhumation et dépôt en caveau d'attente	71,00 €
Caveau d'attente - séjour / jour	10,00 €
Vacations de police	20,00 €

3 – 9 : Refacturation de caisses de transport d'animaux

Modèle : Vari Kennel	Unité	Tarifs 2015
Très petite	U	30,00 €
Petite	U	50,00 €

Moyenne	U	75,00 €
Grande	U	100,00 €
Très grande	U	200,00 €
Modèle : Caisse en bois simple	Unité	Tarifs 2015
Très petite	U	150,00 €
Petite	U	250,00 €
Moyenne	U	350,00 €
Grande	U	400,00 €
Très grande	U	500,00 €
Modèle : Caisse en bois simple avec cerclage métal	Unité	Tarifs 2015
Très petite	U	200,00 €
Petite	U	300,00 €
Moyenne	U	400,00 €
Grande	U	500,00 €
Très grande	U	600,00 €
Modèle : Caisse en bois renforcée avec métal et tôle	Unité	Tarifs 2015
Très petite	U	400,00 €
Petite	U	750,00 €
Moyenne	U	1 000,00 €
Grande	U	1 500,00 €
Très grande	U	2 000,00 €

Les tarifs des caisses de transport d'animaux sont pour des produits neufs. Une remise de 10, 25 ou 50% pourra être appliquée pour les caisses usagées en fonction de leur usure.

3 – 10 : Plan de Déplacement des Entreprises

Location VAE et parkings	Unité	Tarifs 2015
Location d'un vélo à assistance électrique (VAE)	Par mois	16,20 €
Parking le plus proche du lieu de travail	Par mois	16,20 €
Parking 2 roues motorisées le plus proche du lieu de travail	Par mois	7,87 €
Parking P4 de l'ancien Hôtel de Ville	Par mois	16,20 €
Parking Hôtel de Ville	Par mois	16,20 €
Parking 2 roues motorisées Hôtel de Ville	Par mois	8,10 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter les tarifs qui lui sont proposés dans la présente délibération ;
- de préciser qu'ils seront applicables au 1er janvier 2015 (sauf mention contraire) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Max LEVITA : Très rapidement, mes chers collègues, plus de 1 500 tarifs sont à l'intérieur de cette délibération que nous faisons voter. Pour y mettre juste un tout petit peu de précision, je voudrais vous indiquer ce que nous rapportent ces tarifs. Le premier poste concerne tout ce qui a trait au stationnement, qui nous rapporte de l'ordre de 4,5M€. Oui, oui, Monsieur KRZYZANSKI, 4,5M€ et je suis ravi de vous avoir infligé un PV. Je suis très content quand on me dit... Cela fait 4,5M€. Nous ne nous les augmentons pas ; nous mettons même, conformément à la loi, la tarification au quart d'heure – ceux qui utilisent nos parcmètres vont y gagner. Deuxième point : les restaurants scolaires, avec un tout petit peu plus de 3,5M€. Je voudrais signaler à l'Assemblée que nous n'y touchons pas depuis 2008, ce qui montre un effort certain de la ville dans ce domaine. Le troisième poste concerne les crèches dont les tarifs ne sont pas fixés par nous, mais par la CAF. Nous

sommes bien obligés de les suivre. La recette est de l'ordre de 2,8M€. A l'intérieur, d'une manière générale, il y a des modifications qui sont plutôt légères, il y a un certain nombre de diminutions que vous avez dû noter ; les diminutions me font tellement mal au coeur que je ne les signale pas.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LEVITA. Avez-vous des observations à formuler sur cette affaire ? Monsieur LANNELONGUE.

Gérard LANNELONGUE : Excusez-moi, l'intervention ne sera pas très longue, mais elle nécessite de rentrer un peu dans le détail. Juste un rappel : compte tenu de la situation économique de la ville de Montpellier, du taux de chômage que nous connaissons (à 15% minimum et à un niveau bien supérieur dans certains quartiers), il est important de manier avec une saine prudence toutes les augmentations de tarifs qui ont une incidence sur l'activité économique. Nous avons été amenés à le dire lors de la commission, je ne fais que le rappeler lors de ce Conseil. J'avais dit que nous rentrerions dans le détail. Si vous le voulez bien, je vais énoncer ce détail. Il s'agit d'un inventaire à la Prévert, qui mérite quand même que l'on s'attache à un certain nombre de points. Nous déplorons une augmentation de 5 € de la redevance trimestrielle pour les emplacements abonnés professionnels de l'Espace Mosson, avec véhicule, une augmentation de 3 € des redevances trimestrielles des emplacements abonnés professionnels avec véhicule, une augmentation de 5 € des redevances trimestrielles pour les commerces non sédentaires alimentaires, une augmentation de 5% des occupations commerciales du domaine public par les espaces libres divers, une augmentation des tarifs pour les occupations du domaine public sur le Place de la Comédie et l'Esplanade Charles de Gaulle, une augmentation de 76 € par an des abonnements annuels pour les commerces non sédentaires autour du stade de football, une augmentation du prix des occupations du domaine public lorsqu'il y a un échafaudage, ceci risquant de pénaliser les démarches de réhabilitation. Par ailleurs, nous regrettons qu'aucune baisse de tarification ne soit prévue pour les commerçants des Halles Laissac au regard des difficultés qu'ils vont rencontrer, suite aux annonces que vous avez faites, Monsieur le Maire, sur les incertitudes concernant l'avenir des Halles Laissac. Il a été précisé que nous allons vers une démolition de ce parking et de tout l'espace commercial qui sous-tend cela. Autre point extrêmement important – je sais que vous y attachez de l'importance – sur lequel je n'ai pas les éléments, ce que nous dénonçons : pourquoi la redevance des taxis reste-t-elle la même, compte tenu de préjudices qu'ils subissent au regard du très mauvais aménagement de leurs emplacements autour de la gare ? Quand vous sortez de la gare, vous ne trouvez pas les taxis. Faites l'expérience Monsieur le Maire : vous ne trouvez pas les taxis ! Ils sont planqués dans un coin. Donc ces gens-là subissent cela, et vous ne baissez pas leur redevance. Je termine. Nous aimerions savoir pourquoi le tarif des ventes au déballage sur la Promenade du Peyrou ne figure pas dans la grille tarifaire. Voilà ce que nous souhaitons, dans le détail, dire sur cette délibération.

Monsieur le Maire : Vous soulevez deux problèmes importants : Laissac et les taxis. Concernant Laissac, je me suis engagé à proposer aux commerçants des locaux transitoires à proximité de Laissac. Quelques-uns arrêtent l'activité, quelques-uns veulent se délocaliser. La majorité souhaite avoir pendant la durée des travaux, un local provisoire. Ce local provisoire se trouvera à Gambetta, en face du Dôme et en face de l'église Saint-Denis. Ce local transitoire sera dans les anciens locaux du cinéma Diagonal, mais aussi dans des Algeco disposés à cet effet, avec leur accord. Cela a été fait en toute concertation. Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'indemnisation ? Parce que dans la mesure où l'on reconstruit Laissac et où l'on trouve des solutions transitoires, les commerçants sont d'accord. Ensuite, le système des indemnisations avait été fait un peu « à la va-comme-je-te-pousse ». Je vais être gentil parce que je ne vais pas dire le nom de ceux qui étaient indemnisés et de ceux qui ne l'étaient pas, mais curieusement il y avait des parents de candidats aux cantonales. Donc, je ne dis rien, je le garde pour moi. Je le garde jusqu'en mars, 15 jours avant la guerre.

Ensuite, sur les taxis, Monsieur LANNELONGUE, vous n'avez pas lu la presse, parce que je suis allé avec un certain nombre de fonctionnaires de la ville, faire les trajets familiers des taxis. Je leur ai proposé un certain nombre de solutions techniques, qui sont à l'étude. Je les ai encore reçus en délégation ce matin même. Nous avançons. Nous nous sommes donnés comme date, le milieu du mois de janvier, où nous nous retrouverons dans une réunion technique pour terminer le projet et si cette réunion technique débouche sur un accord, nous le valoriserons par une conférence de presse commune le lendemain. Donc fin de l'épisode taxis, si tout va bien, vers le 25 janvier. Madame ROUSSEL-GALIANA.

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Effectivement, Monsieur le Maire a reçu ce matin les taxis, qui m'ont téléphoné à la minute même où ils sortaient du bureau de Monsieur le Maire, chose qu'il ne savait pas. J'ai eu un

coup de téléphone de toutes les fédérations qu'il avait reçues : elles étaient enchantées, ravies de leur collaboration avec Monsieur le Maire. Je vous rassure tous.

Monsieur le Maire : Vous avez vu : j'ai des adjoints qui me contrôlent ! Spontanément. Oui, spontanément, Madame ROUSSEL. Mais c'est mieux quand c'est spontané. Quand c'est calculé, c'est un peu mou et fade.

Pour : 51

Contre : 10

Abstentions :

Adopté à la majorité

49- MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Communauté d'Agglomération de Montpellier	13 104 059 €	37.05%	80 393	6
Région Languedoc Roussillon	12 380 176 €	35.00%	75 952	6
Ville de Montpellier	3 423 326 €	9.68%	21 002	2
Département de l'Hérault	424 289 €	1.20%	2 603	1
Ville de Pérols	163 €	0.00%	1	-
TOTAL PUBLICS	29 332 013 €	82.93%	179 951	15
Crédit Mutuel Méditerranéen	1 114 105 €	3.15%	6 835	-
Caisse des Dépôts et Consignations	1 025 922 €	2.90%	6 294	1
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	921 439 €	2.61%	5 653	1
Comité de la foire	757 950 €	2.14%	4 650	1
Park & Suites	749 963 €	2.12%	4 601	1
Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine	616 955 €	1.74%	3 785	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	374 248 €	1.06%	2 296	1
SAS Financière de participation BPS (Banque populaire du Sud)	250 694 €	0.71%	1 538	1
SAS La Citadelle (groupe Cassiopea)	130 074 €	0.37%	798	-
SAS Odysseum (groupe Cassiopea)	69 927 €	0.20%	429	-
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	8 150 €	0.02%	50	-
Chambre des Métiers de l'Hérault	3 260 €	0.01%	20	-
UMIH 34	2 445 €	0.01%	15	-
Les Chevaliers du CEP	2 282 €	0.01%	14	-
Autres privés (5)	9 454 €	0.03%	58	-
TOTAL PRIVES	6 036 868 €	17.07%	37 036	7
TOTAL	35 368 881 €	100.00%	216 987	22

La Délégation de Service Public pour l'exploitation du Corum et du Zénith Sud est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009.

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales
- Les actionnaires privés

Au 31 décembre 2013, le capital social s'élève à 35 369 K€, réparti en 216 987 actions de 163 € chacune. La Ville de Montpellier détient 9,7% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 21002 actions.

2. ACTIVITES

Les activités réalisées en 2013 se répartissent ainsi sur les quatre sites:

MANIFESTATIONS PAR SITE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
CORUM			
Manifestations économiques	128	175 723	278 005
Manifestations culturelles	135	89 923	222 163
	263	265 646	500 168
ZENITH			
Manifestations économiques	5	5 464	27 320
Manifestations culturelles	68	183 486	183 486
	73	188 950	210 806
PARC EXPO			
Manifestations économiques	64	524 400	575 791
Manifestations culturelles	1	25 717	25 717
	65	550 117	601 508
PARK&SUITES ARENA			
Manifestations économiques	4	4 822	4 822
Manifestations culturelles/sport	36	215 624	215 624
	40	220 446	220 446
TOTAL	441	1 225 159	1 532 928
MANIFESTATIONS PAR MARCHE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
INDUSTRIE REUNION			
Congrès	55	33 132	121 396
Réunions d'entreprise, divers	88	141 798	175 584
	143	174 930	296 980
SALONS-CONCOURS			
Salons Grand Public	16	312 585	331 657
Salons Professionnels	17	173 867	181 273
Concours	25	29 191	56 192
	58	515 643	569 122
DIVERTISSEMENT			
Spectacles	219	449 175	581 415
Sport	21	85 411	85 411
	240	534 586	666 826
TOTAL	441	1 225 159	1 532 928

Cela représente un total de 441 manifestations (459 en 2012), 1 225 159 participants (1 210 607 en 2012) et 1 532 928 journées participants (1 365 783 en 2012).

3. PERSONNEL

Le nombre de salariés au 31/12/2013 est de 132 salariés dont 2 personnes en CDD et 1 mandataire social. Le montant de la masse salariale pour l'exercice 2013 s'élève à 5 521 K€ contre 5 258 K€ en 2012.

4. COMPTES ANNUELS

a) Compte de résultat

COMPTES ANNUELS	2012	2013	Variations
Produits d'exploitation	26 404 149 €	26 910 117 €	1,9%
<i>dont CA</i>	25 178 272 €	25 820 812 €	2,6%
Charges d'exploitation	27 709 879 €	29 469 716 €	6,4%
Résultat d'exploitation	-1 305 730 €	-2 559 598 €	-96,0%
Produits financiers	82 €	3 838 €	N/S
Charges financières	1 215 952 €	1 066 258 €	-12,3%
Résultat financier	-1 215 870 €	-1 062 420 €	12,6%
Produits exceptionnels	290 421 €	428 040 €	47,4%
Charges exceptionnelles	83 225 €	144 934 €	74,1%
Résultat exceptionnel	207 196 €	283 106 €	36,6%
Impôts sur bénéfice	0 €	-15 000 €	N/A
Résultat net	-2 314 404 €	-3 323 913 €	-43,6%

- Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 26 910 K€ sur l'exercice 2013, soit une hausse de presque 2% par rapport à 2012. Le chiffre d'affaires des établissements Corum et Parc des expositions augmente respectivement de 16% (+1 289 K€) et 5,4% (+501 K€). A l'inverse le chiffre d'affaires du Zénith Sud baisse de 9,5% (-164 K€) et celui du Park&Suites ARENA de 16% (-984 K€).

Le total des charges d'exploitation grimpe de 6,4% entre 2012 et 2013. Il s'élève au 31 décembre 2013 à 29 470 K€ contre 27 710 K€ en 2012.

Le résultat d'exploitation 2013 reste négatif et se dégrade à -2 560 K€ en 2013 (contre -1 306 K€ en 2012). Cet écart s'explique par la dégradation de la marge sur coûts variables, due au recul des salons auto-organisés et l'augmentation des charges fixes incluant des frais liés au redéploiement de la société, des provisions pour contentieux avec un salarié et des hausses de taxes.

- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2013 est négatif à -1 062 K€ (contre -1 216 K€ en 2012). Ce résultat financier ajouté au résultat d'exploitation donne un résultat courant 2013 de -3 622 K€ contre -2 522 K€ en 2012.

- Résultat net

Après le résultat exceptionnel de 283,1 K€ et l'IS s'élevant à -15 K€, le résultat net s'élève à -3 324 K€ en 2013 contre -2 314 K€ en 2012, soit une baisse de 44%.

b) Bilan

- A l'actif du bilan

Le total du Bilan connaît une baisse de 6,6%, passant de 80 553 K€ au 31/12/2012 à 75 208 K€ à fin 2013, soit -5 346 K€. Cette variation s'explique en partie par une baisse de la valeur des immobilisations corporelles (constructions, installations techniques, matériels et outillages...), consécutivement à leur amortissement et par la diminution des créances clients.

- Au passif du bilan

Capitaux propres : Les capitaux propres sont passés de 31 394 K€ en 2012 à 28 070 K€ en 2013.

Dettes : les dettes ont baissé (-4,5%) et s'élèvent à 46 286 K€ en 2013 contre 48 468 K€ en 2012. Les dettes financières baissent de 7,1% soit -2 667 K€; les dettes d'exploitation diminuent de 3,2% et les dettes diverses augmentent en passant de 963 K€ à 2 695 K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Monsieur le Maire : Il s'agit du CRAC. Qui souhaite des informations auprès de Max LEVITA ? Oui, posez, Madame JAMET.

France JAMET : J'espère qu'elle ne sera pas hors sujet. Elle est relative à l'événement dont on parlait : *I Love Techno*. Je lis la presse comme tout le monde, j'ai vu les divers commentaires. Il semblerait en fait que beaucoup de spectacles se déroulent sans que les conditions de sécurité soient réunies.

Monsieur le Maire : Non, Madame JAMET. C'est pour cela que le Maire de Pérols a suivi la commission de sécurité et que le Préfet n'est pas passé sur la décision du Maire de Pérols.

France JAMET : Donc, ce cas de figure se présentait pour la première fois, c'est cela ?

Monsieur le Maire : La commission de sécurité a donné un avis défavorable à l'unanimité. Le Maire de Pérols l'a suivie, le Préfet également. Je vais vous donner les deux raisons qui ont motivé la commission de sécurité : d'abord, des ouvertures en cas de retrait immédiat trop étroites, trop restreintes et une alarme qui n'existait pas dans tous les locaux. Il n'y avait qu'une seule alarme. Lorsqu'il y a un concert techno, le son est au maximum et elle n'était pas perceptible dans certains locaux. Donc, la commission de sécurité n'a pas souhaité prendre de risque.

France JAMET : Ces paramètres sont intangibles, sont constants.

Alex LARUE : Ce qui est incroyable dans cette histoire, c'est que l'on savait depuis le mois de septembre qu'il y aurait 35 000 personnes. Nous connaissons la physionomie des lieux. Pourquoi a-t-on attendu samedi à 18h, alors que 35 000 personnes s'amassaient devant les grilles ? Heureusement; grâce à Dieu, nous pouvons féliciter tout le monde et les forces de police, il n'y a pas eu de débordement. Cela pose un vrai problème sur la gouvernance de Montpellier Events, notamment. Pourquoi a-t-on attendu le jour même, alors que vous aviez vous-même annoncé 35 000 personnes dès le mois de septembre ? Madame JULLIAN devra peut-être s'expliquer.

Monsieur le Maire : En fait, d'après ce que j'ai su, la commission de sécurité s'est réunie trop tard. D'ailleurs, cela a été dénoncé par le Maire de Pérols...

Alex LARUE : ... Que j'ai trouvé courageux sur ce point-là.

Monsieur le Maire : Moi aussi, je rends hommage à tous les jeunes qui, pour certains, ont fait 1 000 kilomètres et qui se sont dans l'ensemble bien comportés. Je suis moi-même allé voir à côté de la grosse Mappemonde : cela s'est bien passé. Je suis prêt, et je viens de m'en entretenir au téléphone, par SMS tout à l'heure, à proposer un spectacle techno pour 2015 avec les dirigeants d'*I Love Techno*, mais dans des conditions de sécurité valables et étudiées préalablement.

France JAMET : Il semblerait vraisemblablement que ces faits étaient connus et reconnus de tous et que des spectacles s'y déroulent quand même, sauf celui de la techno, mais ça, c'est un autre paramètre, *etc*. Le faire au dernier moment, c'est une chose. Mais je souhaiterais être rassurée puisqu'il paraît, d'après le commentaire, qu'il s'agit d'une coutume, d'une habitude.

Monsieur le Maire : Je vous explique, Madame JAMET : l'Arena accepte 10 000 personnes, mais ici, cela recouvrait également le Parc des Expositions – tel était le problème. Des spectacles de 35 000 personnes par an, il n'y en a pas beaucoup. L'an prochain, quand nous organiserons Miss France, avec Khanthaly PHOUTTHASANG, nous recevrons à peu près 10 à 11 000 personnes.

France JAMET : Il faudra que la commission de sécurité se réunisse bien avant, pour elle sûr que cela se déroule. Je ne voudrais pas rater cela quand même !

Monsieur le Maire : Pourquoi dites-vous cela ? Il s'agit d'un spectacle normal. Cette année, elle s'est déroulée à Orléans. Madame JAMET, c'était à Orléans cette année.

France JAMET : Vivement l'année prochaine !

Monsieur le Maire : Madame PHOUTTHASANG, faites-nous brièvement un petit compte rendu de votre mission là-bas.

Khanthaly PHOUTTHASANG : D'accord, très bien. C'étaient les 5-6 décembre dernier. Nous avons rencontré les services Événementiel et Protocole de la ville d'Orléans. Ils nous ont expliqué leurs démarches et nous ont aidés dans la mise en place du cahier des charges pour la candidature en ce qui nous concerne pour l'année prochaine. Nous avons également pu visiter avec les services régisseurs d'Endemol la partie *backstage* et tout ce qui est cocktail, dîner de gala. Cela nous a permis de finaliser le dossier et d'avoir tous les éléments techniques de façon à pouvoir rendre le dossier assez rapidement, afin que le comité Miss France puisse prendre une décision d'ici les premiers mois de l'année 2015.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport.

50- SAAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2013, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Membres du Conseil d'Administration				
Communauté d'Agglomération de Montpellier	899 000 €	50.79%	8 990	9
Ville de Montpellier	400 000 €	22.60%	4 000	4
Région Languedoc Roussillon	178 000 €	10.06%	1 780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000 €	1.13%	200	1
Ville de Lattes	30 000 €	1.69%	300	1
17 Communes de l'Assemblée Spéciale				
Ville de Baillargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Castries	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Clapiers	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Cournonsec	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Cournonterral	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Grabels	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Jacou	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Juvignac	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Lavérune	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Le Crès	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Pérols	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Prades Le Lez	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de St Jean de Vedas	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de St Georges d'Orques	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Sussargues	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Vendargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000 €	0.85%	150	1

Total	1 770 000 €	100.00%	17 700	34
--------------	--------------------	----------------	---------------	-----------

La Ville de Montpellier détient 22,60% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100 €, soit 400 000 €.

II. SITUATION DES ACTIVITES 2012-2013

Les investissements 2013 se répartissent comme suit : 18,6 M€ sur les concessions, contre 16,5 M€ en 2012 et 4,9 M€ en mandats contre 1,9 M€ en 2012.

Les concessions sont : Nouveau Grand cœur, OZ Montpellier Nature Urbaine, Clapiers – ZAC le Castelet.

Les mandats d'études sont : Cannabé 2, Saporta – Lattes, Lauze Est – Saint Jean de Vedas.

L'année 2013 est aussi marquée par la signature du compromis de vente avec MUTOPIA pour l'implantation du siège de la mutuelle des motards sur ODE à la mer.

Le GIE (Groupement d'Intérêt Economique) mis en place entre la SERM et la SAAM pour partager les moyens fonctionnels a été prolongé en 2013.

III. PERSONNEL

L'effectif moyen sur 2013 a été de 7,9 personnes. Le Directeur Général est mis à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET. Le Directeur Général Délégué a démissionné de ses fonctions en 2013 pour faire valoir ses droits à la retraite

IV. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2012	2013	Variation
Produits d'exploitation	20 224 048 €	19 657 267 €	-2,8%
<i>dont CA</i>	<i>4 611 705 €</i>	<i>6 422 660 €</i>	<i>39,3%</i>
Charges d'exploitation	20 180 863 €	20 039 404 €	-0,7%
Résultat d'exploitation	43 185 €	-382 137 €	N/A
Produits financiers	9 708 €	17 864 €	84,0%
Charges financières	7 923 €	9 518 €	20,1%
Résultat financier	1 785 €	8 345 €	367,5%
Produits exceptionnels	0 €	0 €	N/A
Charges exceptionnelles	0 €	0 €	N/A
Résultat exceptionnel	0 €	0 €	N/A
Impôts sur bénéfice / intéressement	115 996 €	122 316 €	5,4%
Résultat net	-71 025 €	-496 107 €	-598,5%

COMPTE DE RESULTAT

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2013 atteint 6 423 K€ contre 4 612 K€ à fin 2012.

Les produits d'exploitation s'élèvent ainsi en 2013 à 19 657 K€ contre 20 224 K€ à fin 2012. La production stockée diminue, passant de 14 405 K€ en 2012 à 11 574 K€ en 2013 avec notamment la poursuite des acquisitions sur l'EAI et ODE à la mer. Globalement, les produits d'exploitation diminuent de 2,8% soit -567 K€ entre 2012 et 2013.

Les charges d'exploitation diminuent légèrement (-141 K€). Le poste achats de matières premières diminue de 1 277 K€ alors que les autres achats et charges externes et les charges de personnel augmentent respectivement de 684 K€ et 319 K€. Ainsi, la masse salariale a augmenté de 146% entre 2012 et 2013. Egalement le poste charges sociales augmente de 108 K€.

EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 45 911 K€, dont un capital social de 1 770 K€, pour l'exercice 2013 contre 35 662 K€ en 2012.

A l'actif du bilan les stocks et en cours augmentent de 17 186 K€ pour s'établir à 38 333 K€ à fin 2013. Les créances augmentent aussi de 1 827 K€. A l'inverse, les disponibilités et les avances et acomptes diminuent respectivement de 3 403 K€ et 4 880 K€.

Au passif du bilan, les capitaux propres diminuent de 496 K€ soit -38,6%. A l'inverse, les dettes augmentent de 31,3% soit 10 745 K€ supplémentaires à fin 2013. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des emprunts auprès des établissements de crédits.

Les pertes cumulées étant supérieures à la moitié du capital social, il appartient au Conseil d'Administration de la SAAM de convoquer une assemblée générale extraordinaire qui devra se prononcer sur la poursuite de l'activité.

RESULTAT

Le résultat courant avant impôt sur les sociétés (IS) et participation des salariés s'élève à fin 2013 à -373 791 € contre 44 970 € à fin 2012. Le résultat net à fin 2013 termine à -496 107 € (-71 025 € à fin 2012).

V. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS

Depuis sa création en février 2010, la SAAM s'est inscrite dans la démarche d'accompagnement à l'aménagement du territoire qui découle du SCOT de la Ville et de l'Agglomération de Montpellier. L'année 2013 confirme ce positionnement avec une augmentation significative du chiffre d'affaires sur opérations sur d'importants projets tels que ODE à la Mer ou encore l'EAI (Ecole d'Application d'Infanterie).

Pour l'année 2014, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 05 février 2014 prévoient un chiffre d'affaires sur opérations en progression de 56% par rapport à 2013. Sur 2014, les concessions d'aménagement représenteraient 74,6% du chiffre d'affaires sur opérations. De nouvelles opérations sont en cours de notification, comme les mandats d'études Sussargues et Castries.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

51- SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2013, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Ville de Montpellier	2 439 024 €	41.38%	152 439	5
Communauté d'Agglomération de Montpellier	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
TOTAL PUBLICS	4 160 560 €	70.59%	260 035	10
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1
Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-

Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
TOTAL PRIVES	1 733 440 €	29.41%	108 340	4
TOTAL GLOBAL	5 894 000 €	100.00%	368 375	14

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Communauté d'Agglomération de Montpellier, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations
- Les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41,38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152 439 actions.

2. PERSONNEL

Le nombre moyen de salariés a été de 74,5 en 2013 (contre 114 en 2012, soit une diminution de -35%). Cette variation s'explique par le transfert au GIE SERM/SAAM de 39 personnes assurant les fonctions de support. On note la mise à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET (le Directeur Général et le Directeur Général Délégué). Le montant des frais de personnel pour 2013 s'élève à 3 529 K€ (5 580 K€ en 2012), soit -37%.

3. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2012	2013	Variation
Produits d'exploitation	177 918 805 €	151 159 351 €	-15,0%
<i>dont CA</i>	<i>103 733 834 €</i>	<i>83 140 928 €</i>	-19,9%
Charges d'exploitation	177 544 043 €	151 559 974 €	-14,6%
Résultat d'exploitation	374 762 €	-400 623 €	N/A
Produits financiers	688 216 €	619 997 €	-9,9%
Charges financières	1 021 981 €	1 196 964 €	17,1%
Résultat financier	-333 765 €	-576 968 €	-72,9%
Produits exceptionnels	4 032 585 €	7 838 078 €	94,4%
Charges exceptionnelles	1 908 601 €	5 213 309 €	173,1%
Résultat exceptionnel	2 123 983 €	2 624 769 €	23,6%
Impôts sur bénéfice / intéressement	1 250 829 €	773 536 €	-38,2%
Résultat net	914 150 €	873 642 €	-4,4%

a) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2013 est de 83 141 K€ contre 103 734 K€ à fin 2012, soit une diminution de près de -20%.

Les produits de fonctionnement sont en diminution à 11 907 K€ en 2013 contre 17 489 K€ en 2012, notamment en raison du transfert des fonctions supports au GIE SERM/SAAM entraînant une diminution des refacturations de -2 838 K€.

b) Compte de résultat

Les produits d'exploitation baissent globalement de 15% soit -26 759 K€, baisse essentiellement due à la diminution du chiffre d'affaires à laquelle vient s'ajouter celle de la production stockée (-4 620 K€).

Les charges d'exploitation baissent de 14,6%. On note la diminution de la masse salariale suite aux transferts des agents fonctionnels au GIE.

Le résultat financier est déficitaire à -576 968 € (contre -333 765 € en 2012) à cause de l'impact des intérêts d'emprunts représentant en 2013 un total de 1 197 K€.

Le résultat exceptionnel d'un montant de 2 625 K€ permet de dégager un résultat net positif sur l'exercice.

Le résultat avant intéressement, participation et IS s'élève à 1 647 K€ en 2013 contre 2 165 K€ en 2012.

Après imputation de l'intéressement des salariés (542 K€, contre 984 K€ en 2012) et l'impôt sur les sociétés (232 K€, contre 266 K€ en 2012), l'exercice 2013 présente un résultat bénéficiaire de 873 642 € contre 914 150 € en 2012.

c) Bilan

Le total du Bilan diminue de 2,6%, passant de 339 252 K€ à fin 2012 à 330 310 K€ au 31/12/2013.

A l'actif du bilan, cette variation s'explique par une baisse de l'actif circulant de 6 466 K€ (principalement due à la baisse des créances) et par la baisse de l'actif immobilisé à hauteur de 2 477 K€ (principalement due à la cession de l'opération propre ARES).

Au passif on constate que les capitaux propres augmentent (+5 289 K€) alors que les provisions et les dettes baissent respectivement de 4 850 K€ (-17,2%) et 11 156 K€ (-4,2%).

d) Capitaux propres

Les capitaux propres atteignent 31 446 K€, soit +5 289 K€ par rapport à 2012. Cette variation est principalement due à l'augmentation des subventions d'investissement qui passent de 8 445 K€ à 13 431 K€. Les subventions sont en nette augmentation du fait des investissements sur la chaufferie Joffre et la centrale de bois Parc Marianne.

4. ACTIVITES OPERATIONNELLES D'AMENAGEMENT

a) Les dépenses d'investissement de l'exercice

Les dépenses d'investissement de l'exercice s'élèvent à 94,9 M€ contre 108,6 M€ en 2012. Ces dépenses se répartissent comme suit : 88,7 M€ pour les concessions d'aménagement en 2013 contre 96,1 M€ en 2012 et 6,2 M€ pour les mandats d'études en 2013 contre 12,5 M€ en 2012.

L'année 2013 se caractérise notamment par :

- L'achèvement des principaux mandats (clôture administrative du nouvel Hôtel de Ville par exemple),
- La poursuite des acquisitions, notamment en renouvellement urbain,
- La réalisation de travaux importants, notamment sur les opérations à dominante « logements » (Parc Marianne, Rive Gauche, Ovalie, Grisettes, Saint Brès, Saint Jean de Védas et Prades le Lez) et « activité économique » (Eureka).

b) Les recettes de cessions

Les cessions privées sont en augmentation de 12% par rapport à 2012. On note notamment le solde de la cession du macro-lot de la Mantilla sur Jacques Cœur, la poursuite des opérations de logements Parc Marianne, Ovalie, Grisettes et des opérations communales Prades et Roque Fraisse.

Les cessions de logements sont dans la moyenne des années précédentes mais la part des logements sociaux est plus importante.

Les cessions de terrains d'activité économique sont en recul alors que celles des équipements tertiaires (bureaux,...) sont stables.

5. ACTIVITES DE GESTION

• *DEPARTEMENT ENERGIES*

Le résultat 2013 avant épargne salariale du département Energie s'élevait à 1 831 K€ contre 1 704 K€ en 2012. Cette augmentation s'explique car il y a eu plus de raccordements. Les ventes de chaud sont supérieures aux prévisions à l'inverse des ventes de froid ce qui témoigne de températures plus rigoureuses que prévues en 2013.

La Délégation de Service Public concernant le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid a été reconduite de 2022 à 2030.

• *GESTION IMMOBILIERE*

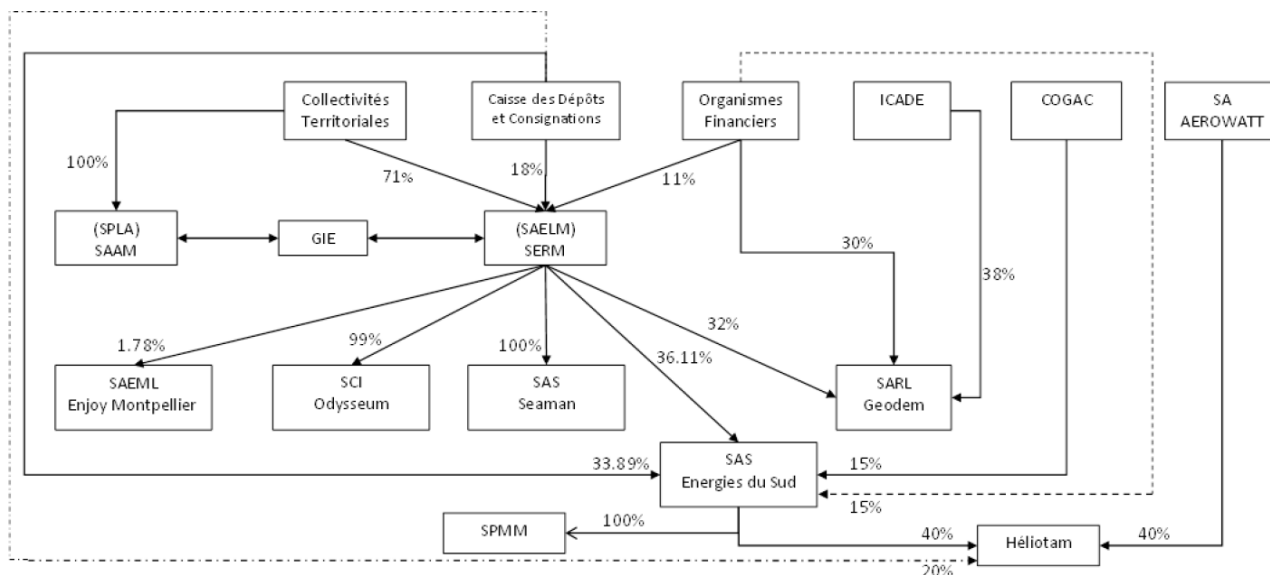
La SERM a géré en 2013, 15 bâtiments d'immobilier d'entreprise sous différentes formes juridiques :

- Gérances pour le compte de Collectivités (2)
- Ateliers relais et bureaux locatifs en concessions publiques d'aménagement (6)
- Mandats de syndic de copropriété ou d'ASL (5)
- Opération propre de la Société concernant l'ensemble immobilier ARES à Vendargues.

La cession du site ARES auprès de l'investisseur PROURRED s'est finalisée en octobre 2013 avec un impact positif sur les comptes de 709 K€.

6. RESULTAT DES FILIALES

La SERM contrôle plusieurs filiales ou participations. En raison du poids non significatif de ces structures il n'est pas produit de comptes consolidés.



• *SARL GEODEM*

Depuis la conclusion définitive des accords sur l'ensemble du projet Odysseum et la cession des études réalisées aux maîtres d'ouvrage des constructions, la SARL GEODEM est en sommeil dans l'attente de l'engagement éventuel de nouvelles études de projets immobiliers. Le résultat de l'exercice est en léger déficit de 4 835 € contre 5 218 € de perte en 2012.

L'éventualité de nouveaux projets en partenariat avec les Associés sur cette opération est définitivement abandonnée. Les Associés ont décidé d'une dissolution de la société GEODEM (SARL) à compter du 18 mars 2014 et de sa liquidation amiable sous le régime conventionnel conformément à l'article 24 des statuts.

- *SCI ODYSSEUM 1*

La cession aux investisseurs ICADE et KLEPIERRE est intervenue en 2010 avec transfert de la jouissance au 1er janvier 2011. A fin 2013 la SCI ODYSSEUM 1 est encore propriétaire du bail de Mc DONALD dont la cession a eu lieu le 20 mars 2014.

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires, composé des loyers du bail à construction Mc Donald, s'élève en 2013 à 94 780 € contre 93 002 € en 2012.

Résultat : Le résultat net comptable s'élève à 79 193 € contre 104 530 € en 2012.

Capitaux propres : Compte tenu du report antérieur et d'une distribution de dividendes pour 200 K€, les capitaux propres s'élèvent à 84 733 € contre 205 540 € à fin 2012.

Bilan : Le total bilan diminue à 554 577 € contre 1 087 715 € à fin 2012 du fait de la diminution des créances clients.

- *SAS SEAMAN (Aquarium Mare Nostrum)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires net de la société est en légère baisse à 4 172 K€ à fin 2013 contre 4 237 K€ à fin 2012.

Résultat : Le résultat net après IS termine en positif à 107 957 € contre 234 877 € à fin 2012. Ce résultat est réparti comme suit :

- 102 467 € de résultat d'exploitation,
- -2 176 € de résultat financier,
- 28 155 € de résultat exceptionnel.

Capitaux propres : Les capitaux propres atteignent 360 K€ en 2013 contre 252 K€ en 2012. Cette évolution est due à l'incorporation du résultat de l'exercice 2013.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008.

Chiffre d'affaires : La progression du chiffre d'affaires de la filiale Energie du Sud se poursuit en 2013 avec 2 109 K€ réalisés en 2013 contre 2 032 K€ en 2012.

Résultat : Le résultat net après IS de l'exercice 2013 est un bénéfice net de 132 298 € contre 42 504 € en 2012.

Capitaux propres : La totalité du capital social, soit 3 600 K€, est versée. Les capitaux propres atteignent 4 309 K€ en 2013 contre 4 023 K€ en 2012.

Bilan : Le total du bilan s'élève à 9 540 K€ (contre 9 811 K€ en 2012) dont 2 479 K€ d'actif immobilisé. Au passif, trois emprunts sont inscrits pour un capital restant dû de 4 481 K€.

Participation dans Héliotam

Depuis 2011, Energie du Sud détient 40% (soit 40 000 €) de la SAS HELIOTAM créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le Lez et Saint Jean de

Vedas. Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création de deux ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé en 2011 une avance d'associé. A ce titre, Energie du Sud a versé 460 000 €.

Participation dans SPMM

Le 3 février 2012 a été créée une filiale à 100 % d'Energie du Sud, la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée pour répondre à un appel d'offre pour des ombrières sur les parkings de l'Aéroport. Energie du Sud a versé 1000 €.

La Commission de Régulation de l'Energie a retenu ce projet en mars 2014.

• *SAS HELIOTAM*

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires de la deuxième année d'exploitation pleine s'élève à 806 868 € (contre 800 554 € en 2012).

Résultat : Le résultat courant avant impôts de 2013 s'élève à 76 142 € contre 47 482 € en 2012 soit une progression de 60%.

Déduction faite des amortissements dérogatoires, le résultat net 2013 termine en perte de 225 K€ contre une perte de 349 K€ en 2012.

Capitaux propres : Le capital social de 100 000 € est entièrement versé. Les capitaux propres s'élèvent en 2013 à 182 K€ contre 106 K€ en 2012.

Bilan : Le bilan s'élève à 6 034 K€ fin 2013 alors qu'il était de 6 181 K€ fin 2012.

A l'actif le bilan présente 5 358 K€ d'immobilisations. On note au passif un prêt dont le capital restant dû est de 4 441 K€ au 31/12/2013.

• *GIE SERM/SAAM*

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM-SAAM met à disposition de ses membres (la SERM et la SAAM) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les personnels des fonctions de support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont salariés du GIE SERM/SAAM.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel,
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

Ainsi, le résultat du GIE est toujours équilibré.

7. ORIENTATIONS POUR 2014

Les prévisions 2014 suggèrent une augmentation de 12,9% du chiffre d'opérations grâce à la progression des concessions compensant la fin des mandats importants. Les investissements sous concessions sont estimés à 110,1 M€ pour l'exercice 2014.

Ces prévisions sont marquées par la poursuite de la politique de maîtrise foncière et par d'importants travaux concernant :

- Le renouvellement urbain : démolition de la tour H au Petit Bard, finalisation des acquisitions mission Grand Cœur,
- Les ZAC à dominante logements : travaux du parking Nouveau Saint Roch pour réception, poursuite des travaux du pont de la République, travaux sur les avenues Nina Simone et Joan Miro, ouverture du parking de l'îlot H à Jacques Cœur,
- Les parcs d'activité : poursuite des travaux sur Euromédecine, Eureka et Garosud,
- Les opérations communales : Saint Jean de Védas, Saint Brès et Prades

En 2014, les cessions attendues sont notamment :

- La signature de la cession avec OC SANTE pour le transfert de la clinique Saint roch sur le quartier des Grisettes,
- Les premières cessions sur l'opération renouvellement urbain Petit bard,
- La poursuite des commercialisations de logements.

L'année 2014 sera aussi marquée par le lancement de consultations promoteurs sur les folies architecturales de Grisettes et Ovalie, et sur les ZAC à dominante « logements ».

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport.

52- TAM - Rapport des administrateurs - Exercice 2013

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social est de 4 286 000€ et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales (Communauté d'Agglomération et Ville de Montpellier)
- les autres types actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Epargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, CLCV).

La Ville de Montpellier détient 27.33% du capital social. Sa participation s'élève donc à 1 171 250€.

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nbre admin
Communauté d'Agglomération de Montpellier	1 191 250 €	27.79%	9 530	4
Ville de Montpellier	1 171 250 €	27.33%	9 370	3
TRANSDEV	856 750 €	19.99%	6 854	2
Caisse des Dépôts & Consignations	491 000 €	11.46%	3 928	1
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	300 000 €	7.00%	2 400	1
Banque Populaire du Sud	150 000 €	3.50%	1 200	-
Crédit Agricole	75 000 €	1.75%	600	-
Chambre de Commerce et d'Industrie	50 000 €	1.17%	400	1
Chambre des Métiers	625 €	0.01%	5	-
CLCV - Association nationale de défense des consommateurs & usagers	125 €	0.00%	1	1
Total	4 286 000 €	100.00%	34 288	13

2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2013

1) Transport

2013 est le troisième exercice régi par le nouveau contrat de DSP Transport 2010-2017 géré en Groupement Momentané d'Entreprises (GME) sous le pilotage de TAM.

Maintien de la politique de lutte contre la fraude qui contribue à une remontée significative du chiffre d'affaires.

La rectification contractuelle des objectifs de recettes formalisée dans l'avenant 5 au contrat de DSP pour les exercices 2013 et 2014, explique le retour à un résultat positif sur l'activité transport.

La suppression de la hausse tarifaire contractuelle de mi-2012 fait l'objet d'une indemnisation versée à Tam et assujettie à TVA ; ceci ne s'applique pas à l'ajournement de la hausse tarifaire contractuelle de mi-2013 compte tenu du dépassement significatif de l'objectif de recettes.

2) Stationnement

En 2013, TaM s'est vu confié par la Ville : le marché du nouveau parking du bassin Jacques Cœurs pour 3 ans et de la délégation de service public pour la gestion des parcs de stationnement Comédie et Antigone pour 10 ans.

De plus 2013, a été marqué par la perception du second acompte de l'indemnisation du sinistre du parking Gambetta. Ce qui a permis de réduire la charge future d'amortissement des travaux de réhabilitation.

Enfin cet exercice a été aussi marqué par l'interruption totale de l'activité du parking Laissac du 13/8 au 25/10 pour cause de travaux de remise en état.

3. PERSONNEL

L'effectif moyen de salariés est de 1 117, en augmentation de 0.35% (1 113 en 2012). Le montant de la masse salariale pour 2013 s'élève à 36 841 K€ (contre 37 010 K€ en 2012), soit une diminution de 0.45% par rapport à 2012.

4. COMPTES ANNUELS

En millions d'euro HT	2012	2013
Produits d'exploitation	93,85	99,06
<i>dont CA</i>	59,38	63,29
Charges d'exploitation	96,47	99,69
Résultat d'exploitation	-2,62	-0,63
Produits financiers	0,30	0,40
Charges financières	0,46	0,39
Résultat financier	-0,17	0,01
Produits exceptionnels	3,45	2,50
Charges exceptionnelles	0,63	1,37
Résultat exceptionnel	2,82	1,13
Impôts sur bénéfice dont CICE / intéressement	0,00	-0,73
Résultat net	0,03	1,24

a) Compte de résultat

Le total des produits d'exploitation augmente de 5,5%, passant de 93.85 M€ en 2012 à 99.06M€ en 2013. En détail, on observe :

- Le chiffre d'affaires augmente de 6.59 %, passant de 59.38 M€ en 2012 à 63.29 M€ en 2012
- Les quotes-parts des subventions d'exploitations (contributions forfaitaires de l'Agglomération) progressent de 10% à 32.11 M€, contre 29.11 M€ en 2012

Ce chiffre d'affaires provient notamment de :

- l'activité de transport qui connaît une progression de 4.6 M€, dont 2.6 M€ de recettes directes de trafic.
- Une baisse des rémunérations des activités en mandats,
- une diminution de 0.2 M€ des activités stationnement : -0.14 M€ sur les parkings centre-ville
- le chiffre d'affaires des 4 activités privées qui progresse de 0.08 M€ (clinique Millénaire, st jean, contrats Mer & Glace & Pénélope)

Les charges d'exploitation augmentent de 3.34 % par rapport à 2012, passant de 96.47M€ en 2012 à 99.69 M€ en 2013.

Impact du CICE : En 2013, TaM bénéficie pour la première des 3 années prévues de l'effet provisoire du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi pour un montant de 1 195 306 €.

b) Résultat

Le résultat 2013 avant impôt et intéressement ressort à 33 K€ (0,5% du chiffre d'affaires de la société), soit +476 K€ par rapport à 2012 où il s'élevait à 33.1 K€

c) Bilan

A 84.00M€ (contre 87.05 M€ en 2012), l'actif immobilisé brut de TaM au 31 décembre 2013 est couvert par 88.18 M€ de capitaux permanents.

Les fonds propres représentent 24% du total du bilan, contre 27% en 2012.

Le fonds de roulement net global (FRNG) ressort à 4.14 M€ contre -0.08M€ en 2012, soit une variation positive de 4.22M€.

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) demeure négatif mais augmente, passant de -16.80 M€ en 2012 à -13.95 M€ en 2013 (variation de +2.85 M€).

d) Evolution des ratios de gestion

- L'endettement sur capitaux propres est de 22.9% en 2013 (31.8% en 2012): cela montre que la majeure partie de l'actif de la société est financé davantage par les capitaux propres que par l'endettement
- L'endettement sur chiffres d'affaires est de 7.1% en 2012 (10.1% en 2012): ce ratio indique quelle proportion du chiffre d'affaires de la société est financée par l'endettement
- Le cout moyen de l'endettement est de 4,3% en 2013 contre 4,7% en 2012.

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

a. Activité Transport

Un certain nombre de décalages entre le contrat de DSP et le contexte externe à la TaM ont été pris en compte dans le projet d'avenant n°5 qui, complété par les efforts internes à la TaM, a permis de présenter un budget 2013 et 2014 à l'équilibre.

Le projet d'avenant n°6, doit, outre l'activation de la clause de revoyure destinés à équilibrer les budget 2014, 2016 et 2017, prendre en compte pour 2013 et 2014 les modifications d'offres et de services décidées par Montpellier Agglomération et déterminer le montant de la subvention forfaitaire d'exploitation (SFE) ;

Les travaux d'extension du parking tramway de la Mosson commenceront mi 2014 pour une mise en service 2015.

Le bouclage de la ligne 4 sera engagé dès mi-2014 pour une livraison prévu en avril 2016.

b. Activité Stationnement

Tam a répondu début 2014 à la consultation de la Ville de Montpellier concernant le futur parking de la nouvelle gare Saint Roch.

TaM travaille au redressement du Chiffre d’Affaires des parkings Gambetta et Laissac.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport.

53- SOMIMON MERCADIS

Rapport des administrateurs - Exercice 2013

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social de SOMIMON s’élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d’une valeur unitaire de 16 €. La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social et sa participation au capital s’élève à 1 200 actions.

La détention du capital est répartie comme suit :

- 58% détenus par les collectivités locales
- 24% détenus par les organismes centraux
- 18% détenus par les organismes locaux divers

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Communauté d'Agglomération de Montpellier	100 800 €	42.0%	300 ⁶	4
Caisse des Dépôts et Consignations	57 600 €	24.0%	600 ³	1
Ville de Montpellier	19 200 €	8.0%	200¹	1
Conseil Général de l'Hérault	19 200 €	8.0%	200 ¹	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	19 200 €	8.0%	200 ¹	1
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	9 600 €	4.0%	600	1
Caisse Régionale de Crédit Agricole (C.R.C.A)	9 600 €	4.0%	600	1
B.R.L Participations	4 800 €	2.0%	300	-
Total	240 000 €	100%	000¹⁵	10

2. ACTIVITES POUR L’ANNEE 2013

La SOMIMON poursuit sa politique de services aux professionnels.

Pour la distribution de proximité : la SOMIMON enregistre pour 2013 les mouvements suivants :

- 21 nouveaux acteurs en 2013 : 3 dans la filière fruits & légumes, 9 dans la filière alimentation générale, 2 dans la filière produits carnés, 1 dans la filière horticulture, 3 dans le transport et logistique et 1 dans la filière services
- 5 départs : 3 dans la filière fruits & légumes, 1 dans la filière horticole et un distributeur type divers
- 3 réaménagements de surface: 2 extensions dans la filière alimentation générale et 1 diminution en fruits et légumes

Plan qualité de MERCADIS :

Le taux de tri sélectif (80%) reste élevé, confortant la SOMIMON comme ayant le plus fort taux de recyclage parmi les marchés de gros de France.

Maintien de l'agrément européen et réception officielle de l'agrément chinois sur le plan de maîtrise sanitaire.

Sélection d'un seul fournisseur unique d'équipements frigorifiques sur tout le Marché d'Intérêt National

Mise en conformité d'installations électriques de 5 entrepôts

Deux parkings de stationnement réservés au personnel ont été aménagés afin de laisser davantage de place pour les activités de chargement et déchargement

PERSONNEL

L'effectif de la société au 31 décembre 2013 s'élève à 16 agents dont le Directeur mis à disposition par la SCET et un agent recruté en contrat de professionnalisation (BTS Electrotechnique).

3. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2012	2013	Variation
Produits d'exploitation	2 864 678 €	3 011 580 €	5,1%
<i>dont CA</i>	2 613 324 €	2 770 564 €	6,0%
Charges d'exploitation	2 929 776 €	3 031 283 €	3,5%
Résultat d'exploitation	-65 099 €	-19 703 €	69,7%
Produits financiers	69 883 €	54 471 €	-22,1%
Charges financières	12 090 €	10 278 €	-15,0%
Résultat financier	57 793 €	44 192 €	-23,5%
Produits exceptionnels	29 123 €	4 429 €	-84,8%
Charges exceptionnelles	2 540 €	11 065 €	335,6%
Résultat exceptionnel	26 583 €	-6 636 €	N/A
Impôts sur bénéfice / intéressement	18 702 €	11 961 €	-36,0%
Résultat net	575 €	5 893 €	923,1%

4. SITUATION FINANCIERE

La SOMIMON dégage un résultat après impôt de 5,9 K€.

Ce résultat s'inscrit dans une politique ambitieuse :

- o de co-investissement avec les concessionnaires,
- o d'études de la faisabilité du Schéma Directeur (fonctionnalité et économies d'énergies)
- o de développement des prestations logistiques (pilotage de flux,...)

5. COMPTE DE RESULTAT - RESULTAT D'EXPLOITATION

Le total des produits est en progression de plus de 5% par rapport à 2012, soit +147 K€, pour atteindre 3 012 K€ en 2013.

Les recettes de locations augmentent de 114 K€ par rapport à 2012. Cette hausse est essentiellement due à celle des secteurs fruits et légumes et autres alimentaires, ce qui s'inscrit bien dans la stratégie de la SOMIMON : concentrer son activité sur ses cœurs d'activité.

Dans le cadre du développement d'une politique de service, les recettes de l'entrepôt augmentent de 22 K€.

Les produits divers augmentent de 17 K€ par rapport à 2012, notamment grâce au versement de droits de premières accessions et d'une redevance d'assainissement de l'eau.

Les produits financiers diminuent de 15 K€, l'année 2013 étant une année de début de cycle de placements à taux progressifs.

Les reprises sur amortissements et provisions : le suivi du plan de gros entretien ainsi que le volume des travaux réalisés en 2013 ont généré une reprise de 225 K€ de provisions (-4 K€).

Le total des charges d'exploitation augmente de 3,5% par rapport à 2012, s'élevant à 3 031 K€, soit +102 K€.

Les achats enregistrent une hausse de 20 K€ par rapport à 2012. Ceci est dû principalement à l'augmentation du poste électricité de 11 K€, ce qui s'explique à la fois par la hausse du prix de l'énergie mais également par l'augmentation de la consommation (refacturée ou utilisée par l'entrepôt frigorifique pour des opérations de congélation).

Le poste services extérieurs est en augmentation de +48 K€: on note sur ce poste une augmentation de +85 K€ sur les travaux de gros entretien et des baisses de -32 K€ et -15 K€ respectivement sur les postes entretien et réparation des biens immobiliers et assurances.

Les dépenses liées aux autres services extérieurs sont relativement stables. On note cependant des augmentations de +13 K sur le personnel intérimaire en raison d'accroissement d'activité et de remplacement de personnel en AT. Le poste des honoraires augmente aussi de +13 k€ pour l'externalisation de la paye, les études énergétiques et les contentieux. On constate également une charge supplémentaire de +10 K€ pour du gardiennage de nuit.

Les impôts et taxes diminuent de -11 K€ suite à un transfert de charges vers la masse salariale.

Les charges de personnels baissent légèrement de -10 K€ suite aux départs de deux agents, baisse compensée par les indemnités de départ et de retraite.

Les dotations aux amortissements et provisions progressent globalement de 40 K€. Les provisions pour risques et charges d'exploitation augmentent de 13 K€ suite à un litige, et les provisions pour clients douteux augmentent de 20 K€.

Le résultat d'exploitation 2013 s'élève à -19,7 K€ contre -65,1 K€ en 2012.

RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier de l'exercice 2013 est positif de 44,2 K€ contre 57,8 K€ en 2012.

RESULTAT NET

Après le résultat exceptionnel de -6,6 K€, la participation et l'IS de 12 K€, le résultat net s'élève à 5,9 K€ en 2013 contre 0,6 K€ en 2012.

6. BILAN

A l'actif du bilan

Le total du Bilan progresse de 1,8%, passant de 8 708 K€ à fin 2012 à 8 862 K€ à la clôture de l'exercice 2013. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des créances et des disponibilités.

Au passif du bilan

Capitaux propres : Les capitaux propres progressent légèrement à 1 071 K€ en 2013 contre 1 065 K€ en 2012.

Dettes : Les dettes de toutes natures restent stables en 2013. Elles s'élèvent à 1 384 K€. On note cependant une hausse des dettes fournisseurs de +20 K€ soit +7,3%.

7. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS

- Exploitation d'un nouvel entrepôt dédié aux nouvelles prestations de services
- Modernisation du pavillon grossiste et du carreau des producteurs
- Renouvellement pour 3 ans de l'expérimentation avec l'association des restos du cœur
- Développer une communication grand public
- Poursuivre la politique de développement et de l'évolution du Plan Qualité

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport.

54- Convention de concession EDF/ERDF Rapports d'activité de 2012 et 2013

Le 27 juin 2006, la Ville de Montpellier et EDF ont conclu, pour une durée de 15 ans, une convention de concession pour le service public de la distribution d'énergie électrique et pour la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés.

Depuis la signature de cette Convention et la création de la société ERDF en 2008, les obligations de ce contrat de concession signé avec la Ville de Montpellier relèvent de la responsabilité :

- d'ERDF pour toutes les obligations relevant de la distribution d'électricité (exploitation et développement du réseau)
- d'EDF pour toutes les obligations relevant de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente

L'article 32 C du cahier des charges annexé à la convention de concession conclue le 27 juin 2006 impose aux concessionnaires co-contractants, EDF et ERDF, de présenter chaque année à la Ville de Montpellier, dans le délai de six mois suivant l'exercice considéré, un compte rendu d'activité exhaustif correspondant à la mission qui lui a été concédée par la Ville appelé ci-après Compte-Rendu Annuel de la Concession ou « CRAC ».

Cette obligation s'inscrit dans le cadre plus général de l'article L. 2224-31, I, du Code général des collectivités territoriales, lequel dispose que « chaque organisme de distribution d'électricité et de gaz tient à la disposition de chacune des autorités concédantes dont il dépend les informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique utiles à l'exercice des compétences de celles-ci » et que chacun de ces organismes « communique chaque année, notamment, la valeur brute, la valeur nette comptable et la valeur de remplacement des ouvrages concédés ».

L'article L. 2224-31, I, dudit Code a de plus été largement consacré par la jurisprudence récente comme garantissant aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité le droit de disposer de toutes informations utiles pour un exercice efficace de leur pouvoir de contrôle de leur concessionnaire (voir Conseil d'Etat, 21 décembre 2012, Commune de Douai, et CAA Paris, 25 mars 2013, SIPPAREC), conduisant le juge à faire une lecture utile des dispositions contractuelles issues des contrats de concession de distribution d'électricité.

Dans ce contexte, suite à la communication à la Ville du CRAC relatif à l'exercice 2012, cette dernière a adressé le 21 octobre 2013 un courrier précisant les données complémentaires à communiquer à la Ville pour disposer d'un compte-rendu exhaustif de la mission concédée. La Ville relevait notamment l'absence de compte de résultat pour l'activité de vente aux tarifs réglementés assurée par EDF, tandis que celui présenté pour l'activité de gestion du réseau électrique menée par ERDF est élaboré à partir de clés de répartition pour 90% des charges.

La Ville a par la suite adressé un courrier à ERDF daté du 10 avril 2014 et EDF daté du 10 avril 2014 pour leur demander de communiquer les éléments suivants, nécessaires à la Ville pour connaître la situation économique de la mission concédée :

- **le compte de résultat détaillé**, à la maille de la concession, pour 2012, présentant les recettes, les postes de charges, et les éventuelles contributions à (ou produits de) la péréquation nationale ;
- une présentation permettant d'avoir une connaissance des **répartitions inter-concessions** pour 2012 ;
- **le détail des recettes** pour 2012 à la maille de la concession et notamment les recettes provenant des usagers par tarif ;
- **le détail des charges** d'exploitation, charges financières et charges exceptionnelles éventuelles pour 2012.

Malgré quelques avancées, les nombreux échanges avec la ville n'ont pas permis, à ce jour, l'obtention de tous ces éléments.

Le CRAC 2013 remis en juin 2014 par les concessionnaires ne répond que partiellement à ces demandes. La liste des éléments manquants est annexée à la présente délibération. La Ville relève pour l'exercice 2013 notamment l'absence de compte de résultat pour l'activité de vente aux tarifs réglementés assurée par EDF, tandis que celui présenté pour l'activité de gestion du réseau électrique menée par ERDF est élaboré à partir de clés de répartition pour 90% des charges.

Vu :

- l'arrêt du Conseil d'Etat du 18 décembre 2013 rejetant le pourvoi en cassation d'ERDF et en cela confirmant la décision de la Cour Administrative d'appel de Paris reconnaissant le droit de solliciter des concessionnaires la communication de compte de résultat à la maille de la concession,
- l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 décembre 2012 (commune de Douai, n°341788) reconnaissant le droit de la Ville, autorité concédante pour la distribution d'énergie, en application de l'article L2224-31 du Code général des collectivités territoriales, que lui soit communiqué par son concessionnaire, « à sa demande, toutes informations utiles, notamment un inventaire précis des ouvrages de la concession »,
- le contrat de concession signé en 2006 pour 15 ans avec EDF pour la mission concédée de vente au tarif réglementé (TRV) et ERDF, filiale d'EDF, pour la mission de gestion du réseau de distribution d'électricité, et notamment l'article 32.

Considérant :

- l'absence de communication d'informations et de données demandées par la ville dans le compte rendu annuel de la concession (cf. annexe) et, notamment, les éléments techniques, comptables et financiers à la maille de la concession dont un compte de résultat détaillé à la maille de la concession, pour chacune des activités de la mission concédée, empêchant la ville de connaître la situation économique réelle de la concession et d'apprécier les conditions financières, pour la Ville, à terme de la concession,
- l'absence de communication d'un programme d'investissement et de renouvellement des ouvrages pluriannuel, localisé et chiffré, permettant une appréciation du vieillissement des réseaux, des risques de coupures, et de pannes majeures d'alimentation,
- les courriers échangés entre la Ville de Montpellier et les concessionnaires EDF et ERDF,

La Ville de Montpellier, autorité concédante pour la distribution d'énergie électrique demande :

- la transmission des éléments demandés par courrier et non transmis à ce jour et visés à l'annexe de la présente délibération, de manière à pouvoir exercer son devoir et son pouvoir de contrôle et à acquérir une connaissance complète de la situation économique et technique de la concession.
- la transmission d'un programme de renouvellement des ouvrages concédés, pluriannuel, localisé, chiffré jusqu'au terme du contrat de concession en cours.

Le Conseil Municipal prend acte.

55- Convention de concession GRDF - Rapports d'activité de 2012 et 2013

Le 19 février 1997, la Ville de Montpellier et GDF ont conclu, pour une durée de 25 ans, une convention de concession pour le service public de la distribution de gaz naturel.

Depuis la signature de cette convention et la création de la société GRDF en 2008, les obligations de ce contrat de concession signé avec la Ville de Montpellier relèvent de la responsabilité de GRDF, filiale du groupe GDF Suez, pour toutes les obligations relevant de la distribution de gaz naturel (exploitation et développement du réseau).

L'article 32 II du cahier des charges annexé à la convention de concession impose au concessionnaire GrDF de présenter chaque année à la Ville de Montpellier, dans le délai de six mois suivant l'exercice considéré, un compte rendu d'activité exhaustif correspondant à la mission qui lui a été concédée par la Ville appelé ci-après Compte-Rendu Annuel de la Concession ou « CRAC ».

Cette obligation s'inscrit dans le cadre plus général de l'article L. 2224-31, I, du Code général des collectivités territoriales, lequel dispose que « chaque organisme de distribution d'électricité et de gaz tient à la disposition de chacune des autorités concédantes dont il dépend les informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique utiles à l'exercice des compétences de celles-ci » et que chacun de ces organismes « communique chaque année, notamment, la valeur brute, la valeur nette comptable et la valeur de remplacement des ouvrages concédés ».

L'article L. 2224-31, I, dudit Code a de plus été largement consacré par la jurisprudence récente comme garantissant aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité le droit de disposer de toutes informations utiles pour un exercice efficace de leur pouvoir de contrôle de leur concessionnaire (voir Conseil d'Etat, 21 décembre 2012, Commune de Douai, et CAA Paris, 25 mars 2013, SIPPAREC), conduisant le juge à faire une lecture utile des dispositions contractuelles issues des contrats de concession.

Dans ce contexte, suite à la communication à la Ville du CRAC relatif à l'exercice 2012, cette dernière a adressé le 21 octobre 2013 un courrier à GRDF précisant les données complémentaires à communiquer à la Ville pour compléter le compte-rendu de la mission concédée.

Les éléments communiqués par le concessionnaire GRDF, le 23 novembre 2013, répondent aux demandes de la Ville pour les aspects techniques de la réalisation de la mission concédée. Cependant, il apparaît qu'aucun élément du compte de charges dans le compte d'exploitation de la concession de distribution de gaz présenté par GRDF pour l'exercice 2012 n'est établi à la maille de la concession.

En conséquence, la Ville a adressé un courrier à GRDF daté du 10 avril 2014 demandant la communication des éléments suivants, nécessaires à la Ville pour connaître la situation économique de la mission concédée :

- **le compte de résultat détaillé**, à la maille de la concession, pour 2012, présentant les recettes, les postes de charges, et les éventuelles contributions à (ou produits de) la péréquation nationale ;
- une présentation permettant d'avoir une connaissance des **répartitions inter-concessions** pour 2012 ;
- **le détail des recettes** pour 2012 à la maille de la concession et notamment les recettes provenant des usagers par tarif ;

- **le détail des charges** d'exploitation, charges financières et charges exceptionnelles éventuelles pour 2012.

Malgré quelques avancées, les nombreux échanges avec la ville n'ont pas permis, à ce jour, l'obtention de tous ces éléments.

Le CRAC 2013 remis en juin 2014 par le concessionnaire ne répond que partiellement à ces demandes. La liste des éléments manquants est annexée à la présente délibération. La Ville relève pour l'exercice 2013 notamment que le compte de résultat de la mission concédée communiqué est élaboré à partir de clés de répartition (70% des charges sont établies à la clé pour l'exercice 2013), ce qui entrave l'appréciation que peut porter la ville sur la situation économique de la concession.

Considérant :

- l'insuffisance de communication d'informations et de données demandées par la Ville dans le compte rendu annuel de la concession (cf. annexe) et, notamment, les éléments techniques, comptables et financiers à la maille de la concession dont un compte de résultat détaillé à la maille de la concession, pour chacune des activités de la mission concédée, empêchant la Ville de connaître la situation économique réelle de la concession et d'apprécier les conditions financières, pour la ville, à terme de la concession
- l'absence de communication d'un programme d'investissement et de renouvellement des ouvrages pluriannuel, localisé et chiffré, permettant une appréciation du vieillissement des réseaux, des risques de coupures, et de pannes majeures d'alimentation,
- les courriers échangés avec entre la ville de Montpellier et le concessionnaire GRDF,

La Ville de Montpellier, autorité concédante pour la distribution de gaz demande :

- la transmission des éléments demandés par courrier et non transmis à ce jour, visés à l'annexe de la présente délibération, de manière à pouvoir exercer son devoir et son pouvoir de contrôle à acquérir une connaissance complète de la situation économique et technique de la concession
- la transmission d'un programme de renouvellement des ouvrages concédés, pluriannuel, localisé, chiffré jusqu'au terme du contrat en cours.

Le Conseil Municipal prend acte.

56- LES BAMBINS DU LEZ - Garantie d'Emprunt

Dans le cadre du projet d'extension des locaux de la crèche « Les bambins du Lez » qui permettra la création de 8 places supplémentaires, ce qui portera la capacité d'accueil d'enfants à 40 places, ainsi que l'embauche de 2 salariés de plus et portera le personnel à 18 salariés, la crèche « les bambins du Lez » souhaite réaliser un emprunt de 130 000 € pour financer cette opération.

Cette extension consiste en une construction de 140 m² sur une parcelle de terrain appartenant à la Ville de Montpellier et rétrocédée sur la cour de l'école Jean Moulin accolée à la crèche.

Pour financer cet investissement, la crèche « Les Bambins du Lez », après négociation, a contracté un emprunt auprès du Crédit Agricole aux conditions suivantes :

Montant : 130 000 €

Durée : 180 mois (soit 15 ans)

Taux fixe mensuel de 3.10 %, Taux annuel effectif global de 3.28%

Différé d'amortissement de 10 mois

Frais de dossier fixe : 1200 euros (soit 0.90%).

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 100 % du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt, 15 ans, à hauteur de 130 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 100 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 100 % de l'emprunt que la crèche « Les Bambins du Lez » a contracté un emprunt auprès du Crédit Agricole à hauteur de 130 000 €, aux conditions précisées ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Djamel BOUMAAZ : Je voulais juste faire un petit aparté, une petite parenthèse sur l'affaire 10 et 11 et en même temps revenir sur la question 56.

Monsieur le Maire : Il a raison, il s'agit de la même affaire.

Djamel BOUMAAZ : Il s'agit de la même affaire. Si vous voulez, la crèche associative Les bambins du Lez a été créée en 1987. Située à deux pas du centre-ville de Montpellier, dans le quartier des Beaux Arts, la crèche propose un lieu d'accueil adapté à l'épanouissement personnel de chaque enfant dans un cadre privilégié. Les locaux de 250 m² sont adaptés à la vie en petit groupe, le jardin de 500 m² d'espaces verts est dédié au bien-être et à l'éveil de l'enfant. La crèche accueille 32 enfants de 3 mois à 4 ans, entre 8 heures et 18 heures. La crèche est signataire de la Charte de l'accueil de l'enfant présentant un handicap. Nous ne sommes pas contre les crèches, nous ne sommes pas contre les enfants qui ont un handicap, mais nous nous abstenons. Nous nous abstenons sur la question de la pédagogie. La pédagogie est inspirée de la pédagogie de Montessori, Montessori, pardon. C'était juste pour savoir, Monsieur le Maire, si vous connaissiez la pédagogie Montessori. Favoriser la confiance en soi, l'autonomie, tout en permettant à l'enfant d'évoluer à son propre rythme et en toute liberté : telles sont les promesses de la pédagogie Montessori. Liberté, autodiscipline, respect du rythme scolaire, apprentissage par l'expérience, activité individuelle, *etc.* Le hic, c'est qu'à ce jour, l'Education nationale, le Gouvernement, votre ami, refuse de valider une telle pédagogie, je termine, refuse de valider une telle pédagogie, contraignant les établissements à se développer en marge du système public. Aujourd'hui, avec l'affaire 10, avec l'affaire 11 et avec l'affaire 56, on agrandit les locaux, on déclasse du domaine public et on va faire une garantie d'emprunt, sauf qu'aujourd'hui, le Gouvernement est contre. Donc, je me posais la question par rapport à cette contradiction entre l'Education nationale qui est contre cette pédagogie, qui ne la valide pas et vous qui avez signé un bail emphytéotique et qui êtes prêt à faire une garantie d'emprunt.

Monsieur le Maire : J'entends bien ce que vous dites mais il n'y a rien qui me choque dans cette pédagogie. Vous savez, plein d'écoles sont mises à l'index. Il existe un grand nombre de méthodes d'éducation qui ne sont pas les méthodes conventionnelles, mais qui sont tolérées. En l'occurrence, il nous est apparu que le Conseil d'école... Ce que vous ne dites pas, c'est qu'une partie de la cour et le terrain qui a été déclassé, c'est une partie de la cour de l'école adjacente. Cela a fait l'objet d'un rapport à l'Education nationale et au Conseil d'école. L'Education nationale et le Conseil d'école de l'école adjacente ont donné leur accord. Si vraiment il s'agissait du temple de tous les diables...

Djamel BOUMAAZ : Le problème, c'est que l'Etat ne l'a pas validée.

Monsieur le Maire : Je ne vois pas comment l'Education nationale et le Conseil d'école auraient donné leur accord s'il n'y avait pas de validation au niveau supérieur.

Djamel BOUMAAZ : Nous n'étions pas au courant à ce niveau-là, que l'Education nationale avait donné son accord. Sauf que nous, nous regardons au niveau national, et ce n'est pas validé. Donc, je ne sais pas s'il y a une contradiction entre le niveau national et le local, mais bon. Il s'agissait juste de cela.

Monsieur le Maire : Ecoutez, j'entends bien vos remarques, mais tout le monde n'a pas la même façon d'enseigner.

Valérie BARTHAS-ORSAL : Il s'agit d'une crèche, nous ne parlons pas d'une école.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas parce que les enfants sont petits, qu'on ne leur apprend rien.

Djamel BOUMAAZ : Je n'ai pas dit que j'étais contre cette pédagogie. Qu'on se mette bien d'accord : [je m'exprimais] par rapport à cette contradiction.

Monsieur le Maire : Une partie du terrain a été déclassé parce qu'il appartenait à la ville de l'école qui est juste à côté. Cela a fait l'objet d'une délibération à la fois de l'Education nationale, du Conseil d'école et des services de la ville.

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité

57- Mise en accessibilité des bâtiments de la Ville

Application de la loi Handicap

Mise en œuvre des agendas d'accessibilité programmée

La loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 dite loi Handicap, a apporté des évolutions fondamentales pour répondre aux attentes des personnes handicapées. Elle a défini les moyens de la participation des personnes handicapées à la vie de la cité et a créé l'obligation de mise en accessibilité des bâtiments et des transports dans un délai maximum de 10 ans.

Toutefois, bien que la loi Handicap ait constitué une avancée importante en matière d'accessibilité, elle n'a néanmoins pas été suffisamment suivie d'effets.

L'échéance de 2015 pour la mise en accessibilité du cadre bâti et des transports sera difficile à respecter pour nombre d'acteurs publics et privés. Dans cet objectif, la loi du 10 juillet 2014 habilitant le gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité vient renforcer et compléter la loi du 11 février 2005. Ainsi, par ordonnance du 25 septembre 2014 des modifications ont été apportées aux dispositions législatives de la loi Handicap. A compter de cette date et avant le 27 septembre 2015, les gestionnaires des établissements recevant du public (ERP) ou les installations ouvertes au public (IOP) ont désormais la possibilité, pour mettre leurs bâtiments en conformité avec les obligations légales, de s'engager par la signature d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap). Cet acte d'engagement volontaire ne se substitue pas à la loi de 2005 mais la complète.

L'Ad'Ap est un document de programmation pluriannuel, qui précise la nature des travaux et leur coût et engage les gestionnaires d'établissement dans un délai de 1 à 3 ans pouvant aller, à titre dérogatoire jusqu'à 9 ans, dont ce sera le cas pour la Ville de Montpellier.

Ces agendas s'adressent aux maîtres d'ouvrages et aux exploitants d'établissements recevant du public. L'engagement à entrer dans la démarche Ad'Ap devra être acté auprès du Préfet avant le 31 décembre 2014 et les dossiers remis au plus tard, le 25 septembre 2015. Les projets Ad'Ap devront être validés par le Préfet. Cette validation permettra ainsi d'entériner l'échéancier pour la mise en accessibilité. L'Ad'Ap est un engagement irréversible et un dossier validé devra être mené à son terme. Pour cela le dispositif comportera des points de contrôle réguliers et une validation à son terme. Des sanctions pénales et financières seront appliquées en cas de non-respect de l'Ad'Ap.

Aujourd'hui, le bilan des actions menées par la Ville en matière d'accessibilité, se concrétise par son engagement dans la réalisation des diagnostics obligatoires sur les établissements recevant du public. Au vue des diagnostics effectués en 2008, l'estimation du coût des travaux s'élève à près de 40 M€ pour 290 ERP concernés soit un effort financier annuel de 4,4 M€ pour la Ville.

Un subventionnement du FIPHFP de l'ordre de 400 000 € pourrait être alloué à la Ville, pour l'ensemble des bâtiments comportant des postes de travail.

Par ailleurs, en Commission Communale pour l'Accessibilité – animée par la Ville – il a été défini en concertation avec les associations que la priorité serait donnée à la mise en accessibilité des Maisons Pour Tous.

Ainsi, des travaux ont déjà été réalisés sur le Centre Culturel Rabelais, la Maison Pour Tous Villon, le Rockstore, l'ancien Hôtel de Ville. Des travaux sont actuellement en cours sur la Maison Pour Tous l'Escoutaire.

Parallèlement à ces actions, a été mise en service la Cartographie sur Internet, indiquant le niveau d'accessibilité des bâtiments audités par la Ville, le Centre Communal d'Action Social, le Conseil Général de l'Hérault, la Région Languedoc-Roussillon, ainsi que l'accessibilité des transports, trottoirs, places de stationnements, passages piétons...

Enfin, ces premiers chantiers ont eu pour but de définir une méthodologie de travail et mettre en exergue les travaux connexes non négligeables qu'implique la mise en accessibilité.

Compte tenu de ces décrets et afin de se mettre en conformité avec la législation, il est proposé de déposer auprès du préfet, l'engagement à entrer dans la démarche d'agenda d'Accessibilité programmée, afin de poursuivre les actions de mise en accessibilité déjà entreprises.

Après examen, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider la mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'engagement à entrer dans la démarche d'Ad'AP
- d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter un ou plusieurs cabinets afin de réaliser les études préliminaires nécessaires ;
- d'inscrire la dépense dans le cadre d'une autorisation de programme selon le plan pluriannuel d'investissement ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation du projet,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

58- Rue Boussinesq

**Acquisition Ville / Société EIFFAGE Immobilier Méditerranée de locaux
en copropriété destinés à usage de crèche et salle associative
Avenant n° 2**

Par délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a décidé le principe d'une double vente, la Ville cédant à Eiffage Immobilier Méditerranée une emprise foncière située rue Boussinesq, et Eiffage cédant à la Ville des locaux construits comprenant une crèche de 1344 m² (locaux livrés bruts) et une salle associative de 128 m². Le montant des deux ventes est de 1 552 000 € TTC.

Par délibération en date du 25 mars 2013, la Ville a approuvé l'avenant n° 1 ayant pour objet la réalisation d'études et de travaux complémentaires facilitant l'interface entre le chantier des logements et l'aménagement de la crèche.

Le présent avenant a pour objet la réalisation de travaux d'adaptation et de levées de réserves afin de mieux correspondre au besoin de la Ville. Sont notamment prévus des travaux de réservations, d'étanchéité, d'alimentation d'eau, de flocage coupe-feu.

La date prévisionnelle d'achèvement est fixée au 22 décembre 2014.
Le montant des travaux reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°2 au contrat de VEFA ;
- d'acter le report de la date d'achèvement au 22 décembre 2014 ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

59- Fourniture et livraison de fioul - Appel d'offres

Autorisation de signer la convention constitutive du groupement de commandes publiques entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone, Pignan, Lavérune, Saint Brès et Saint Jean de Védas.

Dans le cadre du marché « fourniture et livraison de fioul » pour la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, de Pignan, de Lavérune, de Saint Brès, de Saint Jean de Védas et le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone, il est nécessaire de lancer une mise en concurrence (appel d'offres) afin de rationaliser les acquisitions et de réaliser des économies d'échelle.

Il apparaît pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités et établissements, d'établir un groupement de commandes publiques entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, de Pignan, de Lavérune, de Saint Brès, de Saint Jean de Védas et le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone selon la convention annexée à la présente délibération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert conformément **aux articles 57 à 59 et 76** du code des marchés publics. Le montant annuel estimatif HT des commandes pour la Commune de Montpellier est de **53 600 € HT/ an**.

L'objectif de l'appel d'offres ouvert est la conclusion d'un accord cadre multi attributaire (3 minimum sous réserve d'un nombre de candidats suffisant) d'une durée d'un an reconductibles trois fois.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres ouvert pour couvrir les besoins exposés ci-dessus,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et les communes de Villeneuve-Lès-Maguelone, Pignan, Saint-Brès, Saint Jean de Védas, Lavérune et le CCAS de Villeneuve-Lès-Maguelone, convention aux termes de laquelle les collectivités et établissements publics délèguent à la Commission d'Appel d'offres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, leur compétence pour attribuer cet appel d'offres ouvert. - d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

60- Cession et réforme des matériels et des véhicules

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 24 avril 2014 (n°2014/157), il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Cession des véhicules : Direction Energie et Moyens Techniques (DEMT)

- Service Parc Auto

Suite à l'état de vétusté des véhicules, il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix de vente effectifs.

2) Cession du matériel : DEMT

- Service Energie

Suite à la dépose d'un groupe électrogène diesel du Centre Rabelais (type 12G2 et n° de série 330692) il convient de céder ce matériel. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ à 100 €.

3) Réforme du matériel : Direction Génie Urbain

- Service Eclairage Public

Suite au programme de renouvellement des matériels de l'année 2014, le traceur n° 46400464000221 doit être réformés. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société

spécialisée afin de recycler ou de reconditionner ce matériel. Pour cela, l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville.

4) Cession du matériel : Direction Génie Urbain

- Service Voirie

Suite au programme de renouvellement des matériels de l'année 2014, le traceur de découpe GRAPHTEC FC 8600 doit être réformé. Cet équipement sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ à 100 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter les cessions et réforme des véhicules et du matériel
- d'autoriser les ventes aux enchères des véhicules du Service Parc Auto par l'organisme le Centre 113
- d'autoriser les ventes aux enchères des matériels réformés des Services Energie et Voirie par l'organisme AGORA STORE
- d'autoriser le recyclage des matériels techniques réformés du Service Eclairage Public, à titre gracieux, par l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et associations retenues.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

61- Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de l'article 14 de la loi 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à l'action internationale des collectivités territoriales.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Barcelone du 12 au 15 novembre 2014.

La Ville de Montpellier est adhérente à l'Association Internationale des Villes Educatrices (AIVE). Ce réseau regroupe de nombreuses villes françaises mais aussi européennes autour d'un objectif commun, celui de travailler ensemble à des projets et des activités dépassant le cadre strictement scolaire, en faisant de la ville un agent co-éducateur à travers la citoyenneté, la démocratie participative, les projets culturels, la politique environnementale...

Tous les deux ans sont organisés des congrès internationaux permettant d'établir des liens entre les différentes villes et d'échanger leur expérience en matière d'éducation et de formation.

Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au maire déléguée à l'Education, se rendra à Barcelone du 13 au 16 novembre prochain afin d'assister au 13ème Congrès International des villes Educatrices sur le thème « *la Ville Educatrice est une ville qui inclut* ».

Grâce à des conférences, des présentations d'expériences, de tables rondes, ainsi que des visites d'étude, seront abordés le rôle de l'éducation en tant qu'instrument essentiel de l'inclusion, permettant le développement personnel et collectif et l'amélioration de la convivialité et de la solidarité.

Mission à Palerme au printemps 2015.

La Ville de Montpellier a une longue tradition d'ouverture internationale de dialogue et d'accueil. A travers sa diversité culturelle, elle a développé une politique de coopération notamment par la signature de 11 jumelages et l'adhésion à des réseaux internationaux. Ces accords se traduisent par des programmes d'échanges concrets dans des domaines d'intérêts convergents propres à chaque ville partenaire.

Dans le cadre d'un positionnement fort euro-méditerranéen, la Ville de Montpellier, déjà jumelée avec les villes de Fès, Barcelone, Tlemcen, Kos, Tibériade et Bethléem, souhaite désormais se rapprocher d'une ville italienne.

Monsieur le Maire se rendra à Palerme, au Sud de la Sicile, au printemps prochain, accompagné de M. Danilo FAGGIONI, Consul honoraire d'Italie en vue d'une première rencontre avec M. Leoluca ORLANDO, Maire de la Ville. Cette prise de contact permettra de définir conjointement le futur accord de jumelage qui aura pour objectif de développer des échanges dans les domaines économiques, universitaires, culturels et touristiques.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'accorder à Mme Isabelle MARSALA, Adjointe au maire déléguée à l'Education, un mandat spécial pour le déplacement à Barcelone du 12 au 15 novembre 2014;
- d'accorder à M. le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Palerme au printemps 2015;
- d'autoriser la prise en charge du déplacement de M. Danilo FAGGIONI, Consul honoraire d'Italie en tant qu'invité de la ville;
- d'autoriser M. le Maire et Mme Isabelle MARSALA, à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- de prélever les dépenses inhérentes à ces déplacements estimées à maximum 2 500 euros, sur le budget de la Direction des Relations Internationales.

Monsieur le Maire : L'ensemble des voyages qui seront faits au titre des jumelages seront présentés dans l'intégralité des missions en Conseil municipal dans le cadre de la transparence de la vie politique.

Pour : 57

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité

62- Université de Montpellier

Désignation du représentant de la ville au conseil d'administration

L'Université de Montpellier a été créée par le décret 2014-1038 du 11 septembre 2014. Elle exercera au 1^{er} janvier 2015 l'ensemble des activités des Universités Montpellier 1 et Montpellier 2.

Conformément au décret précité, une assemblée constitutive provisoire constituée de membres des Conseils d'Administration respectifs des universités de Montpellier I et Montpellier II s'est réunie le 1^{er} octobre 2014 pour adopter les statuts de l'Université de Montpellier.

L'article 15 de ces statuts prévoit que le conseil d'administration comprend un représentant de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de désigner son représentant au conseil d'administration de l'université de Montpellier.

A été élue :

- Mylène CHARDES

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité

63- Université Montpellier 3 - UFR 1 - Modification de la délibération 2014/207 concernant les 2 représentants du Conseil Municipal

Le Conseil de l'UFR 1 de l'Université Montpellier 3 regroupe les départements pédagogiques de Lettres Modernes, Lettres Classiques, Philosophie, Arts Plastiques, Arts du Spectacle, Musique et Psychanalyse,

Le mandat des représentants de la Ville de Montpellier siégeant dans cette instance expire le 9 décembre 2014. Lors du Conseil municipal du 22 mai 2014, avaient été désignés comme représentant titulaire Mme Sonia KERANGUEVEN, et comme représentant suppléant Monsieur Robert COTTE.

L'UFR 1 sollicite donc la Ville de Montpellier afin de procéder à la désignation d'un nouveau représentant titulaire et suppléant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner ses représentants au Conseil de l'UFR 1 de l'Université Montpellier 3.

Ont été élus :

- Titulaire : Sonia KERANGUEVEN
- Suppléant : Khanthaly PHOUTTHASANG

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

64- Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier Désignation des nouveaux représentants de la Ville

Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA) a été créé par l'arrêté n°2001/01/2168 du 6 juin 2001.

Il a pour objet, l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers de tous les dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires.

Dans le cadre de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014, l'Etat a souhaité que le pilotage de la Politique de la Ville soit assuré au niveau de l'Agglomération. Afin de tenir compte de cette évolution, la répartition des droits statutaires entre la Ville de Montpellier et Montpellier Agglomération a été modifiée.

La composition de l'Assemblée Générale et celle du Conseil d'Administration évoluent donc à compter du 1^{er} janvier 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner deux représentants de la Ville et leurs suppléants à l'Assemblée Générale et un représentant de la Ville et son suppléant au Conseil d'Administration.

Ont été élus :

A l'Assemblée Générale :

Titulaires :

- Philippe SAUREL
- Max LEVITA

Suppléants :

- Stéphanie JANNIN
- Abdi EL KANDOUSSI

Au Conseil d'Administration :

Titulaire :

- Abdi EL KANDOUSSI

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

Monsieur le Maire : Je voudrais pour terminer vous remercier pour la qualité des débats que nous avons eus en cette année 2014, vous souhaiter d'excellentes fêtes de fin d'année et vous donner rendez-vous pour la première séance de la Métropole qui aura lieu le 12 janvier. Préalablement à cela, les vœux de la ville, le 6 janvier, sur la place Georges Frêche, devant la Mairie, le 12 janvier, ceux de la métropole, et le 13 janvier, les vœux de la Métropole au Corum. Ainsi, nous aurons commencé joyeusement l'année 2015. Merci à tous.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal